



~~22~~  
31

LF  
2163  
.C93

24  
31



LF  
216E  
.C93



**HISTOIRE**

*DE*

**L'UNIVERSITÉ**

*DE PARIS.*

**TOME TROISIÈME.**



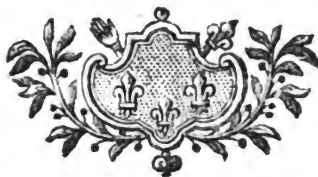


# HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS ,

Depuis son origine jusqu'en l'année 1600.

*Jean Baptiste Louis*  
Par M. CREVIER , Professeur Emérite  
de Rhétorique en l'Université de Paris ,  
au Collège de Beauvais.

TOME TROISIEME.



A PARIS ,

Chez DESAINT & SAILLANT , rue  
S. Jean de Beauvais , vis-à-vis  
le Collège.

---

M. DCC. LXI.

*Avec Approbation & Privilège du Roi.*







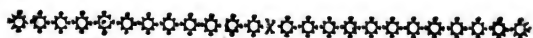
# HISTOIRE

Reg. 28.  
W. 28.  
12-18-40  
42218

DE

# L'UNIVERSITÉ

DE PARIS.



## LIVRE V.



### §. I.



AI maintenant à rendre compte d'un grand & mémorable événement, très fâcheux pour l'Eglise, mais bien glorieux pour l'Université de Paris, qui jamais ne signala d'une façon plus éclatante son zèle pieux & éclairé pour la mère commune des Fi-

Idee générale du grand schisme d'Occident, & de la gloire que s'acquiert l'Université en travaillant à l'éteindre.

Tome III.

A

2 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
déles & l'épouse de J. C. C'est le grand  
schisme d'Occident, né de la témérité  
& de l'imprudence, entretenu par  
l'ambition & l'opiniâtreté, & heureu-  
sement terminé par les efforts géné-  
reux & persévérans des princes & des  
peuples, que guidoient les conseils &  
les lumières de l'Université de Paris.  
L'Eglise longtems déchirée dut sans  
doute la réunion de ses membres &  
sa conservation à la protection spé-  
ciale de la Providence, qui veille  
toujours sur elle. Mais c'est une grande  
gloire pour notre Université, que Dieu  
l'ait employée comme principal ins-  
trument dans une opération où il s'a-  
gissoit de sauver la fidélité de ses pro-  
messes.

Ce schisme malheureux partagea  
toute l'Europe Chrétienne, & pendant  
plus de quarante ans qu'il dura, il  
produisit des maux infinis. Néant-  
moins, comme Dieu fait tirer le bien  
du mal, ce même schisme a donné  
lieu d'éclaircir le droit public de l'E-  
glise, obscurci par l'ignorance des  
siècles précédens, & par les entre-  
prises ambitieuses de plusieurs papes;  
de renfermer la puissance des souve-  
rains pontifes dans ses bornes légiti-

mes; & d'établir solidement des maximes , qui servent de points fixes en cette importante matière , & de remparts contre la servitude. Et pour l'éclaircissement de ces maximes dans les tems dont je parle , comme pour leur conservation & leur défense dans la suite , l'Université de Paris a travaillé , a combattu , avec honneur & avec succès.

Le siècle du schisme est l'époque de la plus brillante situation de notre Université. Jamais elle ne fut plus consultée , plus écoutée. Jamais elle n'eut tant de part à la décision des affaires de la plus haute conséquence. Elle enfanta alors de plus grands hommes , que l'on n'en eût vû encore sortir de son sein , un Nicolas de Clémengis , un Pierre d'Ailli , l'incomparable Jean Gerson. Mais cette gloire se renferma toujours dans le genre qui lui est propre , celui de la science & de la vertu. Les richesses lui furent alors , comme en tout tems , étrangères. Pendant qu'elle jouissoit du plus grand crédit dans l'Eglise & dans l'État , on ne voit point qu'elle ait fait aucune acquisition : & ceux de ses suppôts qui s'enrichirent , ne tirèrent point

#### 4 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ d'elle leur opulence.

Voici quelle fut l'occasion du schisme , principal objet dont je vais m'occuper maintenant , sans négliger les autres faits qui concernent l'Université.

Naissance du  
schisme. Elec-  
tion d'Ur-  
bain VI.

Il eut pour principe la jalousie entre les Italiens & les François par rapport au souverain pontificat. Grégoire XI, que l'amour de la régularité , & le mauvais état des affaires de l'Italie, causé par l'absence des papes depuis longtems résidans à Avignon , avoient engagé à se transporter à Rome , n'y vécut que fort peu de tems. Il y étoit entré le dix-sept Janvier 1377 , & il y mourut le vingt-sept Mars de l'année suivante. Dans ce séjour assez court il eut néanmoins le tems de se repentir du parti qu'il avoit pris , parce que voyant de près les dispositions des Romains , & pensant , vû sa mauvaise santé , que sa mort ne pouvoit pas être bien éloignée , il craignit que l'élection de son successeur ne causât bien des troubles. Le duc d'Anjou, envoyé vers lui à Avignon par le roi Charles son frère , le lui avoit prédit. Ce duc fit de grands efforts pour le détourner d'aller à Rome , & le voyant inflexible , il lui dit en le quittant ;

*Fleuri ,  
Hist. Ecl.  
T. X X.  
p. 277.*

» Saint Père, vous allez dans un pays  
 » où vous n'êtes guères aimé : & si  
 » vous y mourez, ce qui est bienvrai-  
 » semblable, les Romains seront maî-  
 » tres de tous les cardinaux, & fe-  
 » ront par force un pape à leur gré. »  
 Ces paroles ne firent aucune impres-  
 sion sur Grégoire. Mais dans la suite  
 il en reconnut la sagesse, & en mou-  
 rant il témoigna sa douleur, de ce que  
 sa mort alloit donner lieu à un schis-  
 me, si la miséricorde de Dieu ne  
 venoit au secours de l'Eglise.

*Lenfant, Conc.  
de Pise, T. I.  
p. 6.*

En effet rien n'étoit plus opposé,  
 que la façon de penser des Romains  
 sur le pape qu'il s'agissoit d'élire, &  
 celle des cardinaux. Les Romains,  
 qui voyoient leur ville considérable-  
 ment déchue de sa splendeur, de-  
 puis le séjour des papes à Avignon,  
 l'Etat Ecclésiastique en proie à de  
 petits tyrans, une espèce d'anarchie,  
 & une licence souvent à charge à  
 ceux même qui ne savent pas obéir,  
 croyoient que l'unique remède à ces  
 maux étoit la résidence des papes à  
 Rome, & pour cela ils vouloient en  
 avoir un qui fût Romain, ou au moins  
 Italien. La plus grande partie des car-  
 dinaux pensoient bien différemment.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 463 &  
seqq.*

*Fleuri,  
Hist. Eccl.  
T. XX.  
p. 285 &  
suiv.*

*Lenfant, Conc.  
de Pise, l. L.*

## 6 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Ils étoient presque tous nés en deçà des Alpes , & l'amour de la patrie les rappelloit en France. Leur intérêt personnel se joignoit à ce motif : aucun de cette faction toute-puissante dans le conclave ne pouvoit espérer le pontificat , s'il falloit choisir un Italien.

Dès là on conçoit que le trouble dans l'élection étoit inévitable. Car les Romains ne s'en tenoient pas à demander modestement un pape de leur nation. Ils ne se contentèrent pas même des représentations faites très-fortement aux cardinaux par leurs chefs de quartiers ou bannerets. Ils ajoutèrent les menaces & la violence. Le peuple s'attroupa , les choses en vinrent à une sédition ouverte , & les mutins , avant & après l'entrée des cardinaux au conclave , crioient comme des forcenés : » Nous le voulons » Romain , ou au moins Italien. » Ces faits sont constans , & attestés également par les écrivains des partis contraires.

Si les cardinaux eussent été tous d'accord , peut-être , quoiqu'avec peine & danger , auroient-ils entrepris de se mettre au dessus d'une violence

injuste , & des clameurs de la populace. Mais il y avoit entre eux plus d'une cause de division. Le sacré collège étoit alors composé de vingt-trois cardinaux , dont six avoient été laissés par Grégoire XI à Avignon , & un étoit légat en Toscane. Il n'en restoit donc que seize pour procéder à l'élection. De ces seize , quatre étoient Italiens , onze François , & un Arragonois , le fameux Pierre de Lune , qui devint dans la suite le pape Benoît XIII. Les cardinaux Italiens ne demandoient pas mieux que de favoriser le vœu du peuple , qui , s'il étoit écouté , sembloit concentrer entre eux l'espérance du pontificat. Mais les cardinaux François étoient décidés à n'en élire aucun , & ils faisoient les trois quarts des voix. Ils pouvoient donner la loi , s'ils se fussent entendus. Tout au contraire ils formoient deux factions absolument antipathiques. Des quatre derniers papes trois étoient *Hist. Un. Par. T. IV. p. 489.* Limousins , savoir Clément VI , Innocent VI , & Grégoire XI , & ils avoient rempli de leurs compatriotes les places du sacré collège & de la cour de Rome. Les cardinaux des autres provinces de France ne pouvoient

8 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
souffrir la domination de la faction  
Limousine , & ils vouloient détermi-  
nément en secouer le joug. Voilà ce  
qui acheva de tout perdre , en rendant  
le concert impossible entre les car-  
dinaux pour l'élection d'aucun mem-  
bre du sacré collège. La faction Fran-  
çoise déclara aux cardinaux Italiens ,  
qu'elle nommeroit plutôt un Italien  
qu'un Limousin : & les cardinaux Li-  
mousins se voyant exclus , voulurent  
aussi donner l'exclusion à leurs ad-  
versaires ; & ils étoient assez forts pour  
y réussir , parce que le concours des  
deux tiers des voix est nécessaire pour  
l'élection d'un pape.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 483.*

*p. 470.*

Cependant la chose pressoit. La fu-  
reur du peuple , au lieu de se calmer ,  
redoubloit à chaque instant , animée  
encore par quelques prélats Italiens ,  
que l'intérêt national , ou leurs espé-  
rances particulières engageoient à souf-  
fler le feu de la sédition. Enfin les  
cardinaux reçurent le lendemain de  
leur entrée au conclave des avis du  
dehors , par lesquels on leur faisoit  
savoir que si dans le moment même  
ils ne se déterminoient à élire un Ro-  
main ou un Italien , ils couroient  
risque d'être tous mis en pièces. Ils se



crurent donc forcés de prendre un parti : & comme ils ne pouvoient s'accorder sur aucun d'entre eux , ils élurent Barthélemi Prignano , Napolitain de naissance , archevêque de Bari , qui gouvernoit actuellement la chancellerie de l'Eglise Romaine avec la *Hist. Un. Par. T. 17. p. 490.* réputation d'intégrité & de savoir.

Si cette élection fut valide & légitime , c'est un problème que l'Eglise assemblée n'a pas décidé. Ce qui ne peut être révoqué en doute , c'est que la violence y influa beaucoup ; c'est que les cardinaux , s'ils eussent été libres , n'auroient jamais nommé l'archevêque de Bari ; c'est qu'au premier moment de liberté qu'ils ont eu , ils ont réclamé contre ce qu'ils avoient fait. Si avant que de procéder à cette élection ils eussent dressé & signé une protestation en forme contre la délibération qu'ils alloient prendre par contrainte , la question seroit bien plus aisée à résoudre. Mais un seul prit cette précaution. Les autres n'osèrent apparemment hazarder une pareille démarche , qui les exposoit à tout , si elle eût été découverte : & quelques déclarations verbales de leur part n'y suppléent qu'imparfaitement.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 459.*

Avant que d'entrer au conclave, sur les menaces d'une émeute populaire qu'ils voyoient se préparer, ils dirent aux bannerets qui les requéroient de s'engager à nommer un pape Romain ou Italien, qu'un pape élu dans de telles circonstances ne seroit point vrai pape; & qu'ils prissent garde en voulant retenir au milieu d'eux la cour pontificale, de se mettre dans le cas de la perdre pour longtems.

*p. 471.* Au moment de l'élection quelques-uns des cardinaux déclarèrent, que ce n'étoit point leur intention de faire une élection sérieuse, ni de mettre en place un vrai & légitime pape; que toute élection sous une telle violence étoit nulle; & que s'ils nommoient l'archevêque de Bari, c'étoit la crainte de la mort qui les y forçoit. Il y eut même un qui refusa de donner sa voix soit à l'archevêque, soit à aucun autre, jusqu'à ce qu'ils fussent en liberté. Le cardinal des Ursins fit une

*p. 491.* proposition bien peu digne de la gravité d'une si auguste compagnie, mais qui est un témoignage de la répugnance qu'il avoit à consentir à l'élection dont il s'agissoit. » Faisons venir ici, » dit-il, quelque frère Mineur Ro-

» main de naissance : revêtons-le de la  
 » chape & de la tiare pontificale : fei-  
 » gnons de l'avoir élu pape : & ayant  
 » ainsi trompé le peuple , nous trou-  
 » verons moyens ensuite de nous tirer  
 » de cette ville, & d'aller faire en un en-  
 » droit libre une autre élection. »

Tous ces faits portent sans doute une rude atteinte à la légitimité de l'élection de l'archevêque de Bari. Mais suffisent-ils pour l'infirmer ? Je n'entreprendrai pas , comme on peut bien le croire , de décider ce que l'Eglise a laissé indécis.

Après l'élection il y eut encore bien du tumulte & du désordre. Les cardinaux ne jugèrent pas à propos de la notifier sur le champ : & le peuple dans son impatience ayant enfoncé les portes du conclave, ils se dispersèrent : ensuite rappelés par le pape élu , ils se rassemblèrent : ils renouvelèrent leur élection , & enfin l'archevêque de Bari , ayant pris le nom d'Urbain , fut proclamé & intronisé solennellement. Toutes ces opérations n'emportèrent que trois jours. Les cardinaux entrèrent au conclave le sept Avril , ils firent leur élection le huit , & Urbain VI fut reconnu publiquement le neuf.

*Hist. Un.  
 Par. T. IV.  
 p. 471. 472.*

Alors tout parut tranquille. De ce moment Urbain agit en tout comme pape, & les cardinaux traitèrent avec lui comme avec leur chef & leur seigneur.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 465.*

Ils lui en donnèrent même acte en quelque façon par la lettre qu'ils écrivirent le dix-neuf Avril à leurs six confrères restés à Avignon, pour leur faire part de l'élection du nouveau pape; & qui s'exprime en termes très précis sur la légitimité & la canonicité de l'élection. Cependant la première phrase de cette lettre suppose des nuages qu'il est bon de dissiper, & dément ainsi le corps du récit qui n'annonce que paix & liberté. Ce n'est pas une chose qui fasse beaucoup d'honneur à ces cardinaux, qu'un pareil déguisement de la vérité. Mais la vûe du péril toujours présent gouvernoit leur plume comme leur conduite : & l'un.\*

p. 463. d'eux fit avertir le roi de France par une voie secrète, de n'ajouter aucune foi ni à ce qu'écriroient ses collègues, ni à ce qu'il écriroit lui-même, tant qu'ils seroient à Rome, parce que la crainte du peuple les tenoit en esclaves.

\* L'enfant dit que celui qui fit passer cet avis à Charles V, est le cardinal d'Aigrefeuille.

vage. Les six cardinaux d'Avignon se joignirent sans difficulté à ceux de Rome. Urbain VI fut reconnu de tout le sacré collège, & conséquemment de toute la Chrétienté. L'Université de Paris en particulier résolut de lui envoyer le rôle qu'elle avoit dressé par rapport à la nomination aux bénéfices.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 461 &  
466.*

Le calme apparent dura quelques semaines : & peut-être se seroit-il maintenu constamment, si le nouveau pape eût sçu ménager les esprits. Mais, par une imprudence impardonnable, il ne fit rien qui ne tendît à les aliéner. Il étoit naturellement porté à la sévérité, & il outra encore son caractère par l'affectation. Dès le lundi de Pâque, lendemain de son couronnement, il reprocha publiquement aux évêques qui étoient à sa cour, qu'ils étoient des parjures en ce qu'ils ne résidoient pas dans leurs Eglises : ce qui lui attira cette réponse vigoureuse de la part de Martin évêque de Pampe-lune : » Je ne suis point parjure. C'est » le service public, & non mon intérêt particulier, qui me retient ici. » Cette libre remontrance ne corrigea pas Urbain. Huit jours après il fit en

*Conduite du  
re & impru-  
dente d'Ur-  
bain.*

*Fleuri ,  
p. 294.*

*Lenfant ;  
p. 30.*

plein consistoire une invective très forte contre les mœurs & la conduite des prélats, sans épargner les cardinaux. Il accusa ceux d'entre eux qui avoient été employés dans les légations de s'être mal acquittés de leurs charges, & d'avoir été plus attentifs à leur profit qu'aux affaires qui leur étoient confiées, sacrifiant le bien public à leur avarice. Ce reproche tomboit directement sur le cardinal d'Amiens, Jean de la Grange, qui avoit été légat en diverses contrées, & dont réellement notre histoire ne loue pas le désintéressement. Le cardinal ne se posséda pas, & avec un geste & un ton menaçant, il dit à Urbain : » Comme » archevêque de Bari, tu en as menti. » Il sortit aussitôt du consistoire, & s'enfuit de Rome à toute bride. Après cet éclat il n'avoit pas d'autre parti à prendre. Mais un tel manque de respect avertissoit le pontife qu'il étoit en même tems méprisé & haï : position la plus dangereuse où un prince puisse se trouver. Il ne sentit point le péril : il continua ses procédés durs & hautains, & il ne prit pas même la précaution de veiller sur les démarches des cardinaux, dont il avoit tant de

raisons de se défier. Ils sçurent bien tirer avantage de sa sécurité.

Les cardinaux François & Pierre de Lune , qui leur fut toujours inséparablement attaché ; se concertèrent entre eux : & ayant obtenu du pape permission de sortir de la ville & de se retirer à la campagne , pour éviter l'incommodité des grandes chaleurs de l'été , ils partirent de Rome les uns après les autres vers le milieu du mois de Mai , & se rendirent tous à Anagni , où le cardinal de la Grange vint les joindre. Anagni étoit pour eux un lieu de sûreté ; parce que cette ville obéissoit à Honorat comte de Fondi , gouverneur de la Campagne de Rome , qu'Urbain avoit eu l'imprudenc d'irriter , en entreprenant de lui ôter son gouvernement : & les cardinaux eurent soin de s'y fortifier de troupes & de gens de guerre , qu'ils prirent à leur solde.

*Retraite des  
cardinaux  
François à  
Anagni.  
Fleuri, Len-  
fant, Daniel.*

Urbain sortit alors de son assoupissement. Ce rendez-vous commun lui marquoit bien qu'il y avoit un dessein , & il ne lui fut pas possible d'en douter , lorsqu'il sçut que le cardinal de Cros camerlingue avoit emporté avec lui la tiare & les autres ornemens ponti-

ficaux. Il redemanda ce cardinal , & les ornemens enlevés : & le refus qu'on fit de lui donner satisfaction sur ce point , lui manifesta clairement les intentions du parti qui se formoit. Cependant , comme il n'y avoit point encore d'acte d'hostilité ouverte , Urbain résolut de tenter la voie de la négociation : & sous prétexte de prendre aussi l'air de la campagne , il vint à Tivoli , pour être plus à portée , soit d'éclairer les démarches des cardinaux retirés à Anagni , soit de traiter avec eux. Avant que de partir de Rome il leur avoit envoyé trois de ses cardinaux Italiens, qui jusques-là lui étoient demeurés fidèles , pour inviter les mécontents à venir le rejoindre. Mais ceux-ci lui adressèrent pour réponse une exhortation à abdiquer le pontificat , auquel il savoit bien n'avoir pas été canoniquement élu.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 527.*

En même tems ils songèrent à se procurer de l'appui du côté de la France. Ils avoient toujours entretenu un commerce secret avec le roi Charles , & dès qu'ils jouirent de quelque liberté , ils prirent soin de l'instruire en détail de la violence qu'ils avoient soufferte à Rome , & de la résolution

*p. 523.*



où ils étoient de ne plus reconnoître Barthélemi Prignano pour pape. Ils allèrent ensuite plus avant. Vers le milieu du mois d'Août arrivèrent à Paris deux députés de leur part, l'évêque de Famagouste & Nicolas de S. Saturnin, frère Prêcheur & maître du sacré palais, chargés d'engager le roi à se déclarer pour eux, & à autoriser de son approbation les démarches qu'ils étoient résolus de faire, & qu'ils firent réellement, ainsi que je vais le dire, dans les premiers jours du même mois. Nous verrons dans la suite que ces sollicitations ne leur furent pas inutiles.

Par le dernier des deux députés que je viens de nommer, ils adressèrent à l'Université de Paris une lettre, dans laquelle sans s'expliquer nettement ils marquoient que le porteur étoit chargé auprès du roi d'une négociation très importante pour la Religion & pour l'Eglise, & ils prioient le Recteur & les maîtres de l'Université d'ajouter une pleine foi à tout ce qu'il leur diroit : la lettre est datée du quinze Juillet.

Le secret n'étoit pas encore éventé, le vingt-six du même mois de Juillet,

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 465.*

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
*p. 466* ☞  
*Fleuri* ,  
*p. 296--298.*

comme le montre une lettre de cette date , écrite par Marsile d'Inghen à l'Université, dont il étoit député auprès d'Urbain. Déjà néanmoins les troupes étoient en marche , & le sang couloit dans Rome. Bernard de la Salle , capitaine Gascon , qui avoit un corps d'armée à ses ordres , fut mandé par les cardinaux pour garder le sacré collège. Il se trouvoit alors dans le voisinage de Viterbe , & son chemin pour aller à Anagni étoit de passer près de Rome. Les Romains sortirent en armes au devant de lui , & voulurent lui disputer le passage d'un pont. Mais ils furent battus , plusieurs tués , & les fuyards en rentrant dans la ville s'en prirent aux compatriotes de ceux qui en appelant le capitaine Bernard avoient occasionné leur malheur. Ils se jettent sur les François , en tuent un assez grand nombre , en emprisonnent d'autres. La fureur du peuple en vouloit à tous les étrangers, pour lesquels pendant quatre mois il n'y eut point de sûreté dans Rome. Marsile parle de ces événemens dans sa lettre. Il y marque de plus , que les cardinaux d'Anagni avoient cité ceux de leurs confrères qui étoient auprès d'Urbain à

se rejoindre avec eux. Mais il ne savoit pas encore avec certitude, quel étoit le but où tendoient les démarches des cardinaux François, ni s'ils étoient déterminés à faire une nouvelle élection. Ils en avoient bien pris la résolution : mais pour la faire éclater ils attendoient le point de maturité, & ils y préparoient les voies.

Le second jour d'Août ils dressèrent entre eux & signèrent un procès verbal circonstancié de tout ce qui s'étoit passé à l'élection d'Urbain VI. Cet acte fait par eux en pleine liberté mérite créance, quoiqu'ils n'y disent pas tout. Mais ils ne suppriment assurément que ce qui seroit défavantageux à leur cause, & non ce qui tendroit à charger Urbain, & à rendre son élection nulle. Ainsi n'y trouvant point ce qu'ont avancé quelques historiens, que l'archevêque de Bari, instruit qu'il n'étoit élu que provisionnellement & par feinte, avoit promis de ne se point regarder comme pape, & de renoncer au pontificat dès que la violence seroit passée, par cela seul je me crois en droit de rejeter cette circonstance comme fausse.

Le neuvième jour d'Août les cardi-

*Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 468.*

p. 474  
Fleuri,  
p. 299.

naux se déclarèrent ouvertement par la publication solennelle d'un acte qu'ils firent lire dans l'Eglise cathédrale d'Anagni, contenant que Barthélemi Prignano archevêque de Bari ayant été élu pape contre toutes les loix, & par l'effet d'une violence & d'une contrainte poussées aux derniers excès, il n'étoit point vrai pape, mais plutôt apostat, frappé d'anathème, antechrist, usurpateur d'une puissance sacrée, à laquelle il n'avoit aucun droit; que conséquemment nul ne devoit lui obéir, & que le S. Siège étoit vacant. Cet acte est adressé à tous les

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 467. 478.  
479.

Fidèles, & de plus les cardinaux l'adressèrent spécialement à Urbain, en y changeant seulement le tour de la phrase, en conformité de la différence des adresses. Ils écrivirent aussi dans le même sens au duc d'Anjou frère du roi Charles V, & à l'Université de Paris.

Ils vont à  
Fondi. Ele-  
ction de Clé-  
ment VII.

Fleuri,  
p. 300.

L'enfant,  
p. 31-34.

Les cardinaux résolus de procéder à une nouvelle élection, préférèrent pour cette opération le séjour de Fondi, parce que cette ville appartenoit en propriété au comte Honorat leur ami & leur protecteur, & relevoit du royaume de Naples, dont la reine

Jeanne leur étoit actuellement très affectonnée. C'étoit encore la témérité ambitieuse d'Urbain qui leur avoit procuré cet appui. Jeanne dans les commencemens avoit été charmée de son exaltation , parce qu'il étoit né son sujet. Mais il se mit dans la tête le projet ridicule de faire épouser à son neveu , homme sans talens & sans mœurs , l'héritière du royaume de Sicile , & par cette raison il refusa son consentement au mariage que la reine de Naples vouloit faire de cette héritière avec un parent de son mari Othon de Brunswik : & c'est ainsi qu'il s'étoit rendu ennemie une princesse puissante & voisine , dont le secours lui auroit été très avantageux. Les cardinaux se rendirent à Fondi le vingt-septième jour d'Août.

Dans tout ce qu'ils avoient fait jusques-là , ils étoient sûrs de l'approbation de leurs confrères d'Avignon , qui se déclarèrent hautement par des défenses publiées dans la ville à tout Fidéle de reconnoître l'archevêque de Bari pour pape , & aux Notaires de dater leurs actes de son pontificat. Il ne s'agissoit plus pour les cardinaux assemblés à Fondi que de gagner les

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 523.*

## 22 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

cardinaux Italiens , & de les engager à venir concourir avec eux à l'élection qu'ils méditoient. Le six Septembre le

*Henri.*

nombre de ceux-ci étoit réduit à trois, le cardinal de S. Pierre étant mort à Rome ce jour là dans l'obédience d'Urbain.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 528.*

Les trois restans s'étant éloignés de la cour dès le vingt-six Juillet , & ayant abandonné Urbain , n'avoient plus qu'un pas à faire. Pour achever de les décider , leurs confrères , si nous

*Lenfant.*

en croyons Thierri de Niem , jouèrent une manœuvre pleine de fourberie. Ils leur écrivirent à chacun en particulier pour leur promettre le pontificat , en leur recommandant un secret inviolable & universel. Attirés par cette amorce les cardinaux de Florence , de Milan , & des Ursins , accoururent à Fondi , & ils trouvèrent la partie faite, sans autre rôle qui leur fût réservé que celui de spectateurs. Les cardinaux François s'étoient arrangés entre eux , & le vingt Septembre ils élurent le cardinal Robert de Genève , qui prit le nom de Clément VII. Si les choses se sont passées ainsi , les Italiens furent dupes des François : ce qui n'est pas ordinaire. Mais quoique Thierri de Niem soit un écrivain d'un très grand

poinds, son attachement à Urbain & aux successeurs de ce pape affoiblit l'autorité de son témoignage. D'ailleurs aucun des trois cardinaux Italiens ne se réunit à l'obédience d'Urbain, & deux d'entre eux en mourant protestèrent, comme on le verra dans la suite, qu'ils reconnoissoient l'élection de Clément VII pour canonique.

Fleuri ,

p. 308.

Hist. Un.

Par. T. IV.

p. 526.

Le choix du cardinal de Genève étoit bien entendu par rapport aux vûes de ceux qui l'élurent. Il avoit de l'esprit, du savoir, un grand courage, des mœurs magnifiques. Il étoit d'une haute naissance, issu des comtes de Genève, maison alliée à presque tous les souverains de l'Europe. Il n'avoit que trente-six ans, & cet âge promettoit la vigueur nécessaire pour soutenir une dignité qui demanderoit des combats. Les vertus ecclésiastiques ne brilloient pas en lui : mais elles ne vont guères avec la qualité de chef de parti.

Un trait fort singulier par rapport au conclave de Clément VII est celui que contient une lettre de Robert comte Palatin, depuis roi des Romains, à l'empereur Wenceslas. Ce comte assûre que les cardinaux eurent

L'enfant ,

p. 108.

dabord la pensée de nommer au pontificat le roi de France Charles V, qui alors étoit veuf ; qu'ils lui firent connoître leurs intentions ; & que ce prince refusa d'y consentir par la raison qu'estropié du bras gauche comme il étoit, il ne pourroit pas célébrer les saints mystères. Je ne nierai pas que cette idée n'ait pû venir dans l'esprit des cardinaux. Mais sûrement de la part de Charles il y avoit d'autres raisons de refus, que celle qu'on lui fait alléguer. Le projet en soi a quelque chose de bizarre, & paroît peu quadrer avec la solide façon de penser de ce sage roi, qui d'ailleurs avoit d'autres affaires sur les bras par la guerre qu'il soutenoit contre l'Angleterre.

Le roi Charles V adhère à Clément VII.

*Hist. Un.  
Par. T. I V.  
p. 523. 524.*

Ce qui est vrai, c'est que Charles prit parti contre Urbain & pour Clément, mais après de mûres délibérations. Sur la réquisition de l'évêque de Camagouste & de Nicolas de S. Saturnin, il forma le huit Septembre une nombreuse assemblée, où se trouvèrent six archevêques, trente évêques, & un grand nombre de docteurs en Théologie & en Droit. Là on agita la question de l'élection d'Urbain VI, &



& il fut dit que la matière n'étoit pas encore assez éclaircie pour être décidée. Au mois d'Octobre le roi reçut de plus amples informations , qu'il rendit publiques , mais sans prendre encore sa résolution. Enfin au mois de Novembre , l'élection de Clément VII lui ayant été notifiée par les lettres de ce pape & des cardinaux , il convoqua une nouvelle assemblée de prélats , de docteurs , & des seigneurs de son conseil , & il leur fit jurer à tous qu'ils n'auroient aucun égard ni à la faveur , ni à l'acception des personnes , & qu'ils se détermineroient uniquement par la justice & la vérité selon leur conscience. Tous furent d'avis que l'élection d'Urbain VI étoit nulle , & celle de Clément VII légitime & canonique : & sur cette délibération Charles donna le seize Novembre une déclaration par laquelle il adhéroit à Clément VII.

L'Université ne se déterminasément dans cette affaire , & même il n'y eut jamais entre les compagnies qui la composent un concert bien parfait & bien établi. pour reconnoître Clément. Elle avoit d'abord reconnu Urbain , & ordonné en conséquence ,

L'Université se détermine, mais avec peine, au même parti.

comme je l'ai dit , qu'on lui envoyât son rôle pour les nominations aux bénéfices. Plusieurs suppôts persisteroient dans ce parti : & les Nations d'Angleterre & de Picardie avoient une forte raison de ne point adhérer à Clément VII. Les Etats qui leur fournissoient le très grand nombre de leurs sujets , savoir le royaume d'Angleterre & les Pays-bas , tenoient pour Urbain.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 481.*

Ce pontife étoit informé de la disposition favorable de l'Université par rapport à lui : & pour la fortifier il adressa le vingt-&-un Novembre une bulle aux Recteur , docteurs , maîtres & écoliers de l'Université de Paris , mêlant pour eux les éloges aux exhortations & aux prières , & les conjurant de demeurer fidèles à sa cause , qu'il appelle la cause de J. C.

*p. 480.*

François d'Estéle fut élu Recteur au mois de Décembre , & peu touché des invitations pathétiques d'Urbain , il empêcha qu'on ne lui envoyât le rôle. Ce ne fut pas sans peine qu'il en vint à bout. Celui qui avoit dressé ce rôle étant Recteur , vouloit que l'on exécutât la délibération prise sous sa magistrature. Le roi intervint dans ce différend , & fit triompher le

parti qui convenoit à ses vûes.

Ce n'étoit-là qu'une démarche préparatoire : & il vouloit amener l'Université, mais par les voies de douceur & de persuasion, à se déclarer pour Clément VII. Il commença par lui procurer la paix avec l'évêque & l'official de Paris, contre lesquels renaissoient sans cesse les sujets de guerre. C'est apparemment en vertu de cette conciliation, que la cour du conservateur, qui avoit été fermée pendant un an, s'ouvrit de nouveau, & reprit ses fonctions.

L'Université étant en paix, le roi voulut qu'elle délibérât sur l'adhésion à l'un ou à l'autre des deux contendants. Elle le fit, mais sans prendre d'abord un parti bien décidé. Dans une assemblée de tous les maîtres, régens & non régens, qui se tint aux Bernardins le sept Janvier 1379, il fut dit que le roi seroit supplié humblement au nom de l'Université sa fille, de souffrir avec bonté qu'elle demeurât quelque tems dans le doute, & de ne pas vouloir la contraindre à prendre sitôt une résolution définitive, attendu qu'elle n'étoit pas suffisamment informée de la vérité des

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 565.*

faits , & que plusieurs pensoient qu'il feroit plus à propos que l'on forçât les deux contendans à renoncer l'un & l'autre au pontificat , & qu'en attendant l'Université restât neutre. On ajouta que , vû l'importance de la matière , quand il faudroit se déterminer en dernier ressort , le Recteur ne concluroit point pour trois , comme il y étoit autorisé par le statut , mais qu'il feroit en sorte d'avoir l'unanimité des Facultés & des Nations.

Ce second article de la conclusion étoit l'ouvrage du parti opposé dans l'Université à Clément VII , & il prouve que ce parti étoit puissant. En effet la suite nous apprendra que les trois Facultés dites supérieures & deux Nations étoient disposées à donner satisfaction au roi , mais que les Nations de Picardie & d'Angleterre vouloient la neutralité , & ne prétendoient reconnoître aucun des deux concurrens. Ces deux Nations eurent donc assez de crédit pour obtenir que l'on exigeât la condition de l'unanimité : ce qui rendoit la décision impossible. Mais nous verrons qu'elles ne purent faire observer cette clause insolite.

J'observe en passant que l'expression *conclure pour trois* employée dans la délibération , semble supposer qu'il n'y avoit que quatre \* suffrages , & par conséquent que l'on opinoit par Facultés : usage contraire à l'ancien droit des Nations , mais qui avoit alors prévalu.

L'Université ordonna que le Recteur porteroit sa réponse au roi , accompagné de deux maîtres de chaque Faculté & de chaque Nation , & prenant pour introducteur maître Gervais Chrétien , qui étoit médecin du roi. Nous ne savons pas comment Charles V reçut cette réponse , qui ne lui étoit pas agréable : mais nous voyons par les faits que , sans se relâcher au fond , il accorda un délai à l'Université. Elle ne se rassembla pour se décider sur cette grande affaire , que le 22 Mai.

\* Duboullai dans ses *Remarques sur la juridiction du Recteur*, p. 110, donne un autre sens à l'expression *conclure pour trois*. Il soutient que le Recteur jouissoit du droit de double suffrage , en sorte que dans le cas de partage entre trois compagnies d'une part , & quatre de l'autre, il pou-

voit en se joignant aux trois , faire prévaloir le parti le plus foible. Cette interprétation est plus favorable aux quatre voix des Nations. Mais je suis obligé d'avouer qu'ici les circonstances du fait s'accordent mieux avec l'interprétation que j'ai suivie.

Hist. Un.  
Par. T. I V.  
p. 566 &  
seqq.

Le Recteur avoit reçu le vingt une lettre de cachet très pressante, adressée à l'Université. Le roi, après avoir témoigné son zèle vif & sincère pour la paix & l'unité, ajoutoit que sur les motifs les plus puissans il avoit embrassé l'obédience de Clément VII. Il déclaroit en conséquence qu'il ne voudroit aucunement que d'aussi *suffisantes personnes* que celles qui composent l'Université refusassent leur consentement *en tel cas*, dit-il, *qui est si grand & notable, & touche notre foi* : d'autant plus qu'il est instruit que les Facultés de Théologie, Décret, & Médecine, & les Nations de France & de Normandie, qui font la meilleure partie du corps, sont dans les bons sentimens sur ce point. Il veut donc que l'Université sache, que si elle apportoit ou refus ou délai à ce qu'il souhaite, elle lui feroit déplaisir, & il lui ordonne de rendre compte de ce qu'elle aura délibéré à l'évêque de Laon & à l'abbé de S. Vât.

Après lecture faite de la lettre de cachet dans l'assemblée qui se tint aux Maturins, le Recteur fut requis de mettre la matière en délibération. Ce Recteur qui se nommoit Jean de Stra-

len , n'étoit pas , à ce qu'il paroît bien intentionné pour le parti de Clément VII , & il dit que l'affaire étoit trop difficile , pour qu'il osât la proposer en forme : que néanmoins ne voulant point désobéir au roi , il prioit les Facultés & les Nations de se partager , suivant la coutume , pour délibérer sur ce qu'il y avoit à faire & à répondre par rapport au contenu de la lettre.

Les Nations & les Facultés s'étant donc séparées pour délibérer chacune à part , se réunirent ensuite pour se rendre compte mutuellement du résultat de leur délibération. Le Recteur parlant pour la Faculté des Arts , dit qu'il y avoit un partage entre les Nations : que deux étoient pour l'adhésion à Clément VII , & que les deux autres avoient demandé une nouvelle assemblée chez les Bernardins , à laquelle fussent appelés tous les maîtres, régens & non régens. Les Facultés de Médecine & de Décret persistèrent dans l'avis pour lequel elles s'étoient déjà déclarées , & elles vouloient que l'on reconnût Clément VII comme vrai & légitime pape. Le président de la Faculté de Théologie dit que dans sa compagnie les maîtres s'étoient

32 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
trouvés en trop petit nombre pour délibérer sur un objet si important , & qu'ils demandoient une assemblée plus nombreuse. On revint à cet avis. Les trois doyens & le procureur de la Nation de France requièrent le Recteur de donner une autre assemblée dans la maison des Bernardins , & elle fut indiquée au mardi suivant. •

Le lendemain vingt-trois Mai le Recteur reçut une seconde lettre de cachet datée du château de Beauté sur Marne , par laquelle le roi prioit l'Université & néanmoins lui enjoignoit de se conformer au contenu de sa précédente lettre du vingt. Cette seconde lettre est rapportée en Latin dans l'acte qu'a copié Duboullai, je ne puis dire pourquoi, vû que la première est en François.

L'assemblée se tint le mardi vingt-quatre : on y lut la seconde lettre du roi : on délibéra , & les suffrages ne purent encore se réunir pleinement. La Nation de France , & les Facultés de Médecine & de Décret adhérèrent purement & simplement à Clément VII. La Nation de Normandie prit le même parti, non dans les mêmes termes, mais équivalement. Les Nations de



Picardie & d'Angleterre persisterent dans le sentiment de la neutralité. Le chancelier Jean des Chaleurs présidoit la Faculté de Théologie, & on lui avoit donné l'avis de la compagnie par écrit. Il le lut, & la teneur en étoit qu'à la pluralité des voix des docteurs présens à l'assemblée, & de quelques autres qui avoient été ouïs en particulier par les députés de la Faculté, il avoit été conclu que vû les témoignages qu'avoient donnés tant de vive voix que par écrit les cardinaux, soit en commun, soit séparément, l'auditeur de la chambre apostolique, & le pénitencier, actuellement présens à Paris, & plusieurs autres personnes dignes de foi, touchant l'élection de Clément VII, la Faculté, en protestant de son attachement à la vérité de la Foi Catholique, & de son obéissance envers la sainte Eglise Romaine, adhéroit à Clément & le reconnoissoit pour chef de l'Eglise.

Après que l'avis de la Faculté de Théologie eut été lû dans l'assemblée générale, les trois doyens requièrent le Recteur de conclure suivant l'avis de trois Facultés & de deux Nations. Le Recteur n'allégua point pour s'en dis-

34 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
penfer la délibération du huit Janvier,  
qui impofoit la loi de l'unanimité ,  
fans doute parce que le roi n'avoit  
point permis que l'on y eût égard :  
mais il dit que trois Facultés & deux  
Nations étant d'accord , la conclu-  
fion prononcée par lui n'ajouteroit  
rien : & les doyens fe contentèrent de  
cette réponfe , » vû qu'il eft d'ufage &  
» même ftatué expreffément , eft-il dit  
dans l'acte , » qu'un avis porté ainfi par  
» trois Facultés eft cenfé l'avis de l'U-  
» niverfité. »

Alors , & avant que l'on fe féparât ,  
Amélius de Broille , envoyé du pape  
Clément & des cardinaux , qui étoit  
présent à l'afsemblée , & qui avoit  
opiné comme docteur en Décret , de-  
manda aux Notaires pareillement pré-  
fens , un acte en forme de ce qui s'é-  
toit dit & fait dans l'afsemblée.

Le lendemain vingt-cinq , le Rec-  
teur affembla de nouveau l'Université  
aux Maturins pour nommer des dé-  
putés , qui rendiffent la réponfe de la  
compagnie aux commiffaires du roi ,  
c'est-à-dire , à l'évêque de Laon , & à  
l'abbé de S. Vât. On nomma le Rec-  
teur avec les quatre Procureurs , &  
deux maîtres de chacune des Facultés

de Médecine, Décret, & Théologie. La délibération fut exécutée le vingt-six dans le chapitre des Augustins , où se trouvèrent les commissaires du roi. Simon Fréron , docteur en Théologie, fut l'organe de l'Université. Car , ainsi que je l'ai déjà observé , le Recteur ne portoit point la parole dans ces sortes d'occasions : il ne parloit que dans la compagnie. Fréron déclara donc à l'évêque de Laon & à l'abbé de S. Vât, que l'Université reconnoissoit Clément VII pour vrai pape & pasteur de l'Eglise , & qu'elle regardoit Barthélemi Prignano comme intrus. Ils furent très contens de cette réponse , & dirent aux députés que le roi la recevroit volontiers lui-même.

En conséquence les mêmes députés, à l'exception néanmoins des Procureurs des Nations d'Angleterre & de Picardie , qui n'avoient jamais voulu se réunir à l'avis de la pluralité , se transportèrent le lundi vingt-neuf au donjon du bois de Vincennes, où étoit le roi. Fréron porta encore la parole : il remercia le roi de ses bontés pour l'Université : il excusa le délai apporté à l'exécution de ses ordres : & enfin il répéta la même déclaration qu'il avoit

36 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
faite de la part de l'Université à l'évêque de Laon & à l'abbé de S. Vât.

Il ne disoit rien que de vrai. Dans toutes les compagnies l'avis de la pluralité passe pour celui du corps. Cependant il est bon d'observer que le défaut de conclusion de la part du Recteur étoit un vice de forme, qui infirmoit l'autorité de la délibération. Pour ce qui est du fond de l'affaire, je ne craindrai point de dire que le parti de la neutralité, que préféroient deux compagnies entières, & sans doute plusieurs particuliers dans les cinq autres, n'étoit pas le moins bon. On fut obligé d'y revenir : & ce ne fut que par cette voie que l'on parvint à éteindre le schisme.

Entre tous ceux qui concoururent à former le décret de l'Université, je dois distinguer Simon de Cramand de Rochechouard, docteur en Décret, qui étoit alors scholastique ou écolâtre d'Orléans, & qui devint patriarche titulaire d'Alexandrie, archevêque de Reims, & cardinal. Ce prélat eut grande part à tous les mouvemens qui furent faits pour l'extinction du schisme & l'union de l'Eglise, & nous aurons souvent lieu de parler de lui dans la suite.

Clément VII fut très satisfait de se voir reconnu par l'Université de Paris. Comme il savoit néanmoins que l'approbation de son élection n'avoit pas été unanime, & que deux Nations de la Faculté des Arts lui avoient été persévéramment contraires, il envoya au Recteur & aux maîtres de la Faculté des Arts une bulle mêlée de reproches doux, de remerciemens, & de promesses. Il se plaint comme en passant de ce qu'ils ont un peu hésité à se déclarer pour lui : il leur témoigne sa reconnoissance de la résolution finale qu'ils ont prise : il les exhorte à lui demeurer fidèles, & en échange il leur promet toutes les graces apostoliques. Cette lettre ou bulle est du vingt-six Juillet 1379, donnée à Avignon, où il avoit été forcé de se retirer. Après son élection il lutta quelque tems en Italie contre son adversaire, & il eut même d'abord quelques avantages. Mais bientôt Urbain reprit le dessus, & Clément VII lui abandonna le terrain, & se sauva par mer avec assez de peine à Marseille, d'où il se rendit à Avignon, & y tint sa cour tant qu'il vécut.

Les exhortations de Clément ne

Bulle de Clément VII au Recteur & à la Faculté des Arts.

*Hist. Un. Par. T. IV.*  
p. 578.

La Nation de  
Picardie per-  
siste dans son  
opposition  
au parti de  
Clément  
VII.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 579.*

réussirent pas auprès de la Nation de Picardie. Au mois de Septembre cette Nation n'étoit pas plus disposée qu'auparavant à le reconnoître, comme elle le fit bien voir à l'occasion du rôle des bénéfices.

Ce rôle étoit dressé, & les préposés à cette opération avoient mis en tête suivant l'usage qu'il étoit arrêté du consentement unanime de l'Université, c'est-à-dire, des Facultés & des Nations. On se préparoit à le sceller. Le Procureur de la Nation de Picardie, averti de ce qui se passoit, assembla sa compagnie le sept Septembre, & lui demanda conseil sur ce qu'il devoit faire dans une circonstance où l'on prétendoit sceller un rôle qui contenoit un faux exposé, puisque jamais les Nations de Picardie & d'Angleterre n'avoient consenti ni à la conclusion du rôle, ni à la résolution de l'envoyer à Clément. La Nation ordonna que le Recteur seroit requis de ne point procéder à la sigillation du rôle, ni souffrir que l'on y procédât, jusqu'à ce que la tête & les articles généraux de ce rôle eussent été lûs en pleine assemblée de l'Université, conformément aux statuts, qui

défendoient qu'aucunes lettres fussent scellées du sceau de l'Université qu'après ce préliminaire. La Nation ajouta, que si malgré la réquisition faite en son nom on entreprenoit de sceller le rôle dont il s'agissoit, ce qui ne pouvoit se faire sans que son Procureur y fût appelé, vû qu'il avoit une des clefs du coffre dans lequel on gardoit le sceau, il y allât, mais sans sa clef, & accompagné d'un notaire & de témoins : que là il renouvellât son opposition : & que si on prétendoit user de voie de fait & rompre la serrure, il interjettât appel de cette violence faite à lui & à sa Nation. Le Recteur actuellement en place étoit de la Nation de Picardie, & il assistoit à la délibération. Ainsi on lui fit sur le champ la réquisition qui venoit d'être ordonnée. L'opposition de la Nation de Picardie eut son effet, & le rôle n'acquiesça point sa dernière forme.

Voilà tout ce qui se passa de la part de l'Université sous le règne de Charles V par rapport à la concurrence des deux papes. Car je ne parle point d'une querelle qui s'éleva entre l'abbé & le chancelier de sainte Geneviève, dont l'un adhéroit à Clément & l'autre à

Affaire du  
chancelier de  
sainte Gene-  
viève

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 520 &  
587.*

40 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
Urbain. Les Nations prirent parti dans  
cette querelle , qui ne fut terminée  
qu'en 1382 par un arrêt du parlement.  
Je me contente d'indiquer ce fait , en  
avertissant que le vû de l'arrêt , qui  
suivant l'usage du tems contient un  
exposé des principaux moyens des par-  
ties , présente plusieurs choses curieu-  
ses touchant les droits du chancelier  
de sainte Geneviève. Ceux qui y pren-  
nent intérêt , peuvent consulter les en-  
droits cités.

Mort de  
Charles V.  
Tumulte à  
ses obsèques.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
*p. 582 &*  
*T. V I.*  
*p. 402.*

Le bon & sage roi Charles V mou-  
rut le seize Septembre 1380 , âgé seu-  
lement de quarante-quatre ans. A ses  
obsèques il arriva une scène peu agréa-  
ble pour l'Université. Il étoit mort au  
château de Beauté , & on apporta son  
corps à l'abbaye S. Antoine , d'où la  
pompe funébre devoit partir pour saint.  
Denys. Les écoliers accoururent en  
foule , & leur grand nombre embarras-  
soit la cérémonie. De plus il survint  
une contestation , dans laquelle ils pri-  
rent parti. Le Recteur prétendoit mar-  
cher à côté de l'évêque de Paris , &  
l'évêque vouloit être hors de rang , &  
fermer seul la marche du clergé. Les  
écoliers ne manquèrent pas de sou-  
tenir leur Recteur ; & se rangeant



avec fracas autour de lui, ils furent repoussés par les archers du prévôt. Cette jeunesse vive ne souffrit pas patiemment un tel traitement. Ils excitèrent du bruit & du tumulte, & le prévôt en fit emprisonner quelquesuns : mais ils furent délivrés par les princes, qui eurent en main l'autorité du gouvernement pendant la minorité du nouveau roi.

On fait que le règne de Charles VI fut un règne malheureux, & le schisme ne contribua pas peu à en augmenter les infortunes. Tous les monumens historiques attestent les exactions de Clément VII, qui pour soutenir la splendeur de sa cour, & pour satisfaire l'avidité de trente-six cardinaux, n'avoit presque d'autre ressource que le royaume de France. Il imaginoit des impositions de toute espèce sur le clergé : il envahissoit tous les bénéfices considérables, pour les donner à ses cardinaux. De plus il lui falloit acheter la protection de Louis duc d'Anjou, oncle du roi & régent du royaume. Or ce prince la lui vendoit bien cher. Il prétendoit se mettre en possession du royaume de Naples, auquel il étoit appelé par l'adoption de

Exactions de  
Clément  
VII.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 532.

la reine Jeanne. Mais il trouvoit un concurrent redoutable en la personne de Charles de Duras , qui étoit dans le parti d'Urbain V I , & qui fut couronné roi de Naples à Rome le jour de la Pentecôte 1381. Louis d'Anjou avoit donc besoin d'une armée pour soutenir son droit , & par conséquent de beaucoup d'argent : & Clément lui en fournit par des décimes qu'il lui accordoit sur le clergé de France. Ainsi les biens ecclésiastiques étoient en proie , & les places pourvûes non des meilleurs sujets , mais des plus avides & des plus intrigans.

Plaintes de  
l'Université.  
Violences du  
duc d'Anjou.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 583.*

L'Université souffroit de ce brigandage , qui écartoit ses suppôts des bénéfices , ou qui leur en ravissoit les fruits. Elle osa élever sa voix , & faire entendre ses plaintes au roi & au régent. Jean de Roncé docteur en Théologie porta la parole , & s'expliqua avec une très grande liberté. Le duc d'Anjou s'en trouva tellement offensé , que la nuit suivante Roncé fut enlevé par son ordre du collège du cardinal le Moine où il logeoit , & mis en prison. L'Université réclama son orateur , & il lui fut rendu , mais sous la condition qu'il reconnoîtroit Clément VII.

Il le promit, & n'en fit rien. Il s'enfuit à la première occasion qu'il trouva, & alla chercher un asyle auprès d'Urbain. Le Recteur peu de tems après, menacé du même danger, recourut à la même ressource. Son crime étoit d'avoir reçu des lettres d'Urbain, & d'en avoir fait lecture à \* l'Université. Plusieurs autres membres de la compagnie, en qui les exactions de Clément VII, & ses intelligences avec le duc d'Anjou pour piller l'Eglise de France, produisoient ou augmentoient l'attachement à Urbain, se voyant en conséquence exposés au ressentiment du prince régent, cherchèrent aussi leur sûreté dans la fuite : & de leur retraite s'ensuivit la désertion d'une grande multitude d'écoliers.

Un historien contemporain ajoute au fait dont je viens de rendre compte, une circonstance importante. Selon lui l'Université proposoit la convocation d'un concile général, comme le meilleur moyen de mettre fin au schisme. En effet dès le commencement des troubles il avoit été question d'em-

La voie du concile général proposée par l'Université.

Anonyme de S. Denys, cité par Daniel, Hist. de Fr.

\* La Faculté de Droit conserve encore en original une lettre de cachet adressée à elle au sujet de ces lettres d'Urbain.

ployer cette voie. Dans le tems que les cardinaux étoient encore à Anagni, & qu'Urbain traitoit avec eux pour tâcher de les regagner, il leur avoit proposé le concile : & ils l'avoient refusé, sentant bien qu'un concile convoqué par Urbain ne pourroit manquer de lui être favorable. Dans les conférences & assemblées que tint Charles V pour examiner les deux élections, le projet du concile fut remis sur le tapis, & la difficulté de l'exécution empêcha qu'il ne fût adopté. L'Université y revenoit, & en le proposant de nouveau elle irrita le duc d'Anjou, qui soutenoit Clément, parce qu'il en étoit soutenu lui-même pour l'entreprise de Naples. Delà les violences du prince régent, qui donnèrent de nouveaux partisans à Urbain. Ce récit, comme l'on voit, ne contredit point celui que j'ai donné : il en est le supplément.

Condamnation du prévôt Hugues Aubriot.

*Hist. Un. Par. T. IV. p. 584.*

*Hist. de Paris, T. II. p. 689.*

L'Université réussit mieux à obtenir justice contre le prévôt Hugues Aubriot, en qui elle avoit un ennemi déclaré. Aubriot se faisoit un jeu d'emprisonner les écoliers : & il avoit fait creuser exprès pour eux dans le petit Châtelet deux cachots, auxquels il donnoit les noms des deux endroits les

plus fréquentés par les étudians , appelant l'un *le clos Bruneau* , & l'autre *la rue \* du Fouarre*. L'Université mal-traitée par un homme dont la conduite personnelle donnoit d'étranges prises, faisit ce moyen de se délivrer de son persécuteur , & elle le cita devant l'évêque comme coupable d'impiété , d'hérésie , & de débauches outrées. La justice de l'évêque déclara Aubriot atteint & convaincu de ces crimes , & on crut lui faire grace en ne le condamnant qu'à une prison perpétuelle , où il seroit réduit au pain & à l'eau. L'exécution de ce jugement se fit d'une façon très solennelle. On dressa un échaffaud dans le parvis de Notre-Dame. Le coupable y parut en présence du Recteur & de l'inquisiteur de la Foi , & se mettant à genoux il demanda l'absolution à l'évêque. L'inquisiteur lut alors l'exposé des crimes commis par Aubriot , & l'évêque revêtu de ses habits pontificaux , après avoir donné l'absolution au criminel , le fit conduire en prison. Ceci se passa le

\* C'est sans doute par une faute d'impression , que le texte de l'histoire de Paris , d'où j'ai tiré ce fait , porte *rue du Foin*. Jamais les écoles de l'Université n'ont été dans cette rue.

dix-sept Mai 1381. L'année suivante dans la sédition des Maillotins, le peuple furieux le tira de prison pour le faire son capitaine. Mais Aubriot étoit trop adroit & trop habile pour se charger d'une si périlleuse commission. Il se sauva à la faveur de la nuit, & se retira en Bourgogne, qui étoit son pays natal.

Querelle entre le chancelier de Notre-Dame & l'Université.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
*p. 585.*

*Hemerai*  
*p. 135.*

Duboullai d'après Hemerai rapporte à l'année 1381 l'origine d'un grand procès entre l'Université & le chancelier de Notre-Dame, qui fut plaidé au parlement dans le mois de Février 1386. J'en parlerai sous cette date.

Ce qui appartient à l'année où nous en sommes, & qui mérite d'être remarqué, c'est que la place de chancelier étant vacante, ou celui qui la possédoit se trouvant empêché d'en faire les fonctions, l'évêque, le doyen, & le chapitre de l'Eglise de Paris, commirent un suppléant, qui n'est point autrement désigné, pour donner le bonnet de docteur en Théologie à un candidat.

Sédition des Maillotins. L'Université prie le roi pour le peu-

L'année 1382 est celle de la sédition des *Maillotins*, qui s'excita à l'occasion des nouveaux impôts que le duc d'Anjou établissoit, autant pour

son intérêt particulier , que pour le service du roi & du royaume. Dans cette sédition il se commit des violences très criminelles : & le peuple de Paris revenu de sa fureur fut obligé de demander grace , & pour l'obtenir il implora la médiation de l'Université & du Clergé. Ces deux illustres corps rendirent volontiers un si digne office de charité à des coupables , qui avoient péché plus par emportement , que par une mauvaise volonté décidée : & le roi se laissa fléchir. Il est marqué dans nos regîtres , que le Recteur & l'évêque de Paris se trouvèrent ensemble au bois de Vincennes à l'audience du roi , & que malgré les difficultés que fit l'évêque , le Recteur eut la droite , & parla le premier par l'organe de son orateur , qui étoit un Carme docteur en Théologie : & dans la réponse du roi , dans l'édit d'absolution & de grace accordé au peuple , l'Université eut toujours la prééminence sur l'évêque & son clergé.

ple de Paris.  
Le Recteur  
précède l'Evêque.

His. Un.  
Par. T. 1<sup>re</sup>.  
p. 585.

p. 586.

En cette même année 1382 Clément VII acquit un témoignage bien précieux pour sa cause , & très capable de faire impression en sa faveur. Le cardinal de Milan Simon Brossano ,

Déclaration  
du cardinal  
de Milan au  
lit de la mort  
en faveur de  
Clément  
VII.  
*Ibid.*

l'un des cardinaux Italiens qui avoient eu part aux deux élections, se voyant près de mourir, fit une déclaration solennelle par laquelle il protestoit, que si jusqu'à ce moment il avoit paru garder une sorte de neutralité, c'étoit dans la vûe de se conserver plus de crédit & de facilité pour travailler à l'union de l'Eglise : mais qu'il ne croyoit pas qu'il lui fût permis de s'exposer à paroître devant Dieu sans avoir rendu témoignage à la vérité suivant sa conscience : & que conséquemment il vouloit que toute la terre sçût qu'il regardoit Barthélemi Prignano comme intrus, & reconnoissoit pour légitime & canonique l'élection de Clément VII. Deux cardinaux étoient présens, dont l'un, savoir le cardinal de Florence, alloit rester seul des cardinaux Italiens qui eussent été témoins & acteurs dans les deux élections. Car le cardinal des Ursins étoit mort quelque tems auparavant. Le mourant pria ses deux confrères de publier sa déclaration, & de la notifier à toute l'Eglise. Elle a passé jusqu'à nous, & Duboullai l'a insérée en entier dans son histoire.

Environ trois ans après, Hugues,  
que



que l'on nommoit le cardinal de Bre-  
tagne, l'un des électeurs de Clément  
VII, fit une semblable déclaration  
au lit de la mort. En 1390 Pierre de  
Sortenac, autre cardinal, renouvela  
le même exemple, qui fut encore  
suivi en 1404 par les cardinaux de  
Poitiers & de Florence. De pareils  
témoignages sont assurément d'un  
grand poids, & ils mettent à l'abri de  
toute censure la conduite que tint la  
France par rapport à cette triste que-  
relle.

Déclarations  
pareilles de  
plusieurs au-  
tres cardi-  
naux.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 603 &  
671.  
T. V.  
p. 110. 111.*

Dans l'Université de Paris les com-  
pagnies qui avoient d'abord résisté à  
Clément VII, se déterminèrent en-  
fin en 1382 à le reconnoître. Le rôle  
des bénéfices, qui étoit en souffrance  
depuis trois ans, fut conclu du con-  
sentement unanime des Facultés & des  
Nations dans les derniers mois de cet-  
te année 1382, & envoyé à Avignon.  
C'étoit le besoin du moment, plutôt  
qu'un changement sincère de disposi-  
tions, qui avoit réuni au désir des autres  
compagnies les Nations de Picardie &  
d'Angleterre.

Le Rôle est  
envoyé par  
l'Université  
à Clément  
VII.  
T. IV.  
p. 591. 592.

Clément n'avoit pas attendu la plei-  
ne & entière soumission de toutes les  
compagnies de l'Université, pour don-  
ner des bulles de sa faveur à l'Université.

Bulles de  
Clément fa-  
vorables à  
l'Université.  
p. 593--597.

50 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 ner au corps des marques de sa bien-  
 veillance. Les onze & quinze Octobre  
 1381 il avoit fait expédier des bulles  
 confirmatives des privilèges accordés  
 à l'Université par les papes précédens.  
 La première est contre ceux qui trou-  
 blent les maîtres & écoliers de Paris  
 dans la possession des droits, biens, &  
 revenus, appartenans à leurs bénéfices.  
 Le pape, conformément au règlement  
 de Clément V en 1308, leur nomme  
 pour conservateurs les évêques de Beau-  
 vais, de Meaux, & de Senlis, auxquels il  
 attribue toute juridiction à cet égard :  
 avec cette restriction néanmoins, que  
 ces prélats ne pourront citer les ré-  
 fractaires à leur tribunal d'une plus  
 grande distance que celle de six jour-  
 nées tant qu'il vivra, & de quatre  
 après sa mort. La seconde bulle ac-  
 corde la jouissance des revenus de leurs  
 bénéfices aux maîtres, tant qu'ils ensei-  
 gneront; aux étudiants, durant sept ans.

Prières de  
 l'Université  
 pour le peu-  
 ple de Paris.  
 Ses écoliers  
 & serviteurs  
 affranchis de  
 la taxe.

Hist. Un.  
 Par, T. IV.  
 p. 392.

De nouveaux excès tentés par les  
*Maillotins*, pendant que le roi faisoit  
 la guerre en Flandres, donnèrent lieu  
 en 1383 à l'Université d'employer en-  
 core une fois son crédit auprès du  
 prince en faveur du peuple de Paris.  
 Le succès de ses démarches ne fut pas

tel qu'elle auroit souhaité. Mais c'est un sujet qui appartient à l'histoire de France. Il me convient seulement d'observer ici, que quelques écoliers & serviteurs de l'Université ayant été compris dans la taxe imposée aux bourgeois pour peine de leur sédition, ils en furent affranchis sur les représentations de la compagnie.

En cette même année l'Université perdit l'un de ses plus grands ornemens, Nicolas Oresme, dont j'ai eu souvent occasion de parler, & qui mourut évêque de Lisieux.

Mort de Nicolas Oresme.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 593.

Nous avons des lettres d'enlumineur, données par le Recteur, & datées du douze Septembre 1383. Les enlumineurs appartennoient à l'Université, parce que le principal objet de leur travail, ainsi que je l'ai déjà observé, se rapportoit aux livres, qu'ils ornoient de miniatures. Il nous reste un très grand nombre de manuscrits ainsi embellis par les enlumineurs, dont la profession est fort tombée depuis que l'on n'écrit plus guères sur le parchemin.

Lettres d'enlumineur.

p. 597.

Cette même année 1383 est la date des premières exemptions accordées par Charles VI à l'Université. Ce roi

Privilèges.  
Duboullai,  
Privil. de  
l'Université,  
p. 88.

52 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
venoit d'imposer une taxe sur les mai-  
sons de Paris, & de nouveaux subsi-  
des sur le vin, sur le sel, & autres  
denrées. Mais par une ordonnance ex-  
presse du dix-huit Avril, il en affran-  
chit l'Université & chacun de ses col-  
lèges, savoir les maîtres, écoliers, &  
bèdeaux, & les libraires qui exerçant  
leur office sous la protection de l'U-  
niversité, en vivoient sans faire aucun  
autre commerce. Je rapporte exacte-  
ment le tour d'expression de l'édit,  
qui prouve que le mot *Collèges* y signi-  
fie les différens corps qui composent  
l'Université, ou qui sont sous sa pro-  
tection.

p. 86. &  
Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 598, L'année suivante, il donna une dé-  
claration, conforme à celle de Char-  
les V son père, pour exempter l'Uni-  
versité & ses suppôts de tous droits  
sur les vins & autres fruits de leur crû,  
qu'ils vendroient en gros ou en détail,  
& sur les provisions qu'ils achéteroient  
pour leur subsistance. Il y ajouta une  
exemption de toutes dixmes ou aides  
à lui octroyées ou à octroyer par le  
pape. Mais il étoit raisonnable de  
prendre des précautions contre les  
fraudes. Pour les prévenir, la déclara-  
tion exige, ainsi qu'il étoit déjà d'u-

sage, le certificat du Recteur, & elle veut que l'on y ajoute foi. Mais elle ordonne que pour obtenir ce certificat, les écoliers se présenteront en personne au Recteur, & jureront entre ses mains que les denrées pour lesquelles ils demandent exemption, sont dans le cas de l'ordonnance; que les maîtres en feront autant, si mieux n'aiment attester la vérité des faits sur le petit mémoire qu'ils enverront au Recteur; enfin que le Recteur lui-même, en entrant en charge, jurera de n'accorder son certificat que selon la forme prescrite, & fera ce serment en présence d'un maître de la Faculté des Arts commis à cet effet de par le roi. Cependant, pour ne point troubler l'ordre de l'Université, le roi entend que l'absence de ce commis ne soit pas un obstacle à l'élection du Recteur.

Puisque j'ai entamé la matière des privilèges, je la suivrai, comme j'ai déjà fait sous d'autres régnes.

En 1386 le pape accorda au roi un *Privil. de* demi-dixième sur les revenus des biens *Université,* ecclésiastiques; & il nomma commissaires pour le lever les évêques d'Evreux & de Paris. Charles adressa un rescrit à ces prélats pour leur notifier

56 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
des Bourguignons & des Armagnacs ,  
& fatiguée en même tems par une  
guerre étrangère, & par un ennemi puis-  
sant & souvent victorieux. Les An-  
glois étoient entrés en Normandie , &  
avoient mis le siège devant Rouen.  
Dans ces fâcheuses circonstances il fal-  
loit de l'argent au roi , & il mit une  
nouvelle imposition. L'Université se  
prêta aux besoins de l'état , & elle con-  
sentit à payer l'imposition , sous cette  
clause néanmoins que l'exemple ne ti-  
reroit point à conséquence. Le roi de  
son côté se piqua de générosité , &  
n'accepta point en entier l'offre qui lui  
étoit faite. Voici de quelle manière  
il s'explique sur ce sujet dans une  
ordonnance du vingt-sept Octobre.  
» Comme pour l'éminente & notoire  
» nécessité de secourir à nostre royau-  
» me , . . . . . ayons n'aguères imposé  
» un ayde sur les vins de la ville & es-  
» lection de Paris , & notre-très chère  
» & très amée fille l'Université de Paris  
» gracieusement , volontairement , &  
» libéraument nous ait octroyé qu'i-  
» celui subsidé soit levé sur ses sup-  
» posts comme sur les autres , sans pré-  
» judice de ses privilèges , franchises ,  
» usages , & libertez , & que ce ne

» puisse estre trait à conséquence au  
 » temps advenir : considérans le grand  
 » amour & affection que nostredite fille  
 » a vers Nous & nostre seigneurie , &  
 » la chose publique de nostre royau-  
 » me , & aussi que elle jouit & doit  
 » jouir de toutes immunités , franchi-  
 » ses , & libertés , tant en corps com-  
 » me en membres , & a joui tout le  
 » temps de nos prédécesseurs rois de  
 » France , . . . ordonnons que les doc-  
 » teurs , maîtres , régens , vrais sup-  
 » posts & estudians en nostredite fil-  
 » le . . . les quatorze bedeaux des Fa-  
 » cultez & Nations , . . . avec les qua-  
 » tre principaux libraires . . . soient &  
 » demeurent francs & quittes d'iceluy  
 » ayde. » Le roi ne soumet donc à l'im-  
 pôôt que le commun des cliens de l'U-  
 niversité , qui faisoient un peuple ,  
 libraires , messagers , relieurs , &c.  
 Quant à ceux qui doivent être exemts,  
 il veut qu'ils jouissent de leur droit  
 sur le certificat du Recteur , de Pierre  
 Cauchon maître des requêtes , & de  
 Hugues de Mineul conseiller au parle-  
 ment , qu'il établit en même tems ju-  
 ges uniques des débats qui pourront  
 naître sur le fait de la scholarité , dans  
 le cas où les préposés à la levée de

l'impôt. contesteroient à celui qui se prétendrait exempt sa qualité de vrai & légitime écolier.

p. 92--95  
Hist. Un.  
Par. T. V  
p. 341  
342.

Dans le trouble où étoient alors toutes choses, il n'est pas étonnant que les privilèges de l'Université fussent souvent violés. Les privilèges excitent naturellement l'envie : & ce sentiment est plus vif dans un tems de calamité & de désordre, où les peuples étant nécessairement foulés souffrent avec impatience de voir au milieu d'eux un ordre heureux de personnes que l'on exemte de toutes charges. C'est ce qui obligea l'Université de demander au roi en 1419 une nouvelle confirmation de ses privilèges. Elle l'obtint : mais elle ne put parvenir à en faire entrer les lettres au parlement. Lorsqu'elle les présenta pour être vérifiées, on y trouva quelques défauts de forme, & de plus, les prévôt des marchands & échevins y firent opposition. Sur cette difficulté, le parlement vouloit que parties fussent ouïes. Mais l'Université déclara nettement qu'elle ne plaideroit point au parlement. Elle prétendoit ne pouvoir être jugée que par le roi en personne. De toutes ces contestations il résulta que les lettres



ne furent point enregistrées : & l'Université, sans y renoncer, en obtint l'année suivante de nouvelles, adressées au prévôt de Paris, qui contenoient les mêmes dispositions.

Je reviens à l'année 1384, & à la suite des faits. C'est en cette année que la question de la Conception immaculée commença à faire du bruit dans l'Université. Ainsi il est à propos d'exposer ici en abrégé l'histoire du sentiment qui attribue à la sainte Vierge l'exemption du péché originel.

Commencement des disputes touchant la Conception immaculée.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 599.

On n'en connoît point de vestige plus ancien qu'un passage de S. Anselme, qui pourtant n'exprime point cette doctrine, mais qui paroît y conduire. » Il étoit convenable, dit ce sublime théologien, » que la Vierge » mère brillât de la plus grande pureté qu'il soit possible de concevoir » dans une simple créature, qui n'a » que Dieu au dessus d'elle. » Cette proposition servit de principe à ceux qui dans la suite mirent en vogue le sentiment de la Conception immaculée, & ils prétendirent en tirer seulement la conséquence.

T. I. p. 494.

Ce système n'avoit point encore pris faveur au tems de S. Bernard, qui

écrivait plus de cent ans après saint Anselme. Tout le monde fait que le  
 T. I I. saint abbé de Clervaux , instruit que  
 p. 135. l'Eglise de Lyon se disposoit à établir  
 la fête de la Conception de la sainte  
 Vierge , écrivit à cette Eglise pour l'en-  
 dissuader. Dans sa lettre il veut que  
 l'on pense que Marie a été sanctifiée  
 dès le sein de sa mère , comme Jéré-  
 mie & Jean-Baptiste, & de plus qu'elle  
 a eu le privilège unique de ne com-  
 mettre aucun péché durant sa vie.  
 Mais il soutient & entreprend de  
 prouver, qu'elle n'a point été préservée  
 de la tache commune à tous les enfans  
 d'Adam.

Baillet, *Vies*  
*des saints*,  
 T. X I I.

Sur la fin du douzième siècle Jean  
 Belet, docteur en Théologie à Paris,  
 pensoit comme S. Bernard sur la célé-  
 bration de la fête de la Conception ,  
 qui s'introduisoit en quelques en-  
 droits : & il est à présumer qu'il tenoit  
 aussi le même sentiment sur le fond  
 de la question.

Cependant la fête s'établissoit en  
 divers lieux par des dévotions parti-  
 culières , & en s'établissant elle four-  
 nissoit une base à la doctrine de la  
 Conception immaculée. Jean Duns-

*Hist. Un.*  
*Par. T. I V.*  
 p. 70.

Scot , Franciscain , surnommé le doc-

reur subtil, n'est donc pas le premier qui ait enseigné cette doctrine, mais il l'accrédita & la mit en honneur. Il la soutint avec un grand éclat l'an 1306 dans l'Université de Paris, qui étoit le plus beau théâtre où pût paroître une opinion théologique. Au reste il la proposa fort modestement.

Voici comment il s'exprimoit : » Je <sup>*Fleuri ,*</sup> <sup>*Hist. Eccl.*</sup> <sup>*T. XIX.*</sup> <sup>*p. 156.*</sup>

» dis que Dieu a pû faire que la Vier-  
 » ge ne fût jamais en péché originel :  
 » il a pû faire qu'elle n'y fût qu'un  
 » instant : & il a pû faire qu'elle y  
 » fût quelque tems, & que dans le  
 » dernier instant elle fût purifiée . . .  
 » Lequel des trois a été fait, Dieu le  
 » fait, & il semble convenable d'at-  
 » tribuer à Marie ce qui est le plus  
 » excellent, s'il ne répugne point à  
 » l'autorité de l'Eglise & de l'Ecritu-  
 » re. » Jean Scot avoit du talent, une  
 grande facilité de s'énoncer : & sa doc-  
 trine fut reçue avec applaudissement  
 dans l'Université, & adoptée pour tout  
 l'ordre de S. François.

Le zèle des Franciscains pour ce systé-  
 me n'étoit pas un titre de recomman-  
 dation auprès des Dominicains. Ils sou-  
 tinrent l'opinion contraire avec vi-  
 gueur, & même avec imprudence.

*Hist. Un-*  
*Par. T. LV.*  
*p. 599.*

## 62 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

L'un d'eux en l'année 1384 prêcha publiquement, & se dit en état de démontrer, que la sainte Vierge avoit été conçue en péché originel. Cette proposition effaroucha les esprits, & l'Université la condamna dans une assemblée générale, comme scandaleuse & erronée. Ainsi commença entre l'Université & les Dominicains une guerre sur cet article, qui dura plus de cent ans, & dont j'aurai soin de marquer en leur tems les différentes actions.

Bulle de Clément VII, qui autorise le chapitre de Paris à faire enseigner le Droit canon dans ses écoles.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 601.*

Un différend d'une autre nature, & plus aisé à terminer, s'étoit élevé alors entre la Faculté de Décret & le chapitre de l'Eglise de Paris. Il s'agissoit de l'enseignement du Droit canon, dont le chapitre vouloit se conserver le libre exercice, se fondant sur ce qu'anciennement les leçons s'en étoient données dans ses écoles; & il prétendoit que l'on ne pouvoit pas dire que sa possession fût interrompue, vû que le doyen qui étoit actuellement à la tête du chapitre, avoit pendant plusieurs années enseigné le Décret dans les Ecoles dont il s'agissoit. La Faculté de Décret au contraire, qui depuis long-tems tenoit les siennes dans la rue du clos Bruneau, soutenoit que l'en-

seignement du Droit canon devoit y être renfermé; ou que du moins, si quelque chanoine se proposoit d'en donner des leçons dans les Ecoles du chapitre, il étoit obligé d'en demander & obtenir d'elle la permission: & il paroît en effet que cette permission avoit été demandée par ce même doyen du chapitre, dont les leçons étoient alléguées au procès comme un titre de possession. Le procès étoit pendant au parlement.

Clément VII, qui avoit été chanoine de l'Eglise de Paris, prit connoissance de l'affaire, non sur la requête d'aucune des parties, mais par l'intérêt qu'il prenoit à la chose: & de son propre mouvement il la décida en la manière qui suit. Il statua que le chapitre pourroit faire enseigner le Droit canon dans ses Ecoles par un chanoine, qui fût docteur en Décret de la Faculté de Paris. Que ce chanoine professeur feroit ses leçons, sans être tenu d'en demander la permission à la Faculté. Qu'il seroit néanmoins réputé vrai régent, & que lui & ses écoliers jouiroient des mêmes droits, privilèges, & franchises, dont jouissoient les régens & écoliers du elos.

64 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 Bruneau. Que du reste ils seroient soumis aux statuts de la Faculté, & rendroient à la Faculté & à son doyen la même obéissance que leur devoient les autres docteurs & étudiants en Décret. Le pape ordonne enfin que son jugement sera exécuté, sans que ni le procès actuellement pendant, ni tout autre qui viendrait à se mouvoir pour la même occasion, puisse y préjudicier. Les parties crurent néanmoins nécessaire de faire homologuer par arrêt du parlement la transaction dont elles convinrent sur le différend que le pape avoit jugé. Ainsi fut assoupie la contestation, soutenue avec plus de vivacité par le chapitre, qu'il ne fut empressé à profiter du droit qu'elle lui avoit fait acquérir. Au moins nos mémoires ne nous fournissent depuis ce tems aucun exemple d'un chanoine enseignant le Droit canon dans les Ecoles du chapitre.

Députés nommés par l'Université pour aller à un concile qui devoit se tenir en Flandres. Les Flamands reconnoissoient Urbain, malgré les efforts que Charles V avoit faits pour engager leur comte dans le parti de Clément. Il se tint cette année 1384 un concile à Lille, dans lequel on devoit traiter des moyens de procurer l'union dans l'Eglise. Nos princes jugèrent l'occasion favorable.

*Hist. Un.  
 Par. T. IV.  
 p. 603.*

pour tenter de ramener les Flamands au sentiment de la France. Les ducs de Berri & de Bourgogne écrivirent donc à l'Université de Paris, pour la prier d'envoyer ses députés à ce concile avec la conclusion portée par elle en faveur de Clément VII. Les députés furent nommés : mais nous ne voyons pas quelle fut la suite de cette affaire.

Urbain VI n'étoit pas disposé à favoriser les Ordres religieux, je ne puis dire par quelle raison. Il donna en la même année 1384 une bulle, qui restreint beaucoup leurs privilèges : & comme c'est une matière dont il a déjà été fait mention, & dont il sera encore parlé souvent dans cette histoire, je dois ici rendre compte d'un règlement qui la regarde. Urbain ordonne donc aux religieux de ne point admettre indifféremment les Fidèles dans leurs Eglises ou Oratoires à la participation des saints Mystères les jours de Dimanches & de Fêtes, & de ne les recevoir en aucune façon à la pénitence sans la permission du propre prêtre. Il cite à ce sujet le canon du

Bulle d'Urbain VI, qui restreint les privilèges des réguliers.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 604.

\* *Ad divina.* M. l'abbé Fleuri traduit à l'office divin.

66 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
concile de Latran. Pour empêcher la  
défersion des Eglises paroissiales , il  
défend aux religieux de prêcher dans  
les leurs avant l'heure de la messe de  
paroisse : & il ne veut point non plus  
qu'ils aillent eux-mêmes prêcher dans  
les paroisses , s'ils ne sont invités par  
les curés, ou du moins n'en ont obtenu  
d'eux la permission. Dans les jours où  
l'évêque prêche ou fait prêcher dans  
sa cathédrale , Urbain interdit aux re-  
ligieux tout sermon. Enfin ; si quel-  
qu'un demande à être enterré dans leurs  
Eglises , il leur enjoint de porter au  
curé , même sans en être requis , la  
moitié , ou le tiers , ou le quart de ce  
qui leur aura été donné pour droit de  
sépulture , suivant \* le décret du pape  
Grégoire & l'usage des lieux. Cette  
bulle d'Urbain étoit bien dans les prin-  
cipes de l'Université de Paris. Mais  
l'Université de Paris ne reconnoissoit  
pas Urbain.

J'ai annoncé sous l'année 1381 une  
grande & longue querelle entre l'U-

\* Je traduis littérale-  
ment les termes origi-  
naux, *juxta Gregorii pape  
decretum*. On doit enten-  
dre la collection des dé-  
crétales de Grégoire IX ,

dans laquelle se trouvent  
plusieurs constitutions de  
différens papes , portant  
le régleme't que renou-  
velle Urbain VI.



niversité & le chancelier de l'Eglise de Paris, qui étoit alors Jean Blankaert Flamand, de la ville & du diocèse de Tournai. Le principal objet de cette querelle rouloit sur les exactions du chancelier à l'égard de ceux à qui il accordoit la licence. Un article accessoire étoit la distribution des lieux de licence, que le chancelier vouloit s'arroger à lui seul : ce qui signifie, qu'il prétendoit décider seul du rang que devoient prendre entre eux les bacheliers de licence proportionnellement à leur capacité, & suivant lequel ils seroient promûs au doctorat.

Différend  
entre l'Uni-  
versité & le  
Chancelier.

En 1384 l'Université porta sur le premier objet une conclusion bien modérée. Elle ordonna que tous les ans dans ses assemblées, au tems où elle reprend ses exercices; dans les Ecoles, aux jours des premières leçons de nouveaux maîtres ou bacheliers; dans les sermons, & surtout lorsque le Recteur fait une conférence au clergé, on publieroit les articles du statut de Robert de Courçon, de la bulle de règlement de Grégoire IX, & de la réforme des cardinaux de Montaigu & de saint Marc, qui défendent aux chanceliers & aux récipiendaires de rien recevoir

*Hist. Un.  
Par. T. 1<sup>re</sup>.  
p. 599.*

68 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ou donner pour la licence. Le chancelier Jean Blankaert, dont les exactions occasionnoient cette conclusion, n'y étoit point nommé : & c'étoit plutôt un avertissement qu'on lui intimoit, qu'un décret porté contre lui.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 600.*

Au mois de Janvier suivant l'Université fit encore un règlement sur la même matière, & avec la même retenue, parlant des abus en général, mais n'attaquant point directement le chancelier. Elle se contenta de renouveler les anciennes défenses aux bacheliers de faire aucune promesse ni don à qui que ce pût être pour obtenir le degré de licentié.

Par un autre article du même règlement, elle statua sur les lieux de licence en Théologie, Droit, & Médecine, & elle ordonna que les maîtres de chacune de ces Facultés en décidassent suivant ce qui leur paroîtroit convenable, & donnassent par écrit leur jugement au chancelier.

Le règlement contient encore une disposition, qui ne regarde point le chancelier, mais qui est importante pour la police du corps. Il prescrit aux bacheliers en toute Faculté, de jurer, lorsqu'ils se présenteront pour la li-

cence, honneur & respect au Recteur, fidélité à maintenir & à défendre les statuts, privilèges, libertés, & louables coutumes de l'Université, à quelque état & fortune qu'ils parviennent. Cette loi s'observe dans la Faculté des Arts : on la néglige à tort dans les autres Facultés.

Le chancelier ne tint compte des décrets de l'Université. Il continua ses manœuvres : & même si les faits que l'Université articule contre lui sont vrais, comme on a lieu de le présumer, il faisoit un trafic indigne du pouvoir de sa charge : il marchandait avec les bacheliers qui vouloient obtenir la licence, & il exigeoit d'eux des sommes considérables. L'Université cite le fait d'un Carme, qui avoit obtenu des bulles pour être maître en Théologie. Nonobstant les bulles, tous les docteurs furent unanimement d'avis de ne le point recevoir : & néanmoins le chancelier lui promit de lui accorder la licence, moyennant la somme de cent francs. Le Carme en paya quarante comptant, & sur cette avance il tira du chancelier des lettres scellées de son sceau. Il crut alors pouvoir se moquer impunément de celui

*Hist. Un.  
PAR. T. IV.  
p. 612.*

avec qui il avoit contracté , & il refusa de parfaire la somme. Mais le chancelier , pour n'être point dupe , retint les bulles qui faisoient le titre du religieux.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 608.*

Pour ce qui regarde les lieux de licence , le chancelier convient lui-même avoir déchiré la liste que lui présentoient les docteurs en Théologie des noms des bacheliers , rangés suivant l'ordre qui leur avoit paru proportionné aux divers degrés de mérite. Il justifie cette action , en disant que l'on empiétoit sur ses droits , & que c'étoit à lui qu'il appartenoit d'assigner les rangs entre les bacheliers de licence. Il y avoit du vrai dans cette allégation : mais l'action étoit violente , d'autant plus que l'acte s'exprimoit en termes mesurés. Les docteurs y déclaroient, qu'ils n'avoient point intention de resserrer le pouvoir de chancelier en deçà de ses justes bornes. Et en effet , si les docteurs n'ont pas le droit de faire cette opération sans le chancelier , réciproquement le chancelier ne doit y procéder que de leur avis.

*p. 605.*

L'Université ne pouvoit tolérer une telle conduite. Elle s'assembla le sept

Juillet de l'année 1385 , & elle rendit un nouveau décret dans lequel elle nomme le chancelier , & lui impute de vouloir introduire des nouveautés dans la concession de la licence , surtout en la Faculté de Théologie. En conséquence elle veut & entend , que si le chancelier ne se conforme aux précédens décrets de la compagnie , qui sont fondés sur les bulles des papes , aucun de ses maîtres , bacheliers , écoliers , bedeaux , ne concoure & ne prête son ministère aux actes de ces licences données indûment , sous peine d'être retranché du corps ou privé de son office. Ainsi les licences demeurèrent suspendues , le chancelier n'accordant point ses lettres s'il ne recevoit de l'argent , & l'Université refusant de reconnoître celles qui au-  
 roient été délivrées au mépris de ses conclusions & statuts.

L'affaire fut portée par les parties & devant le pape , & au parlement. Le pape nomma pour commissaire le cardinal \* de Laon, en ordonnant que toutes choses demeurassent en état jusqu'au jugement définitif. C'est tout ce

*Hist. Un.  
 Par. T. IV.  
 p. 284.*

*p. 607.*

\* Pierre Aicelin de Montaigu , évêque de Laon , l'un des fondateurs du collège de son nom.

que nous savons. Au parlement la cause fut débattue, & nous en avons les plaidoyers. Nous y voyons que le chancelier alléqua pour sa défense le besoin de ses affaires, les dépenses qu'il est obligé de soutenir, la modicité du revenu de son bénéfice, le principe que toute peine mérite salaire, enfin l'exemple de ses prédécesseurs. Je passe sous silence les vains propos dans lesquels il s'égare sur la dignité de l'Eglise de Paris, que personne ne lui contestoit, & autres futilités semblables. Il employe pour éluder les bulles qu'on lui opposoit une chicane misérable. Il dit que les bulles lui défendent de rien recevoir pour l'obtention de la licence : qu'aussi ne demande-t-il rien à ce titre, mais seulement pour sa peine & son travail. Il conclut à ce qu'il lui soit accordé dix francs par chaque bachelier, lesquels soient mis en la main du roi jusqu'à la décision du procès.

La cause de l'Université étoit bien simple : elle se réduisoit à demander l'exécution des bulles des papes. Cependant le plaidoyer est long, parce que l'on s'y amuse à réfuter toutes les allégations du chancelier.

Il faut pourtant que le parlement <sup>*Hist. Un. Par. T. IV. p. 614.*</sup> y trouvât de la difficulté, puisqu'il appointa l'affaire par arrêt du lundi douze Février 1386. L'événement final nous est inconnu. Ce que les faits nous apprennent, c'est, par rapport au fond de la chose, que les chanceliers se sont maintenus dans la possession de se faire payer un droit par chaque bachelier à qui ils accordent la licence. Pour ce qui regarde la personne du chancelier Jean de Blankaert, nous voyons qu'il ne posséda pas encore longtems sa dignité, soit que la mort l'ait peu après enlevé, soit qu'il se fût dégoûté de sa place. Il eut pour successeur en 1387 Jean de Guignecourt, <sup>*Hemerai, de At. Par. p. 134.*</sup> simple bachelier théologien : & c'est ici la première fois que la place de chancelier de Notre-Dame se montre dans nos monumens séparée du doctorat en Théologie.

Ce procès & les plaidoyers qui s'y rapportent, nous fourniront diverses remarques.

Premièrement il s'y agissoit principalement de la Faculté de Théologie, plus grévée que les autres, au lieu qu'elle auroit dû être par plusieurs raisons la plus favorisée. Le chancelier

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
*p. 610.* ne tiroit rien ou peu de chose des bacheliers des trois autres Facultés. Ceux en Droit canon ne lui payoient qu'un franc.

*p. 609.* En second lieu, le chancelier s'étant vanté d'être un des nobles membres de l'Université, l'Université lui nie le fait, & lui soutient qu'il n'est pas membre de l'Université comme chancelier, mais comme Maître ès Arts.

*p. 606.* Troisièmement le même chancelier nous apprend une circonstance singulière de sa place. » Quand l'Eglise de » Paris vaque, dit-il, & que la régale » y est ouverte, la chancellerie vaque, » le roi en a le profit, & y commet » une bonne personne, & les profits & » esmolumens sont au roi. » De tout ce qu'avance ici le chancelier, l'Université ne lui conteste rien, si ce n'est qu'elle nie que les fruits de la chancellerie soient au roi, quand elle vaque en régale.

*p. 611.* Enfin une observation peut-être plus curieuse que nécessaire ici, mais qui ne me semble pas devoir être négligée, c'est qu'alors le *Franc* étoit une monnoie récente. » L'an \* soixante, est-il dit dans le plaidoyer de l'Uni-

\* C'est-à-dire sans doute l'an 1360, vingt-six ans avant le plaidoyer d'où ceci est tiré.



versité, » il n'étoit encore aucuns  
» francs. »

Durant le cours du procès il étoit survenu un incident peu propre à concilier les esprits. Un Cordelier bachelier en Théologie s'avisa dans un sermon de dire au peuple : » Priez pour » l'Université, & pour le chancelier, » qui en est le chef. » L'Université prit feu, & obligea le Cordelier de se rétracter. En vain voulut-il s'excuser comme ayant dit un mot pour l'autre sans mauvaise intention. Il fallut que devant le cardinal de Laon, & en prêchant dans le palais du roi, il déclarât expressément qu'il s'étoit trompé, & que le chancelier n'étoit chef ni de l'Université, ni d'aucune Faculté. Aussi voyons-nous que le chancelier dans ses allégations ne se qualifie point chef, mais l'un des nobles membres de l'Université. Encore lui conteste-t-on ce dernier titre.

Un Cordelier, qui en prêchant avoit donné au chancelier la qualité de chef de l'Université, est obligé de se rétracter.  
p. 967.

En 1387 la Nation de Picardie continuoit de reconnoître sans difficulté, au moins par le fait, l'autorité de Clément VII. Elle concourut avec les autres compagnies de l'Université pour dresser & envoyer à ce pontife le rôle des bénéfices.

Le parti de Clément VII se fortifie. Voies proposées pour l'union.  
p. 614 & 618.

Dij

Le parti de Clément VII s'étoit fortifié depuis peu par l'accession des rois d'Arragon & de \* Navarre: & lui-même il travailloit utilement à se concilier l'affection & l'estime par l'expression de sentimens pacifiques, & de bonnes intentions pour l'union de l'Eglise. On s'occupoit beaucoup dans l'Université des moyens d'y parvenir. Nous avons deux traités composés dans le tems sur cette matière par Henri de Hesse, fameux théologien de Paris, qui concluent l'un & l'autre à assembler un concile général. L'auteur y lève même les principales difficultés que l'on opposoit à ce sentiment, & il propose précisément le système qui fut suivi vingt ans après. Il dit que dans le cas où l'on se trouve, il n'est point nécessaire que le concile soit convoqué par le pape; que les cardinaux des deux obédiences réunis peuvent l'assembler; qu'alors J. C. le vrai chef de l'Eglise, dont le pape n'est que le chef secondaire, y présidera; que l'Eglise ainsi conduite par l'esprit de J. C. est au

p. 575 &  
681.

*L'Enfant*,  
*Conc. de Pise*,  
*T. I. p. 60.*

\* La déclaration du roi de Navarre Charles le Noble n'est que de l'an 1396. Mais les choses s'y dispoient dès le com-  
mencement de l'année 1387, où il succéda à Charles le Mauvais son père.

dessus du pape ; & qu'enfin , quand l'Eglise sera convenue d'un vrai pape , il pourra y présider.

On ne parloit plus du concile dans l'Université , comme d'un moyen unique. On eût préféré la voie de la cession des deux concurrens, si l'on eût pû espérer d'y réussir. Les deux partis leur furent proposés : & Clément VII , par des lettres adressées à tous les princes & à tous les prélats , déclara qu'il se soumettoit volontiers à l'autorité d'un concile général , ou même qu'il consentiroit à céder ses droits pour rendre la paix à l'Eglise. Ce discours étoit favorable. S'il étoit sincère , c'est une autre question. Ce qu'il faut bien remarquer , c'est qu'Urbain , qui autrefois avoit lui-même proposé le concile , s'armoit de roideur dans le moment dont il s'agit ici , & refusoit nettement , non seulement de céder , mais de mettre ses droits en compromis. Telle fut la conduite perpétuelle des concurrens , tant que dura le schisme. Jamais ils ne se prêtèrent ensemble aux voies de pacification : mais tandis que l'un étoit intraitable , l'autre paroïssoit disposé à abandonner ses prétentions , sachant bien qu'il ne pouvoit être pris au mot.

D iij.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 618.*

Affaire de  
Jean de  
Montson  
Dominicain,  
sur la que-  
stion de la  
Conception  
immaculée.

p. 618--633.  
& *Fleuri*,  
*Hist. Eccl.*  
T. XX.  
p. 382 &  
390--393.

Pendant que l'Université étoit occupée de cette grande affaire, la guerre commencée entre elle & les Dominicains se réveilla, & augmenta de vivacité. Jean de Montson, religieux de cet Ordre, Arragonois de naissance, se faisant recevoir docteur en Théologie à Paris en l'année 1387, avança dans ses thèses des propositions téméraires, dont quelquesunes, & ce furent celles qui firent le plus de bruit, attaquoient comme une erreur dans la Foi l'opinion la Conception immaculée. Ce qu'il y avoit de plus fâcheux, c'est que Jean de Montson étoit appuyé de ses supérieurs & de tout son Ordre. Il s'en vantoit lui-même : & les faits prouvèrent qu'il disoit vrai, & qu'il y avoit une conspiration parmi les Dominicains pour soutenir la doctrine de leur confrère, qu'ils prétendoient faire partie de celle de S. Thomas.

Les propositions de Montson ayant excité du scandale, furent dénoncées à la Faculté de Théologie, qui procéda dans cette affaire avec une grande circonspection. Son doyen l'assembla, & lut les propositions dont on se plaignoit, sans néanmoins en nommer l'auteur. Mais celui que l'on vouloit

ménager, se découvrit lui-même. Il étoit présent, & ne se possédant pas, il interrompit la lecture : il déclara que c'étoit lui qui avoit avancé ces propositions, & qu'il ne l'avoit pas fait sans un grand & bon conseil. Il s'offrit à les défendre, & il protesta qu'il les soutiendrait jusqu'à la mort. La Faculté le voyant si décidé, lui demanda son cahier original ; & il le donna écrit de sa main. On lui nomma six députés, trois séculiers, trois réguliers, pour examiner les propositions : & ces députés se trouvant tous d'accord, voulurent néanmoins qu'on leur en joignît six autres. On le fit, & les douze députés, d'un consentement unanime, improuvèrent les propositions. La Faculté ne s'en tint pas là. Elle fit distribuer à tous ses docteurs, & à plusieurs de ses bacheliers, des bulletins contenant les propositions, & elle leur ordonna à tous d'en donner leur avis par écrit. Il n'y eut point de partage de sentimens : & c'est de ce concert parfait que résulta le jugement doctrinal de la Faculté, qui condamna quatorze propositions de Jean de Montson, les qualifiant chacune en particulier, sans en taxer

néanmoins aucune d'hérésie. Ce jugement fut lû à Jean de Montson , & on le somma d'y souscrire : il le promit, & ne tint pas sa parole. Alors la Faculté de Théologie demanda l'adjonction de l'Université, qui après une mûre délibération l'accorda. Toute l'Université ainsi réunie s'adressa à l'évêque de Paris, juge ordinaire en cette nature de cause. Elle lui présenta le décret de la Faculté de Théologie, & le pria de prendre connoissance de l'affaire, & d'y procéder judiciairement.

L'évêque admit la requête, & fit citer Jean de Montson à comparoître devant lui, pour répondre sur les propositions qu'il étoit accusé d'avoir enseignées. Montson cité jusqu'à quatre fois, ne comparut point : & l'évêque, de l'avis de plusieurs docteurs en Théologie & en Droit canon, prononça sa sentence, qui contenoit une défense sous peine d'excommunication d'enseigner les quatorze propositions condamnées par la Faculté de Théologie, & qui ordonnoit qu'il seroit procédé ultérieurement contre la personne du coupable, s'il pouvoit être appréhendé au corps. Il est à re-

marquer, que pendant le cours de la procédure l'inquisiteur fut averti plusieurs fois de venir se joindre à l'évêque; & qu'il ne répondit point à ces invitations. Il étoit Dominicain.

La seconde partie du jugement de l'évêque de Paris, qui regardoit la personne de Jean de Montson, ne put pas avoir son exécution. En habile homme il s'étoit mis en sûreté, avoit interjetté appel au pape, & gagné Avignon. Il y trouva assez de crédit, moins par lui-même, que par la protection de tout son Ordre, pour obtenir l'érection d'une commission qui fût chargée de revoir sa cause. A la tête de la commission étoient trois cardinaux: & Montson obtint encore de ce tribunal la permission d'y citer qui il jugeroit à propos. Il eut l'audace de citer l'Université de Paris, comme sa partie adverse. L'Université prenoit l'affaire trop à cœur pour en abandonner la poursuite. Elle répondit à la citation, & nomma quatre députés, dont trois théologiens, Pierre d'Ailli, Gilles des Champs, & Jean de Nonainville: le quatrième étoit Pierre d'Amainville Bénédictin, professeur en Droit canon. L'Université les envoya

D. y.

82 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
à la cour de Clément VII, en leur  
donnant pouvoir de poursuivre en son  
nom la ratification du jugement pro-  
noncé par elle contre le téméraire Do-  
minicain.

Elle fit plus, & elle voulut inté-  
resser toute l'Eglise dans sa cause. Elle  
adressa à tous les Fidèles une lettre  
dans laquelle, après avoir exposé les  
faits & la procédure, elle prie les  
prélats & le clergé d'empêcher que la  
doctrine qu'elle improuve, ne se ré-  
pande; elle avertit & requiert tous ses  
suppôts, tous ceux qui lui sont liés  
par serment, de se joindre à elle pour  
faire triompher la vérité qu'elle dé-  
fend; & enfin elle exhorte tous les  
Fidèles à regarder comme erronées les  
propositions qu'elle a prosrites, à  
moins que le S. Père n'en jugeât au-  
trement, ce qu'elle ne croit pas pos-  
sible.

Cette lettre est bien faite, & elle  
pourroit être l'ouvrage de Pierre d'Ail-  
li, qui écrivoit sensément & non sans  
quelque élégance. J'y trouve un té-  
moignage de l'ancienne possession où  
est l'Université de prononcer sur les  
matières de doctrine. » Nous avons.  
» suivi, y est-il dit, la coutume usitée



» de tous tems parmi nous , en dé-  
 » fendant que l'on enseigne dans nos  
 » Ecoles des propositions qui nous ont  
 » paru évidemment condamnables, &  
 » en obligeant ceux qui nous sont  
 » soumis à se rétracter , s'il leur arri-  
 » voit de les soutenir. »

Pierre d'Ailli étoit le chef de la députation envoyée à Avignon par l'Université : & ce fut lui qui porta la parole. Duboullai a inséré dans son ouvrage deux discours que ce fameux Théologien prononça dans le consistoire par rapport à l'affaire de Montson , & qui sont tournés en sermons suivant l'usage du tems. L'orateur y prend un texte , & l'applique à son sujet. Dans le premier de ces deux discours, qui est en quelque façon l'exorde de toute sa cause , j'observe que Pierre d'Ailli montre quelque inquiétude sur la disposition des esprits. Il craint que l'on n'ait aliéné ses juges , & que le pape & la cour de Rome ne soient prévenus contre l'Université. Une pareille crainte se manifeste dans la lettre dont je viens de parler. Tant étoit puissante la cabale Dominicaine. Je dis la cabale. Car la cause de Montson étoit indubitablement mauvaise. In-

dépendamment des propositions qui regardent la question de la Conception immaculée, il en avançoit de visiblement erronées sur l'union hypostatique, sur l'ame de Jesus-Christ, sur la méthode d'expliquer l'Ecriture.

Le premier discours de Pierre d'Ailli contient un éloge de la Faculté de Théologie de Paris, que je ne crois pas devoir omettre. L'orateur fait parler la Foi, & lui met dans la bouche ce langage. » La superbe présomption  
 » des adversaires ne craint point d'at-  
 » taquer cette cohorte de docteurs ca-  
 » tholiques, que vous, Très saint  
 » Père, m'avez donnés; que vous &  
 » vos respectables prédécesseurs les  
 » souverains pontifes avez consacrés à  
 » veiller à ma garde avec une sollici-  
 » tude continuelle; dont vous avez fait  
 » mes plus illustres, stables, & perpé-  
 » tuels défenseurs. S'ils étoient une fois  
 » vaincus, l'impiété mon ennemie  
 » triompheroit aisément des autres, &  
 » remporterait sur eux une facile vic-  
 » toire. »

Dans le second discours Pierre d'Ailli traite le fait de la cause. Il en expose le tableau avec beaucoup de netteté, & c'est de cette source que j'ai tiré les

principales circonstances de mon récit.

Un mémoire dressé & fourni par le même Pierre d'Ailli achève la discussion complète de l'affaire. Il est divisé en trois parties. Dans la première l'auteur s'applique à détruire une ressource artificieusement imaginée par l'accusé, qui tâchoit d'intéresser la cour de Rome dans sa cause, en représentant la condamnation de ses propositions par la Faculté de Théologie & par l'évêque de Paris; comme une entreprise sur les droits du saint Siège; auquel seul il appartient, disoit Montson, d'examiner & de décider les questions de Foi. Pierre d'Ailli prouve d'une manière qui ne souffre point de réplique le droit qu'ont les Facultés de Théologie de donner leur avis doctrinal sur pareilles matières, & les évêques particuliers d'en prononcer un jugement d'autorité, quoique toujours subordonné à l'autorité suprême du saint Siège & de l'Eglise universelle.

La seconde partie du mémoire contient la réfutation des quatorze propositions condamnées, & elle est toute théologique. Je me contenterai d'y remarquer ce qui regarde la doctrine

*D'Argentré,  
Coll. jud.  
T. I. P. 11.  
p. 75.*

86 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de la Conception immaculée. Pierre  
d'Ailli ne donne point cette doctrine  
pour telle, que l'on soit obligé de la  
tenir : mais il ne veut pas qu'il soit  
permis de traiter d'expressément con-  
traire à la Foi une opinion adoptée &  
enseignée par un grand nombre de  
docteurs Catholiques, de prélats, de  
cardinaux, & de souverains pontifes.

Tel étoit le systême constant de  
Pierre d'Ailli : & il s'en explique de  
nouveau dans un autre discours qu'il  
prononça aussi devant le pape & les  
cardinaux l'année suivante 1389. Il  
s'agissoit de la béatification du cardi-  
nal Pierre de Luxembourg, que ce  
docteur étoit alors chargé de poursui-  
vre au nom de l'Université. Il s'étend,  
suivant que le demandoit son sujet, sur  
les louanges de celui qu'il vouloit faire  
mettre au nombre des bienheureux.  
En parlant de sa foi, il rapporte que  
durant le séjour de Pierre de Luxem-  
bourg à Paris, quelques Dominicains  
voulurent l'attirer dans leur sentiment,  
& l'engager à se déclarer contre la  
Conception immaculée. Ils revinrent  
plusieurs fois à la charge, & enfin ils  
lui présentèrent un écrit dans lequel ils  
avoient accumulé plusieurs autorités,

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 657.*

qui selon eux prouvoient leur opinion. Le jeune cardinal réfléchit quelques momens : » & voyant , dit Pierre d'Ailli , » qu'il ne seroit de rien pour » le progrès des mœurs de penser que » la sainte Vierge a été conçue en péché originel , & que même on pouvoit y nuire en prêchant ce dogme publiquement ; que d'un autre côté la piété permettoit ou de se taire , ou de soutenir modestement le parti opposé , il prit le papier , le jeta au feu , & défendit que jamais on lui parlât de cette question. » On voit assez que les sentimens que Pierre d'Ailli attribue au cardinal de Luxembourg , étoient les siens , & on ne peut s'empêcher d'en louer la retenue & la sagesse.

La troisième partie du mémoire de Pierre d'Ailli dans l'affaire de Montson , roule sur l'autorité de S. Thomas , dont le Dominicain accusé se faisoit un rempart , où il croyoit ne pouvoir pas être forcé. Le théologien de Paris enlève à son adversaire ce moyen de défense , en lui prouvant que l'autorité dont il se couvre , quoique très respectable , n'est pas néanmoins revêtue d'un caractère qui

*D'Argentré*

38 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
doive subjuguer tous les esprits.

*Efrei.* Une bonne cause étoit bien entre les mains d'un défenseur, tel que Pierre d'Ailli. Celle de l'Université triompha : & Jean de Montson voyant qu'il alloit être condamné par la commission qu'il avoit lui-même sollicitée, s'enfuit une seconde fois, & se retira dans le pays de sa naissance, en Arragon. Les cardinaux commissaires lui firent, suivant les ordres du pape, son procès par contumace, & le déclarèrent excommunié. Montson, pour se venger & en même tems pourvoir à sa sûreté, passa dans le parti d'Urbain. C'est ainsi que si quelqu'un se trouvoit maltraité dans l'une des deux obédiences, il avoit un asyle tout prêt dans l'autre.

Humiliation  
des Domini-  
cains.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 619.*

La victoire de l'Université fut complète, & les Dominicains se virent étrangement humiliés. Il est vrai qu'ils ne gardoient aucune mesure. Outre la présomption & l'audace qui éclatoient dans leurs discours, en parlant de la Conception de la sainte Vierge ils entroient dans des détails indécens, & qui auroient été très déplacés, quand même il eût été question d'une femme ordinaire. Par ces excès ils s'attirèrent

rent de très grands désagrémens.

Premièrement ils furent exclus de l'Université , qui fit un décret portant <sup>*Hist. Un. Par. T. V. p. 82 & 83.*</sup> que quiconque ne voudroit pas adhérer à la censure des propositions de Montson , ne pourroit être admis aux degrés académiques , ni jouir d'aucun des privilèges de la compagnie : & les Dominicains n'ayant pas voulu se soumettre à cette loi , ils subirent la peine qu'elle prononçoit contre les réfractaires , & leur exclusion dura dix-sept ans. En second lieu dans tout le royaume de France , ou du moins dans la <sup>*T. I. p. 619.*</sup> partie septentrionale que nous habitons , en deçà des montagnes du Midi , & de la Garonne , le soulèvement devint général contre eux. On leur refusoit les offrandes , les aumônes : on leur interdisoit la prédication & la confession. Dès qu'ils se montroient , le peuple les huoit , & quelquesuns furent jettés dans les prisons. Ceux même d'entre eux qui étoient constitués en dignité , ne purent éviter des mortifications fâcheuses , comme le montre l'exemple de Guillaume évêque d'Evreux & confesseur du roi.

Ce prélat étoit Dominicain , & par une suite de l'attachement à son Or-

Rétractation  
de Guillau-  
me évêque  
d'Evreux, &  
confesseur du  
roi, qui s'é-  
toit déclaré  
pour la cause  
de Montson.

p. 633.

dre il avoit improuvé publiquement le jugement de l'Université contre Montson. L'Université l'attaqua devant le roi, & l'obligea de se rétracter. La rétractation se fit d'une façon très solennelle. Le dix-sept Février 1389 le roi étant dans sa chambre au palais du Louvre avec le duc de Bourbon, quelques autres seigneurs, & les évêques de Langres & de Noyon, le Recteur de l'Université se présenta, accompagné de l'évêque d'Auxerre, qui représentoit le doyen de Théologie, des doyens de Droit & de Médecine, & des quatre Procureurs des Nations. Là Pierre d'Ailli, qui servit encore en cette occasion d'organe à l'Université, somma, avec la permission du roi, l'évêque d'Evreux de faire sa rétractation selon qu'il l'avoit promis. L'évêque prit un papier qu'il lut, & d'abord il révoqua cinq propositions qu'il avoit avancées touchant l'affaire de Montson. Elles étoient en Latin. Il ajouta en François ces propres termes.

» J'ai vu la sentence de la Faculté de  
» Théologie, approuvée & soustenue  
» par l'Université de Paris, & aussi de  
» Monsieur l'évêque de Paris. Icelle  
» vue & considérée, je croy que la-



» dite sentence est bonne & juste , &  
 » promets par mon serment ne point  
 » prescher ne dogmatizer le contraire,  
 » publiquement ne en occulte, par moi  
 » ne par autre : & ne donneray aucune  
 » faveur audit de Montson , ny à ses  
 » fauteurs ou adhérens en cette cause ,  
 » réservée l'autorité de nostre S. P. le  
 » Pape , comme elle est réservée en  
 » ladite sentence. » Il prouva sur le  
 champ , combien il disoit vrai en pro-  
 testant qu'il ne conservoit aucun at-  
 tachment pour Montson. Car s'étant  
 mis à genoux devant le roi , il le pria  
 d'écrire au roi d'Arragon & au pape  
 pour les prier de faire arrêter ce reli-  
 gieux , & de l'envoyer à Paris , afin  
 qu'il y fût puni selon ses démérites.  
 On voit par cette dernière circonstan-  
 ce , que Montson fit prudemment de  
 se sauver auprès d'Urbain.

D'autres Dominicains , plus coupa-  
 bles encore que l'évêque d'Evreux , &  
 qui n'étoient pas dans le cas de méri-  
 ter les mêmes égards , furent aussi  
 traités avec plus de rigueur. Adam de  
 Soissons , prieur des Jacobins de Ne-  
 vers , prêcha dans ce diocèse , que si  
 la sainte Vierge fût morte avant la  
 passion de N. S. J. C. elle feroit des-

Autres Do-  
 minicains  
 obligés de se  
 rétracter.

p. 638-647.

cendue en enfer , parce qu'elle avoit été conçue en péché originel. Quoiqu'il n'entendît pas par le mot d'enfer le lieu du supplice des damnés , l'équivoque étoit choquante & scandaleuse, & la supposition téméraire & folle. Il fut arrêté , & amené à Paris pour tenir prison , jusqu'à ce qu'il eût réparé le scandale qu'il avoit donné. L'Université se chargea du soin d'exiger de lui cette réparation , & de lui en prescrire les conditions & la forme. Le douze Mai 1389 le Recteur assisté des députés & représentans de toutes les Facultés & Nations se transporta au cimetière des Innocens : & là en présence d'une multitude infinie de peuple , après un sermon fait par un bachelier en Théologie , Adam de Soissons lut à haute & intelligible voix un formulaire de rétractation qui lui avoit été dressé. Il y reconnoissoit premièrement que la sévérité dont on avoit usé à son égard , étoit juste & légitime. En second lieu il révoquoit & rétractoit la proposition scandaleuse qu'il avoit prêchée à Nevers , & se soumettoit à la peine qui lui avoit été imposée de ne prêcher de deux ans dans tout ce diocèse. Enfin , comme

tous ceux de son Ordre étoient suspects de favoriser Montson, il déclara qu'il n'étoit point du nombre de ses adhérens, qu'il adoptoit la condamnation de ses quatorze propositions, & qu'il la soutiendrait & défendrait envers & contre tous. Par le même acte il consentit à réitérer la déclaration & rétractation que l'on venoit d'entendre, premièrement en pleine Université à Paris, & ensuite à Nevers.

C'étoit alors une vraie manie parmi les Dominicains, que de se déchaîner contre la Conception immaculée. Jean Adam, religieux de cet Ordre, & docteur en Théologie, prêcha dans Paris qu'il ne falloit point solenniser la fête de la Conception, qui étoit pourtant reçue alors très communément, & que la Nation de France en particulier solennisoit en vertu d'une délibération de la compagnie du douze Décembre 1380. Il osa avancer que c'étoit péché mortel & hérésie, que de croire la sainte Vierge conçue sans péché originel. A ces discours téméraires il joignit une témérité d'un autre genre. Il attaqua la juridiction des curés. Il enseigna publi-

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 963. 954.*

*p. 641 &  
seqq.*

quement qu'un Fidèle pouvoit aller de sa propre autorité se confesser à qui il vouloit. Que les frères Prêcheurs étoient curés, & que le paroissien à qui son curé refuseroit les sacremens, pour raison de confession faite à un autre qu'à lui, n'avoit qu'à venir dans leur Église, où il pouvoit être sûr qu'il les recevroit. Jean Adam fut obligé par l'Université de faire quatre fois & en quatre lieux différens l'humiliante cérémonie de rétracter toute cette mauvaise doctrine : premièrement en l'assemblée de l'Université aux Bernardins, ensuite dans l'Eglise de saint Jacques de la Boucherie, où il avoit donné le scandale, dans le parvis de Notre-Dame, & dans le cloître saint Honoré. L'official intervint aussi dans cette affaire, & il lui défendit de récidiver sous peine d'excommunication encourue par le seul fait.

Ces rétractations, lorsqu'elles se faisoient devant le peuple, étoient lûes en François : & j'y remarque la simplicité du vieux tems dans la manière d'apostropher l'auditoire. On seroit bien étonné aujourd'hui d'entendre un homme qui parle en public, commencer son discours par cette apostrophe : *Bonnes gens.*

Il se passa en cette même année 1389 *Hist. Un.*  
une autre scène , encore peu honorable *Par. T. IV.*  
aux Dominicains. Un religieux de leur *p. 640.*  
maison à Paris , qui étoit prêtre , & se  
nommoit Etienne Gontier , s'enfuit  
du couvent par libertinage , prit l'ha-  
bit séculier , & après avoir erré en di-  
vers lieux il vint à Auxerre. Il y fut  
reconnu , & arrêté par le prévôt de la  
ville. Il étoit religieux , il étoit éco-  
lier de l'Université de Paris , il avoit  
été pris dans Auxerre. De toutes ces  
circonstances naquit un conflit de ju-  
risdiction , qui n'est pas fort nette-  
ment expliqué dans la lettre d'où je  
tire mon récit. Le résultat fut que l'é-  
vêque se fit remettre entre les mains  
le prisonnier , & que l'ayant interrogé,  
& trouvé coupable d'avoir pris part à  
l'appel interjetté au pape par les Ja-  
cobins dans l'affaire de Montson , il  
en écrivit au Recteur , & le lui ren-  
voya , comme au vrai défenseur de la  
Foi Catholique , ( ce sont les termes  
de la lettre ) s'en rapportant à lui du  
soin d'instruire le procès , & de punir  
selon ses mérites ce religieux apostat ,  
& suspect dans la Foi. Nous ignorons  
quelle fut la suite de cette affaire :  
mais nous y voyons de quelle confi-

dération jouissoit l'Université, & de plus combien c'étoit alors un fait odieux, que d'être complice de Montson en quelque manière que ce pût être.

T. I. P. II.

p. 132  
seqq.

Trait concernant le Chancelier & la Faculté de Théologie.

D'Argentré, dans sa collection dont je fais souvent usage, fournit quelques autres actes de rétractations de Dominicains fauteurs de Jean de Montson. Ces actes sont assez semblables à ceux que j'ai rapportés, & ne demandent pas de moi un plus grand détail. Mais ils portent en tête, dans le registre d'où d'Argentré les a tirés, une clause remarquable par rapport au régime de la Faculté de Théologie. Il est dit que ces actes furent faits *sans l'autorité ni la présence du chancelier de l'Eglise de Paris*. C'est une sorte de protestation contre le droit que s'attribuoit le chancelier, & dont il avoit joui, de présider la Faculté de Théologie. Elle s'étoit mise en liberté, & ne connoissoit plus d'autre président que son doyen.

Statut de l'Université touchant les études de Théologie.

Hist. Un.

Par. T. IV.  
p. 637.

Mais elle se soumettoit volontiers à l'autorité de l'Université, qui fit en cette année 1389 un statut pour le maintien de la discipline des études parmi les bacheliers en Théologie. Elle ordonna

ordonna l'observation exacte d'un article de la réforme des cardinaux de Montaigu & de S. Marc, qui portoit que les bacheliers en Théologie, après avoir lû & expliqué le livre des Sentences, seroient tenus de faire une espèce de stage & de suite d'exercices, durant l'intervalle accoutumé entre la lecture des sentences & le doctorat, afin que leur science & leurs vie & mœurs pussent être mieux connues & éprouvées. La Faculté par un décret interprétatif, avoit déterminé cet espace de tems à cinq ans, en y comprenant la lecture des sentences. L'Université adopta & confirma cette interprétation.

C'étoit à l'occasion d'un maître bien célèbre, que fut porté le décret dont je parle. Jean de Courtecuisse ayant achevé son cours de lecture des sentences, se hâtoit d'obtenir la licence sans observer l'interstice prescrit. On lui défendit de passer outre sous peine d'exclusion de la Faculté. Je ne puis dire ce qui arriva de ce fait particulier. Mais Jean de Courtecuisse ne fut point exclus, & il devint un des plus grands ornemens de la Faculté de Théologie.

*Tome III.*

E

Il est parlé dans ce même règlement des *Présentés* des ordres religieux, & des deux thèses *Ordinaires*, que l'on soutient encore aujourd'hui pour la licence de Théologie. Les *Présentés* sont les religieux bacheliers, que leurs Ordres nomment & présentent à la Faculté pour être admis à la licence. Les deux thèses *Ordinaires* sont distinguées dans notre usage par les épithètes de *Majeure* & de *Mineure*, noms employés plus communément.

Mort d'Urbain VI.  
Élection de Boniface IX.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
p. 647.

*Fleuri*,  
*Hist. Eccl.*  
*T. XX.*  
p. 395.

Le quinze Octobre de la même année 1389 mourut Urbain VI. C'étoit une belle occasion pour éteindre le schisme, s'il y eût eu dans les cardinaux de Rome quelque étincelle de bonne volonté & d'amour de l'Eglise. Clément n'eut pas plutôt appris la mort de son compétiteur, qu'il écrivit au roi de France, au duc de Bourgogne, à l'Université de Paris. Il vouloit mettre en mouvement toute son obéissance, pour empêcher les cardinaux qui étoient à Rome de faire une élection. L'Université prit feu: mais elle ne fut pas secondée: & d'ailleurs tout effort eût été inutile & tardif. L'intérêt, l'entêtement, les engagements pris, dé-



terminèrent les cardinaux d'Urbain à se hâter de prévenir les obstacles : & dès le second jour de Novembre ils élurent l'un d'entre eux, Perrin, ou Pierre Tomacelli, qui prit le nom de Boniface I X. Ainsi fut continué le schisme, & l'espérance de le voir finir s'évanouit.

Ce fut vers ce même tems que Pierre d'Ailli devint chancelier de l'Eglise de Paris. Nous avons déjà eu plus d'une occasion de parler de cet homme célèbre, & il s'en présentera bien d'autres dans la suite. Ainsi il est à propos de le faire connoître plus particulièrement. Il n'appartenoit point à l'ancienne & illustre maison d'Ailli en Picardie, qui depuis plus d'un siècle est éteinte, & fondue dans celle d'Albert. Il naquit à Compiègne dans une condition assez basse, & si mal accommodé, dit-on, des biens de la fortune, qu'étant venu à Paris pour faire ses études au collège de Navarre, il fut obligé de servir \* le portier de ce

Pierre d'Ailli chancelier de l'Eglise de Paris. Ses commencemens.

*Hist. Un. Par. T. I.* p. 279 & 271.

\* Launoï, dans son Histoire du collège de Navarre, p. 62, nie absolument ce fait : & il prétend que Pierre d'Ailli n'entra au collège de Navarre qu'après avoir fait

ses premières études, & comme boursier théologien. Après tout, peu importé ce qu'aït été dans son enfance un homme devenu si grand par ses talens & par son mérite.

100 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
collège. Duboullai , sur des conjectures qui ne laissent pas d'avoir quelque force ; prétend prouver néanmoins que Pierre d'Ailli n'étoit pas si pauvre que le suppose ce récit. Ayant rempli son cours de Théologie , & obtenu le doctorat , il devint en 1381 grand maître de la maison de Navarre. En 1383 il étoit aumônier du roi Charles VI , qui l'envoya à Avignon négocier des affaires importantes auprès du pape Clément VII. Les registres de la chambre des comptes font mention de cette commission donnée à Pierre d'Ailli , & portent qu'il lui fut assigné *cinq francs d'or* par jour pour son voyage. Il étoit homme ferme , & capable de pousser une affaire. En 1385 Jean de Trélon, qui avoit été Recteur dix-neuf ans auparavant , & qui étoit actuellement souchancelier de sainte Geneviève , ayant tenu de lui des propos désobligeans , Piere d'Ailli en obtint réparation en pleine assemblée de la Faculté des Arts à S. Julien le Pauvre : & dans la querelle de l'Université contre le chancelier Blankaert , il soutint avec vigueur les droits & la liberté de la compagnie. Nous l'avons vû chef de la députation de l'Univer-

fité dans l'affaire de Montson en 1388. L'année suivante il succéda dans la place de chancelier, comme je viens de le dire, à Jean de Guignecourt; & son mérite, aidé peut-être d'un peu d'ambition, l'éleva bien plus haut dans la suite.

Dans la même année où il fut nommé chancelier, il fit encore un voyage à Avignon, pour solliciter au nom du roi, de l'Université & du clergé de Paris, la béatification du cardinal Pierre de Luxembourg, parent du roi, élève de l'Université, & chanoine de l'Eglise de Paris, mort récemment à l'âge de dix-huit ans dans une grande réputation de sainteté. Duboullai a fait imprimer les deux discours que p. 983. prononça Pierre d'Ailli à ce sujet dans le consistoire. Il ne réussit pas, sans que nous puissions en dire la raison. Car le cardinal de Luxembourg méritoit les honneurs que l'on demandoit à Clément pour sa mémoire : & 140 ans après un autre \* Clément VII lui dé-

\* Comme Clément VII qui résida à Avignon n'a jamais été reconnu à Rome, le premier pape qui depuis lui a pris le nom

de Clément, est compté à Rome dans l'usage ordinaire pour le septième du nom.

102 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
féra par une bulle le titre de bienheu-  
reux.

Ordonnance  
du roi en fa-  
veur des mé-  
decins de Pa-  
ris.

p. 671-673  
C. 992.

En 1390 un abus fujet à se renou-  
veller fans cesse dans la pratique de  
la Médecine & de la Chirurgie occa-  
sionna des lettres du roi, adressées au  
prévôt de Paris, & à tous autres justi-  
ciers, ou à leurs lieutenans. Instruit  
que d'ignorans praticiens entrepre-  
noient d'exercer ces sciences sans avoir  
fait leurs preuves, le roi ordonne à ses  
justiciers d'en interdire l'exercice à  
ceux qui sont dans le cas : & si quel-  
quesuns d'eux se disoient habiles,  
il veut qu'ils ne soient admis à prati-  
quer, qu'après qu'ils auront été exa-  
minés & trouvés suffisans par ceux à  
qui il appartient. Ces lettres furent  
données le troisiéme jour du mois  
d'Août, & publiées au Châtelet le mer-  
credi dix-sept, le lieutenant tenant le  
siége.

L'ordonnance est générale, comme  
on le voit, & elle étend à tout le  
royaume ce qui avoit été réglé pour la  
Médecine de Paris par de doubles let-  
tres du roi Jean en 1352 & 1353. J'y  
observe pourtant une différence. L'or-  
donnance de Charles VI fait mention  
de la Chirurgie, au lieu que celle du

roi Jean exprimoit seulement la Médecine.

Duboullai rapporte à l'année 1391 la fondation du collège de Fortet par Pierre Fortet, natif d'Aurillac en Auvergne & chanoine de Paris. Le fondateur donna la supériorité de son collège au chapitre, qui en jouit encore actuellement.

Fondation du collège de Fortet.

p. 674. *Et Hist. de Paris, T. II. p. 710.*

La Nation d'Angleterre réforma en cette même année un abus qui s'étoit introduit dans la compagnie, à l'occasion du droit pécuniaire que chacun de ceux qui s'y faisoient recevoir, ou qui en obtenoient une charge, étoit obligé de payer. Cet argent se distribuoit entre les maîtres, & étoit employé à un repas, ou, pour parler plus juste, on l'alloit boire au cabaret. La simplicité de nos pères ne nous a pas laissé ignorer cette pratique. Le registre de la Nation d'Angleterre sous l'an 1357 porte que maître Nicolas de Suède, nouveau Procureur, paya un écu à la Nation; & que sur le champ cet écu fut bû tout entier par les maîtres, dans la taverne qui a pour enseigne l'image de Notre-Dame, rue S. Jacques. Nulle circonstance, comme l'on voit, n'est omise. En l'année dont je parle, cette

Statut de la Nation d'Angleterre pour interdire un usage peu décent.

*Hist. Un. Par. T. IV. p. 674.*

Nation abolit un usage si peu décent , & ordonna que l'argent qui proviendrait de ces fortes de droits , seroit mis dans le coffre de la compagnie , & employé à ses besoins. Elle excepta néanmoins la fête de S. Edme, qu'elle voulut être célébrée à la manière accoutumée.

Dans la date de ce statut je remarque une singularité. Il est daté du huit Février 1391 , en comptant , est-il dit , à la façon de l'Eglise Romaine. On fait qu'alors on ne commençoit l'année en France qu'à la fête de Pâque : & suivant le calcul François ce huit Février auroit appartenu à l'année 1390.

*Procès. Pé-  
dagogies.*

*p. 674-679.*

En 1392 l'Université intervint dans un procès , sur lequel je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'entrer dans une explication détaillée. Il s'agissoit de plaintes respectives entre des écoliers d'une part , & de l'autre deux commissaires & plusieurs archers du Guet , qui prétendoient avoir été insultés & maltraités les uns par les autres. L'affaire portée au parlement fut laissée sans décision. La jeunesse académique n'étoit pas toujours bien disciplinée : & je trouve dans ce même tems des plaintes formées par un président en

parlement contre des discours injurieux & pleins de menaces insolentes, qu'avoient tenus à son sujet les écoliers du collège des Bons enfans de la rue S. Victor. Je n'insisterai point sur ces menus faits, & j'observerai seulement que les écoliers qui plaidoient contre les commissaires & archers du Guet, & pour lesquels l'Université intervint, étoient réunis plus de cinquante ensemble sous la conduite de Guillaume Veulet, licencié en Droit; & qu'ainsi ce Veulet faisoit fonction de ce que nous appellons aujourd'hui *Maître de pension*. Ces sortes d'établissmens étoient nommés par nos pères *Pédagogies*: & c'est ici la première mention expresse & caractérisée que j'en puisse citer.

Une autre intervention donnée par l'Université l'année suivante, la commit avec une grande princesse. Voici le fait. Un étudiant en l'Université avoit un procès, pour lequel il fut traduit devant le juge de la chatellenie de Neufchatel en Normandie dans le pays de Brai, appartenante à la reine Blanche, veuve de Philippe de Valois.

Procès entre  
l'Université  
& la reine  
Blanche veu-  
ve de Philip-  
pe de Valois.

p. 682.

La reine prit l'intérêt de son juge , & l'Université intervint pour son écolier. La question en règlement de juges fut débattue au parlement , & le privilège d'une reine de France étoit balancé par celui de l'Université. Cette princesse même ne croyoit point au-dessous d'elle d'en faire la comparaison : & son avocat disoit en son nom , *si l'Université est d'ancienneté , aussi sont les rois de France.* L'Université répliquoit sur le même ton , & se prétendoit plus privilégiée que la reine Blanche , vû que ses suppôts tenoient leurs privilèges d'une longue suite de rois , au lieu que Blanche ne tenoit le sien que de son mari. La cause fut renvoyée aux requêtes du palais , par arrêt du quatre Mars 1393.

Maladie du  
roi Charles  
VI. Maux  
qu'elle oc-  
casionna.

p. 680.

Le mois d'Août précédent avoit été marqué par un événement bien cruel pour la France , & qui la trouvant déjà dans une situation fâcheuse , mit le comble à ses malheurs. Le roi tomba en phrénésie : & depuis ce premier accident , qui se calma par le tems & par les remèdes , il eut de fréquens accès du même mal jusqu'à la fin de sa vie : en sorte qu'il ne lui resta que des intervalles lucides , pendant les-



quels même sa raison demeurait affoiblie par l'impression des rechûtes redoublées. A l'occasion de la maladie du roi, les ducs de Berri & de Bourgogne ses oncles reprirent le gouvernement, comme ils l'avoient eu durant sa minorité. Lorsque le duc d'Orléans fut dans la vigueur de l'âge, il prétendit, comme frère du roi, que l'autorité devoit lui appartenir. Delà les divisions, les jalousies, les inimitiés irréconciliables, qui donnèrent l'origine aux factions sangui- naires des Orléanois & des Bourgui- gnons; & qui, en même tems qu'elles causèrent la mort funeste des princi- paux acteurs, pensèrent renverser le royaume, entretinrent le schisme dans l'Eglise, & donnèrent ample matière aux larmes, aux plaintes, aux repré- sentations aussi inutiles que judicieu- ses, des citoyens bien intentionnés, des plus sages compagnies, & de l'U- niversité en particulier.

L'Université prit donc part alors aux affaires de l'état : & j'aurai soin de rendre compte des démarches qu'elle fut obligée, ou qu'elle se crut en droit de faire à cet égard. Mais un objet plus convenable pour elle étoit l'ex-

108 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tinction du schisme : & c'est à quoi  
elle commença de travailler très sé-  
rieusement en 1394.

L'Université Elle n'avoit jamais perdu de vûe un  
travail plus intéressant si précieux à tous les cœurs  
sérieusement chrétiens. Mais les circonstances n'a-  
que jamais à voient pas été favorables. Le roi étoit  
l'extinction du schisme.

*Hist. Un.  
Par. T. I V  
p. 673. 583-  
686.*

*Fleuri ,  
Hist. Eccl.  
T. X X.  
p. 414-419.  
C 420.*

*Daniel ,  
Hist. de Fr.  
Charles V I.  
Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 714.*

attache par une forte persuasion au  
parti qu'avoit embrassé son père , & il  
se trouvoit peu disposé à écouter  
toute proposition qui pouvoit rendre  
à mettre en doute le droit de Clément  
V I I. Ainsi , lorsqu'en 1390 l'Uni-  
versité se présenta à lui pour le prier  
de travailler à la réunion de l'Eglise ,  
quoique l'orateur eût parlé d'une ma-  
nière si pathétique que l'assistance en  
fut attendrie , & que plusieurs sei-  
gneurs se jettèrent aux pieds du roi  
pour appuyer une demande si reli-  
gieuse , ce prince demeura froid , &  
témoigna même que la liberté que pre-  
noit l'Université , ne lui étoit pas  
agréable.

En 1392 les choses avoient un peu  
changé de face. Deux Chartreux ayant  
eu le courage de presser Boniface d'é-  
crire au roi de France pour l'engager  
d'employer son autorité à éteindre le  
schisme , ce pontife ne fut pas fâché

de donner à sa conduite un air de modération & d'amour de l'Eglise , & il les chargea d'une bulle pour le roi , qui s'exprimoit en termes généraux , mais pacifiques. Les deux religieux se mirent en chemin , & passèrent par Avignon , dans la vûe de faire auprès de Clement la même tentative qu'ils croyoient leur avoir réussi à l'égard de Boniface. Clément avoit actuellement à sa cour le duc de Berri , le plus prévenu des princes de France en sa faveur , & plus accrédité alors en conséquence de l'accident survenu au roi. Avec un tel appui Clément crut pouvoir agir de hauteur : il voulut prendre communication de la bulle dont les deux religieux étoient porteurs , & sur leur refus il les fit enfermer dans la Chartreuse voisine. Cette détention contraire au droit des gens , contraire au respect dû au roi , fit grand bruit à Paris. Charles , qui étoit revenu de son accès , se tint très offensé de la conduite de Clément , & il écouta volontiers les plaintes que lui en fit l'Université. Ce fut une nécessité à Clément de relâcher les deux Chartreux. Il feignit même de désirer la paix, jusqu'à l'acheter aux dépens de sa tiare pontificale.

# NOTRE HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Boniface alors changea de rôle : & sur la réponse verbale du roi, qui étoit une exhortation à persévérer dans ses bonnes intentions, & à les réaliser par des effets, il donna une seconde bulle, dans laquelle il ne parloit plus que de la certitude indubitable de son droit, & de la nécessité de renoncer à l'obéissance de Clément. La conduite de celui-ci n'étoit pas moins artificieuse. En même tems qu'il faisoit parade de beaux sentimens & de dispositions héroïques à se sacrifier pour la paix, il envoyoit ses émissaires à Paris pour la traverser. Jean Goulain Carme, docteur en Théologie, vint y prêcher la validité de l'élection de Clément, & l'obligation de rejeter Boniface. Le cardinal Pierre de Lune agissoit pour la même cause plus fourdement, mais plus efficacement, auprès des princes. L'Université rompit toutes ces manœuvres. En vain Clément tâcha de la gagner par l'appât d'un rôle de bénéfices, dont il la gratifia sans en être sollicité. Elle demeura ferme à ne se point écarter de son point de vûe, qui étoit le bien général de l'Eglise. Elle retrancha de son corps le Carme Goulain, & lui interdit l'entrée en ses as-

semblées. Elle résista au cardinal de Lune par les docteurs Pierre d'Ailli & Gilles Deschamps, personnages pleins de mérite & très accredités : & comme le duc de Berri étoit toujours dévoué à Clément, elle se tourna du côté du duc de Bourgogne, & elle obtint enfin par cette voie ce qu'elle désiroit de la cour, c'est-à-dire, un ordre de donner son avis sur les moyens de faire cesser le schisme.

L'Université, pour attirer la protection de Dieu sur un travail si important, célébra le vingt-cinq Janvier 1394 une procession solennelle à l'Eglise de S. Martin des Champs, où officia l'abbé de S. Denys, & le prieur de cette même abbaye prêcha avec beaucoup de force sur la matière du tems. Il notifia à ses auditeurs la résolution prise de concert par le roi & par les princes de travailler efficacement à procurer l'union de l'Eglise. Il loua beaucoup cette sage & pieuse résolution, & il exhorta tous ceux qui l'écoutoient, à prier Dieu qu'il leur fît la grace d'y persister. Car il craignoit, dit l'historien orignal, & non sans fondement, que Clément ne les en détournât.

## 112 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

Pour donner l'avis demandé, l'Université ne suivit point la forme de ses délibérations ordinaires. On plaça dans le cloître des Maturins un grand coffre ouvert par en haut en forme de tronc : & il fut dit que chacun des voix écriroit son suffrage sur un papier, avec les raisons dont il jugeroit à propos de l'appuyer, & porteroit ce papier dans le coffre. Des députés de toutes les compagnies furent chargés de visiter ces écrits, & d'en rendre compte à l'Université assemblée. Le nombre des suffrages se monta, dit-on, à plus de dix mille : & tous se réunirent à l'un de ces trois partis, compromis, cession, concile. Par le compromis les deux contendans seroient convenus d'arbitres : par la cession ils auroient tous deux abdiqué : & si l'on ne pouvoit les amener à l'une de ces deux démarches, le concile devoit les juger. Il fut résolu que l'on présenteroit au roi un mémoire, qui contînt ces trois moyens discutés & balancés, suivant les avantages & les inconvéniens de chacun. Pierre d'Ailli & Gilles Deschamps fournirent les matériaux du mémoire : & Nicolas de Clémengis, le meilleur écrivain de son tems, y

donna la forme. Ce mémoire est très bien fait : & comme c'est une pièce fondamentale, je crois devoir en donner ici un extrait raisonné.

Dans l'exorde l'Université après avoir loué le zèle & la piété de ses pères, qui ont toujours pensé que leur premier soin devoit être de veiller à la garde de la Religion Catholique, se déclare imitatrice de leurs grands exemples dans la triste conjoncture du schisme actuel, pour l'extirpation duquel elle se rend à elle même témoignage de n'avoir rien épargné depuis seize ans qu'il a commencé. Elle reconnoît en même tems avec douleur que jusqu'ici ses efforts ont été inutiles, soit par les complots des méchans, soit par le défaut d'appui & de protection de la part du roi, sans lequel elle ne peut rien. Ce défaut d'appui, elle l'attribue uniquement au bas âge, & à la jeunesse du prince. Mais ses espérances revivent, depuis que Charles devenu homme fait, & ayant conçu la grandeur du mal, s'est résolu d'y appliquer le remède. Il s'en étoit expliqué en termes tout-à-fait énergiques, protestant qu'il risqueroit volontiers & sa vie & sa couronne, pour procurer un

Mémoire  
présenté au  
roi par l'Uni-  
versité sur  
les moyens  
d'éteindre le  
schisme.  
*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 687.*

114 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
aussi grand bien que la réunion de l'E-  
glise. L'Université relève cette parole  
par les plus magnifiques éloges : &  
elle se prépare ainsi une entrée fa-  
vorable à l'explication des moyens  
qu'elle doit proposer au roi suivant ses  
ordres.

Le premier moyen est la cession vo-  
lontaire des deux concurrens : & , s'il  
est possible de l'obtenir d'eux , l'Uni-  
versité donne sans difficulté à ce parti  
la préférence sur tout autre. Les avan-  
tages s'en font sentir au premier coup  
d'œil , la facilité dans l'exécution , la  
tranquillité rendue pleinement aux  
consciences dans tout le monde Chré-  
tien , l'honneur des princes & des peu-  
ples de l'une & de l'autre obédience  
conservé , & déchargé de tout scan-  
dale. Les raisons qui doivent y déter-  
miner, & celui que la France reconnoît  
pour pape & son rival , ne sont ni  
moins fortes ni moins palpables. Ils  
mettent en sûreté leur honneur , qui  
courroit risque dans une discussion. Ils  
satisfont parfaitement au devoir de la  
charité pastorale. Leur générosité leur  
acquerra la récompense du ciel ; &  
une gloire même humaine dans toute  
la postérité. Après tout , pour une di-



gnité dont la possession est incertaine , & peut leur être enlevée malgré eux , ils seront sûrs d'obtenir un état honorable & éminent dans l'Eglise.

Le second moyen , qui est celui du compromis , quoique moins expédient que le premier , ne laisse pas d'avoir ses avantages & pour l'Eglise & pour les deux contendans. Pour l'Eglise , en ce qu'il épargne les difficultés d'un concile général , & qu'il hâte la décision : pour les deux concurrens , en ce qu'il les délivre du reproche d'ambition & d'envie de dominer , & qu'il est de leur part un témoignage de confiance en leur bon droit : au lieu que celui qui refuse un arbitrage équitable , paroît n'être pas persuadé que la raison & la justice soient de son côté.

Ici l'Université se propose une objection que l'on faisoit contre la voie du compromis. Le pape , disoit-on , ne peut pas , en acquiesçant à un compromis , établir audessus de soi des juges auxquels il se soumet. Il faut voir de quel air cette objection est réfutée. L'Université observe d'abord , que ni l'un ni l'autre des deux contendans ne se soumettra comme pape , mais comme attaqué sur la légitimité de son

116 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
droit à la papauté. » Et d'ailleurs ,  
» ajoute-t-elle , sur quel fondement  
» avance-t-on que le pape ne peut se  
» soumettre à personne sur la terre ?  
» Est-il plus grand que Jesus-Christ ,  
» qui étoit soumis à sa mere & à saint  
» Joseph ? Or l'Eglise jouit des droits  
» de mere sur le pape comme sur le  
» reste des Fidèles. Le pape est-il plus  
» grand que S. Pierre, qui ne marchant  
» pas selon la vérité de l'Evangile , fut  
» repris par S. Paul, & reçut la remon-  
» trance avec douceur & humilité ?  
» Dieu est le seul à qui il ne soit pas  
» permis de dire, pourquoi faites-vous  
» ainsi ? Que ceux qui usurent cette  
» prérogative uniquement due au Créa-  
» teur, prennent garde de l'irriter con-  
» tre eux. »

L'Université passe ensuite au troi-  
sième & dernier parti , qu'elle avoit à  
proposer. Si les deux contendans , fra-  
ternellement & charitablement aver-  
tis, ne veulent accepter aucun des deux  
précédens expédiens , elle demande la  
convocation d'un concile général : &  
attendu que plusieurs des prélats , dit-  
elle, sont presque sans lettres, & qu'un  
très grand nombre d'entre eux se sont  
attachés avec une affection désordon-

née à l'un ou à l'autre des concurrens , elle fouhaite que ce concile ne soit pas composé des seuls prélats , selon la forme de Droit , mais qu'on leur associe un pareil nombre de docteurs en Théologie & en Droit canon , & même des députés des chapitres & des ordres religieux. Comme la ressource du concile est la dernière , l'Université en traitant ce point insiste fortement sur la nécessité de remédier aux maux de l'Eglise , dont elle parle avec une grande liberté. Elle apostrophe les prélats. » Croyez-nous, leur dit-elle : vous » vous repentirez trop tard de n'avoir » pas cherché le remède aux abus qui » nous gagnent de toutes parts. Si pen- » dant que vous en avez le pouvoir , » vous négligez l'occasion , pensez- » vous qu'il se trouve encore quelquun » qui puisse supporter un gouverne- » ment tel que le vôtre , tant d'angois- » ses & de tourmens que vous causez » à l'Eglise , tant de promotions simo- » niaques des sujets les plus indignes » & les plus ignorans aux premières » places ? Vous vous trompez certes , » vous vous trompez , si vous vous » flattez que l'on vous laisse longtems » jouir d'une pareille licence. Quand

» même les hommes se tairoient , les  
 » pierres crierioient contre vous. » L'U-  
 niversité ne ménage pas davantage les  
 deux concurrens : & s'ils refusent d'é-  
 couter l'Eglise assemblée en concile ,  
 elle veut qu'on les traite en Payens &  
 en Publicains.

Mais qui donnera l'autorité à un  
 concile, à la convocation duquel n'aura  
 concouru ni l'un ni l'autre de ceux qui  
 se prétendent chefs de l'Eglise ? Ce  
 » fera , répond l'Université , le consen-  
 » tement de tous les Fidèles. Ce fera  
 » Jesus-Christ lui-même , qui dit dans  
 » son Evangile : *En quelque lieu que*  
 » *deux outrois d'entre vous s'assemblent,*  
 » *j'y suis au milieu d'eux.* Ce sera l'or-  
 » dre donné de Dieu à Moïse de re-  
 » courir aux prêtres dans les difficultés  
 » qui surviennent , & d'en passer par  
 » leur jugement.,»

Le reste du mémoire ne comprend  
 plus qu'une pressante & véhémence ex-  
 hortation au roi d'agir en vrai & zélé  
 défenseur de l'Eglise , & l'apologie de  
 l'Université contre ceux qui la calom-  
 nioient. » Ils nous imputent , dit-elle ,  
 » de prétendre tout gouverner à notre  
 » gré. En cela ils ne font que suivre  
 » leur pratique accoutumée , d'em-

„ ployer d'impudens menfonges, qui  
 „ n'ont pas même de couleur. Nous ne  
 „ prétendons point gouverner l'Eglise,  
 „ mais être gouvernés par elle. Ce font  
 „ nos adverfaires qui veulent non la  
 „ gouverner, mais la véxer, la déchi-  
 „ rer, la détruire s'il étoit poffible. Et  
 „ comme notre confcience & la vérité  
 „ ne nous permettent pas de diffimu-  
 „ ler un fi grand mal, delà naiffent  
 „ les accusations contre nous. Quoi  
 „ donc? Dans un fi grand péril de l'E-  
 „ glife, où les pierres mêmes devroient  
 „ crier, faut-il que nous demeurions  
 „ muets? Pendant que tout périt, que  
 „ tout eft en confufion, quel remède  
 „ reffe-t-il, fi les ignorans font mal,  
 „ & que les favans gardent le fílen-  
 „ ce? Que deviendra donc le droit de prê-  
 „ cher la vérité, que nous avons acquis  
 „ par tant de travaux & de fueurs?  
 „ Quel effet produira-t-il? Quand  
 „ s'exercera-t-il avec liberté, s'il ne le  
 „ peut faire aujourd'hui? Criez, nous  
 „ dit le Prophète, criez, ne cefsez  
 „ point, & ne craignez point ceux qui  
 „ vous menacent, parce que je fuis  
 „ avec vous. „ L'Univerfité fait bien  
 „ voir qu'elle ne craignoit point fes ad-  
 „ verfaires. Au contraire elle leur porte

un défi. » Ils nous attaquent , dit-elle ,  
 » par des détractions sourdes , par des  
 » embuches secrètes. Qu'ils se mon-  
 » trent , qu'ils viennent sur le champ  
 » de bataille. Nous y paroîtrons armés  
 » seulement du bouclier de la vérité ,  
 » pendant qu'ils y apporteront les ar-  
 » mes de tous les vices & du menfon-  
 » ge , qu'ils font accoutumés à ma-  
 » nier. »

Cette forte invective pouvoit of-  
 fenser le conseil du Roi. L'Université  
 tâche de prévenir ce mauvais effet , en  
 protestant qu'elle n'en veut nullement  
 à ceux qui composent le conseil , &  
 qu'elle les regarde comme personnes  
 prudentes & bien intentionnées. » Nous  
 » ne nous plaignons , dit-elle , que de  
 » quelques particuliers pleins de mali-  
 » gnité , qui ont intérêt à nourrir le  
 » schisme , & qui par leurs suggestions  
 » frauduleuses tâchent de vous don-  
 » ner , à vous , Sire , & à votre conseil ,  
 » des impressions sinistres contre nous.  
 » Nous les connoissons , quoiqu'ils se  
 » cachent dans les ténèbres : & quand  
 » il en sera besoin , nous les ferons  
 » connoître , & nous exposerons leurs  
 » noms & leur honte au grand jour. »  
 L'Université avoit ici quelqu'un en  
 vûe ,

vûe , qu'il n'est pas facile de \* deviner.

Ce mémoire en forme de lettre fut lû & approuvé dans l'assemblée de l'Université aux Bernardins le 6 Juin, veille de la Pentecôte. Comme le duc de Berri avoit consenti à l'ordre donné par le roi de travailler sur cette matière, on crut pouvoir s'adresser à lui pour présenter le mémoire. Mais ce prince avoit été regagné par les agents de Clément ; & lorsque les députés de l'Université parurent devant lui, il les reçut très durement, les accusa de témérité, & menaça de faire jeter à la rivière les chefs de ce qu'il appelloit une cabale séditieuse.

Les bons des-  
seins de l'U-  
niversité tra-  
versés. Sa  
constance.  
Elle écrit à  
Clément  
VII.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 696. 697.*

L'Université ne se découragea point. La droiture & la pureté de ses intentions la soutinrent. Elle recourut au duc de Bourgogne, & par sa protection elle obtint audience du roi le dernier jour du mois de Juin. Guillaume Barraut, prieur de l'abbaye de S. Denys, porta la parole, & exposa le contenu du mémoire. Le roi parut content, & demanda seulement que le mémoire fût traduit de Latin en François, afin qu'il pût être lû dans le

\* Voyez la note suivante.

conseil. Il s'écoula, ainsi un intervalle, pendant lequel les partisans de Clément eurent le tems de dresser leurs batteries. Lorsque l'Université se présenta pour recevoir réponse, le chancelier Arnaud de Corbie lui défendit au nom du roi de s'immiscer davantage dans cette affaire. Elle avoit prévu cette réponse, ayant été instruite des intrigues qui se tramoient contre elle; & ses députés avoient ordre de déclarer au chancelier qu'elle feroit cesser toutes leçons, tous actes scholastiques, & toutes prédications dans Paris, si on refusoit de l'écouter.

Elle exécuta sa menace, sachant bien que les ministres faisoient parler le roi, sans être suffisamment autorisés par lui. En effet Charles avoit envoyé à Clément VII le mémoire de l'Université : il avoit refusé constamment d'imposer silence au zèle éclairé de cette docte compagnie. Ce sont des faits que l'Université atteste elle-même dans sa lettre au pape, dont je vais parler incessamment. Ce prince étoit plein de bonne volonté; mais les accès de sa maladie l'empêchoient de donner une attention continue aux affaires, & les ministres abusoient de



son état pour agir contre ses intentions. Dans une telle circonstance l'Université, pour faire lever une défense qui la gênoit, n'avoit d'autre ressource que la cessation de ses leçons : & elle s'enservit.

Mais pendant qu'elle interrompoit ses travaux ordinaires, elle ne demuroit pas oisive, & elle ne s'en trouvoit que plus à portée de se livrer à la grande affaire de la paix de l'Eglise. Elle écrivit au pape d'une manière très pressante, moins pour le prier, que pour l'exhorter & l'avertir, d'acquiescer à l'un des trois partis proposés dans son mémoire. Voulant lui faire sentir, sans blesser le respect, ce qu'elle pensoit de sa conduite, elle attaque le \* ministre qui agissoit sous

\* On croit communément que c'est le cardinal de Lune à qui l'Université en vouloit. Mais cette idée est démentie par la lettre qu'elle écrivit à ce même cardinal de Lune, devenu pape sous le nom de Benoît XIII, & dans laquelle elle réitére le témoignage de son indignation contre le même ennemi de la paix, dont elle s'étoit déjà plainte à Clément VII. D'ailleurs le cardinal de

Lune étoit trop habile politique pour se commettre, & pour agir de manière à pouvoir être découvert. Il étoit l'âme de toute l'intrigue, mais il cachoit son jeu. Il louoit publiquement la voie de la cession : il la proposoit à Clément VII, & menaçoit de le quitter, s'il ne vouloit pas y consentir. ( T. V. p. 56. ) Clément connoissoit le mystère de cette conduite : mais elle me-

main pour lui à la cour de France ,  
 & par les menées duquel elle se trou-  
 voit sans cesse traversée. Elle dépeint  
 ce ministre secret avec les couleurs  
 les plus odieuses , menaçant de dé-  
 voiler toutes ses intrigues : » Et plaise  
 » à Dieu , ajoute-t-elle , que la honte  
 » n'en rejaillisse pas sur vous , & ne  
 » rende pas suspecte votre sincérité. »  
 Elle proteste qu'elle ne se taira point  
 dans une si grande nécessité de parler.  
 » Le régime de l'Eglise , dit-elle ,  
 » consiste principalement dans les pa-  
 » steurs & les docteurs. Que les pasteurs  
 » fassent leur devoir : quant à nous ,  
 » nous ferons le nôtre , & nous ne  
 » cesserons point d'enseigner la vé-  
 » rité. » Elle finit par mettre sous les  
 yeux de Clément une considération  
 qui devoit le toucher : c'est le danger  
 de l'accroissement du schisme. » Nous  
 » entendons , dit-elle , retentir au-  
 » tour de nous ces discours : Peu im-  
 » porte combien il y ait de papes ,  
 » deux ; trois , dix si l'on veut. Cha-

roit Pierre de Lune hors  
 de prise aux yeux du pu-  
 blic. S'il faut deviner qui  
 est celui que l'Université  
 désigne sans le nommer ,  
 le soupçon pourroit tom-

ber sur l'évêque de Tarfe,  
 que Clément VII avoit  
 envoyé à la cour de Fran-  
 ce avec le cardinal de  
 Lune.

» que royaume peut avoir le sien, in-  
 » dépendant de tous les autres. » Si  
 un tel systême eût eu lieu, que deve-  
 noit l'Eglise ? & même que devenoit  
 Clément ?

Comme l'Université se désoit de  
 lui, elle prit la précaution d'envoyer  
 aux cardinaux copie de sa lettre au  
 pape, en les priant de joindre leurs  
 exhortations & leurs instances aux  
 siennes. Elle leur présentoit un motif  
 qui leur étoit propre. » C'est à vous,  
 leur disoit-elle, » qu'appartient prin-  
 » cipalement l'honneur de travailler  
 » au rétablissement de la paix dans  
 » l'Eglise. Ne souffrez pas que votre  
 » gloire passe à d'autres, & que des  
 » laïcs prennent sur eux un soin que  
 » vous auriez négligé. C'est pourtant  
 » ce qui arrivera, si vous ne vous hâ-  
 » tez. »

Le pape fut très piqué de la liberté Mort de Clé-  
 avec laquelle l'Université lui parloit. ment VII.  
 En lisant la lettre qui lui étoit adressée, Hist. Un.  
 Par. T. IV.  
 il s'interrompit pour s'écrier avec in- p. 701-703.  
 dignation : » Voilà une lettre bien 952.  
 » mauvaise & pleine de venin : » & ce  
 fut toute la réponse qu'il donna. L'U-  
 niversité mécontente insista par une  
 seconde lettre, où elle se plaignoit

amèrement de cette imputation de *venin* , & revenoit à la charge sur le fond de l'affaire. Clément n'eut pas le tems de recevoir cette seconde lettre. Le chagrin l'avoit pris à la lecture de la première : & ce qui achevoit de le désoler , c'est qu'il voyoit tous ses cardinaux , hors le seul Pierre de Lune , entrer dans un projet qu'il croyoit dressé contre lui. On attribua à cette cruelle situation de son esprit une attaque d'apopléxie dont il fut frappé , & qui venant à la suite d'une longue infirmité acheva de l'accabler. Il mourut le 16 Septembre 1394 , en la cinquante-deuxième année de son âge.

Ce pontife finit ainsi par une mort subite , une vie qui avoit été bien triste & bien remplie de misères. » Qui a » vécu plus malheureux , dit Nicolas de Clémengis , » que notre pape Clément ? Il s'étoit tellement rendu le » *serviteur des serviteurs* des princes » de France, qu'il souffroit de la part des » courtisans des injures & des affronts, » qui auroient paru insupportables aux » plus vils esclaves. Il cédoit au tems , » il cédoit à l'importunité des deman- » deurs , il feignoit , il dissimuloit , » il faisoit de grandes promesses ,

» il vivoit au jour la journée , il don-  
 » noit aux uns des bénéfices , aux au-  
 » tres de bonnes paroles. Tous ceux  
 » qui par la flatterie ou par le talent  
 » frivole de l'amusement avoient sçu  
 » se rendre agréables dans les cours ,  
 » le trouvoient attentif à chercher à leur  
 » plaire. Il les combloit de bénéfices ,  
 » pour gagner par leur crédit l'affection  
 » de leurs maîtres. Il étoit obligé de  
 » faire des présens aux princes eux-mê-  
 » mes. Il leur accordoit toutes les éxa-  
 » ctions sur le clergé qu'ils lui deman-  
 » doient : souvent même il les leur  
 » offroit sans en être requis. En un mot  
 » il avoit mis le clergé dans une telle  
 » dépendance des princes & des ma-  
 » gistrats séculiers , que chacun d'eux  
 » étoit plus pape , qu'il ne l'étoit lui-  
 » même. »

La mort de Clément VII offroit  
 un dénouement pareil à celui que l'on  
 avoit manqué à la mort d'Urbain VI.  
 L'Université résolut de ne rien omet-  
 tre de ce qui pouvoit dépendre d'elle ,  
 pour ne point laisser échapper cette  
 seconde occasion ménagée par la Pro-  
 vidence. Elle étoit alors la ressource  
 & le centre de ralliement de tous les  
 bien intentionnés pour la paix dans

Election de  
 Benoît XIII.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
 p. 703-713.

les deux obédiences. Elle avoit reçu des lettres de félicitation de l'Université de Cologne , qui reconnoissoit Boniface IX ; du cardinal Philippe d'Alençon , prince du sang royal de France , qui vivoit à Rome ; de Jean roi d'Arragon , qui obéissoit au pape d'Avignon. De si puissans encouragemens , & encore plus les mouvemens de son zèle , la portèrent à soutenir ses premières démarches : & , dès qu'elle fut informée de la mort de Clément VII , elle recourut au roi , dont les vûes dans toute cette affaire étoient très pures & très droites , le priant d'écrire aux cardinaux pour les engager à suspendre l'élection , jusqu'à ce qu'on eût eu le tems de prendre les mesures convenables à la circonstance où se trouvoit l'Eglise. Le roi reçut favorablement l'Université , lui ordonnant néanmoins de reprendre ses exercices : ce qu'elle fit sans difficulté.

L'avis qu'elle proposoit fut suivi. Le roi écrivit deux lettres consécutives , l'une le 22 , l'autre le 24 Septembre , au collège des cardinaux séant à Avignon , pour les exhorter à ne se point hâter de nommer un successeur à Clément VII. L'Université leur écri-

vit aussi le 23 : & sa lettre est tout-à-fait touchante , & remplie de supplications , de gémissemens , de motifs qui rappellent & invoquent tout ce qui doit être le plus cher à des Chrétiens , la Religion & la paix. On craignoit des obstacles , & l'Université tâche de les prévenir. » Dieu nous  
 » préserve , dit-elle , par sa miséri-  
 » corde infinie , du malheur qui nous  
 » tient en allarmes. Mais nous ne pou-  
 » vons nous empêcher de craindre que  
 » des hommes charnels, & bien moins  
 » sages qu'ils n'en ont la réputation ,  
 » ne vous troublent dans vos bonnes  
 » résolutions , & ne travaillent à vous  
 » en détourner. Aveuglés par une cri-  
 » minelle ambition , ils vous sollici-  
 » teront avec importunité , avec au-  
 » dace , de faire une nouvelle élection :  
 » ce qui amèneroit un état pire que le  
 » précédent , & une ruine totale. Gar-  
 » dez-vous donc d'un levain péni-  
 » cieux , & capable de corrompre toute  
 » la masse. Ne souffrez pas que la ma-  
 » ladie d'une seule brebis infecte de sa  
 » contagion tout le troupeau. » Cette  
 brebis contagieuse pourroit bien être  
 le cardinal de Lune , dont l'ambition  
 commençoit à se démasquer , & qui

230 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
parvint réellement à se faire élire.

L'Université adressa en même tems une lettre circulaire à tous les prélats & chapitres des Eglises cathédrales , pour les inviter à concourir avec elle à l'ouvrage de la réunion. Elle leur représente l'affaire comme maintenant aisée & sans risque. » Nous l'avons » soutenue presque seuls , dit-elle , » pendant l'orage : nous l'avons suivie avec constance , nous l'avons » avancée. Maintenant que par la bonté » divine le calme est revenu , & que » toute crainte est passée , au moins » pour ce qui reste à faire appuyez- » nous, joignez-vous à nous. C'est pour » vous un devoir d'autant plus indispensable, que jouissant des dignités & des » émolumens de l'Eglise , vous avez » une raison spéciale de vous intéresser à ses avantages & à sa consolation. »

Tant de mouvemens & de soins furent inutiles. Les cardinaux avertis & sollicités par le roi de France , par l'Université de Paris , par le roi d'Arragon, qui leur avoit pareillement écrit pour les exhorter à consulter les rois & les princes , & à se concerter avec eux , n'en suivirent pas moins leur



système. Seulement ils prirent une précaution , qui étoit plutôt un leurre. Chacun d'eux jura , que s'il étoit élu pape , il renonceroit à sa dignité , dès que la plus grande partie du sacré collège jugeroit cette démarche nécessaire : & comme si par une promesse dont l'exécution , après l'élection une fois faite , ne dépendroit plus de leur collège , ils eussent pleinement satisfait à leur devoir , ils entrèrent au conclave le samedi 26 Septembre , & le lundi 28 ils élurent le cardinal Pierre de Lune , qui prit le nom de Benoît XIII.

Ils ne pouvoient pas faire un meilleur choix pour éterniser le schisme. Caractère de ce pontife. Pierre de Lune étoit homme d'esprit , savant dans l'un & l'autre Droit , habile en affaires , mais avide de dominer , le caractère le plus opiniâtre & le plus inflexible qui fut jamais , capable de faire tout trembler s'il eût eu autant de puissance que de hauteur , & au défaut de la force substituant , pour se soutenir , une fécondité inépuisable de ruses & de fourberies.

Les vices que je remarque dans ce pontife ne se développèrent bien , qu'à mesure que les occasions se présentè-

132 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
rent. Lorsqu'il fut élu, ses talens &  
ses vertus apparentes frappoient da-  
vantage les yeux. Après tout, son  
élection étoit légitime suivant les prin-  
cipes où l'on étoit en France. Ainsi  
il fut reconnu sans aucune difficulté :  
& l'Université lui écrivit le 23 Octo-  
bre, pour lui rendre ses hommages  
comme au chef de l'Eglise.

L'Université  
lui écrit.

*Hist. Un.  
Par. T. LV.  
r. 713.*

La lettre est respectueuse, mais forte  
& vraie. L'Université ne dissimule  
point qu'à la mort de Clément VII,  
elle avoit souhaité que l'on différât l'é-  
lection de son successeur. Elle témoi-  
gne pourtant de la joie de voir Be-  
noît XIII en place, dans l'espérance  
qu'il effectuera les promesses, par les-  
quelles il s'est souvent engagé à tra-  
vailler avec un zèle ardent à rétablir  
l'union dans l'Eglise. Elle l'exhorte à  
n'y point perdre de tems, lui repré-  
sentant les inconvéniens de tout délai.  
» Si vous remettez à demain, lui  
dit-elle, » ce que vous pouvez faire  
» aujourd'hui, voici que bientôt un se-  
» cond jour se passe, & tout de suite  
» un troisième : & par ces délais suc-  
» cessifs on tombe enfin dans la négli-  
» gence & dans l'oubli de l'ouvrage  
» entrepris. Viendront à l'appui les flat-

» teurs, qui sous l'apparence d'affection,  
» inspirent le poison de l'intérêt pro-  
» pre, & de l'indifférence pour le bien  
» général. Viendront les ambitieux,  
» qui attendront de vous des dignités  
» & des bénéfices. Viendront les cour-  
» tisans, serviteurs infailibles de la  
» puissance présente. Et à toutes ces  
» séductions se joindra celle de l'ha-  
» bitude si douce de commander, sé-  
» duction la plus insinuante, la plus  
» attrayante, la plus capable de dé-  
» tourner du sentier du devoir. . . . .  
» Nous ne craignons point, en vous  
» tenant ce langage, de blesser vos oreil-  
» les que nous savons très patientes.  
» Vous aimez la vérité : & c'est ce qui  
» nous enhardit à vous parler avec  
» plus de franchise. La nature hu-  
» maine, comme vous le savez, est  
» fragile, amoureuse de sa propre ex-  
» cellence, plus portée au repos, à  
» la tranquillité, aux délices trom-  
» peuses, qu'au travail qui la fatigue.  
» Mettez donc promptement la main  
» à l'œuvre, nous vous en conjurons  
» par les plus humbles prières, & re-  
» jetez toute remise, toute tergiver-  
» sation. Si vous êtes aujourd'hui ca-  
» pable de bien faire, pourquoi at-

» tendre à demain ? Si vous ne l'étes  
 » pas aujourd'hui , demain vous le fe-  
 » rez moins encore. Car il est d'expé-  
 » rience que les délais & les interval-  
 » les n'augmentent pas l'activité , mais  
 » au contraire la diminuent & la ré-  
 » froidissent. D'ailleurs le mal en lui-  
 » même exige un prompt secours , &  
 » ne souffre point de retardement : vû  
 » que depuis le long tems qu'il sub-  
 » siste , il se trouve dans le cas , si une  
 » main diligente n'applique le remède ,  
 » de dégénérer en un état désespéré. »

Je ne crois pas qu'il soit possible d'user d'un style plus pressant. L'Université y mêle sur la fin quelques éloges , & elle offre ses services au pape , pour concourir à l'accomplissement de ses bonnes intentions. Elle envoya copie de cette lettre au collège des cardinaux , y joignant de vives exhortations par rapport au même objet.

Nicolas de  
 Clémengis  
 lui écrit  
 aussi.

*Hist. Un*  
*Par. T. IV.*  
*p. 716.*

Le secrétaire de l'Université , c'est-à-dire Nicolas de Clémengis , qu'elle employoit pour dresser ses lettres importantes dans l'affaire dont il s'agit , écrivit aussi au nouveau pape en son nom particulier. Sa lettre n'est point flatteuse , du reste elle ne me paroît rien contenir de bien remarquable. Il

avoit pareillement écrit au roi, lorsque l'Université lui présenta son grand mémoire. Dans l'une & dans l'autre lettre il s'excuse de ce qu'il semble oublier combien il étoit peu de chose, & incapable de mériter attention. Sa liberté ne fut point mal prise : Benoît même le choisit dans la suite pour son secrétaire. Ce ne fut pas un bien pour ce docte personnage, qui s'attacha tellement à son patron, qu'il parut s'écarter des maximes qu'il avoit puisées dans l'Université.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 696.*

La lettre de l'Université à Benoît XIII ne fit aucun effet sur son esprit.

*Benoît écrit à l'Université.*

Il étoit bien résolu de conserver sa place, & il ne cherchoit qu'à sauver les apparences. Dès le jour de son couronnement, 11 Octobre, il avoit écrit à l'Université pour lui notifier son exaltation. La bulle est fort longue, & ne dit rien. Un langage hypocrite d'humilité affectée, grand étalage d'une résistance, qui a pourtant cédé aux instances des cardinaux, beaucoup de protestations vagues de zèle pour la réunion, sans adopter aucun moyen précis : voilà à peu près ce qu'elle contient. Benoît finit par demander à l'Université l'assistance, non

*p. 723--725.*

de ses conseils , mais de ses prières. Il ne s'explique pas davantage dans la réponse qu'il fit le 12 Novembre à la lettre si pressante de l'Université. Toujours les mêmes généralités , qui n'emportent aucun engagement.

Charles V I  
convoque à  
Paris un con-  
cile de l'E-  
glise Galli-  
cane.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
*p. 722. 728*  
*& seqq.*

Cependant tout le monde Chrétien se mettoit en mouvement. Le roi de France , qui étoit regardé comme le chef de l'affaire du rétablissement de la paix , & l'Université de Paris , dans les lumières de laquelle la confiance étoit infinie , recevoient des congratulations & des exhortations d'aller en avant de la part des princes & des plus illustres prélats de l'Europe. Entre tous se distinguoit Jean roi d'Arragon, qui charmé d'avoir un pape né son sujet , ne respiroit néanmoins que l'union & la concorde. Nous avons des lettres de ce prince à l'Université , qui expriment les intentions les plus droites & l'empressement le plus vif : & l'Université par ses réponses l'entretenoit dans ces bonnes dispositions. Boniface même feignoit de vouloir se prêter aux arrangemens qui seroient jugés convenables , & Charles V I avoit auprès de lui des ambassadeurs à Rome, comme auprès de Benoît XII à

Avignon. Mais il n'y avoit rien à espérer de deux ambitieux uniquement occupés de leur grandeur , & prêts à jouer pour s'y maintenir toutes sortes de personnages : & Charles chercha une meilleure ressource dans un concile de l'Eglise Gallicane , qu'il convoqua à Paris pour la fête de la Chandeleur de l'année 1395. Il communiqua sa résolution au roi d'Arragon , qui par deux lettres , l'une à Charles , l'autre à l'Université , témoigna en être très satisfait , & souhaiter extrêmement d'apprendre quel seroit le résultat des délibérations de l'assemblée.

Dans l'intervalle qui s'écoula entre la convocation & la tenue du concile , on prépara les matières qui devoient y être discutées & définies. Le chancelier Arnaud de Corbie tint à ce sujet des conférences avec quelques seigneurs du Conseil , & avec les députés de l'Université : & l'Université elle-même dressa une instruction pour celui qui seroit chargé de porter la parole en son nom dans l'assemblée des prélats. Cette pièce est dictée par le bon sens & par la Religion , & elle mérite d'être lue toute entière. Mais dans un ouvrage de la nature de ce-

*Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 737.*

138 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
lui-ci, il me suffit d'en donner le résultat.

On se souvient que l'Université dans son mémoire au roi avoit proposé trois voies, trois expédiens. La voie de la cession des deux concurrens étoit dès lors jugée la meilleure : ici elle est décidée l'unique, & l'Université ordonne à son orateur d'exhorter le concile à l'adopter sur ce pied : C'est ainsi qu'elle se détermine par la seule vûe du bien de l'Eglise, sans se laisser séduire par le motif de l'intérêt, qui auroit pû la porter à complaire à Benoît XIII. Ce pontife, aussitôt après son exaltation, l'avoit fait assurer qu'il admettroit & signeroit un rôle de bénéfices, tel qu'elle jugeroit à propos de le lui envoyer. Au reste la préférence en faveur de la voie de cession étoit déjà depuis un tems considérable la façon de penser régnante à Paris : & le duc de Berri, qui avoit toujours été le principal appui de Clément VII, s'étoit néanmoins rangé à cet avis dès avant la mort de ce pape, comme il le témoigne lui-même dans un discours à Benoît XII, prononcé en plein consistoire. Ce fut aussi l'avis qui prévalut dans le concile.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 716.*

*Enfant, Conc.  
de Pise, T. I.  
p. 99.*



Quoique les esprits y fussent dispo- *Hist. Un.*  
 sés d'avance, Pierre d'Ailli prit soin *Par. T. IV.*  
 d'applanir & de frayer encore la route *p. 733*  
 à cette détermination. Il étoit depuis *seqq.*

peu revenu d'Avignon, où Charles l'avoit envoyé pour faire de sa part des propositions au pape. De retour, il eut une audience secrète du roi : on ignore ce qui s'y passa. Mais le premier Février il obtint, sur la prière de l'Université, une audience publique, & il fit dans la salle de l'hôtel de S. Paul un discours très étendu, dans lequel après avoir discuté les trois moyens contenus dans le mémoire tant de fois cité, il conclut pour la cession, & prouva que ce parti devoit être embrassé par tous les Fidèles, comme le plus court, le plus propre à calmer les consciences, le plus avantageux en toutes manières.

Le lendemain se fit l'ouverture du concile. Il étoit composé de Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, & administrateur de l'évêché de Carcassonne, du patriarche de Jérusalem, administrateur de l'évêché de S. Pons, de sept archevêques, & de plus de quarante évêques, parmi lesquels je crois devoir remarquer l'évêque de

Béthléem. Pour le second ordre je trouve nommés dix abbés des principaux monastères de France, le prieur de S. Martin des Champs, les doyens de Rouen, d'Angers, de Reims, & de la chapelle de Dijon. L'Université y députa plusieurs de ses docteurs en Théologie & en Droit canon, séculiers & réguliers. Les principaux sont Pierre d'Ailli, Gilles des Champs, Pierre Plaoul, & Jean de Courtecuisse. On y voyoit aussi des députés des Universités d'Orléans, de Toulouse, & d'Angers, quatre conseillers au parlement, trois avocats, & autres personnages recommandables par leur savoir. Le patriarche d'Alexandrie présidoit.

Le jour de la Chandeleur on se contenta de célébrer une messe du saint Esprit, pour attirer sur le concile la protection & les lumières du ciel.

La voie de la  
cession y est  
adoptée.

Le lendemain, trois Février, la matière fut proposée : & comme les prélats, à mesure qu'ils arrivoient, avoient été mis au fait de ce qui s'étoit dit, traité, & conclu dans les conférences préparatoires, la délibération ne fut pas longue. Le patriarche d'Alexandrie demanda l'avis à quatre-vingts sept de ceux qui composoient l'assemblée : &

tous opinèrent pour s'arrêter au parti de la cession. Les jours suivans jusqu'au dix-huit furent employés à dresser les instructions nécessaires pour ceux qui porteroient à Benoît XIII le résultat du concile.

Ce n'étoit pas une commission aisée, ni dont on pût se promettre le succès sans de grands efforts. Quatre mois seulement s'étoient écoulés depuis l'élection de Benoît XIII ; & il avoit déjà montré combien il étoit peu disposé à tenir sa parole de renoncer au pontificat pour le bien de la paix. Il ne parloit point du tout de l'acte contenant cette promesse, qu'il avoit signé & juré : & néanmoins cet acte étoit connu , & il s'en étoit répandu des copies à Paris. Le roi , qui souhaitoit en avoir une expédition authentique, qu'il pût montrer à son concile , avoit écrit à Benoît XIII pour la lui demander , & il lui témoignoit en même tems son étonnement de le voir garder le silence sur un point si important. La réponse de ce pontife le démasqua tout-à-fait. Premièrement il affecta de ne faire partir cette réponse que le trois Février , jour auquel il savoit bien que le concile seroit commencé. De plus,

Mauvaise foi  
de Benoît  
XIII.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 729.

il osa nier au roi la fidélité des copies qui couroient. Peut-être s'y trouvoit-il quelque légère erreur, qui donnoit prétexte à la chicane : mais le fond étoit vrai. Il convient pourtant qu'il s'est tenu quelque propos, qu'il s'est même passé quelques actes dans le conclave, qui ont trait à la chose, mais qui doivent rester secrets. Seulement par un excès de confiance, il veut bien en donner communication à ceux que le roi lui enverra en ambassade. Nous verrons de quelle manière il exécutera cette parole.

Ambassade  
du Roi, du  
Clergé, & de  
l'Université.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
p. 739.

Dans une telle conjoncture, le roi, pour tâcher de vaincre une résistance qu'il prévoyoit devoir être forte, chargea de l'ambassade auprès du pape ce qu'il avoit de plus grand dans son royaume, ses deux oncles & son frère. Le clergé leur joignit ses députés, & l'Université les siens.

Lettre de  
l'Université.

p. 740.

Ceux de l'Université étoient porteurs d'une lettre au pape un peu longue, mais très belle, où la matière de la cession est traitée à fond, & ce parti appuyé des raisons les plus solides & les plus pressantes. L'Université y parle avec une très grande liberté : elle tonne contre l'opiniâtreté des deux

contendans, s'ils refusoient d'abdiquer volontairement pour rendre la paix à l'Eglise ; & elle les menace sans détour de la colére de Dieu & des supplices éternels. Je crois que l'on ne fera pas fâché de trouver ici quelques traits de ce genre.

Pour prouver que la voie de la cession est la plus digne de la perfection chrétienne , entre autres autorités elle allégué l'endroit de l'Epître aux Corinthiens, où l'Apôtre reproche aux Fidèles d'avoir des procès entre eux , & de ne pas souffrir plutôt & la fraude & l'injure , que de contester & de plaider. A cette occasion elle apostrophe S. Paul. » O bienheureux Paul , s'écrie-t-elle , » qui avez résisté en » face à Pierre avec tant de force , parce » qu'il avoit suivi pendant un très » court espace de tems une légère & » peu importante cérémonie de la loi » de Moïse , que direz-vous de cet » invétéré & abominable schisme ? » Eussiez-vous souffert dans l'Eglise » un si funeste poison jusqu'au quatriéme lustre ? Conseilleriez-vous de » s'en tenir à des voies de discussions » interminables ? Exhorteriez-vous » chacun des contendans à défendre

» opiniâtrément ses prétentions par  
 » toutes les ruses & les chicanes du  
 » Droit , pendant que la Mère com-  
 » mune des Fidèles est réduite à un  
 » état de langueur ? Certes vous les  
 » forceriez l'un & l'autre d'abdiquer au  
 » plutôt : ou si par l'ambition de domi-  
 » ner ils s'obstinoient à contester en-  
 » semble , vous déclareriez hautement  
 » que comme indignes de la qualité  
 » de vicaires de Jesus-Christ , comme  
 » cruels ravageurs du troupeau , ils  
 » doivent être chassés absolument de  
 » la chaire qu'ils refusent d'abandon-  
 » ner. »

La lettre est toute entière de ce  
 style. Les pontifes , supposé qu'animés  
 par l'esprit de domination ils s'achar-  
 nent à ne point vouloir sacrifier leurs  
 intérêts à ceux de l'Eglise , sont com-  
 parés aux Pharisiens , & déclarés di-  
 gnes du feu éternel. La dissension qu'ils  
 entretiennent , est traitée de guerre  
 plus que civile. Enfin on leur applique  
 le reproche que faisoit S. Etienne aux  
 Juifs , d'être des têtes dures & des  
 cœurs incirconcis , qui résistent tou-  
 jours à l'Esprit saint.

L'Université excuse pourtant l'éner-  
 gie de ses expressions. Elle veut que le  
 pape

pape l'attribue, non à aucune irrévé-  
 rence, mais à l'ardeur de son zèle.  
 » Nous avons été forcés, dit-elle, de  
 » prendre ce ton, ayant reconnu par  
 » l'expérience de tant d'années, que  
 » les paroles douces & flatteuses ne  
 » sont propres qu'à entretenir & à for-  
 » tifier le mal, au lieu de le guérir. »  
 Ce qu'elle exprime de plus obligeant  
 pour Benoît XIII, est la confiance  
 qu'elle témoigne avoir en ses bonnes  
 intentions pour accepter la voie de la  
 cession : d'où elle conclut que la du-  
 reté du langage employé dans la lettre  
 ne tombe pas tant sur lui que sur son  
 rival.

Cette lettre, comme l'on voit, n'é-  
 toit que pour le pape. Mais lorsque  
 l'opiniâtreté de Benoît se fut pleine-  
 ment manifestée, ainsi que je vais le  
 rapporter, l'Université adressa cette  
 même lettre à tous les Fidèles, en  
 y faisant seulement les changemens  
 qu'exigeoit le changement d'adresse.

Les ambassadeurs du roi, du clergé,  
 & de l'Université, arriverent à Avi-  
 gnon le samedi vingt-deux Mai. Ils y  
 négocièrent pendant plusieurs semai-  
 nes avec le pape & avec les cardinaux :  
 & s'ils n'obtinrent pas le point prin-

Négociation  
 infructueuse  
 auprès de Be-  
 noît XIII.  
 Ses cardinaux approu-

vent la voie cipal qu'ils souhaitoient, ils ne tra-  
de la cession. vaillèrent pas totalement sans fruit.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.* Après que dans un consistoire pu-  
*p. 743--751.* blic Gilles des Champs eut fait une

*Fleury,*  
*Hist. Ecol.*  
*T. XX.* harangue qui ne contenoit que des  
*p. 435.* généralités, & à laquelle le pape répon-  
dit dans le même goût, une audience

*l'enfant, Conc.*  
*de Pise, T. I.*  
*p. 95--106.* fut indiquée au lendemain. Là on  
entama l'affaire : & l'évêque de Senlis  
portant la parole, loua beaucoup l'acte  
signé & juré par les cardinaux dans le  
conclave, & renouvelé par Benoît  
XIII après son élection, & il en  
demanda communication. Le roi sou-  
haitoit fort, ainsi qu'on l'a vû, d'avoir  
en sa possession au moins une copie  
authentique de cet acte, qu'il regar-  
doit comme une arme puissante pour  
forcer le pape à abdiquer : & par la  
même raison Benoît étoit très curieux  
de le tenir secret, ou, puisqu'il n'a-  
voit pû empêcher qu'il ne transpirât,  
de n'en point donner lui-même une  
copie en forme. C'est ici le lieu de le  
transcrire dans ce qu'il a d'essentiel.

» Nous cardinaux soussignés pro-  
» mettons & jurons, que nous travail-  
» lons fidèlement & diligemment,  
» autant qu'il sera en nous, sans fraude,  
» dol, ni machination quelconque, à



„ l'union de l'Eglise & à l'extinction  
 „ du schisme ; que nous donnerons au  
 „ pape futur secours , conseil , & fa-  
 „ veur , pour ce même ouvrage ; &  
 „ qu'au contraire nous ne l'aiderons ni  
 „ directement ni indirectement , ni en  
 „ public ni en secret , pour empêcher  
 „ & différer un si grand bien. Chacun  
 „ de nous , s'il est élevé au souverain  
 „ pontificat , promet & jure d'em-  
 „ ployer sans délai ni excuse, pour par-  
 „ venir à cette même fin , toutes les  
 „ voies utiles & convenables , jusqu'à  
 „ la cession inclusivement, aussitôt que  
 „ les cardinaux , ou la plus grande par-  
 „ tie d'entre eux , le jugeront expé-  
 „ dient. „

On sent à la lecture de cet acte, quel  
 intérêt Benoît XIII avoit à ne le point  
 communiquer. Aussi s'en défendit-il  
 très longtems , & il ne se rendit que  
 par degrés , voulant d'abord le mon-  
 trer aux princes seulement , & se re-  
 tranchant enfin à exiger qu'il n'en fût  
 point pris de copie. Tout fut inutile.  
 Il n'étoit point soutenu dans sa résis-  
 tance par les cardinaux : il avoit un be-  
 soin extrême de la protection du roi.  
 Ainsi les princes l'emportèrent. Un  
 secrétaire du roi transcrivit l'acte , &

la copie fut envoyée à Paris, & lue en plein conseil.

Les ambassadeurs se croyant alors bien forts, proposèrent à Benoît de la part du roi la cession, comme le parti unique auquel il fallût s'arrêter. On ne conçoit pas comment Benoît pouvoit se dispenser d'y consentir, après le serment qu'il avoit fait. Mais il éluoit les expressions & le sens de l'acte par une misérable chicane. Il prétendoit être non seulement en droit, mais obligé, de tenter les autres voies utiles & convenables, avant que d'en venir à la cession. *Jusqu'à la cession*, disoit-il. Ce mot *jusques* suppose quelque chose qui a précédé. La cession est un dernier parti, auquel on ne doit en venir qu'après avoir essayé tous les autres. C'est ainsi que ce pontife plein d'esprit & d'habileté s'aveugloit lui-même par un subterfuge puérile, dont l'esprit le plus simple sent du premier coup d'œil le ridicule, mais que l'intérêt propre lui peignoit avec des couleurs séduisantes, & lui représentoit comme une interprétation légitime & recevable.

Conséquemment à cette façon de penser, il proposa lui-même d'autres

voies, une entrevûe avec son concurrent, un compromis : & les princes ayant rejeté ces prétendus expédiens suivant leurs ordres, il feignit de se rapprocher d'eux, & comme s'il eût voulu se prêter à leur système, il les pria de lui expliquer par écrit de quelle manière ils concevoient que se dût exécuter la cession. Ils en avoient le plan tout dressé dans leurs instructions. Mais ils virent bien que Benoît ne cherchoit qu'à incider sur chacune des clauses qui lui feroient proposées, & qu'il trouveroit par tout des difficultés inextricables. Ainsi après avoir délibéré entre eux, ils lui firent répondre par Gilles des Champs, qu'il n'y avoit nulle nécessité de rien écrire sur un parti qui ne consistoit qu'en un seul mot fort court, *CESSION*. Le pape tout-à-fait déconcerté de cette fermeté, demanda du tems pour s'aviser : & on se sépara sans rien conclure.

*Hist. Vir.  
Par. T. 1<sup>re</sup>  
p. 736.*

Les ambassadeurs se retournèrent du côté des cardinaux, de qui ils eurent lieu d'être plus contens. Les ayant assemblés chez le duc de Berri, ils tirèrent d'eux un consentement à la voie de cession. Tout le sacré collège l'adopta, hors le seul cardinal de Pam-

150 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pelune, Arragonois de naissance, parent de Benoît XIII, & irrévocablement attaché à ses intérêts.

Sûrs d'un si puissant renfort, les princes demandèrent une nouvelle audience en plein consistoire. Le pape fit difficulté de l'accorder, & proposa de traiter l'affaire avec plus de secret. Il se voyoit abandonné des cardinaux : les députés de l'Université de Paris l'incommodoient. Il espéroit que dans une conférence particulière, aidé du cardinal de Pampelune, & des docteurs d'Avignon, il auroit meilleur marché des princes, s'ils restoit seuls & sans conseil. Mais ils ne donnèrent point dans le piège. Ils répondirent que leur négociation intéressant toute l'Eglise, elle ne pouvoit être menée avec trop de publicité. Ils demandèrent la présence de tous les cardinaux, & déclarèrent qu'ils se feroient accompagner des docteurs de Paris.

Benoît fut contraint de se relâcher sur l'article de l'audience publique : mais il n'y admit les députés de l'Université, que sous une condition singulière, & qui bien entendue leur fait honneur. Il voulut qu'ils fussent simples auditeurs, sans avoir la liberté de

proférer une seule parole. Pourquoi un pape craignoit-il les discours que pourroient tenir devant lui des docteurs, si ce n'est parce que la raison & la vérité partoient par leur bouche ? Il ne pouvoit pas imposer le même silence aux princes. Mais malgré leurs représentations il maintint opiniâtrément son système. Il proposa de nouveau l'entrevue avec Boniface, &, si elle ne réussissoit pas, le compromis. Il rejetta absolument la voie de cession, & défendit même par une bulle aux cardinaux de signer aucun acte qui en contînt l'approbation. En vain furent tentés tous les efforts imaginables pour vaincre son opiniâtreté : en vain le sacré collège & les ambassadeurs le prièrent à genoux avec les instances les plus humbles & les plus pressantes, de ne point faire périr le troupeau de J. C. pour se conserver une dignité fragile & incertaine. Il demeura inflexible, & les ambassadeurs retournèrent à Paris sans avoir pû le faire reculer d'un seul pas. Ils y portèrent néanmoins une pièce importante, l'acte d'approbation de la voie de cession, signé de tous les cardinaux, hors Pampelune. Cet acte ne suffisoit pas alors : mais

152 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
dans la suite il eut son effet.

*Ambassades & négociations du Roi & de l'Université dans toute la Chrétienté.* On voyoit clairement qu'il ne falloit rien espérer de Benoît, non plus que de Boniface. Le roi, qui se portoit avec un zèle admirable à poursuivre l'affaire de l'union, envoya des négociateurs dans toutes les cours de l'Europe, sous quelque obédience qu'elles se fussent rangées. Il se proposoit de réunir toute la Chrétienté dans un même plan, afin que ce concert unanime pût enfin triompher de l'opiniâtreté des deux rivaux, qui s'entendoient pour prolonger un schisme utile à leur grandeur. L'Université seconda les pieuses & louables intentions de son prince, & suivant les ordres qu'elle avoit reçus de lui, elle députa en Allemagne, en Angleterre, & ailleurs, quelquesuns de ses plus illustres suppôts, qui aidassent par leurs lumières le succès des négociations que conduisoient les envoyés du roi.

Des mesures si vives & si bien entendues ne réussirent pas, comme il sembloit que l'on pouvoit se le promettre. Les circonstances n'étoient pas favorables. En Allemagne l'empereur *Enfant, Concile de Pise, T. I.* Wenceslas n'auroit pas été éloigné de se concerter avec Charles V son cousin.

Mais brutalement débauché, & par une conséquence nécessaire inappliqué, négligent, il mettoit peu de poids dans les résolutions qu'il pouvoit prendre. Et les princes de l'Empire, sous un chef toujours plongé dans le vin, & incapable de donner aucune attention aux affaires, s'occupoient uniquement du soin, ou de suppléer à son indolence stupide, ou de s'en débarrasser en le déposant, comme ils firent peu de tems après. Ainsi Pierre Plaoul & ses collègues, qui étoient un docteur en Décret & deux maîtres ès Arts & bacheliers en Théologie, revinrent d'Allemagne sans y avoir fait aucun fruit.

Ceux qui avoient été envoyés en Angleterre, n'eurent pas un meilleur succès. C'étoient Jean de Courtecuisse docteur en Théologie, Pierre le Roi abbé du Mont S. Michel & docteur en Décret, un Médecin, & deux maîtres ès Arts. Outre un mémoire instructif sur le fond de l'affaire, ils étoient chargés d'une lettre de l'Université de Paris à celle d'Oxford, & ils commencèrent par faire une faute, en voulant rendre leur lettre sans en avoir obtenu la permission du roi d'Angle-

154 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
terre, qui étoit alors Richard second.  
Avertis ils se corrigèrent, & s'adressé-  
rent au roi, qui leur donna audience,  
& reçut leur mémoire dressé par l'abbé  
du Mont S. Michel. Ce mémoire de-  
mandoit du courage dans ceux qui  
devoient être chargés de le lire & de  
l'examiner. Il est très long, & tout  
hérissé de citations, qui souvent cou-  
pent le fil des phrases, & en embarras-  
sent le sens. Richard le remit à l'U-  
niversité d'Oxford, & en même tems  
il congédia les députés de celle de  
Paris, en leur donnant pour leur com-  
pagnie une lettre, par laquelle il pro-  
mettoit de lui faire part de la réponse  
au mémoire. Il tint parole, & l'année  
suivante il envoya à l'Université de  
Paris la délibération d'Oxford, adres-  
sée à lui en forme de lettre, & datée  
du dix-sept Mars 1396. On ne sera  
pas étonné de voir les docteurs An-  
glois opposés de sentiment aux Fran-  
çois. La consultation de l'Université  
d'Oxford est une réfutation suivie du  
mémoire de Pierre le Roi : elle im-  
prouve la voie de la cession, & con-  
clut pour la convocation d'un concile  
général. Ce fut en effet la voie du  
concile qu'il fallut enfin prendre. Mais



la cession rejetée par les deux concurrens fut ce qui découvrit leur mauvaise volonté , ce qui détacha d'eux leurs cardinaux , & rendit ainsi praticable la convocation du concile.

L'Université de Paris ne se rebutoit point. Elle écrivit le douze Mars 1396 deux lettres circulaires , l'une à toutes les Universités , l'autre à tous les princes de l'Europe , pour les exhorter à concourir avec elle à l'extinction du schisme par la voie de la cession. Les porteurs de la première étoient Jean de Courtecuisse , & deux maîtres ès Arts & licenciés en Théologie , & l'on avoit chargé de la seconde Jean Luquet docteur en Théologie, Robert de Donis docteur en Décret , & deux licenciés en Droit & maîtres ès Arts. Ce double collège de députés avoit ordre , & étoit capable, de donner tous les éclaircissemens nécessaires sur ce qui n'avoit pû être qu'exposé très brièvement dans les lettres. Ces démarches d'une compagnie dont les lumières étoient respectées , & dont le zèle attiroit l'admiration , affoiblissoient la division , favorisoient la concordé , & dispoisoient peu-à-peu les esprits à embrasser un parti , qui da-

bord sembloit avoir quelque chose de révoltant, mais qui devenoit absolument nécessaire.

Rôle furtif  
pour les bé-  
néfices. L'U-  
niversité en  
empêche  
l'effet.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 752-755.*

On peut bien juger que l'Université travaillant sur ce plan trouva des contradicteurs. Il y eut même un commencement de division entre ses membres par les sourdes intrigues de Benoît XIII. L'évêque de Bazas & quelques autres émissaires de la cour d'Avignon gagnèrent par insinuations & par promesses, non pas des docteurs; mais plusieurs licenciés, bacheliers, écoliers en Décret, qui envoyèrent au pape un rôle pour les bénéfices, comptant en être par lui avantageusement pourvus. L'Université ne fut pas plutôt informée de ce manège, qu'elle se hâta d'aller au devant du mal. Elle écrivit d'abord aux cardinaux, avec lesquels elle étoit en parfaite intelligence, pour les prier d'empêcher l'effet de ce rôle furtif & schismatique; & ensuite elle porta un décret, par lequel elle défendoit, sous les plus grandes peines qu'elle puisse infliger, à toute Faculté, Nation, Collège ou Société d'écoliers & de gradués, d'envoyer jamais au souverain pontife un Rôle pour les bénéfices, qui ne fût

approuvé & autorisé par toute la compagnie. La lettre aux cardinaux est du vingt-huit Décembre 1395; & le décret, du vingt-huit Février suivant.

Dans la lettre l'Université s'exprime avec une généreuse liberté. » Puisque, dit-elle, » N. S. P. le pape ne veut » pas imiter la conduite de Pierre, qui » quitta tout pour Jesus-Christ, il ne » nous reste que de lui résister en face, » parce qu'il est répréhensible : & nous » sommes résolus de publier & de notifier les témoignages de cette répréhension aux rois, aux princes, aux grands, aux ecclésiastiques, aux gens d'étude, & à tous ceux qui composent la société des Fidèles. Pour cela, à l'exemple de notre souverain seigneur le roi très Chrétien des Français, nous envoyons nos députés, non seulement en Angleterre & en Allemagne, mais en Espagne, en Arragon, dans la Navarre d'une part, & de l'autre dans la Hongrie & dans la Bohême. » Tel étoit le courage de notre Université.

Elle fut attaquée par rapport à la doctrine qu'elle soutenoit sur la matière du schisme. L'Université de Toulouse prit parti contre elle. A Avi-

Ecrits contre l'Université.  
Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 753-755.  
Gr 803.

gnon un Jacobin nommé Jean Azon docteur en Théologie, non content de la diffamer dans des discours publics, comme fille de satan, mère d'erreurs, nourrice de séditions, calomniatrice du souverain pontife, entreprit de la réfuter par des écrits. L'Université de Paris avoit proposé neuf questions, auxquelles la réponse étoit claire suivant ses maximes, & qui toutes tendoient à établir la nécessité indispensable de l'abdication des deux contendans. Azon, dans deux lettres qu'il publia sur ce même sujet, opposa questions à questions, & combattit la voie de la cession par des conclusions contraires, dont le principe, soutenu encore aujourd'hui par la cour de Rome, est que le pape n'a au dessus de lui aucun juge qui puisse lui imposer la loi d'abdiquer sa dignité.

Mémoire  
anonyme,  
mais ouvrage  
de l'Uni-  
versité.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 786 &  
seqq.*

L'Université de Paris dédaigna de se mesurer avec un tel adversaire. Elle s'occupoit de soins plus dignes d'elle, & elle alloit toujours en avant, sans se laisser détourner de sa route par les clameurs des mal-intentionnés. Elle composa ou fit composer un mémoire en forme de lettre, où la parole est adressée au pape, & où l'on s'efforce

de vaincre l'opiniâtreté de Benoît XIII par de nouvelles instances, & par la menace de se séparer de lui, s'il se montre intraitable. Ce mémoire ne porte aucun des caractères qui autorisent un acte. Il n'a point de suscription, il n'est ni daté ni signé. Mais on y parle en pluriel & comme au nom d'une compagnie, & il est tout entier dans les principes de l'Université. Ainsi on ne peut faire faute en le lui attribuant, quoiqu'elle n'ait pas voulu le publier en son nom, parce qu'il s'exprime plus durement & coupe plus dans le vif, qu'aucun des écrits qu'elle eût donné précédemment.

Il ne contient sur la matière du compromis, sur le serment prêté par les cardinaux dans le dernier conclave, sur la voie de cession, que ce qui avoit été dit cent fois. Mais la conclusion est nouvelle, & capable de donner à penser à Benoît XIII. On lui prouve que s'il s'obstine à rejeter l'unique voie qui puisse procurer la réunion de l'Eglise, il se rend coupable de schisme : & cette proposition paroît certaine. On entreprend de plus de lui prouver qu'en ce même cas il est hérétique : ce qui, pour parler franche-

ment, ne me semble fondé que sur une subtilité. Car Benoît XIII n'enseignoit aucune erreur. Mais on se proposoit de le déposer, lui & son rival, s'ils ne vouloient pas abdiquer volontairement. Or les plus grands partisans de la toute-puissance pontificale venoient qu'un pape peut être déposé pour crime d'hérésie.

Le mémoire est terminé par une déclaration nette & précise: » Si votre  
 » charité, dit-on au pape, admet nos  
 » conseils, & qu'elle veuille en venir à  
 » l'exécution, nous vous sommes en-  
 » tièrement dévoués, & selon la me-  
 » sure de nos forces nous vous aide-  
 » rons, nous vous soulagerons dans  
 » tout ce qu'il sera besoin de faire pour  
 » parvenir à une heureuse fin. Mais si  
 » une obstination schismatique, ce que  
 » nous prions Dieu de ne pas per-  
 » mettre, se maintient de votre part plus  
 » dure que le rocher & le diamant,  
 » voici que nous vous déclarons & pro-  
 » testons avec clarté & énergie, que  
 » nous ne voulons ni être soumis, ni  
 » adhérer en aucune manière à votre  
 » opiniâtreté. »

Indignation  
de Benoît.

Benoît fut très irrité de toute la conduite de l'Université. Il ne se con-

tenta pas de témoigner son indignation en récompensant & recevant dans sa famille le Jacobin Azon, qui avoit attaqué l'Université avec fureur. Il se mit en devoir de procéder directement contre elle & contre quelquesuns de ses suppôts, qu'il entreprit de priver de leurs bénéfices : & ces premières violences sembloient en annoncer d'autres pour la suite. L'Université se crut donc obligée & en droit de se pourvoir juridiquement contre les mauvais traitemens qu'elle éprouvoit & qu'elle craignoit, & elle appella du pape Benoît XIII au pape futur, unique, légitime, & reconnu de toute l'Eglise. Pour cet appel elle constitua son procureur Jean de Craon maître ès Arts, prêtre du diocèse de Laon, & notaire apostolique. Nous avons l'acte par lequel Jean de Craon interjeta son appel au nom des Recteur, Doyens des Facultés de Théologie, Droit, & Médecine, Procureurs des Nations de France, Picardie, Normandie, & Angleterre, composant la Faculté des Arts, & de tous les docteurs, maîtres, licenciés, bacheliers, & écoliers dans lesdites Facultés, régens & non régens.

Appels de  
l'Université.  
Hist. Un.  
par. T. 1<sup>re</sup>.  
p. 799 &  
seqq.

L'indignation de Benoît s'accrut par cet appel. Il voulut venger son autorité blessée. Néanmoins comme il étoit parfaitement maître de lui-même, il sçut dans sa colère garder des ménagemens. Il donna une bulle, dans laquelle il tonne contre Jean de Craon, le taxant d'une présomption détestable & d'une damnable témérité. Mais en nommant l'Université, il ne la charge d'aucune qualification odieuse, & il se contente d'invectives vagues contre les méchans, dont l'audace s'augmente par l'impunité, & par l'indulgence des supérieurs. Il ne prononce même aucune peine contre Jean de Craon, sachant bien que ce qu'il ordonneroit en ce genre, se réduiroit à des menaces vaines. L'acte seul devient l'objet de sa sévérité. Benoît le traite de libelle diffamatoire, & protestant que sa clémence est disposée à oublier le personnel, il prétend néanmoins ne pouvoir négliger un tel attentat contre son autorité sacrée. Il déclare donc l'acte d'appel interjetté par Jean de Craon nul de plein droit, sur le principe qu'il n'est jamais permis d'appeler du pontife Romain.

Malgré les ménagemens affectés par



Benoît, l'Université sentit le coup. Elle n'eut pas de peine à se faire l'application des déclamations injurieuses qui la désignoient sans la nommer. Elle ne put digérer d'entendre appeler libelle diffamatoire un acte intitulé de son nom. Elle crut donc que la bulle de Benoît donnoit matière à un second appel. Dans l'acte qu'elle en fit dresser, elle prouve la légitimité, la justice, & la nécessité de son premier appel, & elle réfute pied à pied la bulle qui le condamne. Pour éviter les longueurs, je rapporterai seulement ici deux morceaux fort courts de ce second acte.

On objectoit à l'Université que son appel étoit illusoire, parce que le juge auquel elle appelloit, savoir le pape futur, n'existoit pas. Elle répond que les papes vivans & morts ont un juge, vivans le concile général, morts leur successeur : & que de même qu'il est permis, sur tout en matière de schisme & d'hérésie, d'appeller du pape au concile général, quoique le concile n'existe pas encore, aussi peut-on appeller légitimement du pape actuellement régnant à celui qui le remplacera.

Par rapport aux menaces de procé-

164 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 der contre elle , voici sa résolution :  
 » Si le cas arrive , dit l'acte , l'Univer-  
 » sité & ses fidèles adhérens souffri-  
 » ront patiemment la persécution &  
 » le scandale , ils ne se retireront point  
 » de la voie de la vérité , ils demeure-  
 » ront attachés à l'unité de l'Eglise ,  
 » jamais ils ne se sépareront de la vé-  
 » ritable Epouse de Jesus-Christ , ils  
 » vivront & mourront dans la foi  
 » qu'elle enseigne , & dans la fidélité  
 » qu'ils lui doivent. »

Démarches  
 préparatoi-  
 res à la sou-  
 straction d'o-  
 béissance.

*Hist. Un.*  
*Par. T. IV.*  
 p. 827.

Ces démarches de l'Université  
 frayoient le chemin à l'exécution d'un  
 plan qui commençoit à s'agiter depuis  
 quelque tems : c'étoit la soustraction  
 d'obéissance. Tout annonçoit , plus  
 clairement de jour en jour , que Benoît  
 étoit résolu de n'abdiquer jamais vo-  
 lontairement. Il s'agissoit de l'y con-  
 traindre , & l'on ne trouvoit point  
 d'expédient plus sûr & plus doux tout  
 ensemble que de se soustraire de son  
 obéissance , de manière qu'on ne lui  
 permît plus d'exercer aucun acte de ju-  
 risdiction en France , ni conséquem-  
 ment d'en tirer des sommes d'argent  
 qu'il employoit à se faire des créa-  
 tures.

Il est incroyable quels mouvemens

le Roi & l'Université se donnèrent pour pousser cette affaire, qui par son propre poids, & par les difficultés dont elle étoit environnée, traîna un tems considérable, & ne réussit qu'imparfaitement. Le roi tint une assemblée de prélat & de docteurs à Paris, où les avis furent partagés, en sorte néanmoins que la pluralité se déclara pour une nouvelle sommation au pape d'accepter la voie de la cession. Charles suivit ce parti, & même avec beaucoup de douceur, & de modération, si l'on doit rapporter à ce tems une lettre de lui à Benoît, qui se trouve dans l'histoire de Deboullai sans date. Cette lettre respire la paix & la charité : elle est pleine de piété & d'onction. Charles y parle à Benoît en pontife : & Benoît lui répondit en roi hautain & impérieux, qui ne veut se relâcher d'aucune de ses prétentions. Rebuté par ce pape, Charles s'adressa à son concurrent, & il en reçut pareille réponse. En même tems il négocioit avec l'empereur & les princes d'Allemagne, avec les rois d'Angleterre, de Castille, & d'Arragon : & l'Université entroit par elle-même, ou par ses députés, dans toutes ces négociations. Enfin la France

*Hist. Un.**Par. T. I<sup>re</sup>.**p. 859. 860.**p. 882.**p. 836.*

joignit l'exemple aux conseils , & se décida pour la soustraction : mais elle ne fut pas secondée.

Concile de  
Paris, où el-  
le est réso-  
lue.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 829 &  
seqq.*

Ce fut en 1398 dans un concile assemblé à Paris par ordre du roi, qu'il fut résolu de ne plus reconnoître l'autorité de Benoît XIII : & l'Université eut grande part à cette détermination.

L'ouverture du concile devoit se faire le premier Mai. Divers obstacles survinrent , qui obligèrent de la remettre au vingt-deux. Le roi étant malade ne put pas y assister. Ses oncles les ducs de Berri & de Bourgogne & son frère le duc d'Orléans le représentèrent , tinrent sa place , & présidèrent , comme il est marqué dans les actes. Ces princes avoient avec eux le roi de Navarre Charles le Noble , le duc de Bourbon , Jean comte de Nevers fils du duc de Bourgogne , Arnaud de Corbie chancelier de France , & plusieurs seigneurs & barons. Les prélats étoient au nombre de quarante, Simon de Cramaud , patriarche d'Alexandrie, sept archevêques , & trente-deux évêques. Ajoutez plusieurs abbés , le Recteur de l'Université de Paris avec les doyens des Facultés & les procureurs

des Nations, les députés des Universités d'Orléans, d'Angers, de Montpellier, & de Toulouse. En tout, le nombre des opinans se monta à trois cens.

Simon de Craïnaud proposa l'importante affaire dont il s'agissoit de délibérer. Tout le monde étoit d'accord sur la nécessité de la cession. Restoit à savoir, si pour y parvenir il falloit ordonner la soustraction d'obédience. C'est sur quoi le roi demandoit l'avis de l'assemblée. Pour discuter la matière à fond pour & contre, le concile nomma douze députés, six d'un parti, six de l'autre : & il fut dit que les membres de chacun de ces comités se concerteroient ensemble pour convenir des moyens les plus propres à défendre leur cause, & que trois de chaque côté plaideroient contradictoirement devant le concile. On avoit eu soin de choisir pour ce combat de vaillans athlètes : d'une part les plus zélés partisans de Benoît XIII, l'archevêque de Tours, les évêques du Pui & de S. Pons, trois docteurs de Toulouse ; de l'autre le patriarche d'Alexandrie, l'évêque d'Arras, Pierre le Roi abbé du Mont S. Michel, & trois

168 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
docteurs en Théologie , Gilles des  
Champs , Jean de Courtecuisse , &  
Pierre Plaoul.

La plaidoirie commença le mercredi vingt-neuf Mai. Ceux qui s'opposoient à la soustraction d'obédience, parlèrent les premiers : ensuite on écouta les défenseurs du parti contraire, dont les adversaires eurent encore la réplique. J'observe que Simon de Cramaud & Pierre le Roi, avocats de la soustraction, parlèrent en François \* pour pouvoir être entendus des princes. Après la réplique des partisans du pape le sept Juin, le Recteur demanda une audience pour l'Université, suivant qu'il s'étoit pratiqué dans les conciles précédens. Elle lui fut accordée, & Pierre Plaoul, comme orateur \*\* de l'Université, soutint la légi-

\* Le texte porte que Pierre le Roi parla *en François, ou dans sa langue maternelle, qui étoit la Normande*. La langue François de ce tems est appelée quelquefois langue Normande par les écrivains Anglois ou Normands. C'est de quoi l'on peut voir la preuve dans le *Mare clausum* de Selden, l. II, c. 26, 28, &c..

\*\* Pierre Plaoul plaida aussi en François, & il s'excuse même de ce qu'il ne parle pas bien sa langue. C'est que les docteurs de ces tems-là étoient bien plus accoutumés à parler Latin que François. Au reste nous n'avons dans Duboullai qu'une version Latine du discours de Pierre Plaoul, fort platte, mais les choses sont sensées.

timité

imité & la nécessité de la soustraction. Toute la plaidoirie fut ainsi finie le 10 Juin. L'on devine aisément les motifs qui s'alléguoient de part & d'autre. Les avocats de Benoît insistoient sur l'obligation d'obéir au pape , & ils tâchoient de laver sa conduite des reproches par lesquels on l'attaquoit. Les défenseurs de la soustraction prétendoient , qu'un bien tel que l'union de l'Eglise devoit prévaloir sur le respect qui est dû au pape dans les cas ordinaires , & ils accusoient Benoît d'opiniâtreté , de parjure , & de schisme.

Après la discussion des moyens , telle que nous venons de l'exposer , avant que l'on allât aux voix , le chancelier Arnaud de Corbie donna différens avis à la compagnie , dont voici les deux principaux.

Il déclara premièrement que si quelqu'un craignoit qu'en opinant pour la soustraction il n'encourût l'indignation du pape , & ne fût exposé à de mauvais traitemens de sa part , il devoit bannir cette crainte , & compter sur la protection & sauvegarde du roi & des princes.

En second lieu comme quelquesuns de ceux qui n'approuvoient pas la

170 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
soustraction , s'étoient expliqués de la  
disposition où ils étoient de ne point  
l'observer , quand même elle seroit or-  
donnée par le présent concile, le chan-  
celier les avertit que si une fois elle  
passoit dans le concile , & se trouvoit  
munie des lettres du roi , quiconque  
s'y opposeroit seroit regardé comme  
schismatique , & puni en cette qualité  
d'une manière qui serviroit d'exemple  
aux autres.

Ensuite on délibéra : & cette opéra-  
tion se fit avec tout l'ordre & toute  
l'attention que demandoit l'importan-  
ce de la matière. Chacun des opinans  
jura en présence de la vraie croix &  
sur les saints Evangiles , de ne suivre  
dans le parti qu'il prendroit que les  
mouvemens de sa conscience : & cha-  
cun après avoir opiné donna son avis  
par écrit. Lorsque le tour de l'Univer-  
sité fut venu , le Recteur lut un papier  
qui contenoit la délibération de sa  
compagnie , & que je transcrirai ici ,  
parce qu'il offre le récit abrégé des  
principales démarches de l'Université  
par rapport à l'objet de la soustraction.

» L'Université de Paris dès piéca  
» après plusieurs meures délibérations  
» eues sur le fait de la proposition de



» la voye de cession & de l'union de  
 » l'Eglise, délibéra & conclud que il  
 » lui sembloit licite & expédient, que  
 » l'on ne tolérast plus ne souffrist que  
 » le pape donnast les bénéfices ecclé-  
 » siastiques, ne exigeast ne levast au-  
 » cuns profits & esmolumens pécuniaï-  
 » res de ce Royaume. Car ces choses  
 » nourrissoient le schisme, & empes-  
 » choient l'union de l'Eglise. Et ceci  
 » fist proposer plusieurs fois devant le  
 » Roy en la présence de vous \* Nossei-  
 » gneurs, en requérant que le Roy  
 » voulust à ce entendre, & le mettre  
 » à exécution. Et depuis a eu plusieurs  
 » traitiés, assemblées, discussions, &  
 » délibérations en cette matière, tant  
 » ensemble que chacune Faculté &  
 » Nation à part soi : & derrainement  
 » & de nouvel, c'est assavoir l'an 1398  
 » le 11 jour de Juin à huit heures au  
 » matin, les Maistres & Docteurs des  
 » Facultés furent appelez deuement &  
 » très solennellement par leur serment  
 » à délibérer en cette matière, & re-  
 » quis à y délibérer à l'honneur de  
 » Dieu & de l'union de la sainte Egli-  
 » se. Finalement les quatre Facultez

\* Cette apostrophe s'adresse aux princes, qui étoient présens.

„ pour ce très généralement affem-  
 „ blez, comme dit est, c'est assavoir  
 „ les Facultez de Théologie & de Dé-  
 „ cret, d'un commun consentement &  
 „ accord, & sans contradiction d'au-  
 „ cun, item la Faculté de Médecine,  
 „ item la Faculté des Arts constituée  
 „ des quatre Nations, c'est assavoir  
 „ France, Picardie, Normandie, &  
 „ Angleterre, en laquelle estoit le nom-  
 „ bre de quatre cens Maistres, ou en-  
 „ viron, desquels Maistres plusieurs  
 „ sont graduez ez autres Facultez, com-  
 „ me licentiez en Théologie, en Dé-  
 „ cret, en \* Droit civil, & en Méde-  
 „ cine, & plusieurs autres bacheliers  
 „ esdites Facultez, pour plusieurs cau-  
 „ ses raisonnables touchées pour grant  
 „ partië en cest conseil, en adjoutant  
 „ à la délibération & conclusion dessus  
 „ touchée, de laquelle ils ne pensent  
 „ pas se départir, pour l'extirpation  
 „ de cest présent schisme & union de  
 „ l'Eglise avoir, firent conclusion que

\* Le Droit civil s'en-  
 seignoit-il donc à Pa-  
 ris, quoique l'enseigne-  
 ment n'en fût pas auto-  
 risé par les loix ? Ou bien  
 s'agit-il ici de maîtres ès  
 Arts de Paris, qui eussent

acquis dans quelque au-  
 tre Université le degré de  
 licenciés en Droit civil ?  
 Je ne vois rien qui me dé-  
 cide nécessairement pour  
 l'un ou pour l'autre de  
 ces deux partis.

» l'on doit dès maintenant cesser &  
 » soy départir du tout de l'obéissance  
 » de notre S. Père. »

Le Recteur, avant que de lire cet écrit, avoit offert d'en donner un acte en forme. Après la lecture, le chancelier de France requit de la part des princes les Recteur, Doyens, & Procureurs, de donner leur acte : & ils le présentèrent, scellé des sceaux des trois Facultés de Théologie, Décret, & Médecine, de ceux des quatre Nations, & du grand sceau de l'Université. Cet acte est en Latin, adressé au roi, & il contient avec un peu plus d'étendue les mêmes choses que l'écrit François.

Trois cens opinans furent ouïs, sans y comprendre les Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers, & de Montpellier, que l'on ne compta que pour une voix chacune. Il n'est point fait mention de celle de Toulouse, dont les députés, comme dévoués à Benoît XIII, s'étoient retirés d'une délibération dont ils prévoyoiént le résultat fâcheux pour ce pontife. L'un d'eux, qui étoit évêque, avoit même été insulté par la pétulance de notre jeunesse académique, & il ne s'étoit tiré de péril qu'au moyen de la protection des princes.

H. iij.

*Hist. Vn.  
 Par. T. V.  
 p. 5 & 25.*

Nous apprenons ce fait par la lettre que l'Université de Toulouse écrivit au roi en 1402 contre la soustraction : & l'Université de Paris dans sa réponse en convient équivalement.

Après que les avis eurent été donnés de vive voix , ils furent , comme je l'ai dit d'avance , mis par écrit , & ensuite examinés en présence des princes, & comptés. On mit d'un côté ceux qui approuvoient la soustraction d'obédience , & vouloient qu'elle se fît sur le champ , & de l'autre ceux qui prenoient d'autres partis. Il se trouva deux cens quarante-sept voix pour la soustraction exécutée dans le moment même , sans compter les quatre Universités , qui furent de même avis. Parmi les cinquante - trois voix restantes il y en avoit encore dix-huit ou vingt qui se déclaroient actuellement pour la soustraction , mais qui en différoient l'exécution après un certain terme , pendant lequel le pape seroit sommé de nouveau d'acquiescer à la voie de la cession. Les princes accédèrent à l'avis de la pluralité , & l'on en exempta le duc d'Orléans , qui commençoit alors à se brouiller avec le duc de Bourgogne , & qui favorisant

Benoît par la raison que son oncle l'abandonnoit, ne voulut point se trouver à la conclusion du concile.

Le chancelier rendit compte au roi de la délibération, & ce prince la ratifia & confirma. En conséquence il donna le vingt-huit Juillet ses lettres pour soustraire totalement ses Etats à l'obéissance de Benoît XIII, défendant à tous ses sujets de reconnoître l'autorité de ce pontife, de lui obéir, de recourir à lui, de lui payer aucun droit pécuniaire; & ordonnant que désormais l'Eglise Gallicane se gouverneroit selon ses anciennes libertés & franchises, & qu'en particulier pour ce qui regardoit la nomination aux bénéfices qui viendroient à vaquer, s'ils étoient électifs, on y pourvoiroit par élection, & que s'ils ne l'étoient pas, ils seroient conférés par ceux qui en avoient le droit.

Déclaration  
du roi, qui  
confirme &  
exécute la  
résolution  
du concile.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 353.*

Je remarque dans cette déclaration un trait précieux de la générosité & de la droiture avec laquelle le roi Charles VI procédoit dans toute cette affaire. » Benoît, dit-il, a osé semer de  
» faux bruits contre nous, & répan-  
» dre dans le public, que notre vûe en  
» le pressant d'abdiquer est de lui substi-

H iiii

» tuer un pape François. Le fait est  
 » faux , & nous sommes bien éloignés  
 » de cette façon de penser. Instruits  
 » par l'Apôtre, nous suivons les traces  
 » de Jesus - Christ : & de même que  
 » notre divin Médiateur n'a point fait  
 » de distinction entre le Juif & le  
 » Gentil , aussi ne nous croyons - nous  
 » point permise la prédilection pour  
 » aucune nation dans le point de vûe  
 » du Siège Apostolique. Tout sujet  
 » nous fera bon & agréable , fût - il  
 » Africain , Arabe , ou Indien , pourvû  
 » qu'il soit orthodoxe & attaché à la  
 » vraie Foi , & que n'étant esclave  
 » d'aucune passion , il ne déshonore  
 » point son siège , & n'y donne entrée  
 » à aucune erreur. »

Arrange-  
 mens pour  
 les matières  
 ecclésiasti-  
 ques pendant  
 la soustra-  
 ction.

*Hist. Un.*  
*Par. T. I P.*  
*p. 851.*

On conçoit que cette espèce d'in-  
 terrègne ecclésiastique devoit amener  
 bien des cas qui pouvoient causer de  
 l'embarras & de la difficulté. Sur ceux  
 qu'il étoit plus aisé de prévoir, nous  
 avons un mémoire dressé par le con-  
 cile avec beaucoup de prudence &  
 d'habileté.

Ainsi par exemple on ne doutoit pas  
 que Benoît XIII se voyant abandon-  
 né ne fît des actes , ne lançât des sen-  
 tences, capables d'effrayer certains es-

pris. Le mémoire déclare qu'il » a été  
 » dit par tous, que pour crainte des-  
 » dites sentences & procès on ne doit  
 » point se désister de faire la soustrac-  
 » tion, attendu que telles sentences &  
 » procès sont de nul effet & valeur. »

Pour les absolutions de cas réservés  
 au pape, dispenses de mariages, con-  
 firmations des élections des exemts,  
 tout est renvoyé aux Ordinaires des  
 lieux.

L'article de la nomination aux bé-  
 néfices est traité en des termes re-  
 marquables, & qui méritent d'être  
 transcrits ici. » A esté dit que le Roy  
 » & l'Eglise de France ne souffrissent  
 » désormais que le pape usurpast,  
 » confondist, ne énervast ainsi du tout,  
 » comme il a fait depuis aucun temps;  
 » la puissance & autorité des prélats de  
 » l'Eglise de France, quant à la colla-  
 » tion & disposition des bénéfices : la-  
 » quelle chose a esté faite contre toute  
 » raison, l'autorité des saints \* conseils  
 » & canons, le bien de la police ec-  
 » clésiastique; & que l'Eglise de France  
 » fust ramenée, quant à ce, à ses liber-  
 » tez & usaiges anciens. »

Je crois pouvoir assurer sans crainte

\* Conciles.

de me tromper, que ce mémoire étoit, en grande partie, l'ouvrage des maîtres en Théologie & en Droit de l'Université de Paris. Elle étoit l'ame de toute cette affaire, & elle y agissoit si franchement qu'elle ne voulut point envoyer de rôle pour les bénéfices à Benoît XIII, de peur de donner une occasion d'attiédissement, comme s'exprime un écrivain du tems, au zèle des suppôts pour l'union de l'Eglise.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 852 &  
836. G.  
T. V.  
p. 186.*

Rôle de l'Université présenté à quatre prélats nommés par le concile.

Il est vrai que dans le concile on lui fit de belles promesses. A la sollicitation des princes, oncles & frère du roi, il fut dit que mille suppôts de l'Université seroient pourvus de bénéfices par ceux qui en avoient la disposition dans le royaume; que l'Université dresseroit son rôle, & le présenteroit à quatre prélats, qui furent nommés commissaires en cette partie, & chargés de faire l'application de cette nomination vague, par des lettres envoyées à chacun des prélats & autres collateurs ou présentateurs dans toute l'étendue de la France. Le rôle fut dressé, présenté aux quatre prélats, & distribué par eux. Mais c'est tout ce qui fut exécuté de cette délibération: & l'événement nous montrera, que



malgré son zèle à faire rendre aux Ordinaires la dispensation des bénéfices, l'Université eut infiniment moins lieu d'être contente d'eux à cet égard, que des papes.

Le roi notifia la résolution du concile & la sienne à Benoît XIII, & à ses cardinaux par deux envoyés, Robert Cordelier docteur en Droit, & Trifran du Bosc. Benoît n'en fut point ébranlé. Mais les cardinaux ne pensèrent pas comme lui. Ils avoient déjà approuvé la voie de cession, & ils sentoient que la soustraction d'obédience étoit un moyen pour y réussir.

Benoît abandonné de ses cardinaux, assiégé dans son palais d'Avignon, refuse opiniâtrément d'abdiquer.

*Hist. Un. P. ar. T. IV. p. 863.*

Ils écrivirent donc au roi qu'ils se rangeoient à son avis, & qu'ils étoient disposés à renoncer à l'obéissance de Benoît.

Charles voyant qu'il étoit impossible de réduire par la raison ce pape opiniâtre, se résolut de recourir à la force, & il fit partir le maréchal de Boufficaud avec des troupes. Cependant, comme il ne se déterminoit que malgré lui en quelque façon à employer ce moyen, il voulut faire encore un dernier effort sur l'esprit de Benoît, & il lui dépêcha Pierre d'Ailli, qui étoit alors évêque de Cambrai, pour

l'exhorter à éviter la foudre prête à tomber sur sa tête. Toujours même résistance de la part de cet esprit hautain & possédé de la soif de commander : une opiniâtreté indomptable, qu'il poussa si loin, qu'abandonné de ses cardinaux, assiégé par Boussicaud dans son palais d'Avignon, détenu comme captif, il aima mieux tout souffrir que de renoncer à sa dignité. Je coule légèrement sur ces faits, parce que l'Université n'y eut point de part ; & je passe à d'autres objets qui peuvent paroître moins importans, mais qui touchent directement mon sujet.



## §. II.

**L**E crédit dont jouissoit l'Univer-  
 sité dans les tems dont je fais ici l'histoire, étoit fondé primitivement sur l'éclat qu'y avoient les études, & sur la célébrité des maîtres qui y enseignoient, & qui attiroient à leurs leçons un concours infini d'auditeurs.

La Théologie étoit enseignée par de grands hommes. Les plus fameux sont Pierre d'Ailli, & Jean Gerson. Mais nous en avons vû paroître d'autres sur la scène, tels que Gilles des Champs, Jean de Courtecuisse, & Pierre Plaoul, qui sans atteindre à la réputation & au mérite des deux premiers que j'ai nommés, étoient néanmoins des Théologiens très dignes d'estime. Il faut se souvenir que les degrés académiques emportoient un engagement à l'enseignement actuel. Les bacheliers faisoient des leçons sur la Bible & sur le livre des Sentences : & les docteurs devoient remplir, & remplissoient pour la plupart, la valeur exacte du titre honorable qu'ils avoient acquis. Ils enseignoient dans les Eco-

Etat des études.

Etudes théologiques. Leur éclat. Leurs défauts.

Hist. Un. Par. T. IV. p. 188-191.

les , ou prêchoient devant le peuple.

Je ne dis pas que la méthode des études théologiques fût parfaite. Gerson y remarquoit des défauts : & je me crois permis de les observer d'après lui. Il se plaint que l'on s'appesantissoit sur des questions inutiles , d'où il arrivoit souvent que l'on négligeoit les points de doctrine nécessaires & essentiels. On se jettoit dans le raisonnement à perte de vûe, au lieu de se laisser gouverner & conduire par l'autorité de l'Ecriture sainte & des Pères. La Théologie dégénéroit ainsi en pointilleries dialectiques & en abstractions métaphysiques. Ceux qui étudioient & enseignoient dans ce goût, se regardoient comme de grands esprits , & fort élevés au dessus du vulgaire. Mais ils se faisoient mépriser des amateurs du solide & du vrai , qui les traitoient de visionnaires, *phantastici*. Sur ces principes Gerson préféroit à tous les autres Théologiens S. Bonaventure , parce qu'il trouvoit en lui un écrivain plein de suc & de sens, qui ne donne rien à la curiosité , qui évite les questions étrangères & les discussions philosophiques , & qui solide & sûr dans sa doctrine , y joint l'onction de la piété.

Clémengis censure les mêmes inconvéniens de la Théologie scholastique avec non moins de solidité que Gerson , & en un style plus élégant.

» L'Apôtre, dit-il, en blâmant ceux  
 » qui languissent autour de vaines ques-  
 » tions de mots & de futiles combats  
 » de paroles, fait le procès à nos Théo-  
 » giens, qui laissant l'arbre riche &  
 » fertile des saintes Ecritures, vont  
 » chercher la pâture de la doctrine en  
 » des lieux sauvages & stériles, dans  
 » lesquels ils languissent & périssent  
 » de faim sans trouver aucun fruit; ou  
 » s'ils en rencontrent quelqu'un, c'est  
 » un fruit semblable à ceux de Sodo-  
 » me, qui ont une belle apparence;  
 » mais qui, dès qu'on les touche de la  
 » main, se résolvent en poussière, &  
 » s'en vont en fumée. Il en est de  
 » même des argumentations subtiles &  
 » déliées de nos Théologiens philoso-  
 » phes. Elles ont au premier coup d'œil  
 » quelque chose d'ingénieux & de fin;  
 » mais si vous écartez l'enveloppe &  
 » l'écorce des mots, & que vous y  
 » cherchiez du fruit, elles s'évanouif-  
 » sent en fumée, parce qu'elles sont  
 » vuides en dedans. »

Le même Clémengis, critique sé-

vère, relève encore un double vice ; non dans la manière d'étudier la Théologie , mais dans la conduite des docteurs de son tems. Il veut que chacun remplisse les devoirs de son état , & regardant le titre de docteur comme assujetti à des fonctions , il ne peut souffrir que ceux qui l'ont obtenu , enfouissent leur talent. Il leur dit : » Si les prélats vous appellent au ministère de la parole, travaillez sous leurs ordres. Mais s'ils ne vous appellent pas , votre titre est une mission qui vous oblige d'instruire les peuples. Pensez-vous n'être docteurs, que pour vous parer d'une vaine décoration ; pendant que vous laissez périr les âmes de vos Frères , faute de leur fournir l'aliment de la doctrine évangélique ? »

Le second reproche de Clémengis s'adresse aux docteurs qui revêtus de bénéfices , soit cures soit évêchés , s'attachent aux cours des princes , ou restent dans les Ecoles , espérant s'y faire un nom par leurs leçons , & parvenir ainsi à des dignités plus relevées & plus riches. Il explique les moyens que fournissoient les leçons publiques pour améliorer sa fortune. » On se fait con-

» nôtre , dit-il, des pontifes Romains,  
 » de qui seuls dépendent maintenant  
 » les nominations aux places ecclésiastiques : on obtient d'eux des grâces  
 » expectatives : on leur porte le rôle  
 » académique : on se fait députer vers  
 » eux par les princes : & à l'aide de  
 » ces différentes manœuvres on s'ouvre  
 » un chemin à la faveur auprès des dis-  
 » pensateurs des bénéfices. » Clément-  
 » mis improuve tout-à-fait une pareille  
 » conduite. Il veut que les bénéficiers  
 » résident dans leurs postes , qu'ils y rem-  
 » plissent leurs fonctions , & qu'ils lais-  
 » sent le soin d'enseigner à ceux qui  
 » n'ont point encore été appelés à régir  
 » aucune partie du troupeau de Jésus-  
 » Christ , & qui libres de disposer de  
 » leur personne & de leurs tems , » se-  
 » ront louables de s'employer à donner  
 » des leçons , pourvu qu'ils y joignent  
 » la prédication : ministère le plus utile  
 » & le plus salutairement institué pour  
 » rompre le pain de la sainte Écri-  
 » ture. »

Tels étoient donc les défauts que  
 l'on pouvoit reprendre & dans la ma-  
 nière d'étudier la Théologie , & dans  
 la conduite des Théologiens. Mais rien  
 n'est parfait parmi les hommes : &

d'ailleurs ces défauts n'altéroient point la pureté de la doctrine : ils ne préjudicioient point à l'ardeur & à l'émulation pour l'étude : & ils n'ont point empêché que la Faculté de Théologie n'ait alors porté de grands hommes , comme le prouvent les noms célèbres que j'ai cités.

Etude du  
Droit canon  
fort culti-  
vée.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 891.*

p. 888.

L'étude du Droit canon ne florissoit pas moins à Paris : & c'est à quoi contribua beaucoup le séjour des papes à Avignon. Cette étude a toujours été , & est encore fort prisee à la cour de Rome : elle mène à tout , & elle paroît même plus utile , & , si je l'ose dire , plus solide que celle de la Théologie , à des hommes perpétuellement occupés d'affaires , d'intérêts à discuter , & de politique. Clément VII , à qui l'on recommandoit un jeune homme qui étudioit en Théologie à Paris , répondit : » Que veut-il faire » avec les Théologiens ? Ce sont des » visionnaires. » Ainsi les relations plus directes de Paris & de toute la France avec la cour de Rome établie à Avignon , animèrent dans ce royaume l'étude du Droit canon , & l'y mirent en grande vogue. Nous voyons la qualité de docteur en Décret accompa-



gner, dans les tems dont je parle, les plus hauts titres & les plus grands emplois. L'építaphe d'Aimeri de Magnac, évêque de Paris, & ensuite cardinal, mort en 1384, porte qu'il avoit été professeur en l'un & en l'autre Droit. Simon de Cramaud, homme d'une illustre naissance, est qualifié dans tous les actes patriarche d'Alexandrie & docteur en Décret. Pierre le Roi, abbé Bénédictin du Mont saint Michel & docteur en Décret, eut beaucoup de part à toutes les négociations pour l'extinction du schisme : & Pierre de Lune, qui devint pape d'Avignon, enseignoit publiquement le Droit à Montpellier, lorsqu'il fut cardinal. *Hist. Un. Par. T. 1<sup>re</sup>. p. 602. 603.*

Sur la Faculté de Médecine je n'ai rien à ajouter à ce que j'en ai observé ailleurs.

La Logique & la Philosophie étoient toujours cultivées suivant le même goût & le même plan dans la Faculté des Arts. Beaucoup de subtilités : Aristote seul guide : on étudioit la nature dans les écrits de ce philosophe, & non en elle-même. L'Astronomie & les différentes parties de Mathématiques ne laissoient pas d'avoir leurs *Logique. Philosophie. Mathématiques.*

amateurs. J'ai remarqué qu'en 1310 une éclipse de soleil fut prédite par des Astronomes de Paris. Jean de Ligniè-  
 663. res, qui vivoit au tems des quer-  
 relles sanglantes entre Louis de Ba-  
 vière & Jean XXII, est loué par Tri-  
 thème comme un très fameux Philo-  
 sophe & Astronome, & il eut pour  
 compagnons de ses études & de sa  
 gloire dans l'Université de Paris Jean  
 de Saxe, Jean ou Julien des Murs, &  
 391. Bernard. Richard de Bury évêque de  
 Durham en Angleterre, qui mourut  
 en 1345, témoigne que dans les voya-  
 ges qu'il fit à Paris, il y vit l'Astrono-  
 mie cultivée avec soin. Pierre d'Ailli  
 étoit assez habile en Astronomie pour  
 remarquer & prouver les défauts du  
 calendrier Julien, & pour en assigner  
 le remède. Il proposa d'omettre un  
 jour bissextile à chaque révolution de  
 130 ans : ce qui revient au même pour  
 le fond que la pratique introduite par  
 la réformation Grégorienne, que nous  
 suivons aujourd'hui. Enfin l'étude des  
 Mathématiques n'étoit point un goût  
 de quelques particuliers dans l'Uni-  
 versité de Paris. Les loix académiques  
 l'exigeoient : & c'est une des condi-  
 tions requises par la réformation des

*L'ensant ,  
 Concile de  
 Const. T. II.  
 p. 349 &  
 suiv.*

*Hist. Un.  
 Par. T. IV.  
 p. 390.*

DE PARIS, LIV. V. 189  
cardinaux de Montaigne & de S. Marc,  
pour acquérir le degré de maître ès  
Arts.

La Grammaire, instrument nécessaire pour s'ouvrir l'entrée à toutes les sciences, n'a jamais été négligée dans l'Université de Paris. Mais j'ai observé que la Rhétorique y fut longtems mise en oubli. Nicolas de Clémengis renou-  
vella, sur la fin du quatorzième siècle, le goût de l'élégance & de la politesse du style. Il s'en glorifie lui-même, sans sortir pourtant des bornes de la modestie : & il mérite d'autant plus de louanges qu'il n'eut point de maître en ce genre, & que ce fut la beauté naturelle de son génie, qui aidée de la lecture & de l'étude des anciens, le mit en état de livrer les premiers assauts à la barbarie, & de préparer les voies à la renaissance des belles Lettres dans le siècle suivant. Pierre d'Ailli avoit été son maître en Philosophie & en Théologie : mais je ne fais s'il ne reçut pas en échange des leçons de son disciple par rapport à l'art d'écrire. Ce qui est certain, c'est que son style est meilleur que celui des autres Théologiens de son tems, & que ses écrits, tous sérieux par leur objet, sont de

Grammaire.

Rhétorique,  
renouvelée  
par Nicolas  
de Clémengis.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 892. 893.

190 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tems en tems semés de quelques fleurs,  
qu'il prend soin de cueillir dans les  
bons modèles de l'antiquité.

L'ambition étoit une des principales causes du discrédit qu'avoit souffert l'étude des Humanités. Ce sont des sirènes enchanteresses, peu propres à enrichir ceux qui se laissent flatter par leurs douceurs : au lieu que la Théologie & le Droit canon offroient un chemin bien plus court & plus sûr, pour arriver aux dignités ecclésiastiques. Ainsi les étudiants, dès qu'ils avoient fait une légère provision de Grammaire & de Logique, se livroient à ces sciences utiles pour la fortune ; & les Arts qui ne savent qu'orner l'esprit, étoient abandonnés.

Censure de  
la Faculté de  
Théologie  
contre plusieurs  
propositions  
concernant la  
magie.

*Hist. Un*  
*Par. T. IV.*  
*p. 864.*

J'ai dit que la Faculté de Théologie, malgré les subtilités philosophiques, auxquelles elle donnoit trop de part dans ses études sacrées, fut très attentive à veiller sur la pureté de la doctrine. Elle en donna la preuve en l'année 1398, par une censure contre plusieurs propositions concernant la Magie, qui dans ce siècle malheureux prenoit un grand crédit. Les propositions condamnées sont au nombre de vingt-sept, sans attribution à aucun

auteur, & la Faculté les frappe toutes de la qualification d'erreur : quelques-unes sont de plus taxées de blasphème. Celles qui peuvent avoir besoin d'explication, ou dont la condamnation demande d'être appuyée de raisons & de preuves, sont accompagnées des éclaircissemens nécessaires. Je souhaiterois que dans la préface de cette censure on n'eût pas, par un vain étalage d'érudition, joint Didon à Salomon, & allégué l'exemple, tout-à-fait étranger, du fils de Pompée, recourant, selon Lucain, aux cérémonies magiques.

En même tems que la censure profcrit la magie comme une idolatrie, elle veut néanmoins que l'on reconnoisse dans les démons le pouvoir de faire quelquefois, avec la permission de Dieu, des choses merveilleuses : & l'on cite en preuve les magiciens de Pharaon, Jannès & Mambres.

L'article vingtième regarde les images de plomb, de cuivre, de cire, ou d'autre matière, auxquelles les opérateurs en magie attribuoient de grandes vertus, lorsque l'on avoit fait sur elles certaines consécrationes superstitieuses. Cet article est condamné comme une

erreur dans la foi, dans la philosophie naturelle, & dans l'astrologie véritable. La Faculté reconnoît donc une astrologie susceptible de vérité. Il paroît en effet que c'étoit une façon de penser assez commune alors, même parmi les personnes éclairées, que d'admettre les influences célestes sur les corps sublunaires : mais la saine Théologie en nioit l'action sur les âmes raisonnables & les volontés humaines. Cette doctrine résulte assez clairement de la censure des docteurs : & telle étoit l'opinion de Pierre d'Ailli, qui par cette raison a été accusé de croire à l'astrologie judiciaire.

p. 980.

*Hemerai ,  
de Ac. Par.  
p. 135.*

Commence-  
mens de Ger-  
son.

*Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 980. 998.  
O T. V.  
p. 908.*

*Launoi ,  
Hist. Nav.  
p. 480.*

La censure dont je viens de donner une idée, est l'ouvrage de Gerson, & il est nommé à la tête comme chancelier de l'Eglise de Paris. Il semble qu'il ait présidé en cette occasion la Faculté de Théologie, suivant un droit ou un usage que j'ai remarqué ailleurs, & qui venoit pourtant de recevoir plusieurs atteintes redoublées. Il y avoit trois ans qu'il possédoit la dignité de chancelier, dans laquelle il succéda à Pierre d'Ailli son maître. Pierre d'Ailli, Jean Gerson, & Nicolas de Clémengis, appartennoient tous trois à la maison

maison de Navarre : & c'est une gloire pour cette maison d'avoir formé en même tems trois aussi grands hommes.

Gerfon n'est pas le vrai nom de l'illustre docteur, qui l'a rendu si fameux. Il s'appelloit Jean Charlier, & il avoit pris, suivant la pratique de son tems, le nom du lieu de sa naissance, Jarfon ou Gerfon, petit hameau dans le diocèse de Reims près de Rethel. Il fit ses études au collège de Navarre, devint docteur en 1392, & chancelier en 1395. Son histoire est mêlée avec celle de l'Université pendant une assez longue suite d'années, & j'aurai souvent occasion de parler de lui & de célébrer ses louanges.

Nous avons vû que dans le dernier concile de Paris, la libre collation des bénéfices avoit été rendue aux Ordinaires. Ils éprouvèrent de l'obstacle à la jouissance de ce droit, de la part de ceux qui étoient munis de graces expectatives accordées par Clément VII, & qui prétendoient en conséquence être placés avant tous autres. Cette difficulté fut traitée dans un concile qui se tint encore à Paris en 1399, pour travailler à avancer l'ouvrage de l'extinction du schisme. Il étoit bien clair

L'Université maltraitée par les prélats de France dans la distribution des bénéfices, cesse ses leçons.

*Hist. Un.  
Par. T. I.  
p. 866-869  
C 884.*

que les expectatives de Benoît XIII étant annullées, celles de ses prédécesseurs devoient avoir encore moins de force. Mais il falloit que l'autorité royale intervînt pour en empêcher l'effet, & les prélats du concile présentèrent dans cette vûe une requête au roi, dans laquelle entre autres raisons ils alléguoient l'impuissance où ils avoient été de pourvoir de bénéfices *des clercs, disoient-ils, dignes de considération, qui sont dans le besoin, & qui savent, veulent, & peuvent servir utilement l'Eglise.* Ce motif étoit honnête, & de plus capable de faire impression sur le roi, qui aimoit & considéroit l'Université. La requête fut répondue favorablement, & Charles VI annulla toute expectative, par une ordonnance publiée le sept Mai 1399, & adressée au parlement & à tous les justiciers de son royaume. Mais les prélats ne se piquèrent pas de satisfaire au vœu de cette ordonnance en faveur de l'Université. Ils en négligèrent les suppôts dans la distribution des bénéfices, & elle fut traitée si injustement par eux, qu'elle en porta ses plaintes au roi, & que ne se voyant pas assez promptement écoutée, elle recourut à une cessation de



leçons & de sermons pendant le Carême de l'année 1400.

Elle obtint justice par cette voie. Le roi se fit représenter le rôle des mille suppôts de l'Université, qui avoit été donné aux quatre prélats commissaires nommés par le concile de 1398, & s'étant convaincu qu'il s'en falloit de beaucoup que ce rôle n'eût été rempli, il en recommanda l'exécution pleine & entière à tous les archevêques, évêques, abbés, & autres collateurs ecclésiastiques de bénéfices, par des lettres données le vingt Mars 1400, \* les menaçant, s'ils n'y obtempéroient, de leur refuser toutes les grâces qui dépendent du pouvoir royal. Il ajouta néanmoins une clause qui grévoit également & les Collateurs & l'Université, mais dont je ne vois pas que personne se soit plaint, & qui étoit d'un usage reçu. Il voulut que les recom-

Elle obtient justice du roi.  
*Hist. Un. Par. T. V. p. 186.*

\* La date de ces lettres dans Duboullai est l'année 1408. Mais je suis persuadé, que c'est une faute, un 8 au lieu d'un o. La date de 1408 est sûrement fautive, puisque dans les lettres dont il s'agit, il est parlé du duc d'Orléans comme

vivant. Or ce prince fut tué en 1407. La date de 1400 convient, en ce que les arrangemens prescrits par ces lettres se lient naturellement avec les faits des années 1399 & 1400, qui viennent d'être ici racontés.

mandations données par lui , par la reine , par le dauphin , par ses oncles & frère, à leurs conseillers , chapelains, & autres officiers , en vûe de les faire pourvoir de bénéfices , eussent leur effet : & pour prévenir toute dispute , il établit l'alternative entre eux & ceux qui étoient inscrits sur le rôle académique ; en sorte que le premier bénéfice vacant fût pour l'officier du roi ou des princes , & le second pour un sup-pôt de l'Université. C'est ici la première fois que je vois un ordre , un tour, marqués pour l'expectative des gradués. Cet arrangement se perfectionnera dans la suite,

Le procureur du roi au Châtelet cité au tribunal du Recteur comme maître ès Arts : mis à l'abri par le Parlement.

*Hist. Un.  
Par. T. 7.  
p. 2.*

L'Université, dans les tems dont je parle , faisoit si hardiment valoir ses droits & ses prétentions , qu'elle attaquait le procureur du roi au Châtelet , pour un fait de sa charge. Dans un procès, ce magistrat avoit pris des conclusions contre un libraire de l'Université. Comme le procureur du roi étoit maître ès Arts, l'Université le prétendoit soumis à sa juridiction , & le Recteur le fit citer à son tribunal , & se disposoit à le retrancher du corps par sentence. Le parlement prit connoissance de ce démêlé, & par arrêt du

onze \* Décembre 1400 il fit défense fous de grandes peines au Recteur de poursuivre son entreprise, qui demeura ainsi sans effet.

L'Université réussit mieux dans une affaire où elle intervint en faveur d'un de ses suppôts contre Marie veuve de Louis I duc d'Anjou, reine titulaire de Sicile & de Jérusalem. Cette princesse avoit fait saisir, par un simple ordre signé de sa main, tous les effets de Matthieu du Vasser, bachelier en Décret & actuellement étudiant en cette Faculté. Du Vasser, appuyé de l'Université & du Procureur général, porta ses plaintes au parlement. L'événement fut que par arrêt du dix-sept Juin 1400, la reine & ceux qui avoient agi par ses ordres, furent condamnés à indemniser du Vasser, & à payer tous les frais du procès.

*Intervention de l'Université pour un de ses suppôts.*

*Hist. Un. Par. T. V. p. 3.*

En 1402 nous avons une conclusion de la Faculté de Médecine, qui ne peut être intéressante que pour les amateurs des antiquités de l'Université. Je me contente de l'indiquer.

*Conclusion de la Faculté de Médecine. p. 4.*

Les affaires du schisme étoient de-

\* Le texte de Duboulai porte le samedi 15 Décembre. Mais en l'année 1400 le 15 Décembre étoit un mercredi. Le samedi précédent étoit par conséquent le onze du mois.

La soustra-  
ction d'obé-  
dience, atta-  
quée.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 4.*

meurées dans une sorte de consistance & de tranquillité, depuis la soustraction d'obédience, & la captivité où l'on détenoit Benoît XIII dans le palais d'Avignon. Elles se réveillèrent en 1402, & les troubles de l'Etat, les factions des princes, par une suite nécessaire agitèrent l'Eglise. Le duc d'Orléans frère du roi favorisoit Benoît XIII, comme je l'ai déjà remarqué, par antipathie contre ses oncles les ducs de Berri & de Bourgogne, qui appuyoient la soustraction. Nous avons vû que par ce motif il n'avoit point voulu prendre de part à la conclusion du concile de Paris en 1398. Son autorité croissant avec l'âge, il se trouva en état d'agir plus puissamment pour le parti qu'il avoit embrassé, & à l'abri de sa protection ceux qui avoient conservé un secret attachement pour Benoît XIII, osèrent se découvrir. Ce fut sans doute de concert avec eux que Martin roi d'Arragon envoya une ambassade à Charles VI, pour le solliciter de se remettre sous l'obéissance d'un pontife reconnu par lui pour légitime. Martin n'avoit pas succédé aux sentimens de Jean son frère, qui s'étoit montré si bien intentionné pour

la paix & l'union de l'Eglise. Il avoit épousé les intérêts de Benoît XIII, dont il étoit allié par sa femme, qui sortoit de la maison de Lune. Le duc d'Orléans appuya l'ambassade de l'Aragonnois : mais les ducs de Berri & de Bourgogne soutinrent le parti contraire, & furent secondés par l'Université. Un docteur en Théologie prêcha publiquement pour le maintien de la soustraction, & traita ceux qui vouloient la faire annuler de fauteurs du schisme. Le duc d'Orléans fut offensé de ce discours. Il manda le Recteur, & voulut savoir de lui, si c'étoit par son ordre que le docteur avoit parlé. Le Recteur ayant répondu qu'il n'avoit point donné d'ordre pareil, le prince accusa le prédicateur devant le roi. Mais Jean de Courtecuisse prit la défense de son confrère, soutint le parti de la soustraction, & prouva que Benoît étoit parjure, schismatique, & indigne du souverain pontificat.

L'Université de Toulouse étoit entrée dans le complot des partisans de Benoît XIII. Nous l'avons vûe faire ce rôle dans le concile de Paris, où la soustraction fut résolue. Depuis ce

200 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tems elle avoit gardé le silence. Mais  
trouvant l'occasion favorable , elle re-  
vint à la charge , & écrivit au roi une  
lettre improbatrice de la soustraction ,  
& pleine d'invectives contre l'Univer-  
sité de Paris. Tous les raisonnemens  
de cette lettre sont fondés sur les maxi-  
mes ultramontaines : que le pape est  
la source de toute la puissance ecclé-  
siastique ; que nul concile , soit géné-  
ral , soit particulier , ne peut s'assem-  
bler sans son autorité , en sorte que  
même pour le juger , il faudroit qu'il  
eût lui-même convoqué le concile.  
Une cause telle que celle qui étoit sou-  
tenue par l'Université de Toulouse ,  
ne pouvoit être défendue qu'avec de  
pareilles armes.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 25-53.*

Nous avons deux réponses de l'U-  
niversité de Paris à cette lettre , toutes  
deux adressées au roi , toutes deux  
vives , & ménageant peu les termes à  
l'égard d'agresseurs , dont la plume  
étoit trempée dans le fiel. La seconde  
est la plus longue , & en même tems  
la plus intéressante , & celle qui ap-  
profondit davantage la matière. On y  
rétablit les principes auxquels l'Uni-  
versité de Toulouse avoit voulu don-  
ner atteinte. On y prouve que les

papes sont soumis à l'Eglise, & peuvent être jugés par elle ; & que les rois & les princes séculiers ont été, & sont en droit de convoquer les conciles des pays de leur domination.

Ces contestations sur la soustraction d'obédience améloroient la situation de Benoît. Il étoit avantageux pour lui qu'il s'élevât des difficultés sur un parti, qui d'abord avoit triomphé seul à son préjudice, & contre lequel pendant quatre ans personne n'avoit osé ouvrir la bouche. Le duc d'Orléans crut que le tems étoit venu de mettre la dernière main à son œuvre, & dans cette vûe il résolut de tirer Benoît de captivité, & de lui procurer ainsi la facilité d'agir par lui-même. Ce pontife étoit gardé étroitement dans le palais d'Avignon. Robert de Braquemont gentilhomme Normand, se chargea de la commission de le délivrer. Il n'avoit eu jusques-là avec Benoît nulle intelligence : on ne se défioit point de lui. Il vit & entretint le prisonnier plusieurs fois : il prit avec lui tous les arrangemens nécessaires : & enfin le douze Mars 1403 Benoît sortit sans peine & sans péril à la suite de Robert, comme l'un de ses domestiques, en-

Benoît se sauve de sa prison.

*Hist. Univ. Par. T. V. p. 164.*

*Daniel, Hist. de Fr.*

veloppé dans une casaque. Cinq cens cavaliers l'attendoient, qui le menèrent d'Avignon à Château-Renaud, petite ville peu éloignée, sur la Durance. Delà il écrivit dès le jour même au roi, aux princes de France, & à l'Université de Paris, faisant de belles protestations d'user de sa liberté pour travailler plus efficacement à la paix & à l'union de l'Eglise, pendant que sa conduite & ses actions ne tendoient qu'à la troubler.

Ses affaires  
prennent une  
meilleure  
face.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 56.*

La délivrance de Benoît fit prendre à ses affaires, comme l'avoit prévu le duc d'Orléans, une face toute nouvelle. Ses cardinaux, ses sujets d'Avignon, qui l'avoient abandonné durant sa disgrâce, non seulement se hâtèrent de retourner à lui, mais lui demandèrent humblement leur pardon, & il se fit prier pour l'accorder. Dans Paris il y eut partage. Les partisans de Benoît, enhardis par la protection du duc d'Orléans, osèrent attacher au cierge pascal dans les Eglises des cartouches, qui portoient le nom du pape avec sa qualité & ses armes. Mais les ducs de Berri & de Bourgogne firent enlever ces trophées de sédition. Le duc d'Orléans sollicitoit ouvertement la restitu-



tution d'obédience : & il étoit soutenu par les députés des Universités de provinces, Orléans, Angers, Toulouse, & Montpellier. Pierre d'Ailli lui-même, si ardent autrefois pour la voie de cession, avoit passé dans le parti de Benoît, s'étant laissé gagner par les bienfaits de ce pontife, qui l'avoit fait d'abord évêque du Pui, & ensuite de Cambrai. Gerson favorisoit le même parti que son maître : mais sans être payé comme lui. Nicolas de Clémengis s'étoit déchaîné contre la soustraction dès les commencemens, & il n'avoit même gardé nulle mesure dans ses plaintes & ses invectives. Les ducs de Berri & de Bourgogne persistoient dans le système, dont ils avoient été les promoteurs : & à leur suite marchaient le cardinal de Thuri, Bourguignon de naissance, qui se trouvoit actuellement à Paris, Simon de Cra-  
maud, qui ne s'écarta jamais d'une ligne de la route qu'il avoit prise, & une grande partie de l'Université de Paris. Je dis une partie, & non pas le tout. Car il n'étoit pas possible que des hommes tels que Pierre d'Ailli, Gerson, & Clémengis, n'entraînaient plusieurs des suppôts de la compagnie

*Hist. Un.**par. T. V.**p. 81.**T. I V.**p. 871.**T. V. p. 260.*

204 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
dont ils faisoient l'ornement.

La restitu-  
tion d'obé-  
dience lui est  
accordée.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 63-65. &  
Fleuri ,  
Hist. Eccl.  
T. X X.  
p. 486 &  
niv.*

Les choses étant en cet état , le duc d'Orléans manœuvra si bien auprès du roi , qu'il l'engagea à remettre en délibération une affaire décidée , & à convoquer les prélats pour aviser aux moyens de rétablir l'union dans l'Eglise. L'assemblée étoit indiquée pour le quinze Mai. Je ne puis dire si elle se forma , car on n'en cite aucune délibération libre , aucun acte qui se soit passé en règle. Tout fut conduit & consommé par des intrigues de cabinet.

L'Université délibéra , mais non en corps. Chaque compagnie tint ses assemblées particulières , & il y eut diversité d'avis. La Faculté de Théologie , & les Nations de France & de Picardie , étoient pour la restitution d'obédience. La Faculté de Droit & la Nation de Normandie vouloient qu'on ne changeât rien aux résolutions prises précédemment. La Nation d'Angleterre refusoit de s'expliquer. Je ne vois point qu'il soit fait mention de la Faculté de Médecine. Telle étoit la disposition des esprits dans l'Université le vingt-trois Mai.

Le vingt-cinq le roi donna audience

aux cardinaux de Poitiers & de Saluces, que Benoît avoit envoyés à Paris, pour demander qu'on reconnût de nouveau son autorité, & que l'on s'y soumît comme par le passé. Charles les écouta favorablement, sans néanmoins leur accorder encore leur demande. Seulement il déclara qu'il ne se souvenoit point d'avoir consenti à la soustraction d'obédience. Il disoit vrai sans doute. Les nuages dont il avoit la tête offusquée, ne lui laissoient point le libre usage de sa mémoire.

Le duc d'Orléans avoit dressé une autre batterie. Il s'étoit muni d'un nombre considérable de suffrages furtifs, que les métropolitains par son ordre avoient demandés secrètement aux évêques & aux principaux ecclésiastiques de leurs provinces. Ces suffrages avoient été donnés par écrit : & la pluralité étoit pour la restitution d'obédience. Le duc d'Orléans fit une liste de ceux qui entroient dans son sentiment ; & il la porta au roi le vingt-huit, accompagné de plusieurs prélats de sa faction. Le roi, qui agissoit de la meilleure foi du monde, fut frappé de cette liste. Le duc d'Orléans y joignit ses exhortations : il alléqua les

*Daniel ,  
Hist. de Fr.*

*Duboullai ;  
Fleuri.*

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 66.*

claration Charles, après avoir exprimé son zèle pour le rétablissement de l'union dans l'Eglise, témoigne que c'est par ce motif qu'il avoit soustrait son royaume à l'obédience de Benoît, dans l'espérance que son exemple étant imité par les princes de l'un & de l'autre parti, on parviendroit facilement à une bonne union. Il ajoute que ses vûes n'ont point été suivies. Qu'aucun de ceux qui reconnoissent l'intrus (c'est ainsi qu'il désigne Boniface) ne l'a abandonné. Que l'intrus lui-même s'est endurci de plus en plus dans son refus de consentir à céder. Qu'au contraire Benoît XIII a accepté la voie de cession. Que par ces raisons il s'est persuadé que la restitution d'obédience est devenue un acheminement à l'union, & que de l'avis de ses oncles & de son frère, par les conseils des Prélat, des Universités de Paris, d'Orléans, de Foulouse, d'Angers, & de Montpellier, & d'un grand nombre de seigneurs & notables personnages, il ordonne que dans toute l'étendue de ses états on rende à Benoît XIII l'obéissance qui est dûe au vrai pape & vicaire de Jesus-Christ.

*p. 64.* L'évêque de Cambrai lut ensuite les

articles des promesses faites par Benoît XIII, & garanties par le duc d'Orléans. Les promesses de Benoît se rapportoient à trois objets, à la cession, à la soustraction d'obédience, à la convocation d'un concile. Sur le premier chef, il promettoit d'accepter la voie de cession en trois cas, savoir, si son concurrent abdiquoit lui-même, s'il venoit à mourir, s'il étoit chassé & déposé : & en conséquence il s'engageoit à révoquer toutes protestations contre la voie de cession, *si aucunes en avoit faites*. Sur l'article de la soustraction d'obédience, il afsûroit qu'il n'inquiéteroît personne, à l'occasion de tout ce qui s'étoit passé pendant qu'elle avoit été pratiquée; & s'il avoit commencé quelque procédure de ce genre, il consentoit à l'annuller. Enfin il se soumettoit à assembler dans l'année un concile général de son obédience, & à mettre en exécution ce qui seroit réglé & ordonné par ce concile. Je dois observer que ces promesses n'étoient consignées dans aucun acte authentique. Seulement le duc d'Orléans se faisoit fort d'obtenir des bulles qui les contiendroient. Il faut croire que Benoît en avoit donné

110 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
sa parole à ce prince, mais parole trom-  
peuse. Il n'exécuta rien de ce qui avoit  
été promis en son nom.

Il n'est point de lecteur attentif, qui  
en comparant la manière dont la souf-  
traction d'obédience avoit été établie,  
& celle dont elle est révoquée, ne  
remarque une grande différence dans  
les procédés : le premier acte avoit été  
conclu avec toute la maturité possible,  
examen, discussion, liberté de suffra-  
ges. Ici on ne voit que manœuvres &  
cabales, précipitation, fourberie.

*Mauvaise foi  
de ce pon-  
tife.*

*Fleuri,  
Hist. Eccl.*

*L'Enfant,  
Conc. de Pise.*

*Daniel,  
Hist. de Fr.*

Benoît manifesta tout d'un coup sa  
mauvaise foi. Il ne craignoit plus rien  
depuis la publication solennelle de la  
restitution d'obédience : & il com-  
mença sur le champ à en enfreindre  
une des principales conditions. On  
avoit promis de sa part » que toutes  
» injures dites & faites durant la souf-  
» traction, & tous empêchemens don-  
» nés de part & d'autre seroient an-  
» nullés & pardonnés ; » & pour ex-  
pliquer plus clairement cet article, le  
mémoire fourni par le duc d'Orléans  
& lu publiquement par l'évêque de  
Cambrai portoit, que le Roi & l'E-  
glise de France entendoient que les  
nominations & collations de bénéfices

faites pendant ce tems subsistassent dans leur force & vertu. Il n'est personne qui ne sente combien l'exécution de cette convention étoit essentielle pour le bien de la paix. Benoît voulut y donner atteinte. Il attaqua Philippe de Vilette élu abbé de S. Denys pendant la soustraction, & confirmé par l'évêque de Paris. Comme cette abbaye relève immédiatement du saint Siège, & que dans l'usage communément reçu, c'étoit au pape à confirmer l'élection des moines, il prétendit que le titre de Philippe étoit caduc, s'il ne le réhabilitoit. Il fit encore d'autres entreprises pareilles, dont le détail est ici peu nécessaire, & se supplée aisément : & le but de ces vexations n'étoit pas seulement la jalousie d'autorité, mais l'intérêt. Benoît prétendoit se faire payer les redevances pécuniaires dont il avoit été frustré, pendant qu'on ne lui avoit point obéi en France, & tous les droits que la cour de Rome avoit coutume d'exiger pour les mutations de bénéfices, ou à quelque autre titre que ce pût être.

La cour de France fut allarmée, & elle résolut d'envoyer au pape une ambassade pour arrêter les suites de si

Ambassades  
du Roi & de  
l'Université  
au pape. Dis-

cours de  
Gerson.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 74.*

## 212 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

fâcheux commencemens. L'Université lui députa aussi quelquesuns de ses suppôts , à la tête desquels elle mit Jean Gerson. Nous avons le discours que prononça ce pieux & savant docteur en plein consistoire à Marseille , & qui roule sur deux points. Dans la première partie Gerson exhorte le pape à faire tout ce qui tend au rétablissement de la paix de l'Eglise , & à éviter tout ce qui feroit capable d'y nuire. Dans la seconde il lui présente le rôle de l'Université pour les bénéfices , & le prie de l'agréer , & de placer tous ceux dont les noms sont inscrits.

Ce discours feroit un méchant modèle en genre d'éloquence. Il est prolix & verbeux : il est rempli d'allusions souvent forcées à des passages de l'Ecriture , & de citations peu nécessaires d'auteurs sacrés & profanes. Mais il ne laisse pas d'être recommandable par d'autres endroits. L'orateur traite son sujet avec modération , avec ménagement. Il a soin de ne point irriter celui à qui il est obligé de dire des vérités peu agréables : il tâche au contraire de se le rendre favorable par des éloges placés & mérités : & s'il lui



donne quelques avis sur sa conduite , c'est d'une manière indirecte , & qui n'a rien d'amer ni d'offensant.

Ainsi pour l'engager à procéder avec douceur dans les affaires de l'Eglise , il lui cite un trait de sa propre clémence. Un homme d'une condition au dessus du vulgaire s'étoit présenté à Benoît , & lui avoit avoué que plus d'une fois il s'étoit disposé à l'assassiner. Tous les assistans frémirent d'horreur. Ils s'écrièrent qu'il falloit purger la terre de ce monstre impie & sacrilège. Le pontife , d'un air serein , d'un visage tranquille , rassura le coupable , lui accorda sa grace , & lui promit même avec serment que non seulement il ne lui feroit aucun mal , mais qu'il le protégeroit & le favoriseroit dans toutes les occasions. Gerson élève jusqu'au ciel cette générosité vraiment chrétienne & pastorale , & dirigée sur le modèle de Jesus-Christ , qui pria sur la croix pour ceux qui l'y avoient attaché. Ensuite à la faveur de ces louanges il glisse & insinue un avis.

» Souhaitons seulement , dit-il , que  
 » la douceur de la prospérité ne vous  
 » enlève pas cette miséricorde & cette  
 » patience presque divine , que la dis-

chaleur des partis, sont sujets à ne satisfaire personne. Gerson approuvoit la restitution d'obédience, mais il préféroit les intérêts de l'Eglise à ceux de Benoît, & son cœur ne respiroit que la paix. Cette façon de penser s'étoit manifestée dans le discours qu'il avoit prononcé à Marseille, & dans un sermon qu'il fit à Tarascon devant le pape le premier Janvier 1404. Les zélés partisans de Benoît en furent blessés, & engagèrent le duc d'Orléans, qui étoit alors sur les lieux, à demander communication de ces deux pièces. Gerson les lui envoya avec une lettre, dans laquelle il explique tout le système de sa conduite par rapport à l'affaire du schisme. Une circonstance pourtant me fait peine dans cette lettre. C'est que Gerson y convient d'avoir écrit en marge de l'exemplaire qu'il envoya au prince, quelques mots qu'il avoit préparés & non prononcés. Si la réputation de Gerson n'étoit pas aussi parfaitement nette, une pareille addition donneroit des soupçons. Les bruits & les murmures contre le sermon de Tarascon, ne s'apaisèrent pas promptement. Gerson de retour à Paris se crut obligé après un assez long intervalle d'écrire encore

*Op. Gers.*  
T. II. p. 74.

encore sur le même sujet à Pierre d'Ailli, qui étoit en cour de Rome, & d'intéresser ce prélat dans sa cause contre les plaintes injustes que l'on ne cessoit de répandre à l'occasion de son sermon.

Il fait mention dans le premier des deux discours dont je viens de parler, du rétablissement de la concorde entre l'Université & les Dominicains. Nous avons vû que ces religieux, à l'occasion de la condamnation des erreurs de Jean de Montson leur confrère, à laquelle ils refusèrent d'acquiescer, avoient été retranchés de l'Université, & privés conséquemment du droit de faire des leçons & des sermons dans Paris & ailleurs. Depuis ce tems il avoit souvent été question de réconciliation, & toujours sans succès. Pierre de Lune étant légat à Paris y avoit travaillé, & n'avoit pû réussir. Enfin les ducs de Bourgogne & de Bourbon & le roi lui-même ayant daigné s'intéresser dans cette affaire, l'accommodement se conclut après dix-sept ans, sous la condition expresse qu'aucun Dominicain ne soutiendrait les propositions, dont la condamnation avoit causé la rupture. L'acte en fut passé le

Les Dominicains réintégrés dans l'Université.

*Hist. Un. Par. T. V. p. 82.*

*D'Argentré, Coll. jud. T. I. P. II. p. 148.*

vingt-&-un Août 1403 : & les Dominicains réintégrés dans l'Université , recouvrèrent la jouissance de tous les droits qu'ils y avoient eus précédemment. Un des grands acteurs dans cette négociation fut Martin Porrée , religieux de leur Ordre , & confesseur du comte de Nevers fils du duc de Bourgogne. Je le nomme , parce que nous le verrons reparoître sur la scène , & d'une façon qui fait plus d'honneur à son esprit qu'à sa probité. Gerson contribua aussi à la réconciliation , & nous avons un discours d'exhortation qu'il fit à l'Université sur ce sujet , & qui respire la charité & la paix.

Mémoire  
présenté par  
l'Université  
& par la Ville  
sur le gou-  
vernement  
de l'Etat.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 83-91.*

Les affaires de l'Etat , sous un gouvernement foible & dans un tems de troubles, ne se décidoient pas avec cette fermeté , qui ne laisse aux sujets que la gloire de l'obéissance. Les compagnies mêmes qui ne sont pas faites pour entrer dans de si hautes matières, se trouvoient souvent dans le cas d'y prendre part , au moins par leurs requêtes & leurs représentations. L'Université de Paris & le corps de ville adressèrent une requête au roi Charles VI, pour le prier de pourvoir au bon gouvernement de son royaume , qui tomboit en déca-

dence : & à cette requête ils joignirent un mémoire qui en exposoit les moyens. Le roi nomma des commissaires de son conseil, pour examiner la requête & le mémoire , & de cet examen résultèrent des réglémens & ordonnances qui satisfirent beaucoup les deux compagnies. Restoit l'exécution, qui souffroit de la difficulté, parce qu'il s'agissoit de revendiquer , soit quelques domaines , soit quelques droits du roi & du royaume , & de les retirer des mains de ceux qui s'en étoient rendu maîtres , & en faisoient leur profit. L'Université & la ville revinrent à la charge , & supplièrent le roi de tenir la main à l'exécution de sa loi. Ce fut le docteur Jean de Courtecuisse qui porta la parole.

Son discours est dans les meilleurs principes. Il commence par l'éloge de ce noble sentiment, qui porte les vrais citoyens à aimer le bien commun , & à préférer l'utilité publique à leur intérêt particulier. L'orateur se plaint de ce qu'une vertu d'un si grand usage devient rare parmi les François , & il attribue au vice contraire le mauvais gouvernement & les désordres de l'Etat. Il les déplore , ces désordres , avec

Discours de  
Jean de  
Courtecuisse  
à ce sujet.

douleur , mais non d'un style amer ni qui sente l'invective. Il loue les réglemens qui avoient été faits récemment pour y remédier , sur la requête de l'Université & de la ville : & il demande instamment que ces réglemens soient observés , parce qu'ils sont justes & raisonnables ; parce que s'ils sont sujets à quelques inconvéniens , d'un autre côté ils étoient nécessaires pour en éviter de plus grands ; parce qu'ils sont honorables & profitables au roi & au royaume. Ce discours mérite d'être lû par ceux qui ont le goût du solide & du vrai , & qui sont capables de ne se point effaroucher de la simplicité du langage , & de quelques écarts peu utiles : défauts du siècle plutôt que de l'orateur.

Jugement de  
l'Université  
contre un  
boursier du  
collège de  
Boissi.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 93.*

Ces grands objets ne faisoient pas oublier à l'Université ceux qui lui étoient propres , & qui la regardoient directement. Dans le même tems dont nous parlons ici, le collège de Boissi se trouvoit en mauvais état pour la discipline , & conséquemment pour les études ; & les Procureur & Députés de la Nation de France , à qui il appartenait d'y veiller , en firent leur rapport à l'Université assemblée. Elle chargea son

Recteur & des commissaires de toutes les Facultés & Nations de s'instruire des causes du mal, & de faire toutes les informations nécessaires, jusqu'à sentence définitive exclusivement. Le Recteur avec son conseil ayant pris connoissance de l'affaire, s'assûra que le principal auteur du désordre de ce collège étoit un boursier, nommé Michel Artaut, violent, brutal, débauché, & plus propre à faire un brigand qu'un écolier. On peut juger de l'insolence du personnage, & en même tems de la licence qui régnoit alors dans Paris, par le trait suivant. Le Recteur & les députés ayant fait citer Artaut à comparoître devant eux dans la maison des Bernardins, celui-ci les prévint, & se transporta en armes dans cette maison, accompagné de son frère & d'une troupe de bandits vêtus d'une espèce d'uniforme, & armés. Après s'être tenus pendant quelque tems dans ce poste, ils sortirent, & allèrent insulter l'hôtel du Recteur. Delà ils revinrent au coin de S. Nicolas du Chardonnet : huit se placèrent à l'entrée de la rue, quatre de chaque côté, l'épée à la main, pendant que les autres se promenoient vers le collège des Ber-

222 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
nards , où étoient rentrés l'accusé &  
son frère. Le Recteur n'osa pas se pré-  
senter , mais il ne laissa pas de conti-  
nuer l'instruction : & Artaut cité de  
nouveau à comparoître aux Maturins ,  
ne soutint point sa première démar-  
che. Il comparut , & sa mauvaise con-  
duite fut avérée , tant par son propre  
aveu , que par les dépositions de plu-  
sieurs témoins. Tous les commissaires  
furent d'avis que le coupable méritoit  
d'être privé de sa bourse , & chassé du  
collège de Boissi : & leur avis fut suivi  
par toute l'Université assemblée aux  
Maturins le vingt-deux Juin 1404.

Affaire de  
Savoisi.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 95--109.*

*Hist. de Pa-  
ris, T. II.  
p. 732--734.*

Le quatorze Juillet suivant arriva  
un tumulte fâcheux pour l'Université  
dans l'origine, mais dont la réparation  
fait voir de quel crédit & de quelle  
considération elle jouissoit. Elle alloit  
en procession à l'Eglise de sainte Ca-  
therine du Val des Ecoliers , aujour-  
d'hui sainte Catherine de la Couture.  
En approchant de cette Eglise , les  
écoliers qui marchaient à la tête se  
trouvèrent sur le chemin des pages de  
Charles Savoisi chambellan du roi ,  
qui menaient leurs chevaux boire à la  
rivière. Ces pages se mirent en devoir  
de traverser la procession : & comme



les écoliers leur firent résistance , ils piquent des deux , & courant à bride abbatue , ils en renversent & en blessent quelquesuns , & ils reçurent eux-mêmes quelques coups de pierres. Ils rentrent dans l'hôtel , & s'étant armés d'arcs & de flèches , & fait accompagner d'une bande de valets , ils retournent contre les écoliers , tirent sur eux. Ceux-ci , quoiqu'ils fussent sans armes , & que quelquesuns d'entre eux eussent été blessés , ne laissèrent pas de se mettre en défense ; & par leur grand nombre ils vinrent à bout de repousser les assaillans. Jusques-là Savoisi n'étoit pour rien dans cette affaire : mais sur les plaintes qui lui furent portées par ses gens , il leur permit de se venger. Furieux ils courent en armes à l'Eglise , où se célébroit le sacrifice. Ils y commettent mille violences : le service cesse , les chantres s'enfuient : le diacre & le soudiacre , ayant eu leurs ornemens percés , en font autant : & le prêtre eut bien de la peine à achever la messe à voix basse. Savoisi eut l'indiscrétion de louer la vengeance des gens de sa maison , & de leur promettre l'impunité. Il promettrait plus qu'il ne pouvoit tenir. Il ne réussit pas à

224 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
s'exemter lui-même de la peine.

L'Université commença par ordonner une cessation générale de leçons & de sermons. Elle recourut ensuite au roi pour demander justice : mais il étoit alors dans un accès de son mal , & le conseil la renvoya pardevant le parlement. Elle s'y pourvut , & sur sa requête fut rendu le dix-neuf Juillet un arrêt qui défendoit à Savoisi de sortir de Paris, sous peine de confiscation de tous ses biens , & d'être déclaré atteint & convaincu de toutes les violences dont l'Université se plaignoit.

.. Lorsqu'il s'agit de plaider la cause , Gerson fit le rôle d'orateur de l'Université , mais il parla en théologien , & non en avocat. Je trouve dans son discours deux choses très remarquables. La première , c'est qu'il proteste en commençant , que l'Université ne s'adresse au parlement que par la raison que le roi étant malade ne peut l'entendre , ni lui faire justice par lui-même. » La fille du roy , dit-il , ne » peut de présent avoir accès à sa royale » personne : elle est comme orpheline » ne . . . . Si faut qu'elle preigne son » recours , sa défense & refuge , à son » hault thrône de justice , où sied & se

» repose son autorité royale. Et qui  
 » est ce thrône de justice, n'est ja be-  
 » soing que je le die, chacun le sent :  
 » c'est par excellence cette cour très  
 » honorable de parlement, ce sénat  
 » des pères conscripts. » Après une  
 allusion mystique au thrône de Salo-  
 mon, il répète sa proposition. » La  
 » fille du roy, puisqu'elle n'a la pré-  
 » sence de son père en personne, prend  
 » son recours à son thrône, où repose,  
 » sans muer ou défaillir, sa royale  
 » autorité . . . . Elle vient ici, non  
 » pas comme devant juges ordinaires,  
 » mais comme devant ceulx qui re-  
 » présentent le roy, & se non quant à  
 » personne, au moins quant à autho-  
 » rité. » Je remarque en second lieu,  
 que Gerson ne nomme point les cou-  
 pables, & ne prend point de conclu-  
 sions contre eux. Il ne croit pas que ce  
 personnage convienne à un théolo-  
 gien. Mais il demande que le parle-  
 ment fasse justice par lui-même, sans  
 que l'Université agisse comme partie.

Le parlement fut embarrassé, parce  
 que l'on n'y étoit accoutumé, suivant  
 que l'énonce l'arrêt du vingt-trois  
 Août, à procéder en fait de justice,  
 que dans des causes où il y avoit de-

226 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
mandeur & défendeur. Or l'Université ne se portoit point ici pour partie. Il fallut attendre que le roi fût retourné en santé. Alors le premier président se transporta auprès de lui en la salle de l'hôtel S. Paul, où étoient présens le roi de Navarre, les ducs de Berri & de Bourbon oncles du roi, l'Université de Paris, plusieurs comtes, barons, chevaliers, & écuyers, plusieurs du conseil & de la cour de parlement : & là il prononça le jugement au nom du roi. Ce jugement portoit » que la maison de Savoisi se-  
» roit démolie. Que Savoisi fourniroit  
» le fond de cent livres de rente per-  
» pétuelle, pour fonder cinq chapel-  
» les. Qu'il payeroit mille livres de  
» dommages & intérêts envers les  
» blessés, mille livres envers l'Uni-  
» versité. » Ces peines paroissent sans  
doute assez sévères à l'égard d'un sei-  
gneur, qui avoit une grande charge à  
la cour. Cependant Jean Juvénal des  
Urins témoigne que Savoisi n'en fut  
quitte à ce prix, & exempt de peine  
corporelle, que parce qu'il étoit clerc.  
Pour ce qui est de ses gens, le roi en  
renvoya le jugement au parlement.  
L'acte ou procès verbal de tout ce qui

venoit de se passer , fut remis entre les mains d'un greffier du parlement , pour être publié & regîtré : ce qui fut fait le lendemain vingt-trois Août.

Les gens de Savoisi furent traités plus rigoureusement que leur maître. L'ordre avoit été donné au parlement , & même au prévôt de Paris , & à tous autres justiciers , d'arrêter les coupables en quelque endroit qu'on pût les trouver. Trois furent pris, & condamnés à faire amende honorable devant l'Eglise de sainte Geneviève , au carrefour de S. Séverin , & devant l'Eglise de sainte Catherine du Val des Ecoliers , à être fouettés par la main du bourreau , & bannis.

Le jour de la démolition de l'hôtel de Savoisi étoit déterminé par l'arrêt qui fut prononcé dans la chambre du roi. Ce devoit être le mardi vingt-six Août. L'impatience des écoliers ne put attendre ce délai , & dès qu'ils furent informés du jugement , ils se mirent en devoir de l'exécuter. Il est à croire que l'on arrêta cette fougue , puisqu'au jour marqué la démolition fut faite ou du moins commencée solennellement par les officiers du roi au son des trompettes. Savoisi au bout de

quelques années étant rentré en grace avec l'Université, voulut rebâtir son hôtel. Mais l'Université s'y opposa : & ce ne fut que cent douze ans après qu'elle donna enfin son consentement à la reconstruction. Encore exigea-t-elle qu'au dessus de la porte on mît une pierre chargée d'une inscription qui contînt en abrégé l'histoire du fait.

*Mézérai.*

Cette pierre avoit disparu lorsque l'on rebâtit une seconde fois la maison, pour en faire l'hôtel de Lorraine, aujourd'hui d'Hérouville. Elle fut retrouvée quelque tems après dans des démo-

*Hist. de Paris.*

litions, & donnée à M. Foucault conseiller d'état, qui étoit curieux de monumens antiques, & qui fit enclaver celui-ci dans la muraille de son jardin. L'inscription est rapportée dans l'histoire de Paris par les Bénédictins, & ceux qui n'ont pas sous la main cet ouvrage, ne seront pas fâchés de la trouver ici. » Cette maison de Savoisy  
 » en l'an 1404 fut démolie & abbattue  
 » par arrest pour certains forfaits &  
 » excès commis par messire Charles de  
 » Savoisy chevalier, pour lors seigneur  
 » & propriétaire d'icelle maison, & ses  
 » serviteurs, à aucuns escoliers & sup-  
 » posts de l'Université de Paris, en

» faisant la procession de ladite Uni-  
 » versité à sainte Catherine du Val des  
 » Escoliers , près dudit lieu ; avec au-  
 » tres réparations , fondations de cha-  
 » pelles , & charges déclarées audit  
 » arrest. Et a demeurée démolie & ab-  
 » battue l'espace de cent douze ans, &  
 » jusqu'à ce que ladite Université , de  
 » grace espéciale & pour certaines cau-  
 » ses , a permis la réédification d'icelle,  
 » aux charges contenues & déclarées  
 » ez lettres sur ce faites & passées à la-  
 » dite Université en l'an 1517.

Les chapelles fondées aux dépens de  
 Savoisi subsistent encore aujourd'hui au  
 nombre de cinq. Mais, malgré de bons  
 titres & plusieurs arrêts , que l'on peut  
 voir dans le mémoire de Duboullai sur  
 les bénéfices de l'Université , elles ont  
 été longtems sans aucun revenu. De  
 nos jours la maison de Villeroi , à la-  
 quelle appartiennent maintenant les  
 biens chargés de cette ancienne rente,  
 s'est portée d'elle-même , pour témoi-  
 gner sa considération envers l'Univer-  
 sité , à faire revivre les modiques émo-  
 lumens de ces chapelles. Elle en a passé  
 titre nouvel devant Bronod notaire le  
 treize Septembre 1735.

Je dois observer que dans l'enregî-

Syndic de l'Université. *trement des lettres de fondation de ces chapelles, daté du vingt-quatre Novembre 1406, il est fait mention de la présence & du consentement du Procureur de l'Université. Ce Procureur est l'officier que nous appellons Syndic : & c'est ici le premier \* acte où il paroisse faisant fonction de sa charge.*

Mauvaise foi de Benoît X III par rapport à la cession.

*T. V. p. 109.*

*Flenri, Hist. Eccl. T. X X.*

*Lenfant, Conc. de Pise.*

Le pape Benoît avoit promis, ainsi que nous l'avons vû, d'abdiquer le pontificat en trois cas, savoir cession, mort, ou déposition, de son concurrent. Bientôt l'événement décida sa mauvaise foi en ce point essentiel, comme dans tout le reste. Pour donner une couleur favorable à sa conduite, il envoya en cette année 1404 à Boniface une ambassade, dont étoit chef Pierre Raban évêque de saint Pons, prélat dévoué à ses volontés & à ses intérêts. Cet ambassadeur ne proposa d'autre ouverture de paix, qu'une entrevue entre les deux contendans.

\* Duboullai, dans son Mémoire sur les Officiers de l'Université, p. 14. cite des observations sur un acte de l'an 1292, dans lesquelles on remarque comme un vice de cet acte, qu'il est passé sans le ministère du syndic. Ré-

ellement l'Université ; comme nous l'avons vû, avoit obtenu du pape Innocent III, dès les commencemens du treizième siècle, la permission de se donner un officier de cette qualité.



Boniface n'étoit pas moins déterminé que Benoît à ne point céder. Mais il ne se déguisoit pas. Il répondit qu'il étoit pape incontestable, & son rival un antipape, qui n'avoit point d'autre parti à prendre que de renoncer à une dignité injustement usurpée. Ce pontife si attaché à sa grandeur portoit actuellement la mort dans son sein, & trois jours après l'audience, dont je parle, il mourut.

Mort de Boniface IX.

Les cardinaux Romains, au nombre de neuf, avant que d'entrer au conclave, firent appeller de nouveau les envoyés de Benoît : & , si nous en croyons le récit \* d'Innocent VII, qui succéda à Boniface IX, ils leur demandèrent, si leur maître leur avoit donné ses pouvoirs pour renoncer au pontificat. Cette question étoit placée. Car la mort de Boniface mettoit Benoît dans le cas de se démettre, ou de manquer à sa parole : & , s'il eût été disposé à la tenir, les cardinaux, à ce qu'Innocent assûre, étoient résolus de ne point faire d'élection. Les envoyés

Innocent VII lui succède.

\* Ce récit est confirmé par Pierre Plaoul, parlant dans le concile de Paris en 1406, & rendant compte de ce que

les cardinaux de Rome lui avoient dit & fait dire. *Lenfant, Conc. de Pise, T. I. p. 179.*

232 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de Benoît non seulement n'avoient  
point de pouvoirs tels qu'on les sou-  
haitoit , mais sur la proposition qui  
leur fut faite de députer quelqu'un d'en-  
tre eux à leur maître pour les obtenir ,  
ils répondirent que cette démarche  
feroit sans fruit , parce que Benoît ne  
consentiroit jamais à se dépouiller. Les  
cardinaux entrèrent donc au conclave ,  
& après avoir pris la précaution , bien  
démontrée inutile , de s'astreindre  
tous par serment à embrasser , s'ils  
parvenoient au pontificat , toutes les  
voies de procurer l'union de l'Eglise ,  
jusqu'à la cession inclusivement , ils  
élurent l'un d'entre eux , Cosmat Mé-  
liorati , qui prit le nom d'Inno-  
cent VII. Les tergiversations éternel-  
les de Benoît , & ses infidélités dans  
l'exécution des promesses les plus so-  
lennelles, font parfaitement l'apologie  
des partis de rigueur que prit la France  
à son égard , & que conseilloit l'U-  
niversité.

Mouvements  
instructifs  
pour la paix.

Innocent avoit la réputation d'hom-  
me de bien , qu'il ne soutint guères  
dans le court espace de son règne. Sur  
l'idée avantageuse que l'on avoit de sa  
probité , l'Université de Paris lui écri-  
vit aussitôt après son exaltation , pour

le presser de travailler efficacement à l'extinction du schisme. C'est dans la réponse d'Innocent à l'Université, que *Hist. Un. Par. T. V. p. 114-116.* se trouvent les faits qui justifient son élection aux dépens de la conduite de Benoît. Du reste il n'épargne point les promesses vagues, qui ne l'engagent à rien de précis. Il parle néanmoins d'un concile indiqué par lui pour la Toussains; mais dans le lieu de sa résidence, où par conséquent on ne pouvoit espérer aucune liberté: & d'ailleurs la voie de cession ayant été unanimement adoptée par tous les princes & prélats de la Chrétienté, chercher d'autres expédiens c'étoit montrer le dessein de ne rien conclure. Cette lettre fut lûe dans une assemblée générale de l'Université le 21 Avril 1405. L'Université avoit aussi écrit aux cardinaux de Rome, & elle en reçut une réponse du même goût.

Je ne fais si c'est en vertu de la convocation du concile d'Innocent VII, qu'elle nomma des députés pour aller à Rome, savoir un professeur en Théologie, un docteur en Droit, un Médecin, & deux suppôts de la Faculté des Arts. Le voyage exposoit à de grands risques. Le schisme dans l'E-

*Délibération de l'Université pour la sûreté de ses députés. p. 119.*

glise, les querelles & les combats entre les princes, mettoient & la France & l'Italie en combustion. Dans ces circonstances l'Université se crut obligée de garantir ses députés, autant qu'il étoit en elle, des périls qui pouvoient les menacer. Par délibération du 20 Septembre 1405, elle déclara qu'elle regardoit toute injure qui leur feroit faite comme faite à elle-même; & que s'il leur arrivoit d'être arrêtés, ou de souffrir quelque tort en leurs personnes ou en leurs biens, elle se chargeoit de travailler à leur délivrance, de leur obtenir réparation, & de les indemniser, hypothéquant à cet effet tous ses biens présents & avenir. L'acte est signé de Jean Rinel, notaire apostolique, qui prend aussi la qualité de notaire & greffier de l'Université. Depuis ce greffier, la \* liste de ses successeurs se suit sans interruption jusqu'à nos jours.

Dégoûts qu'elle effuye en prenant part aux affaires de l'Etat.

J'ai déjà dit que dans ces tems malheureux, l'Université avoit souvent trop d'occasions de prendre part aux

\* Avant Jean Rinel, Duboullai dans son Mémoire sur les Officiers de l'Université, nomme quatre autres greffiers. Mais

on ne voit entre ces quatre noms nulle liaison de succession, nulle suite qui forme une chaîne.

affaires de l'Etat. En l'année 1405 où nous en sommes, le feu de la discorde s'allumoit violemment entre le duc d'Orléans , & Jean duc de Bourgogne , qui venoit de succéder à Philippe son père , mort l'année précédente. Le nouveau duc avoit hérité de l'ambition de son père. Mais au lieu que dans Philippe cette passion avoit été tempérée par des considérations de prudence , & par les sentimens d'une affection sincère au bien du roi & du royaume , elle domina entièrement l'esprit & le cœur de Jean son fils ; & conséquemment elle le poussa aux plus grands crimes : elle le rendit l'instrument du malheur de la maison royale & de sa patrie , jusqu'à ce qu'elle lui attirât à lui-même une mort funeste. Le détail des événemens que produisit la querelle des ducs d'Orléans & de Bourgogne , appartient à l'Histoire de France. Mais je dois observer ici que chacun de ces princes tâchoit de tirer l'Université à soi , & que si elle sembloit panacher d'un côté , elle ne manquoit pas de tomber dans la disgrâce de l'autre. Ainsi dans une députation au roi , où

*Hist. Univ.  
Paris T. V.  
p. 119. 120.*

sité s'étant expliquée d'une manière qui n'étoit pas au gré du duc d'Orléans , ce prince lui en fit une rude réprimande , l'avertissant que ce n'étoit pas à elle à se mêler du gouvernement de l'Etat , & qu'elle devoit laisser ce soin aux princes du sang.

Manœuvres  
des deux  
concurrents.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 114.*

*Fleuri.  
L'enfant.*

Il est vrai que les affaires du schisme donnoient assez d'occupation à l'Université. Benoît , qui cherchoit toujours à parer sa conduite de dehors spécieux , forma , ou feignit de former le projet d'aller en Italie conférer avec son concurrent. Pour fournir aux frais de ce voyage , il imposa une décime sur tout le clergé de son obédience , sans en exempter personne. L'Université prétendit que ses suppôts ne devoient point la payer , & elle présenta à cette fin une requête aux princes , qui gouvernoient durant la maladie du roi. Elle ne fut point écoutée. Les princes , disoit-on , devoient partager le butin avec Benoît. L'Université s'adressa au pape lui-même : & comme il la craignoit , il lui accorda sa demande.

Le voyage de Benoît ne fut pas long. Il s'embarqua à Nice , & ne passa pas Gènes. Après un séjour de peu de

tems dans cette dernière ville, la peste, qui s'y mit, lui offrit un prétexte de retourner à Marseille. Delà il envoya demander à Innocent, qui étoit à Viterbe, un sauf-conduit pour des légats qu'il destinoit à aller négocier avec lui. Innocent refusa le sauf-conduit, se défiant avec raison des propositions de Benoît, & d'ailleurs ne voulant entrer lui-même dans aucune négociation. Il étoit si éloigné de la pensée d'abdiquer, qu'il mit en question si le serment qu'il avoit fait avant & après le conclave de son élection, l'obligeoit en conscience, & voulut avoir l'avis des docteurs sur ce singulier problème. Qui délibère sur un devoir évident, prouve qu'il n'a pas le dessein de l'accomplir.

Il ne laissoit pas cependant de jouer la comédie. Il continuoit de parler de son concile, & comme il n'avoit pû le tenir à la Toussains, il donna le 20 Novembre une bulle qui l'indiquoit pour le premier Mai de l'année suivante 1406. Les députés de l'Université rapportèrent de Rome cette bulle à Paris. Ce fut là tout le fruit de leur voyage.

Il étoit visible que les concurrens se

L'Université propose le renouvellement de la soustraction d'obédience.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 120-132.*

*Fleuri.  
L'enfant.*

moquoient de toute la chrétienté , & l'Université disoit hautement qu'il falloit en revenir à la soustraction d'obédience. Benoît allarmé envoya à Paris le cardinal Antoine Chaland comme son légat ; pour défendre ses intérêts : & en même tems , sans doute par ses ordres secrets , reparut la lettre de l'Université de Toulouse , qui se déchâinoit contre la soustraction. Elle fut apportée de nouveau à Paris par un certain Guigues Flandrin , soi disant député de l'Université de Toulouse.

Le légat de Benoît fut très mal reçu. Les princes ne voulurent point le reconnoître en cette qualité , parce qu'ils voyoient bien que ses intentions étoient mauvaises. Ils différèrent même de lui donner audience , & le rejetterent jusqu'après Pâque 1406 , sous prétexte que le roi seroit alors en état de l'entendre. Enfin on l'écouta le vingt-neuf Avril. Il parla en Latin devant les princes & les seigneurs du conseil , le Recteur & les députés de l'Université étant présens. Il plaida la cause de Benoît : il vanta la sincérité de son zèle pour la paix : il soutint que l'on devoit continuer de lui rendre l'obéissance : & il taxa , au moins



obliquement , l'Université , disant que ceux qui s'élevoient contre Benoît , étoient des censeurs importuns , auxquels il falloit fermer la bouche.

Après que le cardinal eut fini , Jean Petit , docteur en Théologie , qui dans la suite s'est rendu trop fameux par son audace à défendre une cause bien différente de celle dont il est ici question , se leva , & demanda la permission de parler. Elle lui fut refusée , sans que je puisse dire pour quelle raison. L'Université se vit même obligée de solliciter pendant plusieurs jours une audience pour son orateur. Elle l'obtint le treize Mai , & Jean Petit fit un long & véhément discours , dans lequel il dévoila les artifices & la mauvaise foi de Benoît. Il se plaignit aussi avec amertume de la lettre de l'Université de Toulouse , & conclut à ce que l'on renouvelât la soustraction d'obédience à l'égard de Benoît , que l'on délivrât ainsi de ses vexations l'Eglise de France , & que la lettre de Toulouse fût lacérée & brûlée par la main du bourreau. Il n'intervint point de jugement au conseil du roi , & l'affaire fut renvoyée au parlement.

Elle s'y plaida le cinq Juin. Pierre

La lettre de  
l'Université  
de Toulouse  
condamnée  
par le Parle-  
ment.

Plaoul & Jean Petit furent les orateurs de l'Université. Le premier parla contre la lettre de Toulouse, & l'autre pour la soustraction. Le lendemain Jean Juvénal des Ursins avocat du roi fut entendu, & il donna des conclusions conformes à celles des avocats de l'Université. La délibération fut longue. Le parlement ne décida pourtant rien alors touchant la soustraction. Mais la seule lettre de Toulouse occupa six séances, savoir les 30 Juin, 2, 3, 7, 9, & 10 Juillet. Ce dernier jour l'arrêt fut rendu, & il porte que la lettre » est injurieuse & diffama- » toire du roy & de sa majesté royale, » & de ceux de son sang, de son » conseil, du clergé de France, & de » l'Université de Paris, & comme » telle sera despecée en pièces en la » cour séante à Paris, & les semblables » à Toulouse & sur le pont d'Avi- » gnon. » Ce jugement étant arrêté & conclu, il s'agissoit de le prononcer. Le mercredi 14 il fut dit qu'on le prononceroit le samedi suivant. Tous ces délais prouvent que les partisans de Benoît ne laissoient pas d'avoir bien du crédit à Paris. Après le jugement prononcé, le cardinal de Chalanç & ceux

ceux qui avoient apporté la lettre de l'Université de Toulouse, n'eurent rien de plus pressé que de disparaître, & se retirer aux lieux d'où ils étoient venus.

Restoit la soustraction, sur laquelle la question fut partagée en deux points, & l'on fit une distinction entre soustraction partielle, quant aux finances seulement, & soustraction totale d'obéissance. Le roi voulut que le premier point fût jugé par le parlement : il réserva l'autre pour un concile de l'Eglise Gallicane, qu'il devoit convoquer vers la fin de l'année. Les lettres d'attribution au parlement furent apportées par Charles Savoisi : & ce service, joint à sa conduite d'ailleurs douce & modérée, lui regagna les bonnes grâces de l'Université, mais non, comme je l'ai dit, jusqu'à la faire consentir à la reconstruction de son hôtel.

*Soustraction partielle ordonnée provisionnellement par le parlement.*

La soustraction partielle fut plaidée le six Septembre, & jugée le onze. L'arrêt du parlement est provisionnel, & défend, jusqu'à ce qu'autrement en ait été ordonné, toute levée de deniers sur les ecclésiastiques de France, qui se feroit au nom & par ordre de Benoît,

de ses officiers, & des cardinaux. Il ordonne de plus que ceux, qui pour cause de refus de paiement par le passé se trouveroient excommuniés, seront relâchés, c'est - à - dire, dégagés des liens de l'excommunication. Cet arrêt est célèbre, & il fut confirmé par une ordonnance du roi. Les différentes exactions de la cour de Rome y sont exposées en détail, & interdites. Il fut réclamé dans la suite par l'Université, comme une sauvegarde précieuse à l'Eglise de France, & j'aurai occasion d'en donner une notion plus complète.

*Preuves des  
Lib. de l'Egl.  
Gall. P. III.  
p. 11.*

*Concile à  
Paris pour  
décider au  
fond l'affaire  
de la soustra-  
ction.*

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 134-141.*

*L'enfant,  
Concile de  
Pise, T. I.  
p. 161-189.*

Le concile indiqué pour décider au fond & en dernier ressort l'affaire de la soustraction, s'ouvrit à la S. Martin. Il se tint dans le palais en présence du roi, quand sa santé le lui permettoit, du dauphin, des ducs de Berri, de Bourgogne, & de Bourbon, des grands officiers, des seigneurs du conseil & du parlement. Il fut très nombreux. On y compta soixante-quatre tant archevêques qu'évêques, & un beaucoup plus grand nombre de prélats du second ordre, & de docteurs en Théologie & en Droit canon. La matière y fut discutée avec un très grand soin,

& plaidée , comme en 1398 , contradictoirement. L'Université faisoit le rôle de demanderesse , & le parti de Benoît eut ses défenseurs. On nomma six avocats de chaque côté , théologiens & canonistes , qui eurent toute liberté d'exposer leurs moyens , & de se réfuter réciproquement. .

On entendit d'abord pour l'Université & pour la soustraction Pierre aux Bœufs Cordelier, Jean Petit, & Simon de Cramaud patriarche d'Aléxandrie. L'extrait que Jacques Lenfant dans son histoire du concile de Pise donne du plaidoyer du premier , n'offre rien de bien digne d'être rapporté ici. Mais le discours de Jean Petit fournit plusieurs anecdotes intéressantes touchant la conduite & les sentimens de Benoît. Jean Petit étoit un orateur impétueux , & qui ne ménageoit rien. Il en avertit lui-même. » Pour Dieu , disoit-il en commençant , » ayez-moy pour excusé. Car chacun a sa manière : & » quant est de moi , je suis rude , & » parle hastivement & chaudement , » comme si j'estois en colére. »

Il vérifia bien cette annonce par la suite de son plaidoyer. Il mit en évidence la contrariété entre le refus que

faisoit actuellement Benoît de céder , & son langage avant qu'il fût pape. Alors il feignoit un grand zèle contre le schisme & pour la cession. Il avoit dit étant cardinal » qu'il aimeroit mieux » se faire povre Cordelier , que tenir » l'Eglise en tel scisme. » Dans le conclave où il fut élu , on avoit d'abord pensé à un autre cardinal , qui refusa par la raison qu'il se connoissoit trop foible , & que s'il étoit une fois pape , il ne se répondroit pas d'avoir le courage d'abdiquer. » Cela n'est rien , dit le cardinal de Lune. » Si le cas estoit » à venir en moy , je y renonceroie » aussitôt que je me despouilleroie de » ma chappe. » Dans le même conclave on eut quelques vûes sur le procureur de la grande Chartreuse. Benoît écarta encore ce concurrent , en disant , » que ces gens solitaires sont aucunes » fois aheurtez , & trop affichiez en » leurs opinions , & trop scrupuleux : » & vous ne savez comment il appreu- » ve cette voye de cession : par avan- » ture qu'il ne se descendroit ja à cé- » der. » Pierre de Lune s'étoit même déclaré pour la soustraction d'obédience. Il avoit dit au duc de Bourgogne en présence de l'évêque d'Arras , qu'il falloit

sommer les deux concurrens de céder : & , s'ils refusoient , leur faire soustraction. Tous ces traits d'une modération hypocrite rendent extrêmement odieuse l'intraitable obstination qui la suivit.

Benoît n'avoit pas observé plus religieusement l'engagement pris par lui de n'inquiéter personne pour tout ce qui s'étoit passé durant la soustraction. Jean Petit assûre qu'il avoit fallu que les prélats prissent de nouvelles provisions , & composassent avec lui & avec ses officiers pour les fruits qu'ils avoient perçûs jusques-là. Et ce n'étoit point là un fait avancé témérairement & sans preuve. Jean Juvénal des Ursins , dans le discours qu'il prononça à la fin du concile, assûre que Dupéron , qui avoit été pourvû de l'évêché de Nantes pendant la soustraction , après en avoir jouï paisiblement pendant quatre ans, en fut dépouillé par Benoît lors de la restitution d'obédience , & transféré à Tréguier en basse Bretagne, où il n'entendoit pas un mot du langage du pays.

De tous les faits que Jean Petit alléguoit contre Benoît, il concluoit que ce pontife étoit coupable de parjure , de schisme , & d'hérésie. On doit soi-

246 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
gneusement remarquer cette dernière accusation. Car elle étoit regardée de plusieurs comme nécessaire pour légitimer les actes contre le pape , & elle se trouvoit autorisée par le Droit canon , qui taxe d'hérésie l'opiniâtreté dans quelque crime que ce soit.

Simon de Cramaud parla avec plus de modération , en ce qui touche les personnalités. Mais il conclut avec la même vigueur au fond qu'il falloit faire soustraction aux deux concurrens , & assembler un concile œcuménique pour éteindre le schisme. Et comme il étoit grand canoniste , il exposa le système de police ecclésiastique qui devoit être observé pendant la soustraction.

Ces discours tinrent plusieurs séances , après lesquelles vint le tour des défenseurs de Benoît. Guillaume Filastre , alors doyen de Reims , depuis cardinal , parut le premier sur la scène. Il se défioit de la bonté de sa cause , ou du moins de la faveur de son auditoire , & c'est ce qui l'engagea à prendre en commençant de grandes précautions. Il déclara qu'il ne prétendoit point parler de lui-même , mais d'après le mémoire qui lui avoit été fourni. Il protesta qu'il étoit très éloigné



de vouloir défendre des schismatiques & des hérétiques : mais que l'on chargeoit les concurrens de ces qualifications , sans en donner de preuve suffisante. Enfin il s'expliqua de la disposition où il étoit de n'attaquer personne , & spécialement *Madame l'Université*. Ces préambules étoient nécessaires pour un discours qui roule sur les principes les plus opposés aux maximes Gallicanes. Fillaistre nie la compétence de l'assemblée devant laquelle il parloit , pour le jugement de la matière qui y étoit agitée. Il soutient que le roi & son conseil ne peuvent pas en connoître : & il ose leur appliquer fort clairement l'exemple d'Ozias. Dans un second discours qu'il fit , il ne fut pas plus circonspect , & il ne craignit point d'avancer que le pape avoit la puissance souveraine , tant au temporel qu'au spirituel. Cette témérité ne pouvoit pas être supportée , & le doyen de Reims fut obligé d'en demander pardon au roi , & de se rétracter en plein concile. Il fit sagement. Car sans cette rétractation l'avocat du roi Jean Juvénal des Ursins eût pris des conclusions contre lui.

L'archevêque de Tours Amélius

L i i i j

de Broille parla après Fillastre pour la même cause , & il évita de rien hasarder qui pût offenser la puissance séculière. De son discours je ne citerai qu'une phrase, qui fait voir avec quelle simplicité on s'expliquoit en ces tems-là. L'archevêque pour empêcher que l'on n'ordonne la soustraction , représente qu'elle ne servira qu'à endurcir l'intrus , ( c'est ainsi que l'on appelloit en France le pape de Rome ) & que pour Benoît , » il n'en fera pas mieux. » Vous avez vû , dit-il , que par cinq » ans en prison a esté , qu'il n'a onc- » ques voulu faire autre chose. Cuidez- » vous maintenant quand il a la clé » des cams , qu'il en faice ja riens ? Je » cuide que nenny. Il est du pays des » bonnes mules : quand elles ont prins » un chemin , l'en les escorcheroit » plustost que l'en les feroit retourner , » que elles ne faicent à leur teste. »

Pierre d'Ailli fut le troisiéme orateur de la cause de Benoît. J'ai déjà remarqué qu'il avoit commencé à s'écarter des sentimens de l'Université. Ici il s'en déclare l'adversaire d'une façon , ce me semble , peu décente. Il loue beaucoup la compagnie : mais il blâme vivement la liberté que plu-

seigneurs de ses suppôts se donnoient d'employer des termes offensans contre Benoît, sans qu'il ait été condamné par jugement. Il voudroit que l'affaire dont il s'agissoit, n'eût point été traitée dans l'Université, mais dans la seule Faculté de Théologie : & il n'est pas étonnant qu'il pensât ainsi, puisqu'il trouvoit l'assemblée même devant laquelle il parloit, trop nombreuse pour discuter la matière. Il eût souhaité que l'on eût renvoyé cette discussion à des députés. Ses conclusions tendoient, non à improuver la cession, mais à ne pas l'embrasser déterminément, comme une voie unique ; & il étoit d'avis que l'on assemblât un concile de l'obédience de Benoît, afin d'y prendre des mesures pour un concile des deux obédiences, où l'on travailleroit à l'union & réformation de l'Eglise. Pierre d'Ailli agissoit ici en politique, se ménageant entre tous les partis, ami des arrangemens miroyens, qui ne décident rien, & qui ne commettent pas leur auteur.

Il s'étoit néanmoins fait une affaire avec l'Université, qui se trouva blessée de son discours. Elle s'assembla, délibéra de procéder contre lui, & char-

gea Jean Petit de le poursuivre. Pierre d'Ailli se plaignit au concile de cette délibération , comme d'un attentat contre la liberté dont on y devoit jouir , & il demanda que l'on défendît à l'Université d'agir contre lui , ailleurs que devant le roi. Jean Petit déclara qu'il y consentoit. Il ne paroît pas que l'affaire ait été poussée plus loin : car il n'en est plus fait mention. Seulement j'observe que Pierre d'Ailli ne se mêla plus dans la querelle , & qu'il abandonna la défense de Benoît à Guillaume Fillastre & à l'archevêque de Tours.

En effet Pierre le Roi & Pierre Plaoul ayant répliqué pour l'Université, Fillastre reprit la parole , & c'est alors qu'il exposa nettement son système sur la monarchie universelle du pape , qu'on l'obligea de rétracter. Simon de Cramaud , l'archevêque de Tours , & Jean Petit parlèrent encore. Sur tous ces plaidoyers , pour éviter les longueurs , je remarquerai seulement que les droits du roi & de la puissance séculière furent très bien défendus par les orateurs de l'Université. Voici de quelle manière s'en expliqua Pierre Plaoul. » Je ne dis pas que la

» Puissance temporelle administre les  
 » Sacremens , ni qu'elle s'entremette  
 » de conférer Ordres. Mais quand elle  
 » voit tel scisme , de quoy il luy con-  
 » viendra une fois rendre compte ,  
 » p'durquoy ne se conseilleroit - elle  
 » pour savoir quel remède est conve-  
 » nable ? C'est très grand mérite &  
 » vertu au Prince temporel , quand il  
 » fait ce que doit faire le Prince espi-  
 » rituel ; & fait très grand plaisir à la  
 » Puissance espirituelle , posé qu'il dé-  
 » plaise à celuy qui préside en telle  
 » Puissance. »

Il paroît par ces dernières paroles  
 que l'on savoit faire la distinction en-  
 tre la puissance en elle-même & les  
 personnes qui l'administrent , entre le  
 Pape & le S. Siège. Pierre Plaoul in-  
 siste sur cette distinction. Il cite à ce  
 propos un mot du duc d'Orléans à  
 l'empereur Wenceslas, qui pressé par la  
 France d'abandonner le pape de Rome,  
 s'en défendoit par la raison du serment  
 qu'il lui avoit prêté. » Monsieur d'Or-  
 » liens ly dit : Ne estes - vous pas obli-  
 » gié premièrement & de plus grande  
 » obligation à l'Eglise & au Siège Apo-  
 » stolique , que vous ne estes à ce-  
 » luy qui y siège ? Vous ne pouvez gar-

» der le serment que vous avez fait à  
 » l'Eglise , qu'en y conservant l'uni-  
 » té. Doncques il ne faut point révo-  
 » quer en doute que vous estes plus  
 » obligié à J. C. qu'à son Vicaire. »

Simon de Cramaud établit les mêmes principes que Plaoul, sur le concours & l'appui que la puissance temporelle doit à la puissance ecclésiastique. Il refute l'induction que l'on vouloit tirer de l'exemple d'Ozias , en remarquant que ce prince usurpoit les fonctions \* sacerdotales , & vouloit offrir le sacrifice. Mais il fait observer que l'on n'est point ici dans le même cas. » Si le roy de France , dit-il , voit  
 » le scisme en l'Eglise , dequoy il luy  
 » faudra rendre compte & raison au  
 » jour du jugement , qui le gardera de  
 » y mettre la main , & de faire tout le  
 » mieux qu'il pourra ? Je crois que vous  
 » ne trouverez mie qu'il y eust onc-  
 » ques scisme \*\* fédé en conseil gé-  
 » ral , s'il n'y eust aucun roy en présen-  
 » ce qui portast la besogne , & qui y  
 » mist la main. »

Après que les avocats de part &

\* L'expression originale est singulière : *Ozias* vouloit chanter la messe.

\*\* Appaisé en concile général.

d'autre eurent achevé leurs plaidoyers, l'avocat du roi parla : ce fut le vingt Décembre. Ses conclusions furent en tout conformes au vœu de l'Université. Il soutint selon le devoir de sa charge les droits du roi : & taxant fortement l'évêque de Cambrai & le doyen de Reims, qui les avoient contestés, il établit que le roi peut assembler les prélats de son royaume, se faire conseiller par eux, & présider en son concile, & qu'avec l'avis d'une \* pareille assemblée il peut décider de ce qui appartient à la cause publique en son royaume. Au reste il observe judicieusement que dans le concile actuellement assemblé, il ne s'agit pas de juger le pape définitivement, mais de pourvoir à l'Eglise de France.

L'affaire étant suffisamment instruite, il fut question de se décider : & le chancelier avertit les prélats de se rendre seuls le lendemain dans le lieu de l'assemblée, pour délibérer & prendre un parti. Tous se trouvèrent d'accord

\* Le texte porte *avec l'Université*. Je crois que le mot *Université* se prend ici, suivant son ancienne & primitive signification, pour *totalité, compagnie*; & qu'il désigne le concours de tous ceux qui ont droit d'être consultés sur les affaires publiques.

254 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
à demander la convocation d'un concile général. Sur la soustraction il y eut partage. Elle fut pourtant approuvée par la pluralité des suffrages, & il fut dit que pendant qu'elle subsisteroit, la provision & collation des bénéfices appartienendroit aux Ordinaires.

L'Université vint à l'appui par un mémoire, dont le but paroît être de lever les scrupules qui pouvoient retarder la soustraction. Elle y prouve que Benoît manque à un devoir étroit de la charité pastorale, qu'il viole son serment, & que s'opiniâtrant dans son parjure, il se met dans le cas d'être taxé d'hérésie, & conséquemment de mériter qu'on lui refuse obéissance. Elle présenta ce mémoire au roi le trois Janvier 1407.

Résolution  
du concile,  
confirmée  
par une déclaration  
du  
roi.

Le sept, l'affaire fut consommée de la part du clergé par un acte qui fut passé au nom des prélats, ecclésiastiques du second ordre, & députés des Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers, & de Montpellier; & qui portoit que le roi étoit supplié de défendre à tous ses sujets d'attaquer ou condamner soit la voie de cession, soit la soustraction ordonnée en 1398. Que l'on prieroit pareillement le roi de



déclarer qu'il vouloit & entendoit, que tout ce qui s'étoit fait durant ladite soustraction conformément aux réglemens & ordonnances qui la concernoient, fût maintenu dans sa force & vertu; & que tout ce qui auroit pû être attenté au contraire, fût réparé, rétabli, & ramené à la forme qu'exigeoient ces mêmes ordonnances.

Le roi accorda la demande du clergé, & par une déclaration solennelle il ordonna l'exécution de la délibération qui lui avoit été présentée.

Il n'est point parlé dans tout ceci, comme l'on voit, de soustraction actuelle, quoique c'eût été là l'objet de la convocation du concile de Paris. Mais outre les actes qui parurent en public, il y avoit des délibérations que l'on tenoit secrètes pour en faire usage dans le besoin, comme l'on verra par la suite : & ces délibérations ordonnoient nettement la soustraction. La raison qui engageoit à ces ménagemens, est que durant la tenue du concile, un incident étoit survenu, qui donnoit espérance de finir le schisme par une voie plus douce que la soustraction d'obédience, c'est-à-dire par la cession volontaire des deux concurrens.

Mort d'Innocent V II.  
Grégoire XII lui succède. Espérance d'une bonne union.

*Fleuri ,  
Hist. Eccl.  
T. XX.  
p. 511.*

*L'enfant ,  
Conc. de Pise,  
p. 189.*

## 256 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ

rens. Innocent VII étoit mort le six Novembre 1406, & dès que la nouvelle en fut arrivée à Paris, le roi écrivit aux cardinaux Romains pour les prier de ne point faire d'élection. Cette demande n'eut pas plus d'effet, que les précédentes en pareil cas. Il est vrai que les cardinaux avoient un motif puissant de se hâter. L'autorité pontificale étoit très chancelante dans Rome. Déjà plus d'une fois les habitants avoient tenté de s'emparer du gouvernement : & il étoit à craindre que pendant la vacance ils ne renouvellassent leur entreprise, & n'y réussissent plus aisément. Les cardinaux se déterminèrent donc à faire un pape. Mais pour lier celui qu'ils choisiroient, ils prirent des précautions fortes, s'il pouvoit y en avoir de telles contre l'ambition une fois libre de contrainte. Ils dressèrent une formule de serment, qu'ils jurèrent tous, & par laquelle chacun d'eux s'imposoit l'obligation, s'il étoit élu, de quitter le pontificat, supposé que l'adversaire renonçât à ses prétentions, ou vînt à mourir ; de notifier cet engagement à tous les princes & prélats de la chrétienté dans l'espace d'un mois après son couronne-

ment ; de leur envoyer dans le cours de trois mois des plénipotentiaires , pour convenir d'un lieu où l'on pût négocier l'affaire de l'union ; de ne point nommer de nouveaux cardinaux tant que dureroit la négociation. Ils comptèrent pour une dernière sûreté , qui mettoit le comble à toutes leurs autres précautions , le caractère de celui sur qui ils jettèrent les yeux , prélat plus que septuagénaire , qui passoit pour homme de bien , & qui annonçoit dans toute sa conduite la simplicité , la modestie , la douceur. Ils élurent le trente Novembre , jour de saint André , le cardinal Angelo Corario , noble Vénitien , patriarche titulaire de Constantinople , qui prit le nom de Grégoire XII.

Grégoire confirma d'abord la bonne opinion que l'on avoit eue de lui. Aussitôt qu'il fut élu , il réitéra le serment qu'il avoit prêté dans le conclave. Il commença à remplir ses engagements , en envoyant des lettres dans toute l'Europe , & en particulier au Roi de France , & à l'Université de Paris , pour notifier son élection , & les conditions sous lesquelles il avoit été choisi. Il témoignoit un si grand zèle pour

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 132.  
Fleuri.  
L'enfant.*

l'union, que dans ses entretiens particuliers, il disoit : » En quelque lieu que  
 » se fasse le traité d'union, je suis ré-  
 » solu d'y aller. Si je n'ai point de  
 » galères, je me mettrai sur une bar-  
 » que : & s'il faut aller par terre, &  
 » qu'il ne se trouve point de chevaux,  
 » j'irai plutôt à pied un bâton à la  
 » main, que de manquer à ma parole. »  
 Qui ne croiroit pas pouvoir prendre  
 confiance en un tel langage ?

Benoît de son côté donnoit de meilleures espérances qu'il n'eût encore fait. Invité par Grégoire à concourir avec lui pour rétablir la paix & l'union dans l'Eglise par une cession simultanée de leurs droits, il avoit consenti à cette proposition, & promis de recevoir & d'écouter favorablement les légats qui lui seroient envoyés de Rome, pour convenir d'un lieu où les deux papes & les deux collèges de cardinaux se rassembleroient, & travailleroient de concert à l'exécution d'un projet si nécessaire. Il est pourtant bon de remarquer que ni l'un ni l'autre ne s'engageoient à céder qu'ensemble & concurremment : ce qui leur fournissoit un subterfuge & une ressource toute prête pour éluder, puisque l'exécution

DE PARIS , LIV. V. 259  
de la promesse de chacun dépendoit  
du consentement de l'autre.

Toute insuffisante & captieuse qu'é-  
roit cette promesse , il y a bien de l'ap-  
parence que Benoît ne la donna que  
par la crainte du concile de Paris. Elle  
lioit les mains de Charles VI , qui ne  
pouvoit plus avec bienséance pousser  
les choses à la rigueur , pendant que  
Benoît sembloit se mettre à la raison.  
C'est ce qui déterminâ le roi à différer  
la publication de la soustraction d'obé-  
dience , & à envoyer , tant en son  
nom qu'au nom de l'Eglise Gallicane  
& de l'Université de Paris , une am-  
bassade aux deux papes , pour tâcher  
de consommer l'affaire , s'il étoit pos-  
sible , par la voie de cession. Cette  
ambassade fut très solennelle , très  
nombreuse , & elle formoit comme  
une espèce de conseil. Elle avoit pour  
chef Simon de Cramaud , patriarche  
d'Alexandrie , qui étoit accompagné  
de Pierre d'Ailli , évêque de Cambrai,  
d'Amélius de Broille , archevêque de  
Tours , des évêques de Beauvais , de  
Meaux , de Troye , & d'Evreux , des  
abbés de S. Denys , de Jumiège , du  
Mont S. Michel , de Clairvaux , de  
S. Erienne de Dijon , de trois seigneurs

Ambassade  
de France  
aux deux  
contendans.  
Leur mau-  
vaise foi, leur  
collusion.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 141.*

féculiers , & de feize députés de l'Université de Paris , choisis dans toutes les Facultés , entre lesquels je remarque Jean Gerson , Jean de Courteuiffe , Pierre Plaoul , & Pierre Cauchon. Les principaux articles des instructions de ces ambassadeurs sont exposés dans des lettres patentes de Charles VI, datées du dix-huit Février 1407, mais qui ne furent publiées que longtems après.

Ils avoient ordre d'aller trouver les deux contendans , & de commencer par louer magnifiquement la générosité qui les portoit à sacrifier leurs prétentions au bien de l'Eglise. Ils devoient demander à Benoît, duquel on se défioit plus que de son rival , une bulle solennelle , qui contînt la promesse de renoncer au pontificat , sans clause , restriction , ni ambiguité. Il leur étoit enjoint d'employer les exhortations , les prières, les supplications auprès des deux concurrens , pour obtenir d'eux qu'ils renonçassent au projet d'une conférence entre eux , & donnassent leur démission chacun dans le lieu de sa résidence. S'ils se prêtoient à cet arrangement , le plan étoit que les deux collèges de cardinaux se réunissent le

plus diligemment qu'il seroit possible pour élire ensemble un pape unique , qui fût reconnu de tous. Si au contraire tous deux demeuroient fermés à vouloir une conférence , en ce cas le roi ne prétendoit point traverser leur résolution ; mais plutôt les aider à l'exécuter , dans l'espérance que le saint Esprit , qui leur avoit mis dans le cœur la volonté de céder , présideroit à la négociation , & leur inspireroit la persévérance. Que si le pape Benoît cherchoit des délais & des subterfuges , s'il proposoit d'autres systèmes que celui qui étoit convenu , si pendant que son concurrent consentiroit à terminer sans entrevûe , il s'acharroit opiniâtrément à l'exiger , alors il ne falloit plus garder de ménagemens avec lui. Les ambassadeurs en tous ces cas avoient ordre de le sommer d'abdiquer : & si dans les dix jours après la sommation il ne donnoit une réponse claire , nette , & précise ; ou si dans les dix jours après sa parole donnée , il ne convenoit de toutes les circonstances de l'exécution , ils étoient autorisés à lui déclarer que le roi , conformément à la décision du concile de l'Eglise Gallicane , & à la délibération

362 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de ses cheres filles les Universités de  
Paris, d'Orléans, & d'Angers, se sé-  
paroit de lui comme d'un schismatique  
retranché de l'Eglise, & ne lui ren-  
droit plus aucune obéissance. Après  
cette déclaration faite à Benoît, les  
cardinaux seront invités par les ambas-  
sadeurs à se joindre au roi. Ceux qui  
imiteroient l'opiniâtreté de leur chef,  
seront soumis à la même peine. Les  
bien intentionnés procéderont avec  
l'autre collège à l'élection d'un nou-  
veau pape. Si tous les cardinaux (de  
Benoît) se laissoient pervertir, alors  
les ambassadeurs munis des pouvoirs  
du Roi & de l'Eglise de France traite-  
roient avec l'autre partie, (c'est-à-  
dire avec Grégoire) de l'affaire de l'u-  
nion, suivant le plan arrêté dans les  
délibérations du Concile de Paris &  
des Universités ci-dessus nommées.

*Enfant.* Ces instructions, ouvrage du con-  
seil du Roi & du clergé de France,  
devoient être une loi inviolable pour  
ceux à qui elles s'adrescoient : & par un  
des articles il étoit même défendu aux  
ambassadeurs, „ d'avoir aucun égard  
„ aux lettres closes du roi, ou autres,  
„ contraires à leur instruction, attendu  
„ que ce qu'elle contient est selon la



„délibération du Roi, des Seigneurs  
 „de son sang, & de l'Eglise de France.”  
 Dans cette pièce si sage tous les cas  
 sont prévûs, si ce n'est que l'on paroît  
 avoir trop compté en France sur la  
 bonne foi de Grégoire XII. Mais ce  
 pontife ne s'étant pas trouvé plus dis-  
 posé à la cession que son adversaire, le  
 plan tracé ici pour la conduite que  
 devoient suivre les cardinaux fut  
 effectué, ainsi qu'on le verra dans la  
 suite.

Pendant que les ambassadeurs de  
 France étoient en chemin pour se ren-  
 dre auprès de Benoît à Marseille, les  
 légats de Grégoire XII avoient déjà  
 conclu avec le même Benoît un traité  
 qui régloit le lieu & les principales  
 circonstances de l'entrevûe des deux  
 pontifes. Le lieu choisi & convenu fut  
 Savone, ville de l'Etat de Gênes, qui  
 reconnoissoit alors l'empire François,  
 & qui étoit de l'obédience de Benoît  
 XIII. Pour la fixation du jour Benoît  
 montra de l'empressement, & il pro-  
 posoit le quinze d'Août. Grégoire ne  
 voulut s'engager que pour la S. Michel  
 au plutôt, ou la Toussains au plus tard.  
 Ce traité est du 23 Avril 1407.

*Fleuri.  
 Lcnsant.*

Dans cet état des choses, il ne fut

plus question pour les ambassadeurs François arrivés à Marseille, de proposer à Benoît l'abdication sans déplacer. Ils se réduisirent à lui demander une bulle qui contînt la promesse de céder, exprimée d'une façon précise, sans équivoque ni limitation. C'est ce qu'ils ne purent jamais obtenir, quelques instances qu'ils fissent, Benoît alléguant qu'il s'étoit suffisamment expliqué, & que le presser de donner des explications ultérieures, c'étoit lui montrer de la défiance & l'offenser. Ainsi tout le fruit que retirèrent les François de leur voyage à Marseille, fut de confirmer le sacré collège, dont ils eurent une audience particulière, dans la résolution de demeurer constamment & inviolablement attaché au roi.

Ils s'en retournèrent ainsi à Aix, fort peu contens, & fort embarrassés sur ce qu'ils avoient à faire. Ils délibérèrent entre eux, s'ils signifieroient à Benoît la soustraction d'obédience, suivant le pouvoir qu'ils en avoient : & quelques-uns furent de cet avis. La pluralité embrassa le sentiment contraire : & en effet ils ne se trouvoient dans aucun des cas où cette démarche leur étoit ordonnée.

donnée. En déterminant le tems & le lieu de l'entrevûe pour la cession , Benoît s'étoit mis en règle vis-à-vis de la France. Cependant lorsque l'on sçut à Paris que la soustraction n'étoit point signifiée, l'Université en fit grand bruit, & elle menaça d'une cessation de leçons. Elle ne se trompoit pas au fond, en pensant que Benoît ne cherchoit qu'à faire illusion. Mais il falloit le mettre clairement dans son tort : & elle laissa modérer son zèle par l'autorité & la douceur du roi.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 146.*

Les ambassadeurs se partagèrent en trois bandes. L'archevêque de Tours & l'abbé de S. Michel convinrent de rester auprès de Benoît , pour l'encourager à bien faire , & éclairer sa conduite. Le patriarche d'Alexandrie , Pierre Plaoul , & quelques autres de leurs collègues se transportèrent à Rome. L'abbé de S. Denys & le doyen de Rouen revinrent à Paris avec le reste de l'ambassade.

*Fleurba  
L'enfant*

Ils y trouvèrent deux des légats de Grégoire , qui étoient venus avertir le roi des bonnes intentions de leur maître pour la paix de l'Eglise , & qui furent reçûs magnifiquement. Charles jugeant de la sincérité d'autrui par la

sienne , crut leur rapport , les renvoya comblés de présens , & les chargea d'une lettre pour Grégoire , dans laquelle il combloit d'éloges ce pontife , & lui prodiguoit les témoignages de confiance les plus expressifs.

Grégoire ne les méritoit pas. Les légats envoyés par son concurrent à Rome & le patriarche d'Alexandrie réunis lui firent les plus vives instances , pour obtenir de lui qu'il ratifiât le traité de Marseille , conclu par ses légats munis de ses pouvoirs ; & ils ne purent y réussir. Il chicana sur le lieu , sur la manière de s'y transporter , sur les sûretés dont il avoit besoin. A mesure qu'on lui levoit une difficulté , il en faisoit naître une autre. Benoît , habile à mettre de son côté les bons procédés , quand ils ne le commettoient point , se rendit fidèlement à Savone , même avant le jour marqué ; & Grégoire manqua indignement le rendez-vous.

On soupçonna avec beaucoup de raison qu'il y avoit collusion entre les deux concurrens. Thierrî de Niem atteste ces soupçons : & il compare Grégoire & Benoît à deux champions qui viendroient sur le champ de bataille

comme pour se battre à outrance , mais après être convenus de ne se faire aucun mal. » En se retirant , dit cet écrivain , » ils s'applaudiroient d'avoir longtems » joué les spectateurs , & les specta- » teurs se vengeroient par le mépris. » Un autre historien du tems assûre que les légats de Benoît , pendant qu'ils pressoient Grégoire en public de se rendre à Savone , l'en détournoient dans le particulier.

Une si misérable manœuvre excita l'Université l'indignation de toute la France. L'U-  
 niversité de Paris , qui étoit en pos-  
 session de donner le ton dans cette af-  
 faire , éclata la première : & au mois  
 de Décembre 1407, après plusieurs dé-  
 libérations , elle conclut que le tems  
 étoit venu d'exécuter enfin la menace  
 de soustraction, trop longtems suspen-  
 due ; & que la voie unique de parve-  
 nir à la paix étoit de refuser l'obéif-  
 sance aux deux contendans , & de les  
 priver ainsi des moyens d'entretenir le  
 schisme. Pour engager les princes &  
 prélats de toute la Chrétienté à em-  
 brasser cette neutralité , elle résolut de  
 leur écrire une lettre circulaire. La  
 lettre fut dressée , & il fut dit qu'elle  
 seroit scellée du grand sceau de l'Uni-

L'Université propose & poursuit l'exécution de la soustra-  
 ction.

Hist. Un.  
 Par. T. V.  
 p. 146.

versité, & des sceaux de toutes les Facultés & Nations. La Nation d'Angleterre, qui avoit toujours reconnu les papes de Rome, ainsi que je l'ai observé, fit difficulté d'apposer son sceau, & par conclusion du vingt-six Décembre elle le refusa nettement. Elle trouvoit mauvais que dans la lettre Grégoire fût traité de schismatique. Mais Benoît n'y étoit pas plus épargné, & l'égalité du traitement ôtoit à la Nation tout sujet légitime de plainte. Le Recteur obtint qu'elle se rassemblât le lendemain vingt-sept, & il vint lui-même à l'assemblée, accompagné d'un nombre des principaux membres des autres Facultés & Nations. Il fit si bien par ses représentations, que la matière ayant été de nouveau mise en délibération, après qu'il se fut retiré, la pluralité des suffrages se réunit aux autres compagnies : & ainsi la lettre acquit toute l'authenticité qu'elle pouvoir avoir.

Le roi se déclara pour ce parti.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 151.*

Le roi ne tarda pas à prendre une résolution pareille, mais avec quelque adoucissement. Le douze Janvier 1408 il publia une ordonnance, par laquelle il déclaroit que si dans la fête de l'Ascension prochaine l'union n'é-

toit pas rétablie dans l'Eglise, de ce jour il embrasseroit la neutralité. En même tems il fit paroître une espèce de manifeste adressé à tous les Fidèles, *Hist. Un. Par. T. V. p. 147.* dans lequel il exposoit les raisons de toute la conduite que la France avoit tenue dans l'affaire du schisme, il notifioit le dessein où il étoit de se déclarer pour la neutralité, & exhortoit tous les princes & peuples Chrétiens à suivre ce même parti, comme le plus propre à amener la paix, en forçant les deux contendans de lever les obstacles que leur opiniâtreté & leurs artifices opposoient à un si grand bien. Enfin il écrivit dans le même sens une lettre commune à Benoît & à Grégoire, mêlant les exhortations & les menaces. Mais tout fut inutile auprès de ces deux vieillards ambitieux, qui ne pouvoient se résoudre à décheoir d'une grandeur, dont le charme les tenoit fascinés.

Grégoire étoit venu à Luques, comme pour s'approcher de Benoît, qui de son côté s'étoit avancé jusqu'à Porro-Venere. Une très médiocre distance alors les séparoit. Mais ni l'un ni l'autre ne désempara de son poste : & tout projet de conférence s'en alla en fu- *p. 152.*

plaignent des défenses qu'il leur avoit intimées de fortir de Luques, de s'assembler sans son ordre exprès, de communiquer soit avec les envoyés de Pierre de Lune, soit même avec les ambassadeurs de France. Ils y exposent la crainte où ils avoient été d'éprouver les traitemens les plus rigoureux, & ils appellent de tous ces griefs au pape mieux informé, à Jesus-Christ, au concile, où l'on a coutume, disent-ils, d'examiner & de juger les actions même des papes, & enfin au pape futur. Cet appel fut signifié le lendemain lundi à Grégoire, qui n'y eut aucun égard, lança contre eux l'excommunication, les priva de leurs dignités & bénéfices. Mais ils étoient dans le cas de s'embarrasser peu de ces peines, que celui qui les avoit prononcées ne pouvoit pas faire exécuter. Ils allèrent en avant, & ils écrivirent à toutes les puissances & à tous les prélats, pour les informer de leur situation, de leurs desseins, & les prier de concourir avec eux au grand ouvrage de l'union.

Bulles de Benoît contre la soustraction, apportées à Paris.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
p. 143--146.  
C 152--154.

Benoît ne se conduisit pas mieux que Grégoire, & s'il ne força pas ses cardinaux de l'abandonner, il se mit dans la nécessité de les abandonner



lui-même. C'étoit un caractère hautain, comme je l'ai déjà dit, & audacieux. Averti par Charles VI de la résolution prise de déclarer & d'exécuter la neutralité à la fête de l'Ascension prochaine, qui tomboit cette année 1408 au vingt-quatre de Mai, il ne craignit pas d'irriter & d'aliéner tout-à-fait ce prince par des menaces de censure & d'excommunication. Dès qu'il avoit vû la soustraction d'obédience annoncée par le concile qui s'étoit assemblé à Paris à la fin de 1406 & au commencement de 1407, il avoit préparé & fait dresser une bulle foudroyante, comme une arme qu'il tenoit en réserve pour le besoin. La négociation d'entrevûe entre les deux concurrens amena une espèce de trêve, sans acte d'hostilité de part ni d'autre. Mais cette espérance de paix s'étant évanouie, & la France ayant fixé un terme auquel devoit commencer la pleine & entière soustraction, Benoît crut n'avoir plus rien à ménager, & il se résolut à faire partir le coup longtemps suspendu. La bulle est datée du dix-neuf Mai 1407, & elle arriva à Paris le quatorze Mai 1408.

Le style en est aussi fier & aussi im-

M. v

274 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
périeux , que si son auteur en libre &  
tranquille jouissance des droits qu'il  
prétendoit , eût eu toute la Chrétienté  
à ses pieds. Il prodigue les qualifica-  
tions les plus injurieuses à ceux qui  
conseillent la soustraction. Il les traite  
de présomptueux, d'esprits frauduleux,  
d'enfans d'iniquité , de fauteurs du  
schisme , & d'ennemis de la paix. C'é-  
toit l'Université de Paris qu'il désignoit  
par ces caractères odieux. Il défend  
d'appeller des jugemens du siège apos-  
tolique , il défend d'ordonner & d'éta-  
blir la soustraction : & cela sous les  
peines les plus rigoureuses, excommu-  
nication encourue par le seul fait , &  
dont le pape seul peut absoudre ; pri-  
vation de tout titre , dignité , bénéfice.  
Les lieux qui appartiennent aux délin-  
quans , sont soumis à l'interdit ; les  
fiefs qu'ils tiennent de l'Eglise Romaine ,  
confisqués ; ceux qu'ils tiennent  
d'autres Eglises , réunis à ces Eglises ;  
leurs vassaux & hommes liges déliés  
du serment de fidélité. Et ces peines  
sont prononcées contre toutes person-  
nes sans distinction, cardinaux, patriar-  
ches , archevêques , évêques , rois , &  
empereurs.

Comme Benoît sentoit que cette

bulle étoit un coup hardi, qui pouvoit avoir des suites fâcheuses, il y joignit une autre bulle plus douce, donnée le dix-neuf Avril 1408, qui semble ne respirer que la charité & l'affection paternelle, dans laquelle il se plaint au roi, comme à un ami, de la conduite tenue à son égard, mais qui finit néanmoins par lui déclarer, que s'il persiste à exécuter ce qu'il a résolu, il encourra les peines prononcées par sa bulle de rigueur.

Ces deux bulles furent apportées à Paris par un nommé Sanche Lopès, & par un écuyer du pape, qui avoient ordre d'épier pour les remettre au roi le moment où les princes du sang ne feroient point auprès de sa personne, & ensuite de se sauver le plus diligemment qu'ils pourroient. Ils exécutèrent ce qui leur étoit commandé, & comme le paquet étoit clos, & adressé non au roi seul, mais aussi aux princes de son sang & aux seigneurs de son conseil, Charles l'ayant reçu répondit qu'il ne pourriroit qu'en présence de ceux qui devoient en prendre connoissance avec lui : & les couriers disparurent. Les princes & le conseil ne tardèrent pas à s'assembler : & dès que l'on eût vû de

quoi il s'agissoit, on fit courir après les porteurs de ces bulles insultantes. Ils furent aisément atteints, ramenés à Paris, & mis en prison.

Mesures prises par le roi : la bulle d'excommunication lacérée.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 160.*

On délibéra dans le conseil sur ce qu'il y avoit à faire en pareille circonstance : & la première démarche fut d'envoyer le mercredi suivant seize Mai au parlement *trois lettres royaux, par lesquelles le Roy déclaroit sa résolution de tenir & maintenir les Eglises & Prélatures de son Royaume en leurs franchises & libertez, c'est-à-dire, de faire jouir le clergé de France du droit d'administrer toute la police ecclésiastique, & d'en régler & terminer par lui-même toutes les affaires sans recours au pape. Je détaillerai dans un autre lieu le contenu de ces ordonnances.*

*p. 170.*

*p. 158-161.  
p. 170. 171.*

Il falloit de plus venger l'injure faite au roi & au royaume par la bulle d'excommunication : & sur ce point la délibération dura trois jours. Car Benoît avoit à Paris un puissant parti, qui résistoit à tout ce que l'on étoit obligé de faire & d'ordonner contre lui. Enfin sur la requête & à la poursuite de l'Université, il fut résolu que le roi se feroit justice d'une manière solennelle & éclatante.

Le lundi vingt-&-un Mai, sur un échaffaud à plusieurs étages dressé dans la cour du palais, fut placé au lieu le plus élevé le trône du roi, qui vint s'y asseoir. Un degré plus bas, & à la droite, étoit Louis roi de Sicile. Au troisième en descendant du même côté prirent place les ducs de Berri & de Bourgogne, le comte de Nevers frère de ce dernier, le frère du roi de Navarre, & le frère de la reine. Au quatrième étoit le chancelier avec les maîtres du parlement & des requêtes. Au cinquième, mais à gauche du roi, se plaça le clergé, c'est-à-dire, l'évêque de Paris, & quelques autres prélats, le Recteur & des députés de l'Université. Au milieu de ceux-ci s'élevoit une chaire, dans laquelle monta le docteur Jean de Courtecuisse, qui devoit ouvrir la séance par un discours.

Ce discours en forme de sermon, suivant l'usage, avec un texte auquel l'orateur tâchoit de ramener tout ce qu'il avoit à dire sur son objet, établissoit treize propositions, qui furent prouvées fort au long par le droit divin & humain. De ces treize propositions je me contenterai d'en rapporter deux. L'une (c'étoit la seconde)

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 160.*

Ainsi fut traitée la bulle à Paris : & les cardinaux de Benoît la désavouèrent , comme dressée sans leur consentement. Quant à ce qui regarde les personnes accusées d'y avoir eu part , le roi érigea une commission pour connoître de leur affaire, & prononcer la peine convenable contre ceux qui seroient convaincus.

*Pierre de Lune s'enfuit à Perpignan.*

*p. 171. 172.  
Fleuri.*

Le plus coupable étoit sans doute Pierre de Lune : & Charles ne le regardant plus que comme un ennemi de l'Eglise , envoya ordre à Boufficaud , qui commandoit dans Gênes , de se saisir de lui & de le tenir sous bonne garde. Cet opiniâtre pontife étoit jusques-là resté à Porto-Venere. Mais ayant eu vent des ordres donnés contre lui à Boufficaud, il prit le large avec ses galères , qu'il avoit toujours tenu

Duboullai, p. 153 & 159 : & l'on doit réformer par ce récit celui du moine de S. Denys, auteur d'une Histoire de Charles VI , qui fait faire en cette occasion au Recteur ( p. 171. ) le rôle de bourreau. » Les secrétaires du roi, dit-il, après avoir donné un coup de couteau dans la bulle , la jettèrent au Recteur , qui n'eut pas honte de

» la déchirer en-pièces. » Ce moine étoit dévoué au parti de Benoît , & par conséquent très-oppo- sé à l'Université , qu'il traite injurieusement en plus d'une occasion. Il imitoit son abbé, qui fut l'un de ceux à qui l'Université demanda que l'on fît le procès, pour cause d'infidélité envers le roi dans l'affaire de la bulle.

armées, & après s'être promené durant deux mois le long de la côte de Gènes, il alla se jeter dans Perpignan, ville qui appartenoit alors au roi d'Arragon, son protecteur & son ami. Ses cardinaux abandonnés par lui, se trouvèrent de cette façon libres de se réunir aux cardinaux de Rome, qui étoient pareillement sans chef: & c'est ce qui ne tarda pas à s'exécuter.

En France on ne croyoit pas les choses si fort avancées. Le vingt-deux Mai, Charles ne sachant pas encore la retraite des cardinaux Romains à Pise, leur avoit écrit pour les exhorter à quitter Angelo Corario, & à s'assembler en un même lieu avec les cardinaux de l'autre obédience, afin de concerter d'un commun accord les mesures les plus propres à procurer l'extinction du schisme & la réunion de l'Eglise. Il écrivit dans le même sens aux cardinaux de Benoît. Pour lever de sa part tout obstacle, & vérifier par le fait ce qu'il protestoit dans ses lettres de son zèle persévérant à favoriser l'union, le vingt-cinq Mai, lendemain de la fête de l'Ascension, terme fatal prescrit depuis longtems., il publia des lettres patentes qui déclaroient

Convocation  
d'un concile  
à Pise par les  
cardinaux  
des deux  
obédiences.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 162.*

*p. 168.*

*p. 165.*

avec l'autre , & pour la nature & pour le tems , que je traiterai le tout ensemble , en suivant l'ordre des dates.

Personnages  
illustres , ac-  
cusés & em-  
prisonnés.

J'ai dit que les deux messagers de Benoît avoient été arrêtés & mis en prison : que le lundi vingt-&-un Mai on y enferma pareillement le doyen de S. Germain de l'Auxerrois, conseiller au parlement , sur l'accusation intentée contre lui par l'Université : que ce même jour elle déclara qu'elle nommeroit encore en tems & lieu d'autres complices. C'est ce qu'elle fit : & sur sa dénonciation furent emprisonnés l'évêque de Gap , l'abbé de saint Denys , quelques chanoines de l'Eglise de Paris , & d'autres personnes distinguées. Elle voulut même impliquer dans cette affaire criminelle l'évêque de Cambrai , Pierre d'Ailli , & elle avoit obtenu un ordre du roi au comte de S. Pol , pour l'arrêter & l'amener à Paris. Mais Pierre d'Ailli , comme je l'ai déjà remarqué , étoit un habile homme. Il prévint le coup , obtint du roi un sauf-conduit , & des lettres pour n'être jugé que par le roi & son conseil. C'est ici la seconde fois qu'il échappe aux poursuites de l'Université : & je ne puis m'empêcher d'ob-

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 171 &  
174.*



server que ce n'est pas une chose qui fasse honneur à la netteté de sa conduite, que par deux fois il ait eu pour accusatrice une compagnie dans laquelle il avoit brillé, & à qui il devoit tout ce qu'il étoit devenu.

La commission érigée pour con- Les messa-  
gers de Be-  
noît, échaf-  
faudés.  
noître du crime dont il s'agissoit, sévit, non pas rigoureusement, mais indé-

cemment, contre les deux porteurs de Hist. Un.  
par. T. V.  
p. 169. 170.  
la bulle d'excommunication. Le lundi vingtième jour d'Août, les prélats du 174.

concile étant assemblés au palais & un échaffaud dressé dans la cour, furent amenés \* des prisons du Louvre en deux tombereaux Sanche Lopès & l'écuyer de Benoît, & on les fit monter sur l'échaffaud. Ils étoient vêtus de tuniques de lin teintes en noir, sur lesquelles on les avoit peints eux-mêmes présentant au roi leurs bulles criminelles, & à côté paroissoient les armes de Benoît renversées. Ils portoient en

\* Le P. Daniel suppose que dans cette marche les criminels étoient suivis de quelques prélats & autres ecclésiastiques : Punition, dit-il, fort extraordinaire pour des personnes de ce caractère. Sa réflexion est juste, en supposant la vérité du fait. Mais il n'a pas bien pris le sens du texte original, qui porte seulement que Sanche Lopès & l'écuyer étoient prisonniers au Louvre avec des prélats & autres gens d'Eglise.

tête des mitres de papier , sur lesquelles étoient écrits ces mots : CEUX SONT DESLOYAUX A L'EGLISE ET AU ROY. On les exposa en cet état pendant longtemps aux huées & aux moqueries de la populace , après quoi on les remena en prison. Le Dimanche suivant la même scène fut répétée dans le parvis de Notre-Dame , avec cette circonstance aggravante , qu'un docteur en Théologie de l'ordre des Maturins , qui étoit l'un des commissaires , fit contre eux & contre Pierre de Lune une invective remplie , si nous en croyons le moine de S. Denys , de propos ignobles & bas , & plus dignes d'un crocheteur que d'un homme lettré & d'un religieux. En finissant , il déclara que la commission avoit condamné les deux criminels , l'un à une prison perpétuelle, l'autre à garder prison pendant trois ans. J'ai déjà remarqué que le moine de S. Denys se montre partial contre l'Université , & que par cette raison son témoignage peut être suspect. Mais indépendamment du langage ignominieux qu'il attribue au Maturin, tout le spectacle étoit bien mal entendu ; & ceux qui immoloient Benoît à la risée publique en la per-

sonne de ses envoyés, auroient dû sentir que la honte en retomboit sur eux, puisqu'ils l'avoient reconnu pour pape pendant plusieurs années.

Le procès des autres prisonniers traîna en longueur. Dans le concile plusieurs prélats des plus illustres par la dignité de leurs sièges, par leur naissance, par leurs emplois, furent déclarés, à la requisition de l'Université, auteurs de Pierre de Lune, sans que l'on y procédât ultérieurement contre eux.

Prélats, déclarés par le concile fauteurs de Benoît. Affaire de Gui de Roye.

Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 171 &  
174.

Gui de Roye archevêque de Reims avoit été attaqué même avant le concile, & il semble que l'intention de l'Université fût de le faire regarder comme coupable d'être entré dans l'intrigue de la bulle: mais il ne vint point à Paris, quoique mandé par ordre du roi. Il prétendoit avec raison ne pouvoir point être jugé par des commissaires, & en sa qualité de pair de France, & même doyen des pairs, il ne reconnoissoit pour juge que le roi. Dans la suite il écrivit au concile d'un style bien ferme & bien haut, blâmant la neutralité, & protestant qu'il n'y acquiesçoit point, & qu'il regardoit

les décrets du concile comme ne pouvant avoir aucune force , parce que l'autorité de l'Eglise Romaine n'y étoit point intervenue. Ce prélat si dévoué à Benoît , est néanmoins le fondateur du collège de Reims dans l'Université de Paris, ainsi que j'aurai bientôt occasion de le dire.

Je ne vois point que le concile ait fait aucun acte pour repousser son insulte. Gui de Roye n'est pas même compris dans la liste de ceux qui furent dénoncés par l'Université comme partisans & fauteurs de Pierre de Lune, & déclarés tels par délibération du concile arrêtée le 20 Octobre. Voici leurs noms , exprimés d'après l'acte original : Jean foi disant archevêque d'Ausche , Pierre foi disant évêque de S. Pons , ( c'est le fameux Pierre Raban , l'un des plus zélés partisans de Benoît ) Jean ci-devant évêque de Chalon sur Saône , & maintenant de Mende , l'abbé de S. Sernin de Toulouse, à présent dit évêque de Condom, Bertrand de Maumont , ci-devant évêque de Lavaur , & maintenant de Béziers , Gui ou Guigues Flandrin , porteur & en partie auteur du libelle présenté

présenté & condamné sous le nom de lettre de l'Université de Toulouse , les cardinaux d'Ausich, de Fiesque, de Chaland , les généraux des ordres des frères Prêcheurs & frères Mineurs. On voit par cette liste de noms , que l'Université ne craignoit pas de se faire de grands & puissans ennemis.

Les prisonniers lui échappèrent. Avant qu'ils pussent être jugés , la reine les fit mettre en liberté. Le moine de S. Denys taxe ici l'Université de mauvaise manœuvre , & l'accuse d'avoir prolongé leur affaire pour lasser leur patience. On fera tel cas que l'on voudra du témoignage de cet écrivain , auquel je ne crois pas devoir m'en rapporter aveuglément.

Les prisonniers sont mis en liberté par la reine.  
*Hist. Un. Par. T. V. p. 175.*

Ce qui est certain , & en même tems étonnant , c'est que les trois hommes les plus célèbres de l'Université alors ne concoururent point avec elle , ainsi que je l'ai déjà remarqué , dans la poursuite de la soustraction , Pierre d'Ailli , Jean Gerson , & Nicolas de Clémengis. Je me suis expliqué sur ce qui regarde Pierre d'Ailli. Gerson improuvoit le système que l'on suivoit dans cette affaire , & il y fit même dans des circonstances critiques un

Pierre d'Ailli, Gerson, & Clémengis n'approuvèrent point la neutralité.

p. 162

acte \* d'opposition. Il est vrai que cet acte est conçu en des termes très mesurés & très circonspects. Mais enfin Gerson ne veut point se déclarer pour la soustraction, & il blâme l'imputation faite à Benoît des crimes de schisme & d'hérésie, & le dessein de le déposer. Je m'imagine que ce célèbre docteur étoit un homme doux, au caractère duquel convenoient peu les partis de rigueur, & qui avoit peine à y entrer. Ce que je vois bien clairement, c'est que la principale raison dont il s'autorise pour blâmer la neutralité, est nulle. Il craignoit que cette manière de procéder ne perpétuât le schisme : & il est constant par les faits que ce fut en suivant cette voie qu'on l'éteignit. Pour ce qui est de Clémentis, il étoit secrétaire de Benoît, & par conséquent on ne doit pas s'étonner qu'il fût attaché à ce pontife. Mais ayant été soupçonné d'avoir dressé, en sa qua-

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 154.*

\* Cet acte d'opposition ou protestation est rapporté dans l'édition des Œuvres de Gerson par M. Dupin, au tems qui a précédé la première soustraction d'obédience, & à l'année 1395. Mais il est certainement postérieur

à cette année, & Gerson lui-même dans sa lettre au duc d'Orléans, écrite le 5 Janvier 1404, le place entre la soustraction d'obédience ordonnée en 1398, & la révocation de cette soustraction en 1403.

lité de secrétaire, cette bulle qui fit tant de fracas à Paris, il s'en défendit comme d'un crime. Dans la lettre qu'il écrivit sur ce sujet à l'Université, il proteste que non seulement il n'a point mis la main à la composition de la bulle, mais qu'il n'en avoit même eu connoissance qu'avec tout le public.

Le second objet qui occupa le concile de Paris, fut la détermination des arrangemens pour la police ecclésiastique durant la neutralité. Cet objet comprenoit cinq articles, savoir l'absolution des cas réservés au S. Siège, les dispenses, l'exercice de la juridiction ecclésiastique, les appellations, la distribution des bénéfices. Par rapport aux quatre premiers articles qui touchent peu mon sujet, il me suffira de dire que l'évêque diocésain, & le concile provincial, dont la tenue est ordonnée tous les ans, sont substitués au pape dans toutes les circonstances où l'on devoit selon le Droit canon recourir à son autorité. Ce qui regarde les bénéfices, intéresse directement l'Université, & il est nécessaire d'en parler ici avec quelque étendue.

Arrangemens pour la police ecclésiastique durant la neutralité.

*Preuves des Lib. de l'Egl. Gall. P. II. p. 187.*

Articles concernant les nominations aux bénéfices, & les droits qu'y doivent avoir les Universités.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 175--186.*

Le \* mémoire dressé sur cette matière sous le nom d'*Avis*, ou *Avise-mens*, comme l'on parloit alors, contient des dispositions de deux espèces. Les unes établissent la nécessité des degrés académiques, pour pouvoir posséder tous les bénéfices de grande ou de médiocre importance, avec des distinctions. Les autres régulent l'exercice du droit d'expectative des gradués, & autres privilégiés.

Par rapport au premier article voici les principaux réglemens.

Pour les évêchés & au dessus, pour les abbayes chefs d'Ordre, savoir Clugni, Cîteaux, Prémontré, Grandmont, & S. Antoine, pour les abbayes des ordres de S. Benoît & de S. Augustin, exemptes de la juridiction des Ordinaires, on exige la qualité de docteur ou celle de licencié en Théologie, ou en Droit canon ou civil.

\* Il est fait mention dans ce mémoire par deux fois du pape, & d'humble obéissance envers lui : ce qui ne convient pas au tems de la neutralité. On peut croire que ce sont des additions faites après coup. Cette pièce contient les principes fondamentaux

de toute la jurisprudence, concernant l'exercice des droits attribués aux Universités sur les bénéfices. Elle méritoit d'être conservée avec soin, & on y aura fait dans la suite les additions qu'exigeoit le changement des circonstances.



Les bénéfices d'un rang inférieur, tels que les dignités des Eglises cathédrales & collégiales, les canonicats, les cures & chapellenies d'une certaine importance & valeur, demandent aussi dans ceux qui doivent en être pourvus les degrés académiques : mais ils admettent, quoiqu'avec des gradations qu'il seroit trop long d'expliquer ici, les bacheliers formés en Théologie, les licenciés en Médecine, les maîtres ès Arts qui auront étudié cinq ans dans une des Facultés supérieures, ou régenté trois ans dans la Faculté des Arts, & enfin les simples maîtres ès Arts.

Nul bénéfice n'est soustrait à la loi des degrés académiques, que les cures & chapellenies au dessous de quarante livres de revenu, & les bénéfices simples au dessous de vingt livres.

Les ecclésiastiques d'une haute naissance, de race royale ou ducal, ou issus des anciens barons, sont dispensés de l'obligation des degrés pris dans les Universités, pourvu que d'ailleurs ils ayent la science requise.

Quant à ce qui regarde la provision des bénéfices vacans, ou qui viendront à vaquer, en supposant tou-

res pour être pourvus de bénéfices. L'usage de ces Rôles étoit établi , mais on les adressoit au pape. Le concile , conformément à ce qui s'étoit déjà pratiqué , nomma des commissaires du clergé , qui remplissent la fonction du pape à cet égard , & qui distribuassent cette multitude de présentés entre les collateurs. Les délibérations du concile sur ce point sont datées des 1 , 9 , & 16 du mois d'Octobre , & toutes rédigées en un seul & même acte. Voilà ce que m'a fourni de plus remarquable le concile de Paris tenu en 1408.

La suite des affaires du schisme m'a entraîné , & m'a empêché de placer en leur lieu deux faits , dont l'un regarde spécialement l'Université , l'autre infiniment plus atroce intéressa tout le Royaume , & eut de grands & terribles effets , auxquels l'Université , soit en corps , soit par quelquesuns de ses membres , prit beaucoup de part.

Deux écoliers pendus par sentence du prévôt de Paris. Réparation accordée pour ce

Le premier de ces deux faits est la réparation éclatante que l'Université tira de l'atteinte portée à ses privilèges , par le supplice de deux de ses écoliers. Ils se nommoient Légier Du-

moussel & Olivier Bourgeois, l'un Nor-<sup>fait à l'Uni-</sup>  
 mand, l'autre Breton, tous deux clercs, <sup>versité.</sup>  
 tous deux fort mauvais sujets, & cou-<sup>Hist. Un.</sup>  
 pables des plus grands crimes, meur-<sup>Par. T. V.</sup>  
 tre & vol sur le grand chemin. Le <sup>p. 146 &</sup>  
 prévôt de Paris Guillaume de Tignon-<sup>Hist. de Pa-</sup>  
 ville, les ayant fait arrêter, l'Univer-<sup>ris, T. II.</sup>  
 sité & l'Evêque de Paris les réclamé-  
 rent, prétendant que leur affaire de-  
 voit être portée devant la justice ec-  
 clésiastique. Le prévôt, sans s'embar-  
 rasser de ces oppositions, alla en  
 avant, condamna les criminels & les  
 fit exécuter. Ils furent pendus le 26  
 Octobre 1407. Le droit commun,  
 l'intérêt de la sûreté publique, auto-  
 risoient la conduite du prévôt. Mais  
 il faut convenir qu'il avoit les loix  
 contre lui. Il violoit manifestement  
 le diplôme de Philippe-Auguste, dont  
 il avoit juré l'observation en entrant  
 en charge : & c'est de là que partoît  
 l'Université. Je ne parle que d'elle,  
 parce que l'Evêque fut plus traitable.  
 Il entama une procédure contre Ti-  
 gnonville : mais son temporel ayant  
 été faisi, il ne poussa pas la chose plus  
 loin. L'Université insista persévéram-  
 ment. Elle fit cesser tous les exercices  
 qui dépendoient d'elle. Il n'y eut ni

298 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
leçons , ni sermons dans Paris pen-  
dant l'Avent 1407 , & pendant le Ca-  
rême de l'année suivante. On ne prê-  
cha pas même les jours de Noël & de  
Pâque. Enfin , comme le conseil du  
roi ne se laissoit pas ébranler , elle pro-  
testa qu'elle abandonneroit le royau-  
me , & iroit s'établir dans quelque ville  
en pays étranger , où l'on respecteroit  
ses privilèges. Cette menace fit im-  
pression , & on donna satisfaction à  
l'Université. Il fallut que le prévôt al-  
lât détacher du gibet les deux éco-  
liers. Après les avoir baïsés à la bou-  
che , il les fit mettre sur un chariot  
couvert de drap noir , & il marcha à  
la suite en grande pompe , accompa-  
gné de ses sergens & archers , les reli-  
gieux mendiants & les curés de Paris  
formant le convoi \*. Il conduisit ainsi  
les corps premièrement au parvis No-  
tre-Dame pour les présenter à l'Evê-  
que , & de là aux Maturins , où le  
Recteur & les Députés de l'Univer-  
sité les ayant reçûs de ses mains , les  
firent inhumer honorablement le 17  
Mai 1408. Ce n'est pas tout. Le pré-

\* Robert Gaguin ajou-  
te une circonstance qui a  
quelque chose de comi-  
que. Il dit que le bour-  
reau vêtu d'un surplis me-  
noir le convoi.

vôt de Paris & son lieutenant furent destitués de leurs charges. Mais néanmoins la colère de l'Université ne dura pas : & Tignonville ayant été nommé par le roi premier président de la chambre des comptes, moyennant le pardon qu'il vint demander à l'Université assemblée, il obtint qu'elle ne s'opposât pas à son installation dans sa nouvelle charge. On voit encore aujourd'hui dans le cloître des Maturins l'épithaphe de Légier Dumoussel & d'Olivier Bourgeois, avec le récit abrégé de leur supplice, & de la réparation qui en fut ordonnée.

Le second événement que j'ai annoncé, est la mort de Louis duc d'Orléans, frère unique du roi, qui fut assassiné dans Paris le 23 Octobre 1407, par ordre de Jean duc de Bourgogne son cousin germain. Ce seroit une grande honte pour l'Université, que l'un de ses suppôts se soit déclaré l'apologiste de cet horrible attentat, si dans toutes les occasions où on ne lui ferma pas la bouche, elle n'eût condamné hautement l'impudente témérité de l'orateur, aussi bien que le crime du meurtrier.

Comme aucun des assassins n'avoit

*Daniel ,  
Hist. de Fr.*

300 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
été arrêté , l'auteur du complot demeura ignoré pendant quelques jours. Mais enfin il se décela lui-même. Voyant que le prévôt de Paris avoit demandé & obtenu du roi la permission de visiter dans les hôtels des princes , le duc de Bourgogne , qui tenoit cachés dans le sien ceux qu'il avoit mis en œuvre , conçut qu'il ne pouvoit éviter d'être découvert , & il aima mieux avouer le fait. Ce fut au roi de Sicile & au duc de Berri qu'il fit cet aveu : & par leur conseil il prit aussitôt la fuite , & se retira dans ses États. On fut très embarrassé à la cour. D'une part l'action étoit détestable dans toutes ses circonstances : & quel moyen d'en refuser la vengeance à la duchesse d'Orléans , qui la demandoit ? De l'autre la puissance du criminel faisoit trembler. On embrassa la ressource des foibles , la voie de la négociation. On résolut de tâcher de rirer du duc de Bourgogne une légère satisfaction , qui donnât lieu au roi de lui pardonner avec quelque sorte de bienfaisance. Mais on n'en étoit pas avec le coupable au point où on se l'imaginoit. On croyoit qu'il se trouveroit heureux d'obtenir son pardon :

& il prétendoit avoir fait une action louable. Il imputoit au duc d'Orléans les crimes les plus atroces ; & il se faisoit gloire d'avoir en le tuant délivré la France d'un tyran , & le roi d'un ennemi , qui avoit employé contre lui les maléfices pour le rendre malade , & qui vouloit usurper sa place. Et il trouvoit des docteurs qui l'autorisoient dans cette façon de penser , & le rassûroient contre les remords de sa conscience. L'un de ces docteurs étoit Jean \* Petit , Cordelier , qui eut même l'audace de plaider une si abominable cause devant la plus auguste assemblée de France , en présence du Dauphin , des Princes du sang , des Seigneurs du Conseil & du Parlement , de plusieurs Prélats , du Recteur

\* On a voulu dans ces derniers tems soutenir que Jean Petit n'étoit point Cordelier. Les raisons qui ont été alléguées pour détruire ce fait , se trouvent dans le supplément au Dictionnaire de Moréri, imprimé en 1735 , article PETIT. Mais quoiqu'elles aient quelque vraisemblance , il faut qu'elles cèdent à l'autorité d'un monument qui ne souffre point

de contradiction. C'est l'ETAT DES OFFICIERS ET DOMESTIQUES DE JEAN DUC DE BOURGOGNE , dans lequel Jean Petit est plusieurs fois & à différentes reprises qualifié Cordelier. Cet état a été donné au public dans les MEMOIRES POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE FRANCE ET DE BOURGOGNE , imprimés à Paris en 1729.

302 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
& des Députés de l'Université. Car le  
duc de Bourgogne étant revenu à Pa-  
ris bien accompagné de noblesse &  
de gens de guerre , malgré les défen-  
ses du roi , & ayant demandé à être  
entendu dans ses justifications, on n'osa  
rejeter sa requête : & le 8 Mars 1408  
l'assemblée s'étant formée dans la salle  
d'audience de l'hôtel S. Paul , sous la  
présidence du dauphin , parce que le  
roi étoit malade , Jean Petit se leva ,  
& entreprit de prouver que le duc de  
Bourgogne n'avoit rien fait que de  
légitime , & même de louable , en  
assassinant le duc d'Orléans.

*Lensant ,  
Conc. de Pise,  
T. II. à la  
fin.*

Son discours, qui nous a été conservé,  
roule sur deux propositions : Il est  
permis , & même glorieux , de tuer  
par quelque voie que ce puisse être  
un tyran. Or le duc d'Orléans étoit  
tyran , & coupable de plusieurs crimes  
de lèse-majesté divine & humaine.  
Jean Petit traita ces deux propositions  
avec une hardiesse & une insolence  
inexprimables. Il ne dissimula pas  
même le motif qui le faisoit parler ,  
& il eut l'impudente franchise de dé-  
clarer , qu'il étoit bien payé par celui  
dont il se rendoit l'organe. » Mon-  
» seigneur de Bourgogne , dit - il ,



» voyant que j'estoye très petitement  
 » bénéficié , m'a donné chascun an  
 » bonne & grande pension , pour moy  
 » aider à tenir aux escolles : de la-  
 » quelle pension j'ay trouvé une grande  
 » partie de mes despens , & trou-  
 » veray encore s'il luy plaist de fa-  
 » grace. »

L'indignation étoit extrême contre *Daniel.*  
 cet orateur mercenaire & vendu à l'i-  
 niquité. Personne néanmoins ne le  
 réfuta alors : tant on redoutoit la  
 puissance du duc de Bourgogne. Dans  
 la suite la doctrine meurtrière que con-  
 tient le plaidoyer de Jean Petit fut  
 relevée & poursuivie par l'Eglise de  
 Paris , par la Faculté de Théologie ,  
 & par Gerson en particulier , qui s'en  
 déclara l'ennemi & en France & au  
 concile de Constance. C'est de quoi  
 j'aurai soin de rendre compte à me-  
 sure que les occasions s'en présen-  
 teront.

Il fut expédié au duc de Bourgo-  
 gne des lettres d'abolition , qui ne ter-  
 minèrent pas l'affaire , comme cha-  
 cun fait. Cette nature de faits n'est pas  
 de mon sujet.

Les religieux mendiants n'étoient  
 point encore battus sur leurs préten-

Propositions  
de Jean Go-  
rel Cordelier  
contre les  
droits des cu-  
rés, condami-  
nées & rétra-  
ctées.

Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 189.

tions contraires aux droits des curés. Vers la fin de cette même année 1408, un Cordelier nommé Jean Gorel soutenant la thèse que l'on appelle *Acte de \* vespéries*, avança quelques propositions suspectes d'erreur, & spécialement il attaqua, suivant les préjugés de son état, les droits des curés, audessus desquels il élevoit les religieux mendiants. Après l'*Acte de vespéries* suit ordinairement de près l'*Aulique*, dernière cérémonie, dans laquelle se donne le bonnet de docteur. Gerson comme chancelier & la Faculté de Théologie arrêterent tout court le Cordelier, & il fut résolu que l'on examineroit ses propositions avant que de lui permettre de célébrer son *Aulique*. Le Recteur & plusieurs suppôts de l'Université, requirent aussi la Faculté de Théologie d'obliger Jean Gorel à se rétracter. On lui dressa une formule de rétractation, qui contenoit l'expression de la doctrine contraire à celle qu'il avoit témérairement hasardée, & il lui fut ordonné de lire

\* Cet acte se soutient le soir, & c'est de là que lui vient son nom. La cérémonie de l'*Aulique*,

dont il va être parlé, se fait dans la salle de l'évéché : *In aula episcopi*.

& prononcer publiquement cette formule dans son *Aulique* , avant que de recevoir le bonnet. Voici les propositions qui regardent les droits des curés.

1°. Messieurs les curés sont dans l'Eglise des prélats du second ordre, & ils appartiennent à la hiérarchie en vertu de l'institution primitive de Jesus-Christ. C'est à eux que convient par état le droit de prêcher , celui d'écouter les confessions , celui d'administrer les sacremens de l'Eglise à leurs paroissiens , de leur donner la sépulture , & de recevoir d'eux les dîmes & autres redevances paroissiales.

2°. Le droit de prêcher & de confesser appartient aux prélats & aux curés principalement & essentiellement : au contraire il n'appartient aux mendiants que secondairement , & en vertu d'un privilège ; parce qu'ils ont été introduits & admis par la concession , & sous le bon plaisir des prélats.

La conclusion de la Faculté de Théologie , qui dicta cette rétractation à Jean Gorel , est du 2 Janvier 1409. Il s'y soumit , & l'affaire n'alla pas plus loin.

Il paroît par cette conclusion que le chancelier exerçoit encore des droits sur la Faculté de Théologie , & qu'il agissoit comme s'il en eût été le chef. Je ne fais si le mérite personnel de Gerson le mettoit à portée de faire valoir les plus hautes prétentions de sa charge , sans y trouver d'opposition. Le fait est que dans l'acte dont je parle ici , le doyen n'est pas même nommé. Nous remarquerons encore dans la suite quelques variations sur ce point essentiel du régime de la Faculté de Théologie.





## L I V R E V I.

## §. I.

**L**E concile convoqué à Pise par les cardinaux des deux obédientes réunis , donna lieu à deux autres conciles , qui furent indiqués & tenus , l'un par Benoît XIII à Perpignan , l'autre par Grégoire XII dans le patriarchat d'Aquilée. C'étoient des contrebatteries, que l'indomptable ambition des deux concurrens opposoit au concile de Pise , pour tâcher d'en troubler les opérations & d'en empêcher l'effet. Ils n'y réussirent point : & c'est tout ce que j'ai à dire de ces deux assemblées , auxquelles l'Université de Paris n'eut garde de prendre part , puisqu'elles n'étoient destinées qu'à traverser ses vûes. Au contraire elle brilla beaucoup dans le concile de Pise.

Conciles  
convoqués  
par Benoît  
XIII & par  
Grégoire  
XII.

L'Université  
de Paris bril-  
la beaucoup  
au concile de  
Pise.

308 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
à la convocation duquel elle avoit tant  
travaillé , & où l'on suivit exactement  
son plan & ses maximes.

Tout le monde fait que dans ce  
concile on déposa Benoît XIII &  
Grégoire XII , & que l'on y élut le  
pape Aléxandre V , qui fut reconnu de  
presque toute la Chrétienté. L'Univer-  
sité concourut à ce grand ouvrage , &  
par une ambassade , comme l'on par-  
loit alors , qu'elle envoya pour agir en  
son nom , & par les suffrages & les  
conseils particuliers de plusieurs de ses  
suppôts.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 191-193.*

L'ambassade étoit composée de deux  
professeurs en Théologie , dont l'un  
est bien célèbre, Pierre Plaoul ; de deux  
docteurs en Décret ; d'un Médecin , &  
de quatre , ou même \* cinq membres  
de la Faculté des Arts. On donna un  
chef à cette ambassade, qui est appelé  
Recteur , & que l'on tira de la Faculté  
des Arts : comme si l'on eût voulu  
imiter en petit dans cette députation  
le régime général de toute l'Univer-  
sité.

Les députés de l'Université de Paris  
partirent munis de lettres de créance

\* Il y a variété dans les dénombremens que four-  
nit Duboullai.

du Recteur , pour ceux des autres Universités du monde Chrétien , qui devoient pareillement se rendre à Pise. Le concert entre toutes ces doctes ambassades étoit nécessaire pour le succès : & par leur confiance mutuelle , par la communication réciproque de leurs lumières , tant de savans personnages pouvoient lever bien des difficultés , & même les prévenir. Au reste les esprits étoient si parfaitement préparés à tout ce qui devoit s'exécuter dans le concile , que les actes les plus importants n'y éprouvèrent ni difficultés ni lenteurs.

Outre les deux députés théologiens, Dominique le Petit & Pierre Plaoul , qui dans deux sessions différentes exposèrent au long & par des discours en forme le sentiment de l'Université de Paris ; outre les prélats tirés de son corps , tels que Simon de Cramaud , patriarche d'Alexandrie , & Gilles des Champs alors évêque de Coutance , le nombre de ses simples suppôts qui opinèrent dans le concile comme docteurs particuliers , fut très grand. Une lettre écrite le vingt-neuf Mai à la compagnie par ses députés nous apprend que ce jour là , sur cent vingt-trois théolo-

310 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
giens qui donnèrent leur avis, il y en  
avoit quatre-vingts qui étoient mem-  
bres de l'Université de Paris.

Discours &  
écrits de  
Gerson, qui  
ont rapport  
au concile de  
Pise.

Entre ces théologiens Jean Gerson  
mérite sans doute d'être extrêmement  
distingué. Jusqu'à la convocation du  
concile de Pise sa conduite avoit été  
assez chancelante. Il approuva toujours  
la voie de cession, mais dans la suppo-  
sition que les deux concurrens s'y lais-  
sassent amener par persuasion & de bon-  
gré : le plan de les y contraindre par  
la soustraction d'obédience, ou de les  
déposer en cas de refus opiniâtre, ne  
pouvoit lui plaire ni obtenir son suf-  
frage. Enfin il se décida, mais en con-  
noissance de cause, & par cette raison-  
là même irrévocablement : il devint  
un défenseur également intrépide &  
éclairé des partis les plus fermes, des  
maximes les plus opposées à la domi-  
nation absolue des papes, & les plus  
favorables à l'autorité de l'Eglise uni-  
verselle. Nul théologien ; depuis l'in-  
troduction des fausses décrétales, n'a-  
voit si bien éclairci la doctrine que  
nous nommons Gallicane, & que nous  
pourrions, à plus juste titre, appeller  
apostolique : & tous ceux qui dans la  
suite des tems se sont appliqués à la



défendre, ont cité Gerson, l'ont loué, l'ont reconnu pour leur maître & leur oracle.

Lorsque les ambassadeurs d'Angleterre & de l'Université d'Oxford allant au concile de Pise passèrent par Paris, Gerson les harangua. Sa harangue n'est pas un compliment qui ne contienne que des paroles : c'est une dissertation doctrinale, dans laquelle il établit la légitimité du concile convoqué par les deux collèges de cardinaux sans le concours de l'autorité pontificale, & le pouvoir suprême de ce même concile en ce qui regarde l'union de l'Eglise & l'élection d'un pape certain, & dont le droit soit au-dessus de tout doute. Il soutient même que le cas du schisme & de la concurrence de deux ambitieux & obstinés contendans pour le pontificat, n'est pas le seul où l'Eglise puisse s'assembler sans le pape. Il en allégué d'autres, si le pape est hérétique, s'il est scandaleux, si étant requis de convoquer le concile il refuse de se prêter au vœu des prélats & des peuples.

*L'enfant ;  
Concile de  
Pise, l. III,  
p. 29.*

Cette doctrine trouvoit des adversaires. Les partisans de Benoît & de Grégoire s'appuyoient du Droit ca-

*p. 432*

non, qui véritablement décide toujours en faveur des papes, qu'il fait regarder comme la source de toute puissance dans l'Eglise. Gerson prit la plume contre eux dans les commencemens de l'an mil quatre cens neuf, & il composa un écrit dans lequel il oppose au Droit canon, qui n'est qu'un droit positif, le droit divin & naturel, qui autorise l'Eglise à se procurer à elle-même l'union & la paix par toute voie licite, & à préférer le bien du corps aux prétentions bien ou mal fondées de deux membres particuliers, qui sont obligés eux-mêmes de se sacrifier pour la conservation de la société générale. Cette réponse est bonne sans doute. Mais Gerson se seroit tiré encore plus aisément de l'objection, s'il eût scû que les décrétales attribuées aux papes des trois premiers siècles, & qui sont en grande partie le fondement du Droit canon qu'on lui opposoit, sont des pièces fausses & fabriquées par un imposteur.

p. 113.

Ce savant docteur raisonne sur les mêmes principes dans son fameux traité *de auferibilitate Papæ ab Ecclesia*, composé peu avant ou durant le concile de Pise. Il ne prétend point y prouver,

prouver , comme on pourroit se l'imaginer par le titre , que l'Eglise puisse pour toujours se passer de pape , & subsister sans avoir un chef visible. Il veut seulement déterminer les cas dans lesquels un pape peut cesser d'être en place ; & le premier qu'il cite , est celui de l'abdication volontaire. Les suivans , dans lesquels il s'agit de la destitution forcée d'un pape , sont ceux de l'indignité du sujet , de son incapacité , du doute sur la légitimité de son élection , & autres semblables ; & ils sont tous décidés par le principe de l'utilité commune du corps , préférable à toute considération qui se termine à un seul des membres. On voit que Gerson étoit bien éloigné de croire que l'hérésie fût l'unique motif admissible de la déposition d'un pape.

Je ne trouve pas qu'il soit fait mention expresse de lui dans le concile de Pise avant l'élection d'Alexandre V. Mais il fut le premier qui prêcha en présence du pape nouvellement élu. *p. 93.* Son sermon n'est point un éloge de ce pontife : c'est plutôt , suivant l'heureuse simplicité des anciennes mœurs , un conseil , une exhortation vive & pressante qu'il lui adresse pour l'enga-

ger à bien remplir les devoirs de sa charge. Il insiste beaucoup sur la réformation des mœurs & de la discipline parmi les ecclésiastiques : article toujours le plus fortement recommandé , & toujours le plus sûrement oublié.

Fortune & caractère du pape Alexandre V , élu dans le concile de Pise.

*Fleuri.  
L'enfant.*

Le pape qui fut élu au concile de Pise , étoit du corps de l'Université de Paris. Sa fortune a quelque chose de surprenant. Il étoit \* Grec de naissance , né dans l'isle de Candie , de la plus basse condition , pauvre enfant ramassé dans la campagne par un religieux de l'ordre de S. François , qui lui trouvant de l'esprit eut soin de l'instruire , & lui fit prendre l'habit de son Ordre , dès que l'âge le lui permit. Pierre Philargi , c'étoit le nom du jeune Franciscain , fit de grands progrès dans les études , pour lesquelles il se transporta successivement en Italie , à Oxford , à Paris. Ce fut à Paris qu'il se perfectionna dans la science théologique , &

\* M. Lenfant jette quelque doute sur cette origine Grecque du pape Alexandre V. Mais le fait me paroît constaté par l'autorité de Gerson , qui prêchant devant ce pape

le reconnoît pour Grec , & lui dit qu'en cette qualité , il est dans une obligation particulière de travailler à la réunion des Grecs.

qu'il acquit le degré de docteur. Un Franciscain décoré du doctorat étoit alors un sujet propre à tout. Philargi s'étant attiré les bonnes grâces de Jean Galeas Visconti duc de Milan, devint, par le crédit de ce prince, évêque de Plaisance, ensuite de Vicence, puis de Novarre, & enfin archevêque de Milan. Innocent VII le fit cardinal. Au concile de Pise le cardinal de Milan soutint sa réputation. Il y prêcha à la première session avec beaucoup de force contre le schisme, & contre les deux chefs qui l'entretenoient. Devenu pape il perdit toute sa gloire, & fit voir qu'une tête propre aux études ne l'est pas toujours au gouvernement. Le cardinal Balthazar Cossa, prélat d'une très mauvaise réputation, & qui la méritoit, eut sous son nom toute l'autorité, & en abusa : & Alexandre V ne fit preuve que d'incapacité, de mollesse, & de négligence.

Le concile de Pise avoit été assemblé pour deux objets, l'union de l'Eglise, & sa réformation dans son chef & dans ses membres. Ce dernier article y fut presque totalement omis. Le pape après avoir légèrement effleuré l'ouvrage, congédia le concile le mer-

316 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
credi septième jour d'Août : renvoyant  
l'affaire de la réformation à un nou-  
veau concile , qui seroit convoqué au  
bout de trois ans.

L'ouvrage de  
l'union de-  
meure im-  
parfait.

L'union fut laissée imparfaite : mais  
on ne doit pas s'en prendre au concile  
de Pise , qui fit pour la rétablir com-  
plètement tout ce qui étoit en son  
pouvoir. Les deux chefs du schisme ,  
malgré la sentence de déposition pro-  
noncée contre eux , s'opiniâtèrent à  
garder le titre & les honneurs du pon-  
tificat : & ils trouvèrent des partisans.  
L'Espagne adhéroit à Benoît , & Gré-  
goire étoit reconnu par Rupert ou  
Robert roi des Romains , & dans une  
partie de l'Italie. Il en çouta bien des  
combats à l'Eglise , & bien des travaux  
à l'Université de Paris , pour consom-  
mer enfin l'ouvrage de l'union dans le  
concile de Constance , ainsi que nous  
le verrons dans la suite : encore y res-  
ta-t-il une brèche , par l'obstination  
incurable de Pierre de Lune , qui brava  
jusqu'à la fin de sa vie tout l'univers  
réuni contre lui.

Rôle dressé  
par l'Univer-  
sité pour être  
envoyé au  
pape.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 194.*

Dès que l'Eglise eut un pape incon-  
testable , les choses reprirent leur al-  
lure usitée par rapport à la nomination  
aux bénéfices : & l'Université dressa ,

pour ce qui la concernoit, un rôle qui pût être envoyé & présenté à Alexandre V. Dans la confection de ce rôle il survint quelques difficultés, dont la principale est celle entre les régens & non régens de la Faculté de Médecine. On se débattit de part & d'autre : & enfin les régens l'emportèrent, & obtinrent une préférence entière sur ceux qui ne l'étoient pas. On voit par là que l'usage n'étoit pas encore établi, que tous les docteurs en Médecine acquiescent la qualité de régens.

Régens & non régens dans la Faculté de Médecine.

L'Université avoit de fréquentes affaires en cour de Rome : & pour les gérer, elle établit cette année au mois de Décembre son procureur & député auprès du pape & du sacré collège Guillaume Guignon maître ès Arts, licencié ès Loix, c'est-à-dire en Droit civil, & bachelier en Droit canon. L'acte de cette procuration est rapporté tout entier par Duboullai. Il paroît que ce député faisoit porter dans Rome une masse devant lui, & que c'est pour cet usage que l'Université emprunta la masse d'argent de la Nation de France, en s'engageant par acte à la rendre fidèlement.

Agent de l'Université en cour de Rome.

Hist. Un. Par. T. V. p. 195.

Alexandre V étoit docteur de Pa-

Bulle d'Alexandre V en

faveur des  
religieux  
mendiants.

*Hist. Un.*

*Par. T. V.*

*p. 196--201.*

*Enfant ,*

*Concile de*

*Pise, l. III.*

*p. 123--130.*

ris, comme je l'ai remarqué : mais il étoit Franciscain : & les impressions de son Ordre agissoient bien plus puissamment sur lui, que celles de l'École dont il avoit acquis les honneurs sans en prendre l'esprit. Moins de quatre mois après son élection au pontificat, il montra sa partialité pour les Mendians par une bulle qu'il donna à la sollicitation de ce même Jean Gorel, dont les propositions contraires aux droits des curés avoient été condamnées par la Faculté de Théologie.

Ce que cette bulle contient d'essentiel se réduit au renouvellement de la bulle de Boniface VIII sur la même matière, ( j'en ai parlé en son tems, ) & à la condamnation de certains articles, que le pape dit être enseignés par des esprits téméraires. Les voici.

» Celui qui s'est confessé à un religieux mendiant, est obligé de confesser de nouveau les mêmes péchés à son curé. »

» Les conclusions de Jean de Poilli  
» condamnées par Jean XXII, sont  
» assez vraies : & il n'est point d'homme instruit qui ne puisse les soutenir. »

» Le décret de Jean XXII qui les



» condamne, est nul & sans force,  
 » parce que dans le tems qu'il l'a don-  
 » né, il étoit hérétique; ( par son opi-  
 » nion erronée sur le retardement de  
 » la vision béatifique : ) & par consé-  
 » quent tout ce qu'il a statué, soit  
 » par rapport aux Mendians, soit au-  
 » trement, avant qu'il eût retracté son  
 » erreur, n'a aucune autorité. »

» Tant que subsiste le canon du  
 » concile de Latran, *Omnis utriusque*  
 » *sexûs*, ni Dieu, ni le pape ne peut  
 » empêcher que celui qui s'est confessé  
 » à un religieux, ne soit tenu de réi-  
 » térer sa confession à son curé. »

» La confession faite à un religieux  
 » est sujette au doute & à l'incerti-  
 » tude : & par conséquent, tous étant  
 » obligés de préférer le certain à l'in-  
 » certain, les Fidèles doivent sous  
 » peine de péché mortel se confesser  
 » à leur propre prêtre chargé du soin  
 » de leurs ames. »

» En supposant que les religieux  
 » aient le pouvoir de confesser & d'ab-  
 » soudre, les Fidèles n'ont pas celui  
 » de s'adresser aux religieux, sans la  
 » permission de leur propre prêtre. »

» Les religieux qui demandent des  
 » privilèges pour confesser, & pour

» donner chez eux la sépulture , sont  
 » en péché mortel & excommuniés ;  
 » & pareillement les souverains pon-  
 » tifes qui accordent ou confirment  
 » de tels privilèges. »

» Les religieux ne sont & n'ont  
 » point été pasteurs , mais voleurs ,  
 » larrons , & loups. »

» La dispense de l'observation du  
 » canon du concile de Latran donnée  
 » par le curé, qui permet à un religieux  
 » de confesser son paroissien , a plus  
 » de force & de vertu , que celle que  
 » le pape accorde par une bulle qui  
 » autorise les Mendians à confesser. »

Alexandre V condamne toutes ces propositions comme erronées , & veut que ceux qui les défendroient , soient réputés hérétiques & punis comme tels.

L'Université  
 s'élève contre cette bul-  
 le. Sermon  
 de Gerson.  
 Jugement de  
 la Faculté de  
 Théologie.

On sent assez que ces propositions sont outrées pour la plupart , mais que pourtant elles contiennent un fond vrai , & que les condamner nûment & sans précaution , c'étoit ouvrir la porte aux religieux mendians, pour se substituer aux curés dans toutes leurs fonctions & dans tous leurs droits. Aussi l'Université de Paris s'éleva-t-elle contre la bulle d'Alexandre V avec une

très grande force , & avec une liberté qui n'est plus de ce tems-ci.

Elle usa néanmoins de circonspection , & avant que d'éclater elle voulut s'assurer de la vérité du fait. Il pouvoit sur ce point rester quelque incertitude , parce que cette bulle accordée aux sollicitations des Mendians étoit entre leurs mains , & ils n'en donnoient pas aisément communication. Les députés de l'Université en cour de Rome examinèrent la chose suivant les ordres qu'ils en avoient reçûs , & ils répondirent que la bulle existoit , & qu'ils l'avoient vûe en original : mais que la clause qu'elle portoit , *du consentement des cardinaux* , n'étoit pas exacte : qu'ils les avoient visités tous , & qu'ils savoient d'eux qu'on ne les avoit point consultés , & que même les dispositions de la bulle leur paroissoient sujettes à de grands inconvéniens. On voulut aussi se persuader que le pape lui-même n'en étoit pas à proprement parler l'auteur. » Car , disoit Gerson en prêchant dans Notre - Dame , » notre » saint Père , qui est un grand théologien , n'auroit jamais donné les » mains à une telle décision , s'il

322 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
» avoit bien examiné l'affaire. »

Sur ces éclaircissemens l'Université se détermina , & dans une assemblée générale elle conclut que tous les Mendians seroient retranchés de son corps, s'ils ne rapportoient la bulle qu'ils avoient reçue de Rome , & s'ils n'y renonçoient solennellement. Les Dominicains & les Carmes se soumirent. Mais les Franciscains étoient trop fiers d'avoir un pape de leur Ordre , pour subir ainsi la loi. Ils prétendirent jouir des droits qui leur étoient accordés par la bulle , & ils furent suivis des Augustins. Leur audace étoit extrême : ils couroient les rues leurs privilèges à la main avec un air de triomphe : ils insultoient les pasteurs ordinaires. Pour mettre un frein à leur insolence , l'Université implora la puissance royale , & elle en obtint une ordonnance qui défendoit à tous prêtres & curés de laisser prêcher ou confesser dans leurs Eglises & dans leurs paroisses les Franciscains & les Augustins , sous peine de saisie de leur temporel. En même tems elle employa les armes qui lui sont propres , l'instruction & la discussion doctrinale. La Faculté de Théologie nomma des commissaires pour

examiner la bulle , & en donner leur avis : & Gerson prêcha dans la cathédrale , le troisiéme dimanche du Carême de l'année 1410 , contre les abus que cette pièce introduisoit.

Nous avons son sermon , dans lequel ce sage théologien ménage autant qu'il est possible , le respect dû à l'autorité du chef de l'Eglise. Il veut douter , comme je l'ai déjà observé , que la bulle soit l'ouvrage du pape. C'est un écrit surpris par ruse , ou extorqué par importunité : & le pape n'y a d'autre part , que de ne s'être pas assez mis en garde contre des sollicitations trop séduisantes. Gerson montre même de la modération à l'égard des coupables. Il ne prétend point que leur retranchement de l'Université soit perpétuel : & il croit seulement juste & raisonnable qu'ils soient soumis à un châtiment passager , jusqu'à ce qu'en procurant la révocation de la bulle ils aient fait cesser le scandale , dont ils sont les auteurs. Cette douceur dans les procédés ne diminue rien de la fermeté avec laquelle Gerson s'explique sur le fond des choses. Il regarde l'écrit qu'il combat , comme capable de troubler tout l'ordre hié-

324 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
rarchique : & il établit la compétence  
de l'Université pour donner son juge-  
ment doctrinal dans une affaire où il  
s'agit du bon gouvernement de l'E-  
glise.

Attentif à éclairer les esprits , il ex-  
pose aux Fidèles la doctrine à laquelle  
ils doivent s'en tenir sur la matière  
qui faisoit actuellement tant de bruit :  
& je suis bien aise d'en mettre ici les  
articles sous les yeux du lecteur , pour  
faire voir que l'Université n'adoptoit  
pas ce qu'il y a d'outré & d'excessif  
dans les propositions condamnées par  
la bulle d'Alexandre V.

» Les curés , selon Gerson , sont  
» prélats du second ordre , & entrent  
» dans la hiérarchie instituée par Jesus-  
» Christ. »

» L'état des curés est plus parfait ,  
» que celui des simples religieux. »

» C'est aux curés qu'appartient par  
» leur état le droit & la faculté de prê-  
» cher : en sorte que le pape , ni aucun  
» autre , ne peut leur ôter ce droit , ni  
» les y troubler , ni qui que ce soit  
» entreprendre de prêcher dans leurs  
» Eglises sans leur permission. »

» Tout curé est obligé de prêcher ,  
» ou de faire prêcher dans son Eglise. »

„ C'est au curé à entendre les confessions de ses paroissiens , & à les engager à venir à confesse. „

„ Toutes choses égales , il est mieux de se confesser à son curé qu'à un privilégié , tant par obéissance , que pour plus grande sûreté de la conscience. „

„ C'est aux curés à administrer les sacremens. „

„ C'est aux curés , & non aux religieux mendiants , qu'appartient le droit des sépultures dans leurs paroisses , & celui de recevoir les dîmes & ce qui sert à la subsistance. „

Le dernier article proposé par Gerson , impose l'obligation de réitérer à son curé la confession qui a été faite à un religieux mendiant. Mais nous allons voir que sur ce point la Faculté de Théologie ne voulut rien décider.

Peu de tems après le sermon prêché par Gerson , fut achevé l'examen de la bulle par les commissaires : & sur leur rapport la Faculté de Théologie forma le cinq Mars une délibération , qui contient deux objets : décision sur la bulle , & avis sur les précautions qu'il convient de prendre dans la circonstance où l'on se trouve.

Sur la bulle, il fut dit premièrement qu'elle étoit intolérable, surtout à raison de la forme de la condamnation, de la rigueur des peines qu'elle infligeoit, & de l'atteinte qu'elle donnoit au canon du concile de Latran, touchant la confession à son propre prêtre : en second lieu qu'elle étoit capable de troubler tout l'état ecclésiastique, surtout en ce qu'elle pouvoit servir aux mal intentionnés d'instrument de persécution contre les prélats, les curés, & les peuples. Quant à ce qui regarde la réitération de la confession faite à un privilégié, la Faculté de Théologie ne jugea pas qu'il fût expédient de rien statuer pour le présent sur cette question.

Les avis peuvent se réduire à quatre articles.

1<sup>o</sup>. Justifier la conduite de l'Université à l'égard de la bulle dans une assemblée solennelle de prélats, & de sages & prudents personnages, soit du conseil du roi, soit du parlement, ou du châtelet : & faire aussi cette justification devant les princes, & même devant les peuples, suivant une instruction qui seroit donnée aux prédicateurs.



2<sup>o</sup>. Dresser de petits traités en François , qui continssent les principaux points de la Religion , afin que les curés , quelque simples & peu lettrés qu'ils fussent , pûssent en les lisant ou les récitant instruire leurs peuples. Cet avis tendoit à pourvoir au salut des ames , & de plus à faire cesser les clameurs & les reproches des religieux mendiants , qui prenoient prétexte de l'ignorance du clergé séculier pour usurper ses fonctions. Gerson, qui étoit vraisemblablement l'auteur de l'avis , s'est chargé aussi du soin de l'exécuter. On trouve parmi ses œuvres un petit traité destiné à faciliter aux curés l'instruction de leurs peuples , & qui expose en abrégé ce qui est le plus nécessaire à savoir & à pratiquer sur les préceptes du Décalogue , sur la confession , sur la science de bien mourir.

Le troisième avis recommandoit aux curés & aux vicaires de ne recevoir à prêcher ou à confesser dans leurs Eglises aucun religieux , qui ne fût autorisé par son prélat , suivant la forme prescrite par plusieurs constitutions des papes. Cette attention étoit nécessaire, parce que souvent des religieux se pré-

328 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
fentoient, qui ne tenoient leur mission  
que d'eux-mêmes.

Enfin la Faculté de Théologie sou-  
haitoit que l'Université en corps adop-  
tât sa censure contre les propositions  
de Jean Gorel.

Alexandre V n'eut pas le tems de  
faire connoître ce qu'il pensoit du  
traitement que sa bulle éprouvoit en  
France. Car il mourut le trois Mai de  
la même année 1410, n'ayant tenu le  
S. Siège que dix mois & quelques  
jours.

L'Université  
empêche une  
levée de de-  
niers sur le  
clergé de  
France or-  
donnée par  
le pape.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 202.*

Il avoit encore trouvé en son che-  
min l'Université par rapport à un objet  
très intéressant. Le cardinal de Thuri-  
étant venu comme légat du S. Siège,  
pour tirer un subside du clergé de  
France, l'Université s'y opposa, &  
elle obtint du roi une ordonnance  
adressée à tous les officiers royaux, par  
laquelle il leur étoit enjoint de chasser  
de route l'étendue de leur territoire,  
quiconque s'y présenteroit pour faire  
de telles levées.

Jean XXIII  
successeur  
d'Alexandre  
V, révoque la  
bulle trop fa-

Alexandre V étant mort, comme je  
viens de le dire, on lui donna pour  
successeur le cardinal Balthazar Cossa,  
qui prit le nom de Jean XXIII : cara-  
ctère intrigant, qui avoit aspiré au

pontificat dès le tems du concile de Pise, & qui n'ayant pas encore alors dressé toutes ses batteries, le déposa entre les mains d'un vieillard de 70 ans peu capable d'affaires, sous lequel il se comptoit sûr de gouverner, & qu'il espéroit remplacer après un court intervalle. Il réussit dans ses desseins, mais à son malheur, comme l'événement le prouvera.

favorable aux  
Mendians.  
Hist. Un.  
par. T. V.  
. 210-214.  
et 219-221.

Ce pape fut très favorable à l'Université, par vûe d'intérêt. Il se proposoit de rétablir toutes les exactions qu'avoient exercées sur le clergé de France les papes d'Avignon, & dont le fil avoit été rompu par les soustractions d'obédience. L'entreprise n'étoit pas aisée. Les ordonnances du roi, les arrêts du parlement, avoient réintégré l'Eglise de France dans ses anciennes franchises : & l'Université étoit très ardente à les maintenir. Jean XXIII tenta de diminuer les obstacles à son désir, en la détachant de ce système, s'il étoit possible, & en la gagnant par des témoignages de bienveillance.

Il commença par révoquer la bulle de son prédécesseur en faveur des Mendians. Le vingt-sept Juin 1410, un mois après son élection, il rendit un

décret, par lequel il ordonnoit que cette bulle fût regardée comme non avenue, & défendit à qui que ce fût d'en faire usage & de s'en prévaloir. De plus il signa & arrêta le rôle qui lui avoit été présenté pour l'Université: & le dix Juillet suivant il déclara par acte qu'il vouloit & entendoit que ceux dont les noms étoient inscrits dans ce rôle, fussent préférés à tous autres prétendans, qui auroient reçu de lui des graces expectatives, excepté certaines personnes privilégiées qu'il énonce exactement.

Il gratifie  
l'Université.

Permetté de  
l'Université  
à empêcher  
les exactions  
de ce pape  
sur le clergé  
de France.

Ces faveurs ne purent corrompre l'Université, ni la disposer à se prêter aux demandes avides du pontife. Assemblée aux Bernardins le treize Novembre, elle reçut & écouta avec respect ses légats, savoir l'archevêque de Pise & l'évêque de Senlis. L'archevêque de Pise dit qu'il apportoit à la compagnie la salutation & la bénédiction apostolique. Il fit l'éloge personnel du pape, & exposa la canonicité de son élection. Il loua de sa part les grands & utiles travaux de l'Université pour l'union de l'Eglise. Enfin, (& c'étoit ici le point où rendoient toutes ces douceurs) il représenta que

l'Eglise avoit un chef unique, certain, & indubitable, mais que néanmoins plusieurs membres n'étoient pas encore réunis. Que les deux hérétiques, (il entendoit Benoît & Grégoire) entraînoient après eux des peuples entiers. Que Jean XXIII avoit la meilleure volonté du monde de les détruire : mais qu'il ne pouvoit y réussir par ses seules ressources, & qu'il comptoit sur les secours, les conseils, & la faveur de l'Université. Pour traiter à fond cette matière, l'archevêque de Pise pria la compagnie de nommer des députés de toutes les Facultés & Nations, qui pûssent conférer avec lui & avec son collègue, touchant cette matière, & touchant la bulle qui regardoit l'affaire des Mendians. L'Université rendit de très humbles actions de grâces au pape de l'affection qu'il lui témoignoit : & elle nomma des députés recommandables par leurs dignités & par leur mérite, mais qui n'avoient pouvoir que d'écouter ce que l'archevêque avoit à leur dire, & d'en faire leur rapport à la compagnie.

L'Université s'assembla de nouveau le dix-sept du même mois au même

lieu , & ce jour elle délibéra uniquement sur la bulle de Jean XXIII concernant les Mendians. Elle n'en fut point contente. Elle eût voulu que celle d'Alexandre V eût été cassée & annullée en termes exprès : & ce n'étoit point satisfaction pour elle que cette méchante bulle , ainsi s'exprime l'acte, fût simplement regardée comme non avenue. Elle remarqua encore dans la bulle de Jean XXIII d'autres défectuosités : & la conclusion fut que les deux bulles lui déplaisoient.

Ce préliminaire n'annonçoit pas une réponse favorable par rapport aux droits pécuniaires , dont le pape souhaitoit le rétablissement. Pour en délibérer , une autre assemblée fut indiquée par le Recteur Rolland Ramier au vingt-trois. Cette convocation donna lieu à un incident digne de n'être pas omis. L'intention de l'Université étoit que l'assemblée fût très nombreuse & très solennelle : & le Recteur y appella non seulement les maîtres & docteurs , mais les licenciés , & bacheliers , & tous ceux qui étoient liés à la compagnie par leur serment , prélats & magistrats. Les bedeaux portèrent à l'ordinaire les billets de

convocation : & celui qui étoit chargé de les notifier aux conseillers en parlement , licenciés en Droit canon ou civil , pour avoir plutôt fait , vint au palais exécuter sa commission l'audience tenant. Le parlement trouva mauvaise & insolite cette façon de procéder , & dit que la cour ne recevoit d'ordre que du roi ; & que si quelquesuns de ses membres avoient prêté serment à l'Université , ils devoient être avertis chacun en particulier. Le bedeau répondit sagement , que le Recteur n'ignoroit pas cette loi ; & que s'il avoit agi autrement , ce n'étoit que par le seul motif de faire plus de diligence.

L'assemblée de l'Université se tint au jour indiqué , dimanche vingt-trois Novembre. On en fit l'ouverture par la lecture de l'ordonnance du roi confirmative de l'arrêt du parlement du onze Septembre 1406, qui supprimoit toutes les exactions de la cour de Rome. On prit cette ordonnance pour règle , & il fut dit que la demande des légats y étant contraire , elle ne pouvoit être admise. On ajouta que si le pape ou ses légats employoient les censures , pour forcer les ecclésiasti-

334 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
ques à payer les impositions dont il  
s'agissoit , on en appelloit au concile  
général. On déclara que les collecteurs  
qui entreprendroient de lever ces sub-  
sides , devoient être punis par saisie de  
leur temporel s'ils en avoient , ou mis  
en prison s'ils n'en avoient point. En-  
fin l'Université demanda l'adjonction  
du procureur général du roi & de ceux  
des princes , dans une cause qui inté-  
ressoit les libertés du royaume. Ce-  
pendant , pour ne pas tout refuser au  
pape , on convint que s'il alléguoit  
quelque besoin réel & évident , l'E-  
glise de France s'assembleroit , & lui  
accorderoit un secours par forme de  
subsidié charitable , & sous la clause  
expresse que le concile Gallican régle-  
roit la nature & la quantité de l'impo-  
sition , & qu'il nommeroit ceux qui  
en feroient la levée , & ceux qui rece-  
vroient les sommes partielles des mains  
des collecteurs , pour les rassembler &  
en faire tenir le montant au pape.

L'archevêque de Pise fut très mé-  
content de cette délibération , & le  
lendemain lundi il s'en plaignit au  
conseil du roi, où présidoit le dauphin.  
Il soutint que sa demande étoit fon-  
dée sur tous les droits divins & hu-



maines : & il avança que pour refuser de payer d'aussi justes & saintes redevances, il falloit n'être pas Chrétien. Le Recteur étoit présent, & il s'éleva avec force contre ces dernières paroles du légat, qu'il prétendit injurieuses au Roi & à l'Université, & par conséquent à tout le royaume.

Il convoqua une nouvelle assemblée de l'Université le dimanche suivant, dans laquelle il fut résolu de porter plainte au roi contre le discours des légats, & de le prier de les forcer à se rétracter : faute de quoi les Facultés de Théologie & de Décret les poursuivroient comme errans dans la Foi, afin qu'ils fussent punis suivant l'exigence du cas. La même assemblée décida que l'on écriroit aux autres Universités, & à tous les prélats & chapitres du royaume, pour les exhorter à se joindre à celle de Paris, dans la défense de la cause commune : & que l'archevêque de Reims & autres seigneurs du conseil du roi, qui avoient fait serment à l'Université, seroient requis de poursuivre avec elle cette même affaire, sous peine d'être retranchés du corps.

Les légats étoient poussés à bout,

& ils alléguèrent les raisons qui rendoient le subside nécessaire. Ils dirent que le pape se proposoit de travailler à la réunion des Grecs avec les Latins, au rétablissement de la paix entre la France & l'Angleterre, au recouvrement de la Terre sainte. Pour faire goûter ces raisons, l'archevêque de Pise s'humilia, dit l'auteur original, devant l'Université, & il conféra en particulier avec les principaux membres de la compagnie. Tous ses efforts furent vains. L'Université s'assembla le vingt-huit Janvier 1411 sur ces nouvelles propositions, & elle déclara que nulle levée de deniers ne seroit faite de son consentement sur le clergé de France, sinon suivant la forme portée par sa conclusion du vingt-trois Novembre précédent.

Il se tint une assemblée de prélats le 16 Février 1411 pour la même affaire: & l'Université opposant toujours aux légats la même résistance, ils ne purent encore rien obtenir pour cette fois, quoique le plus grand nombre des seigneurs, & spécialement les princes, fussent assez disposés à consentir à leur demande. Enfin néanmoins vers le mois de Juillet à force de sollicitations  
& de

& de persévérance, ils vinrent à bout de se faire accorder par le roi une moitié de décime sur le clergé, du consentement des princes, de l'Université, & de la plus grande partie des prélats.

Ce qui doit paroître bien singulier, c'est que malgré cette guerre ouverte sur un article très important, ni le pape ne cessa d'être favorable à l'Université dans la distribution des bénéfices, ni l'Université de recourir au pape pour ce même objet. Je crois trouver la solution de l'énigme dans les circonstances des affaires, & dans les intérêts réciproques. Le pape voyoit que l'on vouloit abolir en France les réserves, les expectatives, en un mot lui ôter toute part dans la collation des bénéfices pour en rendre maîtres les Ordinaires des lieux : & en admettant & faisant valoir le rôle de l'Université, il se préservoit au moins d'une déposssession totale ; il gardoit une portion, avec laquelle il pouvoit espérer de recouvrer le reste. De son côté l'Université trouvoit mieux son compte avec le pape qu'avec les Ordinaires, qui toujours l'ont négligée dans la distribution volontaire des bénéfices, ou

L'usage du Rôle adressé au pape ne fut point interrompu, & pourquoi.

traversée par rapport aux droits qu'elle a voulu y acquérir. C'est de quoi elle se plaignit amèrement dans les tems dont je fais actuellement l'histoire. Nous avons un acte du sept Mars 1412, dans lequel après une mûre délibération de toutes les Facultés, le Recteur prononçant le résultat déclare qu'elles se réunissent dans le sentiment d'empêcher, autant qu'il est en elles, que la collation des bénéfices ne dépende de la volonté des Ordinaires. L'Université-fit même plus, & peut-être trop. Car la Faculté des Arts interjeta appel des ordonnances du roi trop favorables aux prélats, & les trois autres Facultés adhérèrent à cet appel. Il paroît que cette démarche hardie fut tenue secrète dans le tems. Nous verrons qu'elle éclata dans la suite, & qu'elle attira des chagrins à l'Université.

Point de loi  
fixe touchant  
la collation  
des bénéfices  
jusqu'à la  
Pragmatique  
Sanction.

Toute cette matière bénéficiaire fut sujette à bien des vicissitudes & à une agitation continuelle, jusqu'à ce qu'elle eût acquis une consistance par la Pragmatique Sanction arrêtée à Bourges en 1440. Pour ne me point immiscer dans des discussions qui appartiennent plus à la jurisprudence ecclésiastique qu'à l'histoire, & néanmoins ne pas

priver ceux qui y prennent intérêt des secours qu'ils peuvent tirer de l'ouvrage de Duboullai, je vais citer ici dans une note les monumens rapportés par cet écrivain, touchant la matière dont il s'agit, depuis l'année 1410 jusqu'en 1414. \*

\* Ordonnance de Charles VI du 17 Avril 1410, pour maintenir en possession ceux qui ont été pourvus de bénéfices pendant la neutralité, & pour attribuer au parlement la connoissance de tous les débats qui pourront naître à ce sujet. (p. 205-217.) Prérogatives accordées par Jean XXIII aux suppôts de l'Université de Paris, inscrits sur son Rôle de l'année 1410. (p. 219-221.) Il en a été parlé dans le texte de cette histoire. Délibération de l'Université contre la nomination par les Ordinaires, du 7 Mars 1412. (p. 222. 223.) Il vient d'en être parlé. Ordonnance de Charles VI du 26 Avril 1412, confirmative de celle du 17 Avril 1410. (p. 224. 225.) Bulle de Jean XXIII du 1 Avril 1413, qui attribue à l'évêque de Paris, pendant trois ans, la connoissance de toutes les contestations nées ou

à naître, à l'occasion des bénéfices obtenus ou à obtenir par les suppôts de l'Université, en vertu de leur inscription sur le Rôle. (p. 227.) Autre bulle du même pape du 1 Mai 1413, qui, sans faire mention de la précédente, attribue au cardinal Alamanni, nonce en France, la même juridiction qui est donnée dans l'autre à l'évêque de Paris. (p. 228.) Acte de l'official de Paris du 23 Octobre 1412, par lequel est vidimé le titre original des prérogatives mentionnées ci-dessus. (p. 229. 230.) Ordonnance de Charles VI du 23 Mars 1413, pour mettre les suppôts de l'Université, pourvus de bénéfices, à l'abri des vexations de ceux qui les leur contestoient par des procès en cour de Rome. (p. 230. 231.) Acte du cardinal Alamanni du 6 Avril 1414, relatif à la juridiction qui lui avoit été attribuée par la bulle

Faits concer-  
nant l'inté-  
rieur de l'U-  
niversité.  
Fondation  
du collège de  
Reims.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 202 &  
Hist. de Pa-  
ris, T. II,  
p. 761.*

Ces mêmes tems-ci nous fournissent quelques faits concernant l'intérieur de l'Université. Telle est la fondation du collège de Reims, qui roule entre les années 1409 & 1412. Cet établissement est dû à la libéralité testamentaire de Gui de Roye archevêque de Reims, qui périt malheureusement en 1409, étant en chemin pour aller au concile de Pise. Gui de Roye, quoique très attaché au parti de Benoît, s'étoit laissé persuader de se rendre à ce concile, où l'on devoit procéder contre les deux prétendans à la papauté : & déjà il étoit arrivé à un lieu près de Gènes nommé Voutre. Là son maréchal prit querelle avec le maréchal du village, & le tua. Ce meurtre causa une sédition. Les payfans s'ameutent, & quoique le prélat eût livré son domestique au juge du lieu, ils continuèrent leurs cris furieux : & ils se disposoient à enfoncer les portes de la maison. Gui de Roye, pour essayer de les apaiser, mit la tête à la fenêtre : & il

du 1 Mai 1413, & lettres  
du pape confirmatives de  
cet acte. (p. 233. 234.)  
Ordonnance de Char-  
les VI du 6 Juillet 1413,  
pour faire jouir les sup-

pôts de l'Université des  
prérogatives à eux accor-  
dées par Jean XXIII,  
dont est fait mention ci-  
dessus. (p. 264-266.)

y reçut un coup de flèche, dont il fut tué sur le champ. Par son testament il ordonnoit la fondation d'un collège à Paris pour les étudiants de son diocèse, & il léguoit des fonds à cette intention. Matthieu de Roye son frère, & Simon de Cramaud son successeur dans l'archevêché de Reims, ne tardèrent pas à accomplir sa dernière volonté; & dès le mois de Septembre de la même année 1409, ils obtinrent des lettres du roi, qui en autorisoient l'exécution. En 1412 les écoliers du diocèse de Reims étudiants en l'Université de Paris, achetèrent pour la somme de mille livre Tournois l'hôtel de Bourgogne, qui appartenoit à Philippe comte de Nevers & de Retel, frère du duc de Bourgogne. C'est aujourd'hui le collège de Reims. En 1443 le roi Charles VII y unit le collège de Retel, qui avoit été fondé dans la rue des Poirées près les Jacobins.

Collège de Retel.

Dans la basse cour du collège de Reims sur la rue Chartière a existé pendant un tems le collège de Cocqueret, dont il ne reste plus que le bâtiment, sans aucun vestige d'établissement littéraire.

Collège de Cocqueret.

En 1410 au mois de Septembre la

La maison de S. Victor reconnue & déclarée collège de l'Université.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 207-210.*

maison de S. Victor demanda à l'Université, par l'organe d'un de ses Religieux docteur & professeur en Théologie, d'être reconnue pour collège académique. L'occasion qui amenoit cette demande, étoit une ordonnance récente du roi, qui déclaroit vouloir payer les arrérages qu'il devoit aux collèges de l'Université jusqu'au quatorze Mai précédent. J'ignore ce que c'étoit que ces arrérages, & d'où ils provenoient. Mais quoi qu'il en soit, le roi avoit assigné sur son trésor dix-huit mille livres Parisis pour ce paiement : & c'est ce qui faisoit souhaiter aux religieux de S. Victor que leur maison fût réputée collège de l'Université, afin qu'elle pût être comprise dans le paiement ordonné. Leur requête étoit juste. La maison de saint Victor avoit toujours été membre de l'Université, & un membre illustre. On se rappelloit avec estime & vénération les noms de Hugues, de Richard, & d'Adam de S. Victor, célèbres docteurs, qui par leurs leçons & par leurs écrits avoient décoré l'Ecole théologique de Paris. L'Université accorda donc volontiers à leurs successeurs, par délibération solennelle des



Facultés & des Nations, ce qu'ils demandoient à si bon titre : & elle déclara qu'elle tenoit la maison de saint Victor pour un de ses collèges.

En confirmation de cet acte, Duboullai en rapporte trois autres des années 1309, 1428, & 1498, par lesquels les religieux de S. Victor sont reconnus pour vrais & légitimes écoliers de l'Université, qui les prend en cette qualité sous sa protection & sauvegarde.

Le collège de Tréguier reçût des statuts en 1411 de la Nation de France, à la direction de laquelle il est soumis. La date de ces statuts est du treize Août : & le vingt-six du même mois le maître & les écoliers en jurèrent l'observation.

Statuts donnés au collège de Tréguier par la Nation de France.

*Hist. Un. Par. T. V. p. 217.*

Pour ne rien omettre, je dirai que l'élection du Recteur, au \* rapport de Duboullai, fut faite par les quatre procureurs le seize Décembre 1410 ; & que Dominique Chaillon, qui fut Recteur depuis le vingt-trois Juin jusqu'au dix Octobre 1411, demanda

Faits concernant le rectorat.

*p. 214 & 217.*

\* Je mets cette restriction, parce que le texte que Duboullai cite ne me paroît pas contenir un témoignage certain & dé-

cisif du fait. Au reste un exemple semblable se retrouvera sous l'année 1417.

un secours d'argent à la Nation de France, dont il étoit membre, & en obtint trente écus d'or. Les tems étoient malheureux : & la pauvreté n'a jamais été dans l'Université un obstacle aux honneurs.

Cas de conscience résolu par les docteurs en Théologie.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 205--207*

Sous l'année 1410 je trouve un cas de conscience proposé par un particulier, & résolu par Gerson, & par plusieurs autres docteurs en Théologie, qui tous signèrent la réponse, quoiqu'avec quelque diversité de sentimens. Je n'entrerai point dans le détail du fait, qui nous mèneroit trop loin, & qui n'est pas de mon plan. Seulement je remarquerai que la délibération des docteurs fut présentée au Recteur, qui la légalisa, & y fit mettre son sceau.

Place du grand maître de Navarre nommée par le confesseur du roi.

*p. 223. 224.*

*Launoi,  
Hist. Nav.  
p. 113 &  
922-926.*

En 1412 la place de grand maître du collège de Navarre fut débattue, & occasionna un procès entre deux concurrens, qui étoient l'un & l'autre gens de mérite, Raoul de la Porte, & Renaud des Fontaines. Rien n'est plus beau que les sentimens qu'exprime au sujet de cette querelle Nicolas de Clémengis, ami commun des deux, mais encore plus ami de la paix & de la concorde. Il en est pénétré de douleur,

& il en fait aux deux plaideurs des reproches qui réunissent la sagesse d'un Philosophe & la douceur d'un Chrétien. » N'eût-il pas mieux valu, dit-il, » écrivant à Renaud des Fontaines, » remettre au fort la décision de votre » procès, que de faire naître une division capable de ruiner la maison » dont vous ambitionnez la première » place ? N'aviez-vous pas des amis, » à l'arbitrage desquels vous pouviez » vous en rapporter, plutôt que de » troubler & de déchirer un florissant » collège, dans lequel vous avez été » élevés, & qui jouissoit d'une heureuse paix ? O que vous êtes malheureux l'un & l'autre, que vous êtes » nés sous une mauvaise étoile, si vous » devez être les auteurs d'un si grand » mal ! » Clémengis n'est guères plus content de leurs amis, qui se partageoient entre eux, & formoient deux factions, au lieu de se réunir tous pour le bien commun du collège, & de forcer les deux contendans, en leur refusant tout appui, à convenir amiablement d'un accord. Pour lui, il proteste très nettement que, s'il aime chacun des deux rivaux, il aime bien plus l'avantage de la maison. Il les

346 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
renvoye à l'autorité de S. Paul , & au  
fameux passage dans lequel l'Apôtre  
blâme les Fidèles de Corinthe de ce  
qu'ils plaident les uns contre les autres,  
& de ce que , s'il faut qu'ils soutiennent  
des intérêts contraires , ils ne prennent  
pas plutôt pour juges les moindres  
d'entre leurs frères , que de faire re-  
tentir de leurs querelles les tribunaux  
publics. Il conclut par ces paroles plei-  
nes de tendresse & de charité : » <sup>a</sup> Je  
» vous conjure l'un & l'autre , par les  
» entrailles de la miséricorde de J. C.  
» de vous désister de cette animosité  
» obstinée , de ces contentions odieu-  
» ses , & de prendre des conseils &  
» des sentimens de paix. N'est-ce pas  
» assez pour vous que l'Eglise , que le  
» Royaume , que presque toute la  
» Chrétienté , souffrent des schismes  
» déplorables ? N'introduisez pas ce  
» monstre dans une maison paisible ,  
» que jusqu'ici la bonté de Dieu en a

<sup>a</sup> Per piissima viscera  
misericordiarum Jesu Christi,  
ab hac pertinaci ani-  
mositate odiosaque con-  
tentione desistite , sanio-  
raque pacis inite consilia.  
Satis sint vobis schisma-  
ta , quæ tam luctuosa in  
Ecclesia Dei , in hac

patria , in totaque ferè  
Christianitate conspici-  
tis , & nolite tam hor-  
rendum monstrum in do-  
mum illam , quo divinâ  
dignatione hæcenus car-  
ruit , vestrâ altercatione  
intrudere.

» garantie. » Je ne puis dire quel effet opérèrent des représentations si touchantes. Par l'événement Raoul l'emporta. Son concurrent Renaud des Fontaines devint dans la suite évêque de Soissons.

Les actes inférés par Duboullai dans son histoire touchant cette contestation, nous apprennent qu'alors la nomination des places, offices, & bourses du collège de Navarre, appartenoit au \* confesseur du roi : mais que néanmoins l'Université, & en particulier la Nation de France, se croyoient en droit de veiller, & de tenir la main à ce que le confesseur dans ses nominations se conformât aux statuts du collège.

L'Université & Gerson personnellement ne devoient pas être fort agréables à Jean XXIII. Néanmoins ce pontife leur donna en 1413 un nouveau témoignage de bienveillance. Il revêtit Gerson d'un pouvoir très étendu en faveur des maîtres & écoliers de l'Université. Il lui permit de les absoudre des cas réservés au S. Siège,

Bulle qui accorde à Gerson le pouvoir de délier de toute censure les sup-pôts de l'Université.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 226.*

\* Cet ordre subsistoit, | puis le règne de Philippe de Valois.  
selon Launoï, *Hist. Coll.*  
*Nav.* p. 65 & 113, de-

348 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de les délier des censures & excommu-  
nications qu'ils pourroient avoir en-  
courues , de leur accorder certaines  
dispenses , & même de commuer les  
vœux de pèlerinages & de chasteté  
qu'ils auroient faits en d'autres œuvres  
de piété. La bulle est du premier Avril  
de l'année 1413 , & son effet est limité  
à l'espace de trois ans.

Troubles af-  
freux dans  
l'Etat. Fré-  
quens con-  
seils , où l'U-  
niversité fut  
toujours ap-  
pellée.

Tout le monde sait que les troubles  
de l'Etat furent portés , pendant les  
dernières années du règne de Charles  
VI, aux plus grands excès de fureur ,  
& donnèrent lieu à des scènes san-  
glantes , qui sont exposées dans les  
histoires générales. Jamais on ne vit  
tant d'événemens tragiques , tant de  
révolutions & de catastrophes , & con-  
séquemment tant de délibérations pu-  
bliques , de conseils des princes & des  
seigneurs avec le roi & le dauphin ,  
d'ordonnances qui en furent les résul-  
tats : & l'Université ne manqua jamais  
d'y concourir par ses avis , par ses re-  
quêtes , par ses suffrages. Qu'il me  
suffise d'en avertir ici en un mot , sans  
donner le détail de toutes les circon-  
stances où elle fut appelée & consul-  
tée. Si je me permettois de le traiter ,  
il faudroit que je m'engageasse au récit

complet de toutes les affaires de l'État, & je ferois une histoire de France. Je me contenterai de recueillir les traits les plus remarquables, & qui ont un titre propre pour appartenir à mon sujet.

En 1410 le duc Jean de Bourgogne triomphoit : il étoit maître de la Cour & de Paris : il avoit en sa puissance le roi & le dauphin : la maison d'Orléans ne pouvoit espérer de vengeance, ni les autres princes aucune part dans le gouvernement. Ils se réunirent tous, ayant le duc de Berri à leur tête, contre celui qu'ils regardoient comme l'ennemi commun, & ayant assemblé une armée, ils s'avancèrent vers la capitale, & s'emparèrent de Montlhéry, qui étoit alors un poste important. Le roi vouloit la paix, & il entra en négociation avec les princes. L'Université le seconda dans ce dessein, & elle envoya au duc de Berri une députation solennelle, dont les instructions furent toutes pacifiques. Je les rapporterai en entier.

Les princes  
arment les  
uns contre  
les autres.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 214.*

L'Université  
les exhorte à  
la paix.

» Celui qui est chargé de porter la  
» parole, présentera d'abord aux prin-  
» ces ses lettres de créance. Ensuite il  
» les haranguera, & les exhortera à la

» paix pour l'honneur & l'avantage du  
 » roi & du royaume : mais il aura soin  
 » de s'en tenir à des expressions gé-  
 » rales , sans descendre dans aucun dé-  
 » tail , qui puisse irriter ou offenser  
 » aucune des deux parties. »

» Pour tâcher de persuader , il em-  
 » ployera les autorités , les raisons , les  
 » motifs les plus convenables , met-  
 » tant sous les yeux des princes les  
 » inconvéniens , les scandales , les pé-  
 » rils qui résulteroient de la voie des  
 » armes , soit par rapport à ce royaume ,  
 » soit pour toute la Chrétienté :  
 » au lieu que l'on évitera tous ces maux  
 » par un traité de paix , qui deviendra  
 » une source de biens infinis. »

» L'orateur représentera encore que  
 » l'Université se souvient que la loi lui  
 » donne la qualité de fille du roi : &  
 » qu'en conséquence , dans cette dis-  
 » sension survenue entre les seigneurs  
 » de la maison de France , elle n'a  
 » été , n'est , & ne prétend jamais être  
 » dévouée à aucun parti , mais garder  
 » toujours un sage milieu , exhortant  
 » les deux partis à la paix. »

» Il ajoutera que l'Université s'offre  
 » à travailler pour parvenir à cette  
 » paix , autant que Dieu lui en don-



nera le pouvoir, par voie d'exhortations, de conseils, de prédications, & de saintes prières, selon qu'elle y est obligée par son état, & conformément à ce qu'elle a tous jours coutume de faire en pareilles occasions. »

Tels étoient les ordres que l'Université donna à son orateur, & elle y joignit une défense à tout membre de la députation de parler en particulier à aucun des princes, sans le consentement & la présence du plus grand nombre des députés.

Elle agit aussi auprès du duc de Bourgogne, à qui elle députa Rolland Ramier ancien Recteur. Mais le duc de Berri se voyant en force, ne voulut entendre à aucune proposition de paix, & il vint avec son armée jusqu'au château de Vincestre, aujourd'hui Bicêtre, qui lui appartenait. Enfin néanmoins, comme l'hiver approchoit, & que ses troupes commençoient à se débander, sans qu'il eût pû pénétrer dans Paris, il fut forcé de consentir à un traité, qui se conclut le deux Novembre dans son château de Vincestre, & par lequel il fut dit que tous les princes également s'éloigneroient de Paris, &

*Traité de Bicêtre.*

*Daniel, Hist. de Fr. Charles VI.*

*Hist. de Paris, t. II. l. XV.*

que le roi se choisiroit un conseil, composé de telles personnes qu'il jugeroit à propos.

La guerre se  
renouvelle.

La paix du château de Vincestre étoit contrainte, & elle ne pouvoit pas durer. Ni le duc de Bourgogne, ni les princes ligués n'avoient traité de bonne foi. Fatigués & épuisés, ils avoient pris du relâche, pour se préparer à renouveler la guerre. Mais le plus coupable fut le plus habile : & le duc de Bourgogne, par une affectation de retenue & de tranquillité, fçut mettre les apparences de son côté, & laisser à la maison d'Orléans l'odieux de la rupture. Ce fut donc le parti des Orléanois, ou, comme on commençoit à les appeller alors, des \* Armagnacs, qui le premier reprit les armes, malgré les défenses réitérées du roi, pendant que Jean de Bourgogne, protestant de sa soumission à ces mêmes défenses, sembloit demeurer paisible dans ses Etats. Cette conduite lui réussit. Le roi se détermina à faire la guerre au parti qui se montroit ouvertement rebelle : & pour fournir aux frais,

\* Ce nom leur fut donné à cause d'un de leurs principaux chefs, le com-  
te d'Armagnac, beau-père de Charles duc d'Orléans.

comme l'argent lui manquoit , il voulut imposer une taxe dans laquelle il comprit le Clergé & l'Université.

Ici je trouve dans le P. Daniel un fait , qui me paroît ne devoir être reçu qu'avec précaution. Cet historien dit que l'archevêque de Reims au nom des ecclésiastiques consentit à la taxe : mais que l'Université demanda un délai pour répondre , & qu'au bout de quelques jours elle donna sa réponse par l'organe du chancelier de l'Eglise de Paris , qui parla avec une hardiesse excessive ; qui commença par taxer la mauvaise administration des finances ; qui ensuite ne se contenta pas de prétendre que l'Université devoit être exemte , mais se chargea de la cause des ecclésiastiques ; qui traita d'abus les taxes levées sur le clergé , & qui osa avancer qu'on pouvoit croire avec raison sur plusieurs exemples des histoires anciennes , que c'étoit un sujet de secouer le joug , & de déposer un roi. Le P. Daniel ajoute que le chancelier de France s'éleva contre ce discours séditieux , qui mettoit le sort d'un roi à la discrétion des ecclésiastiques ; que l'orateur donna sa proposition par écrit ; mais que les juges que

Discours de  
Gerson , mal  
interprété.

l'on députa pour l'examiner , & qui ne pouvoient manquer d'être favorables à l'accusé , parce qu'ils étoient ses confrères , & , comme lui , membres de l'Université , en leur qualité de docteurs en Droit canon , déclarèrent que le chancelier de Notre-Dame n'avoit point parlé affirmativement , ni prétendu établir une maxime , mais simplement citer un fait.

Ce chancelier de Notre-Dame étoit Gerson , & s'il est vrai qu'il ait tenu le langage qu'on lui impute , nous serons obligés de reconnoître une tache sur sa vie & sur sa doctrine. Mais quoique ses vûes sur la distinction des deux puissances , & sur leur indépendance mutuelle dans ce qui est du ressort de chacune , n'aient peut-être pas été aussi nettes & aussi exactes , que celles des théologiens Gallicans qui sont venus après lui , & qui ont parfaitement éclairci cette importante matière , je me persuade pourtant difficilement qu'un aussi excellent docteur ait attaqué si témérairement l'ordre public , & qu'au mépris de la doctrine qu'il lisoit dans les écrits des Apôtres , il ait prêché la révolte contre l'autorité légitime. Il me semble plus naturel &

plus équitable de penser que sa proposition avoit été mal prise, & qu'au fond elle ne disoit que ce qu'y virent les commissaires chargés d'en donner leur jugement. Alors c'étoit l'avis d'un sujet fidèle, qui craignoit pour son roi, mais qui n'avoit garde d'autoriser des exemples détestés par tous les cœurs François.

La guerre se fit, & elle fut accompagnée de tous les maux qu'elle traîne après soi. Les troupes des Orléanois, mal disciplinées, mal soudoyées, pillèrent, brûlèrent, saccagèrent, exercèrent toutes les violences & toutes les cruautés imaginables dans tous les pays qu'elles coururent, & en particulier dans les environs de Paris; & par là elles attirèrent sur leur parti la haine & l'exécration du roi & du royaume. On persuada même à Charles VI que le plan de cette faction étoit de le priver de sa couronne, & de faire un nouveau roi de France. Il en écrivit en ces termes à l'Université, & il lui ordonne de faire annoncer & publier dans toutes les chaires les crimes des Armagnacs, & leurs desseins impies : ce qui fut exécuté.

Ravages des  
Orléanois ou  
Armagnacs.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 218.*

On conçoit combien cette position

Le duc de  
Bourgogne  
revient à Pa-  
ris.

*Daniel.*  
*Hist. de Pa-*  
*ris.*

des choses étoit favorable au duc de Bourgogne. Le dauphin l'appella à son secours, & au secours du Roi & de l'Etat. Déjà le parti Bourguignon dominoit dans la capitale. Le comte de S. Pol, l'un des plus zélés serviteurs du duc de Bourgogne, étoit devenu gouverneur de Paris : & il se servoit de la faction des bouchers, si fameuse dans ces tems malheureux, pour exterminer & chasser de la ville tous ceux qui conservoient quelque attachement à la maison d'Orléans. Dans ces circonstances le duc de Bourgogne arrivant à Paris, entraîna à lui toute l'autorité. Il s'étoit fait accompagner de deux mille archers & de six cens hommes d'armes Anglois. Car il avoit traité avec l'Angleterre, & en avoit reçu des troupes : en quoi il étoit, non pas plus coupable, mais plus heureux que le parti contraire, qui avoit sollicité la même alliance, sans pouvoir y réussir. Avec le peu de monde qu'amenoit Jean de Bourgogne, il n'auroit pas pû se faire jour à travers l'armée Orléanoise, qui occupoit tous les passages de son côté, & en particulier la ville de S. Denys & le pont de S. Cloud : mais il lui donna le

change, & tournant vers le midi il entra sans coup férir par la porte saint Jacques, le trente Octobre 1411 : & peu de tems après les Orléanois chassés de tous leurs postes, furent obligés de s'éloigner de Paris.

Ce ne fut pas assez pour le duc de Bourgogne d'être victorieux par les armes, & de voir ses ennemis déclarés ennemis de l'Etat, & rebelles à leur Roi : il voulut encore les écraser par les foudres de l'Eglise. Quarante-quatre ans auparavant le pape Urbain V avoit donné une bulle contre ce que l'on appelloit alors *les compagnies*, bandes de brigands qui exerçoient des ravages affreux par toute la France : & cette bulle les soumettoit à toutes les peines spirituelles & temporelles, excommunication, interdit, privation de leurs fiefs, terres, & dignités. Comme les troupes Orléanoises avoient renouvelé les brigandages que commettoient autrefois *les compagnies*, le duc de Bourgogne prétendit que coupables des mêmes crimes, elles étoient sujettes aux mêmes peines : & tel fut aussi le sentiment des docteurs de l'Université, que le roi fit consulter. En conséquence la bulle d'Ur-

Il fait ex-  
communier  
les Orléa-  
nois.

Hist. Un.  
Par. T. IV.  
p. 414.

Daniel,  
Hist. de Pa-  
ris.

358 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
bain V fut de nouveau fulminée : & les  
chefs des Armagnacs & tous leurs com-  
plices excommuniés solennellement  
dans toutes les Eglises de Paris , avec  
toutes les cérémonies effrayantes qui  
accompagnent de semblables publi-  
cations.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 235.*

Quoique chassés de devant Paris &  
excommuniés, les Armagnacs n'étoient  
pas détruits : & l'on fit prendre au roi  
la résolution de les pousser à bout. Pour  
attirer sur ses armes & sur le royaume  
la protection du ciel , on fit un très  
grand nombre de processions , & l'Uni-  
versité en célébra une des plus solennel-  
les , & si nombreuse que , selon Jean-  
Juvénal des Ursins , *quand les pre-  
miers étoient à S. Denys , le Recteur  
étoit encore à S. Maturin.* L'évène-  
ment fut tel que le souhaitoient les  
bons François. Après quelques expédi-  
tions , où le roi agit en personne , les  
négociations se renouèrent , la paix fut  
rétablie , & publiée à Paris le douze  
Septembre 1412. C'est ici la troisième  
réconciliation entre les maisons d'Or-  
léans & de Bourgogne. Elle n'étoit pas  
plus sincère , & ne fut pas mieux ob-  
servée que les précédentes.

Troisième  
réconcilia-  
tion des deux  
partis.

*Daniel.  
Hist. de Pa-  
ris.*

Le duc de Bourgogne ne perdoit



point de vûe son objet , qui étoit de demeurer le maître des affaires , & pour cela de remplir de ses créatures tous les postes importants, & d'en écarter les Orléanois. Ce fut par son conseil que le roi assembla le trente Janvier 1413 en son hôtel de S. Paul , la plus grande partie des princes , les prélats , les seigneurs , les députés de l'Université , & ceux de la ville de Paris & des autres villes considérables de son royaume. Le motif que l'on annonçoit , & qu'en effet le roi avoit dans le cœur , étoit la réformation du gouvernement. Mais le prince ambitieux qui avoit conseillé cette assemblée , ne la regardoit que comme un moyen d'établir sa domination.

Nouvelles  
menées du  
duc de Bour-  
gogne. Af-  
semblée des  
notables.  
Discours de  
l'orateur de  
l'Université.  
Emprisonne-  
ment de plu-  
sieurs accu-  
sés.

Il faut avouer que l'orateur de l'Université le servit fort bien. Car ayant été chargé de porter la parole au nom de tout le tiers Etat , non seulement il releva avec une grande liberté les abus qui se commettoient dans tous les ordres , mais il en nomma les auteurs & les principaux complices , tous personnages vraisemblablement désagréables au duc de Bourgogne. Au moins le savons-nous certainement de Pierre des Essarts , prévôt de Paris & surin-

*Monstrelet.*

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 235.*

*Monstrelet.*

tendant des finances, qui après avoir longtems suivi le parti Bourguignon, commençoit à s'en détacher, & à se retourner vers les Armagnacs. L'Université n'étoit pas contente de ce prévôt, qui avoit fait maltraiter par ses archers les écoliers du collège d'Harcour dans un débat qu'ils avoient eu avec un cabaretier du voisinage. Néanmoins l'orateur ne fait aucune mention de ce sujet de plainte dans son discours : mais il accuse des Effarts de déprédation dans les finances, & il demande sa destitution. Il parcourt ainsi toutes les parties de l'administration publique, & observe ce qui a besoin de réforme dans le conseil du roi, dans le parlement, dans la chambre des comptes, & autres compagnies respectables, indiquant souvent par leurs noms ceux contre qui il porte des plaintes, sans épargner le chancelier lui-même.

*Daniel.  
Hist. de Pa-  
ris.*

Il n'est pas étonnant que plusieurs aient été offensés de cette hardiesse, & qu'il se soit trouvé quelqu'un qui ait dit » qu'il étoit bien impertinent, que des gens qui faisoient trafic de doctrine, étendissent l'autorité des classes jusques sur le gouvernement du royaume. »

royaume. » Mais tel ne fut point l'avis général de l'assemblée. Au contraire les princes, les seigneurs, les prélats, requis par l'orateur de l'avouer dans ce qu'il avoit dit & proposé pour le bien du roi, de son royaume, & de la chose publique, déclarèrent qu'ils l'avouoient, & qu'ils se joignoient à lui pour demander l'exécution des conseils qu'il venoit de donner. En effet plusieurs de ceux qu'il avoit accusés, furent mis en prison. Pierre des Essarts s'enfuit, & perdit sa charge de prévôt de Paris.

*Monstrelet.*

Ce n'étoit là encore que le prélude du plan dressé par le duc de Bourgogne. Il voyoit que le dauphin, qui étoit alors dans sa dix-huitième année, commençoit à se sentir, & qu'il ne manquoit pas de conseillers qui l'exhortassent à tenir en sa main le gouvernement, au lieu de le laisser

*Sédition des Cabochiens. Ils s'emparèrent de la Bastille. Leur insolence à l'égard du dauphin. Prisonniers illustres.*

envahir par un prince fort éloigné de la couronne. Déjà Pierre des Essarts mandé par le dauphin étoit revenu à Paris, & avoit réussi à s'emparer en son nom du château de la Bastille. La faction des bouchers, toujours dévouée au duc de Bourgogne, se souleva, & se porta à des excès incroyables d'insolence.

*Daniel. Hist. de Paris.*

lence sous deux nouveaux chefs, Simon Caboché écorcheur de bêtes, de qui les factieux ont reçu le nom de *Cabochiens*, & Jean de Troye chirurgien. Elle commença par investir la Bastille, & la troupe se grossissant d'un moment à l'autre, bientôt il se trouva vingt mille hommes en armes, résolus de forcer le château, si on ne le leur livroit. Deux chevaliers du parti Bourguignon, Helyon de Jacquerville, & Robinet ou Robert de Mailli, vinrent se mettre à la tête de cette canaille, & décelèrent ainsi le chef muet de la sédition. Le duc de Bourgogne accourut lui-même, mais comme pour faire le rôle de pacificateur. Il empêcha d'une part les séditeux d'enfoncer les portes, & de l'autre il voulut persuader à des Effarts de se rendre. Il alloit ainsi à son but, qui étoit de devenir maître de la Bastille, & de la personne d'un ennemi qu'il prétendoit sacrifier à sa vengeance.

Des Effarts n'étoit pas disposé à se fier à lui : la négociation dura quelque tems : & pendant cet intervalle Jean de Troye se détache, suivi d'une grande partie de la populace séditeuse : il va à l'hôtel du dauphin, lui présente une

liste de cinquante de ses amis , serviteurs , & officiers , dont il prétendoit que les conseils pernicieux corrompoient sa jeunesse , & il lui déclare qu'il va les emmener prisonniers. Le duc de Bourgogne se trouva encore présent à cette scène , faisant toujours son personnage de prétendu conciliateur , & exhortant le dauphin à céder à une multitude furieuse , dans la crainte d'un plus grand mal. Les prisonniers , à la tête desquels étoit le duc de Bar \* cousin germain du roi , furent enlevés , & mis en dépôt dans l'hôtel d'Artois , qui étoit la demeure du duc de Bourgogne : nouvelle preuve que ses ordres secrets dirigeoient toute l'action. De là on les conduisit au château du Louvre. Le lendemain des Effarts se rendit , aimant encore mieux se remettre entre les mains du duc de Bourgogne , qui lui promettoit sûreté , que de se faire déchirer en pièces par la populace. On le mena sous bonne garde au Châtelet.

Ceci se passoit dans les premiers jours de Mai : & le vingt-deux du même mois les séditieux réitérèrent leur plus criminel acte d'insolence. Ils

\* Il étoit fils d'une sœur de Charles V.

allèrent en armes, conduits encore cette fois par Jean de Troye , à l'hôtel saint Paul : & malgré les larmes de la reine , malgré les représentations & les prières du dauphin , ils enlevèrent Louis de Bavière frère de la reine , plusieurs autres seigneurs , & un nombre de dames des plus illustres.

L'Université refuse aux Cabochiens son approbation.

*Monstrelet.*

Un docteur de l'Université , religieux Carme , Eustache de Pavilli, leur avoit servi plus d'une fois d'orateur , soit par contrainte , soit de bon gré. Ce qui est certain , c'est qu'il n'étoit pas autorisé par l'Université , dont les factieux demandèrent en vain l'approbation. Sur leur réquisition elle s'assembla , & déclara qu'elle blâmoit l'emprisonnement de tant de personnes illustres ; & elle renouvela la même déclaration dans le conseil du roi.

Supplices de quelques uns des prisonniers.

*Daniel.*  
*Hist. de Paris.*

La populace & ses chefs n'en poursuivoient pas moins l'exécution de leurs desseins furieux. Ils forcèrent le roi de destituer son chancelier Arnaud de Corbie , personnage vénérable par son âge de quatre-vingts-huit ans , & par ses longs services. Ils condamnèrent à perdre la tête deux des courtisans du dauphin : & quoique l'un

d'eux fût mort dans la prison, son corps fut porté au lieu du supplice dans la même charrette avec son compagnon d'infortune, qui n'avoit vécu plus longtemps que pour périr d'une façon plus malheureuse. Enfin Pierre des Essarts eut la tête tranchée le premier Juillet.

Le duc de Bourgogne en avoit trop fait, pour ne pas défabuser sur son compte la cour & la ville. Non seulement l'Université, mais tout ce qu'il y avoit d'honnêtes gens dans Paris, le détestoient. La reine & le dauphin étoient outrés. Toute la faveur se reporta vers la maison d'Orléans, & vers les princes ligés avec elle. Ils devoient même une ressource nécessaire dans la circonstance. Le roi les rappella, & moyennant l'exécution qui leur fut promise du dernier traité de pacification, ils se prêtèrent avec joie à ses volontés. Tout s'arrangea : les prisonniers furent délivrés : les séditieux craignant la peine de leurs forfaits, s'enfuirent : les honnêtes gens reprirent le dessus dans Paris : & l'autorité du roi fut rétablie. Cet heureux changement eut son entier accomplissement au mois de Septembre.

Les Orléanois rappelés par le roi. Le bon ordre rétabli.

Conduite louable de l'Université.

L'Université avoit beaucoup contri-

& approuvée  
de la cour.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 235.*

*Vie. Gers.*

bué à ce grand & utile ouvrage. Dans la plus violente chaleur des mouvemens elle avoit osé, ainsi que je l'ai remarqué, improuver la conduite des factieux. Gerson, qui dans un sermon leur avoit reproché de si horribles excès, les menaçant de la colère de Dieu, s'étoit vû tout près de devenir la victime de leur fureur, & il n'avoit sauvé sa vie qu'en allant se cacher dans les voutes de l'Eglise de Notre-Dame. Quand les choses inclinèrent à la paix, l'Université embrassa toujours & fortifia le meilleur parti soit par ses délibérations, soit par les discours de ses députés dans les conseils où elle fut appelée. La cour fut parfaitement contente de ses services, & le dauphin en personne, accompagné des ducs de Berri, de Bourgogne, de Bavière, & de Bar, vint lui en témoigner sa reconnoissance dans une assemblée qu'elle tint le septième jour d'Août aux Maturins.

Le duc de  
Bourgogne  
quitte Paris.  
Le duc d'Or-  
léans y re-  
vient.

*Daniel.*

*Hist. de Pa-  
ris.*

Le duc de Bourgogne faisoit bonne contenance, & il s'opiniâtra pendant un tems à ne point se démasquer par une fuite qui attestât les reproches de sa conscience. Enfin voyant son plan renversé, ses amis ôtés de place, l'au-



torité confiée à ceux qui lui étoient le plus contraires ; il ne put pas gagner sur lui de pousser plus loin la dissimulation , il sortit de Paris , & se retira en Flandre , non sans avoir formé & tenté d'exécuter le dessein digne de lui , d'enlever le roi dans une partie de chasse au bois de Vincennes. Il quitta Paris le vingt-trois Août : & le trente le duc d'Orléans & les princes attachés à ses intérêts y rentrèrent. Alors ce dernier parti triompha pleinement , & l'un des bons effets de la révolution , fut la condamnation de l'infâme apologie du docteur Jean Petit.

Dès le quatre Septembre , Gerson dans un discours qu'il fit au roi en présence des princes sur l'état présent des choses , comme député de l'Université , & qui parmi bien des superfluités , des allusions forcées , & autres vices de style , contient les plus sages & les plus excellentes \* maximes

Condamnation de l'apologie de Jean Petit.

*Hist. Un. Par. T. V. p. 236-264. & p. 215.*

*Op. Gers. T. V.*

*Cenjures de la Fac. de Th. de*

*Paris, imprimées en 1717.*

*p. 27-41.*

*On dit lors que pour l'enfant, Conc. de Pise, liv. VII. art. 28*

*& suiv.*

\* Telle est celle-ci :  
 » L'autorité Royale ne  
 » doit point soutenir ou  
 » favoriser partialitez en  
 » son Royaume : mais  
 » doit demeurer seignou-  
 » risant sur tous en ju-  
 » stice & équité . . . .

» Sire , cette doctrine  
 » vous feut dite autre-  
 » fois passez deux ans . . .  
 » On dit lors que pour  
 » Dieu , Sire , vous vous  
 » donnissiez bien garde  
 » de croire quelconque  
 » conseil , qui voudroit

Q iiij

sur le gouvernement , attaquâ la meurtrière & perfide doctrine de cet écrit , mais avec un ménagement infini pour les personnes. On craignoit le duc de Bourgogne , & Gerson avoit des raisons particulières d'éviter de l'irriter. Ce prince l'avoit chéri, protégé, avancé : & la reconnoissance auroit fermé la bouche à Gerson , s'il eût pu oublier le serment par lequel il s'étoit engagé à la défense de la vérité. Au moins il se renferma dans ce qui étoit essentiel & indispensable. En se déclarant contre l'erreur , il épargna les noms de ceux qui la soutenoient. Non seulement il ne nomma pas le duc de Bourgogne , mais il ne nomma pas même Jean Petit , qui étoit mort plus de deux ans auparavant. » Je ne vueil

» vostre Royale person-  
 » ne faire partie, où elle  
 » doit estre jugé & sei-  
 » gneur. Car il n'y avoit  
 » plus périlleux moyen  
 » à subvertir Vostre Ma-  
 » jesté Royale & vostre  
 » Royaume, ( que Dieu  
 » ne veuille ) que par  
 » vous rendre partial. »  
 Gerson remarque encore  
 très bien » la différence  
 » qui est entre la domina-  
 » tion Royale & celle  
 » d'aucuns populaires.

» Car, dit-il, la Royale a  
 » communément & doit  
 » avoir douceur & mi-  
 » séricorde piteuse. No-  
 » blé cuer si est piteux :  
 » mais cuet civil & vi-  
 » lain ( bourgeois & ru-  
 » stique ) » ha domination  
 » tyrannique & crueuse ,  
 » & qui se destruit elle-  
 » même, & aultre aussi. »  
 Les fureurs de la faction  
 des bouchers prouvent  
 trop bien la vérité de cer-  
 te dernière maxime.

„ point dit-il , me faire fort ne obli-  
 „ gier de monſtrer que telle doctrine  
 „ ait eſté publiée par tels ou tels ,  
 „ mais ſeulement je vueil publier nue-  
 „ ment la vérité , & la faulſeté reſprou-  
 „ ver. „ Il réduiſit les erreurs qu'il  
 combattoit à ſept aſſertions , dont la  
 première , à laquelle ſe rapportent tou-  
 tes les autres , comme en étant ou les  
 preuves ou les conſéquences , eſt con-  
 çûe en ces termes : „ Chacun tyran  
 „ doit & peut eſtre louablement & mé-  
 „ ritoirement occis de quelconque ſon  
 „ vaſſal ou ſubjet , & par quelconque  
 „ manière , meſmement par aguettes  
 „ & par flatteries ou adulations : non-  
 „ obſtant quelconque jurement ou con-  
 „ fédération faites envers luy, ſans at-  
 „ tendre la ſentence ou mandement de  
 „ juge quelconque. „ Les ſept aſſer-  
 tions étoient tirées réellement du diſ-  
 cours de Jean Petit , mais énoncées  
 ſans nom d'auteur , & Gerſon y op-  
 poſa les vérités contraires. Il fut avoué  
 de toute l'Univerſité aſſemblée aux  
 Bernardins deux jours après , & la Fa-  
 culté de Théologie en particulier ap-  
 prouva ſolennellement tout ce qu'il  
 avoit avancé , & déclara que ſ'il arri-  
 voit qu'à cette occaſion le chancelier

fût inquiété par voie de fait ou autrement, elle prenoit son fait & cause, & poursuivroit son affaire en jugement ou ailleurs contre quiconque l'attaqueroit.

La précaution n'étoit pas superflue. Le duc de Bourgogne avoit encore assez d'amis à la cour & dans Paris, pour élever par eux des plaintes & des murmures contre un discours aussi modéré que celui de Gerson. Ils prétendoient que la proposition de condamner la doctrine déférée par lui, étoit une contravention aux loix de la paix, qui ordonnoit l'abolition & l'oubli du passé, & qu'elle tendoit à déshonorer *certain seigneurs*. C'étoit leur expression. Gerson leur répondit par un écrit en François, daté du quatre Octobre, dans lequel il observe toujours la même circonspection à l'égard du duc de Bourgogne, mais il insiste fortement sur la nécessité d'annoncer la vérité & de la prêcher publiquement, surtout lorsque l'erreur qui la combat a été publiquement enseignée.

L'Université, par ces différens actes émanés d'elle ou de ceux qui lui appartenoient, ne faisoit que manifester la disposition où elle étoit de-

puis longtems de condamner la détestable doctrine de Jean Petit. Duboulai cite sous l'année 1410 une conclusion de la Nation de France , qui porte que le duc d'Orléans avoit présenté à l'Université une requête, dans laquelle il asûroit que l'apologie de Jean Petit contenoit plusieurs erreurs intolérables dans les mœurs & dans la Foi , & en conséquence le duc requéroit instamment & exhortoit l'Université, comme pleine de zèle pour la Religion Catholique, & chargée par état de la défense de la vérité, de vouloir bien découvrir & condamner ces erreurs, & en rendre publique la condamnation. La Nation de France délibéra sur ce sujet , & arrêta que l'écrit dénoncé seroit visité & examiné par la Faculté de Théologie & par des députés de la Faculté de Décret , & que s'il contenoit des erreurs qui fussent jugées intolérables par les théologiens & les canonistes , l'Université , autant qu'il est en elle , c'est-à-dire par son jugement doctrinal , les condamneroit , & feroit prêcher les vérités catholiques opposées à ces erreurs. Tel étoit donc dès lors le vœu de l'Université. Mais l'oppression du duc de Bourgogne en

372 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
avoit pendant trois ans suspendu l'effet. Elle n'eut pas plutôt recouvré sa liberté , qu'elle se mit en devoir de satisfaire à ce que demandoient d'elle la vérité & la justice, la sûreté des rois & des princes , & l'intérêt de l'Etat.

Elle chargea Gerson , ainsi qu'on l'avû , d'exposer au roi son louable désir , & le roi y eut égard. Par une lettre du sept Octobre il ordonna à l'évêque de Paris d'appeller avec lui \* l'inquisiteur de la Foi en France , les plus notables maîtres en Théologie , & autres sup-pôts de l'Université , afin de procéder à l'examen de plusieurs propositions erronées , qui faisoient du bruit à Paris & dans le royaume , & d'en porter un jugement. Le roi lui-même n'osoit nommer le duc de Bourgogne.

L'évêque de Paris étoit Gerard de Montaigu , qui portant dans le cœur le souvenir du triste sort de Jean de Montaigu son frère , condamné & exécuté à mort sur les poursuites du duc de Bourgogne , ne pouvoit manquer d'entreprendre volontiers une affaire juste en soi , & flétrissante pour ce prince. Trente maîtres de l'Université , la

\* C'étoit Jean Polet Dominicain.

plupart docteurs en Théologie, assemblés par ce prélat le trente Novembre 1413, donnèrent leur avis en présence de l'official de Paris, & du vicaire de l'inquisiteur, sur les propositions extraites du discours de Jean Petit : & il passa à la pluralité, que le bien de l'Eglise & de l'Etat demandoient, qu'elles fussent prosrites & condamnées juridiquement. Cette délibération ne parut pas assez solennelle. Le six Décembre fut convoquée pour le même objet une nouvelle assemblée plus nombreuse, à laquelle l'évêque & l'inquisiteur assistèrent en personne. Il s'y trouva soixante-quatre maîtres, parmi lesquels plusieurs favorisoient le parti du duc de Bourgogne. Aucun néanmoins n'osa se porter pour défenseur des propositions déferées. Mais on incidenta sur ce que l'affaire étoit très grave : sur ce que l'on ne pouvoit condamner les propositions, sans que l'ignominie de la condamnation retombât sur Jean Petit, à qui tout le monde savoit qu'elles étoient attribuées, quoiqu'il ne fût pas nommé dans la dénonciation. De ces observations on concluoit, & ce fut l'avis de la pluralité, qu'il étoit nécessaire de remettre

l'affaire à une autre assemblée , à laquelle seroient appellés tous les docteurs & licenciés en Théologie, par des billets qui contiendroient les propositions , avec les qualifications que l'on jugeoit leur convenir , afin que chacun pût se mettre au fait de la matière , & opiner ensuite en pleine connoissance de cause.

Les billets furent envoyés , & l'on se rassembla le dix-neuf Décembre. L'évêque & l'inquisiteur présidoient : & les opinans , au nombre de soixante-&-dix neuf tant docteurs que licenciés commencèrent à délibérer. Les uns donnèrent leur avis de vive voix , & les autres par écrit : & comme ces avis étoient raisonnés , étendus , discutés , la délibération occupa plusieurs séances , & ne fut terminée que le cinq Janvier. Gerson avoit voulu mettre à l'écart le fait de Jean Petit , pour obtenir plus aisément la condamnation des propositions considérées en elles-mêmes. Mais par la raison contraire les partisans du duc de Bourgogne insistoient sur ce fait , & le traitoient comme partie essentielle de la cause. Ils l'emportèrent : & la conclusion de tant de séances fut que des députés se-



roient nommés pour examiner les différens exemplaires qui couroient de l'apologie, & s'afsûrer s'ils étoient tous conformes , & pour les confronter avec les sept assertions dénoncées par Gerson.

Le travail des députés dura un mois entier , & audelà. Les exemplaires de l'apologie de Jean Petit furent déclarés ne contenir aucune variété , qui méritât d'être remarquée. Les assertions extraites par Gerson furent trouvées fidèles quant au sens ; mais comme elles n'étoient point littérales , les députés y substituèrent neuf propositions , qui étoient contenues en propres termes dans l'ouvrage : & pour délibérer sur ces propositions une assemblée générale de théologiens fut convoquée de nouveau le 12 Février.

La séance ouvrit par la lecture d'une lettre du roi à l'évêque de Paris , datée du quatre Février , par laquelle Charles se plaignoit des délais apportés au jugement, & témoignoit fortement son désir de voir enfin l'affaire décidée. C'étoit un puissant coup d'épéron. D'ailleurs le fait venoit d'être éclairci & constaté : la doctrine des propositions en elles-mêmes fai-

soit horreur : ainsi tout se préparoit à une condamnation. Il paroît que ceux qui étoient les plus attachés au duc de Bourgogne , s'absentèrent de l'assemblée. Car elle fut moins nombreuse que la précédente. Il n'y eut que cinquante-cinq à soixante opinans , dont douze néanmoins vouloient que le jugement fût renvoyé au pape. Tous les autres pensèrent que l'apologie & les propositions qui en avoient été extraites par les députés , devoient être sévèrement condamnées. La délibération ne laissa pas d'être longue , & de remplir plusieurs séances. Elle fut conclue le dix-neuf du mois : & il ne restoit plus qu'à prononcer le jugement.

La cérémonie s'en fit avec un grand appareil le vingt-trois Février. Le clergé de Paris y étoit invité , & un grand nombre d'évêques , d'abbés , de docteurs & bacheliers en toute Faculté , s'étant rendus dans la salle de l'évêché , un prédicateur , qui n'est point nommé , fit d'abord un sermon Latin , dont le but étoit d'exhorter l'évêque de Paris à élever sa voix contre l'erreur & l'hérésie , & à annoncer sans crainte la vérité à son peuple. Ensuite l'official rendit compte à l'assem-

blée de tout ce qui s'étoit passé dans l'examen du livre & des propositions. Il lut les lettres du roi ; la délibération de l'Université qui avoit entamé l'affaire , l'avis des députés du conseil des théologiens assemblé plusieurs fois par l'évêque , & enfin les propositions extraites du livre par ces députés. Après tous ces préliminaires l'évêque & l'inquisiteur prononcèrent leur jugement , qui avoit deux parties , & qui condamnoit premièrement le livre , & ensuite les neuf propositions que les députés en avoient extraites. En conséquence de ce jugement , le dimanche vingt-cinq du même mois , dans le parvis Notre-Dame , en présence de l'évêque , de l'Université , du chancelier de l'Eglise de Paris , & d'une multitude infinie de peuple , fut brulée l'apologie de Jean Petit. Avant l'exécution Benoît Gentien , moine de S. Denys & fameux docteur en Théologie , fit un discours contre la doctrine de cet abominable libelle , & contre l'action qui y étoit justifiée. Ce discours fut extrêmement applaudi , & il tourna contre le duc de Bourgogne & ses partisans toute la haine de la multitude. Comme les principes de

*Hist. de Paris*, T. II.  
p. 776.

Jean-Petit n'étoient pas moins ennemis de la puissance temporelle , que de la pureté de la doctrine Catholique, le roi joignit son autorité à celle de l'Eglise , & par une ordonnance du seize Mars 1414 adressée au parlement, il condamna l'apologie , & enjoignit de poursuivre criminellement ceux qui feroient convaincus d'y adhérer , & d'en approuver les maximes.

Le duc de Bourgogne fut moins humilié qu'irrité de la condamnation de son apologiste. Il manœuvra dans Paris, il remua dans l'Université même, où il avoit un parti toujours subsistant. Mais il trouva par tout en son chemin l'intrépide Gerson, qui prononça le quatre Décembre en présence du roi un discours, dans lequel, sans s'écarter jamais du respect dû à la naissance & au rang du duc de Bourgogne, il demandoit que la condamnation des propositions de Jean Petit fût réitérée. Il obtint ce qu'il souhaitoit, & Charles V I donna le vingt-sept du même mois une nouvelle déclaration, qui rappelle, confirme, & ratifie tout ce qui avoit été fait contre le discours de Jean Petit, & qui de plus s'explique sur le meurtre du duc

d'Orléans avec tous les sentimens d'indignation & d'horreur que mérite une si criminelle action. Cette pièce est Latine , & assez bien écrite , mais plutôt dans le style oratoire , que dans le goût de cette majestueuse simplicité qui convient à une loi royale. Elle est remplie d'éloges infinis pour l'Université , & en particulier pour la Faculté de Théologie , dont elle assure que les membres tiennent le premier rang dans la science des saintes lettres : en sorte que leur sentiment doit être d'un très grand poids , puisqu'il n'est pas aisé de juger ou qu'ils veulent tromper , ou qu'ils puissent être trompés. Elle ajoute que les nations , les sociétés , les royaumes reconnoissent cette vérité : & que le siège de Rome l'a lui-même reconnue , lorsqu'en plusieurs occasions , anciennes & récentes , s'il survenoit quelque ambiguïté , quelque doute , sur la doctrine de la Religion Chrétienne , il ne s'est point fait une honte ni une peine de s'adresser au conseil de la Foi résident à Paris , pour en avoir la décision certaine.

L'affaire de la condamnation du discours de Jean Petit eut des suites , dont je rendrai compte à mesure que

l'ordre des tems les amènera. J'observerai ici , par rapport à la forme de procéder , que dans tous les actes l'évêque & l'inquisiteur sont seuls qualifiés juges , mais qu'ils ne font & ne décident rien que par le conseil & avec le secours des lumières des maîtres en Théologie , & qu'ils se conforment toujours à l'avis de la pluralité.

*Op. Gers.  
T. V. p. 372.  
C. seqq.*

J'ajoute que peu de canonistes prirent part à la délibération. Au contraire la Faculté de Décret désavoua Gerson par acte du dernier Décembre 1413 : & la Nation de Picardie , presque toute composée des sujets du duc de Bourgogne , en fit autant le cinq Janvier 1414.

*Obsèques de  
Louis duc  
d'Orléans  
célébrés par  
ordre du roi.*

*Hist. de Paris,  
T. II.  
p. 777.*

La mémoire du duc d'Orléans étant parfaitement réhabilitée par tous les actes dont je viens de rendre compte, on lui rendit enfin au commencement de l'année 1415 les honneurs que le malheur des tems avoit jusques-là contraint de différer. Le roi lui fit célébrer des obsèques à Notre-Dame , & il y assista lui-même ; dans l'Eglise des Célestins , où le prince étoit inhumé ; & dans la chapelle du collège de Navarre. L'oraison funèbre du duc d'Orléans fut prononcée dans la cathé-

Arable par Gerson, & aux Célestins par Jean de Courtecuisse.

Je ne puis dire si l'Université en <sup>Par la Nation</sup> corps imita cet exemple, & honora <sup>de France.</sup> l'illustre mort par des obsèques. Mais <sup>Hist. Un.</sup> la Nation de France, attachée appa- <sup>Par. T. V.</sup> remment à ce prince par quelque titre particulier, crut devoir signaler son zèle. Le procureur de cette Nation indiqua une procession aux Célestins pour le lundi \* dix Juin de la même année 1415, & il y fit célébrer pour le repos de l'ame du duc d'Orléans un service, auquel assistèrent en très grand nombre ceux qui appartenoient à la compagnie en divers états, degrés, & dignités; des archevêques, des évêques, des abbés, des docteurs en Théologie, en Droit, & en Médecine, des licenciés & bacheliers en Théologie, des licenciés en Droit canon & civil, & enfin des régens & bacheliers ès Arts. L'évêque de Paris fut de la procession, & il y marcha à pied avec le procureur depuis les Maturins jus-

\* Le texte de Duboul-lai porte le lundi 10 Juin 1414. Mais ces caractères ne peuvent se concilier. Car en 1414 le 10 Juin fut un dimanche. D'ailleurs il n'est pas

possible que la Nation de France ait prévenu le roi dans la célébration des obsèques du duc d'Orléans. Ainsi j'ai rétabli la date de 1415,

382 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
qu'aux Célestins. Ce fut aussi ce prélat  
qui officia.

Plusieurs  
princes du  
sang assistent  
à la messe de  
S. Guillau-  
me, patron de  
la Nation de  
France.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 264.*

L'Université étoit alors tellement  
considérée, que les princes du sang ne  
désaignoient pas de venir à ses fêtes.  
La Nation de France les ayant invités  
de se trouver le dix Janvier 1414 à la  
messe de S. Guillaume son patron, le  
comte de Vertus frère du duc d'Or-  
léans, & les comtes de Dol & de Ri-  
chemond de la maison de Bretagne,  
honorèrent l'assemblée de leur présen-  
ce, & ils firent les excuses du roi de  
Sicile & des duc de Berri & d'Orléans,  
qui n'avoient pû répondre à l'invita-  
tion, parce que des \* affaires qui inté-  
ressoient de très près le dauphin, les  
avoient retenus.

Le roi y vient  
lui-même.

*p. 308.*

Le roi vint lui-même à la fête de  
S. Guillaume trois ans après. La Na-  
tion de France donna un grand dé-  
jeuner aux chevaliers & aux écuyers  
de la suite du roi : & ce déjeuner étoit  
aussi pour les suppôts de la Nation. La  
dépense totale de la cérémonie, pour  
les droits d'assistance, pour le droit  
de l'officiant, qui fut l'évêque d'Albi,  
pour la musique, pour le déjeuner, se

\* On peut voir quelles étoient ces affaires dans  
l'histoire du P. Daniel.



monta à onze livres onze sols quatre deniers. On peut juger par là combien l'argent étoit rare alors, & combien bas le prix des denrées. Au service pour le duc d'Orléans célébré par la Nation de France, ainsi que je viens de le dire, la cire des cierges fut payée trois sols quatre deniers Parisis la livre: la belle cire blanche valoit six sols Parisis.

Il arriva à l'Université en 1414 une affaire désagréable, mais qui tourna enfin à son honneur & à sa gloire. Un docteur en Théologie de la Nation de Normandie, nommé Ursin de Talvende, qui avoit des prétentions sur l'évêché de Coutance, demanda à l'Universitéassemblée le deuxième jour d'Août, qu'elle se joignît à lui dans la poursuite de son droit. Il faut se souvenir que dans le tems dont il s'agit ici, les élections avoient lieu en France sans recours au pape, qui en étoit très mécontent, & vouloit toujours s'approprier les nominations & collations: & c'est sans doute de ce conflit que naissoit la querelle dans laquelle Talvende sollicitoit l'adjonction de l'Université. Il étoit soutenu de sa Nation, & il eut dans l'assemblée générale la

Le Recteur insulté dans une assemblée de l'Université.

Pardon accordé aux coupables, par l'entremise du cardinal de Bar.

*Hist. Un.  
par. T. V.  
p. 271-275.*

§ 84 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
pluralité des suffrages. Cependant le  
Recteur refusa de conclure, alléguant  
trois motifs de son refus. Premièrement  
que l'Université ne devoit en  
rigueur son adjonction à ses suppôts,  
que dans les causes qui touchoient ses  
privileges, & que dans les autres cas  
elle étoit maîtresse d'admettre ou re-  
jetter de telles suppliques. En second  
lieu, que l'affaire dont il étoit ques-  
tion, auroit dû lui être communiquée  
préalablement comme au chef de la  
compagnie, & que cependant il n'en  
avoit point été informé, & ne l'avoit  
point mise en délibération. Enfin, &  
c'étoit ici la vraie raison, il disoit que  
la requête de Talvende tendoit à por-  
ter un notable préjudice à l'autorité du  
pape, à laquelle l'Université étoit fort  
attachée, en ce qui regarde la collation  
des bénéfices. Les raisons du Recteur  
ne furent point approuvées : la dispute  
s'échauffa, & ne s'en tint pas à de sim-  
ples propos : on en vint aux coups, &  
le Recteur lui-même en voulant se re-  
tirer fut maltraité, sa robe déchirée,  
& quelquesuns de ceux qui l'accompa-  
gnoient blessés jusqu'à effusion de sang.  
Ce Recteur étoit de la Nation de  
France, qui prit vivement fait & cause  
pour

pour lui. Elle s'assembla le dimanche suivant dans le chapitre de Notre-Dame, ou, suivant qu'il est marqué dans l'acte, elle avoit coutume de tenir ses assemblées dans les affaires importantes & difficiles, pour en délibérer sous la protection & direction de la sainte Vierge. A peine le lieu pouvoit-il contenir la multitude de ceux qui s'y rendirent, prélats, docteurs en Théologie, en Droit, & en Médecine, membres du parlement, avocats & praticiens, qui formoient le conseil de l'Université, plusieurs chanoines, & autres suppôts de la nation.

Le Procureur, président de l'assemblée, ayant exposé le fait, & demandé que l'on délibérât sur la réparation qu'exigeoit une injure si atroce, il n'y eut nulle variété dans les avis. Il fut conclu à l'unanimité que l'action étoit très criminelle, & que l'offense regardoit toute l'Université, dont le Recteur est le chef; la Faculté des Arts, qui le reconnoît pour son chef d'une manière spéciale; & la Nation de France, dont le Recteur actuel étoit un *vénérable suppôt*. Que par conséquent la nation devoit engager la Faculté des Arts & l'Université à poursuivre la ré-

paration de l'offense, & , si elle trouvoit de l'opposition ou de la tiédeur de leur part , se charger seule de la poursuivre en son nom & à ses frais.

La conclusion fut exécutée , & dès le lendemain la Faculté des Arts ayant été convoquée à S. Julien le Pauvre , après que le Procureur de la Nation de France eut été entendu , elle lui accorda les fins de sa requête , & déclara qu'il falloit intéresser dans l'affaire toute l'Université. Seulement la Nation de Normandie apposa une restriction. Les coupables étoient de cette Nation , & elle les défavoua , & consentir qu'ils fussent punis. Mais elle improuva le Recteur , sur ce qu'il avoit donné lieu à ce malheureux événement , en refusant de conclure pour l'adjonction demandée par Talvende.

Le mardi septième jour d'Août l'Université s'assembla aux Jacobins , & elle entra , non cependant sans quelques difficultés & quelques débats , dans les sentimens de la Faculté des Arts , & de la Nation de France.

L'affaire fut donc mise en règle : on fit des informations , & deux des principaux & des plus criminels auteurs de la violence furent arrêtés & enfermés en

prison. Mais de tout ce mouvement il résulta du trouble & de la division dans l'Université. Les Normands conservoient de l'affection pour leurs compatriotes coupables : & quoiqu'ils les désavouassent, ils vouloient que l'on usât de ménagement à leur égard, & qu'ils fussent punis par l'Université, & non par la justice royale. Ils se tenoient tous : & ceux d'entre eux qui étoient docteurs dans quelquesunes des Facultés dites supérieures, opinoient dans ces compagnies, comme la Nation de Normandie dans la Faculté des Arts. Ce même esprit de dissension se portoit dans les autres affaires : & par une suite des occasions fréquentes que l'Université avoit alors de délibérer sur des matières d'Etat, le bien général du royaume pouvoit souffrir de ces querelles particulières.

Les princes furent frappés de cette considération, & ils crurent que l'intérêt public demandoit qu'ils travaillassent à appaiser la discorde qui agitoit l'Université. Le cardinal de Bar, cousin du roi, voulut se rendre médiateur. Il manda tantôt le Recteur & le Procureur de la Nation de France, tantôt les premiers suppôts de la Na-

tion de Normandie , pour tâcher de rapprocher les esprits. Enfin , comme il n'y gaignoit rien , il résolut , de concert avec le duc de Berri son oncle , de venir lui-même demander à l'Université la grace des coupables.

Elle s'assembla le jeudi vingt-trois Août aux Bernardins. Le cardinal de Bar se présenta , accompagné de l'évêque de Paris & de deux autres prélats , du confesseur du duc de Berri , & d'un grand cortège d'ecclésiastiques & de séculiers , & il demanda en termes pleins d'affection & d'instance, que vû les dangers qui pouvoient naître d'un tel trouble dans les circonstances où se trouvoit le royaume, pour l'amour de Dieu , pour le bien & & l'honneur du roi & du royaume , pour la tranquillité & la paix de l'Université , & enfin par considération pour le duc de Berri & pour lui-même, le Recteur , la Nation de France , & toute l'Université, voulussent bien pardonner l'offense commise , & oublier tout le passé.

Il n'étoit pas possible de se refuser à une telle prière , qui emportoit une réparation plus honorable pour l'Université , que toute autre qu'elle

eût pû attendre. Les princes furent  
-laissés maîtres de toute l'affaire. L'U-  
-niversité, le Recteur principal offensé,  
le Procureur de la Nation de France,  
consentirent même à faire grace pleine  
& entière aux coupables, protestant  
qu'ils s'estimeroient heureux d'ache-  
ter encore à plus haut prix le bien &  
l'avantage du roi & du royaume, pour  
lequel ils étoient disposés à tout souf-  
frir. Les princes usèrent du pouvoir  
qui leur étoit accordé. Ils firent relâ-  
cher les prisonniers : tout fut oublié,  
& la concorde rétablie.

L'année 1414 est celle de la convo-  
cation du concile de Constance & de  
ses premières assemblées. C'est un  
grand objet, non seulement en soi,  
mais par rapport à l'Université de Pa-  
ris, qui y fit un rôle important. Avant  
que de le traiter, je vais placer ici  
quelques faits de moindre conséquen-  
ce, qui concourent pour le tems avec  
le concile, & qui y étant étrangers  
couperont d'une manière peu agréa-  
ble le fil de la narration.

En 1415 les fabriquans & mar-  
chands de papier, vécus par les fer-  
miers des impositions, implorèrent la  
protection de l'Université. Ils lui re-  
Les fabri-  
quans & mar-  
chands de pa-  
pier, recon-  
nus pour sup-

pôts & cliens  
de l'Univer-  
sité.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
p. 278-280.

présentoient qu'eux & leurs prédécesseurs avoient toujours été réputés suppôts de l'Université, au moins depuis soixante ans. Cette date est remarquable, & fait voir que la fabrique du papier, tel que nous l'employons, remonte en France jusqu'à l'an 1355. Auparavant \* on le tiroit de Lombardie à grands frais. En faveur & pour l'utilité de l'Université on établit des moulins à papier, mais en deux endroits seulement, à Essone & à Troyes : & les choses en étoient encore là au tems de la requête par laquelle ceux qui s'occupoient du commerce du papier, demandoient à être maintenus dans la jouissance des privilèges du corps académique, comme les libraires, les parcheminiers, & autres. L'Université, par délibération des Nations & Facultés selon l'usage,

\* L'usage du papier de chiffons étoit donc connu en Europe avant le milieu du quatorzième siècle. En effet M. Pridéaux, l. VII, dit avoir vu un enregistrement de quelques actes fait sur du papier l'an 1320. D'un autre côté, D. Bernard de Montfaucon, Mém. de l'Ac. des Belles Lettres,

T. VI. p. 608, atteste que, quelques recherches qu'il ait pu faire, il n'a jamais vu ni livre, ni feuille de papier, tel que nous l'employons aujourd'hui, qui ne fût écrit depuis S. Louis. Ainsi la date de l'invention de ce papier doit rouler entre 1270, année de la mort de S. Louis, & 1320.



admit leur requête , & elle déclara qu'elle les tenoit sous sa protection & sauvegarde , & qu'elle entendoit qu'ils jouissent de ses privilèges , franchises , & immunités. Elle fit dresser un acte de ce décret , afin qu'il pût être notifié à tous les princes , comtes , barons , seigneurs ; juges ecclésiastiques & royaux , qu'elle prioit de faire jouir les fabriquans & marchands de papier d'une pleine exemption de toute imposition sur leurs marchandises : & faute de ce , elle protestoit qu'elle se chargeoit du soin de faire valoir elle-même en leur faveur ses droits & privilèges. C'est ainsi que tout ce qui appartenoit à la science & pouvoit en devenir l'instrument , étoit originairement sous la protection & dans la dépendance de l'Université.

En 1416 aux comptes du Receveur ou Questeur de la Nation de France s'éleva une contestation , touchant les droits que payoit au Recteur chacun de ceux qui devenoient maîtres ès Arts. On ne lui disputoit point le droit de *chappe* , institué sans doute pour l'aider par rapport aux frais de l'habit rectoral , qui ne laissoient pas dans ces tems-là de faire un objet. La difficulté

Droits pécuniaires payés au Recteur.  
Contestation à ce sujet,  
*Hist. Un. par. T. V. p. 304--306.*

392 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
rouloit sur une *bourse*, estimée cinq à six sols, que le Recteur prétendoit lui être dûe par chaque nouveau maître ès Arts : droit que la Nation de France ne vouloit pas reconnoître. Cette affaire donna lieu à plusieurs délibérations ; & traîna pendant plus d'un an & demi, sans qu'il paroisse de décision. Je n'ai parlé de ce fait qu'en faveur des amateurs des antiquités de l'Université. Car aujourd'hui & depuis longtems les usages sont bien changés.

Recteur élu par les Procureurs. En 1417 au mois de Décembre, le Recteur fut élu par les quatre Procureurs.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
p. 307.

Traits concernant le Rôle.

On dressa un rôle dans ce même tems pour l'envoyer à Martin V, qui venoit d'être élu pape au concile de Constance : & le Procureur de la Nation de France demanda & obtint de jouir dans sa Nation, par rapport au rôle, des mêmes prérogatives qui étoient accordées au Recteur dans toute l'Université. Ces prérogatives sont expliquées à l'occasion d'un rôle postérieur de quelques années, où elles furent de nouveau reconnues & mises en usage. Elles consistoient premièrement en ce que le nom du Re-

p. 349. 350.  
360.

cteur se plaçoit à la tête de tout le rôle , & celui du Procureur à la tête de tous les noms des suppôts de la Nation : & de plus on accordoit à l'un trois nominations , à l'autre deux , adressées à différens collateurs. Le Procureur de la Nation de France jouit <sup>Hist. Un. par. T. V. p. 408.</sup> encore du même avantage de primauté dans le rôle présenté à Eugène IV en 1431 , qui contenoit les noms de cent quarante-quatre suppôts de cette seule Nation.

Une des cinq chapelles de la fondation de Savoisi vaqua en la même <sup>Difficultés sur la nomination aux bénéfices de l'Université.</sup> année 1417 , par la mort de Pierre de Troyes médecin. La Faculté de Médecine prétendit qu'il lui appartenoit <sup>p. 308.</sup> de nommer un sujet pour le remplacer , & dans une assemblée qu'elle tint le vingt-sept Décembre , son doyen exposa que dès l'institution & fondation des chapelles de Savoisi , qui n'étoit pas fort ancienne , il avoit été dit que l'une des cinq seroit affectée à la Faculté de Théologie , une à celle de Droit , une à la Médecine , une au Recteur , & la cinquième à la Faculté des Arts. Je ne fais si cet exposé doit être reçu comme vrai & certain. Je ne vois pas même que la Faculté de Mé-

394 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
decine y comptât beaucoup, puisque  
dans l'assemblée générale de l'Univer-  
sité qui se tint le trente du même  
mois, elle proposa un autre systême,  
qui consisteroit à ordonner que chaque  
Faculté présenteroit par tour aux béné-  
fices vacans à la nomination de l'Uni-  
versité. La Faculté des Arts, se trou-  
vant également lésée par ces différens  
arrangemens, qui s'accordoient à la  
réduire à l'unité, au lieu qu'elle devoit  
être comptée pour quatre à raison de  
ses quatre Nations, s'opposa à la pro-  
position des Médecins, & empêcha  
qu'elle ne passât. Toute cette matière  
de présentations aux bénéfices de l'U-  
niversité a flotté longtems incertaine,  
avant que l'on ait pû fixer un plan qui  
convînt à tous.

Je passe au concile de Constance,  
dans l'histoire duquel je vais recueillir  
tout ce qui touche & intéresse l'Uni-  
versité de Paris.

## §. I I.

**L**E concile de Constance fut assem-  
 blé en vertu du décret de celui  
 de Pise, qui avoit ordonné la convo-  
 cation d'un nouveau concile dans le  
 terme de trois ans. Ce terme expiroit  
 en 1412 : & de fait Jean XXIII indi-  
 qua un concile à Rome pour cette an-  
 née. Mais l'accès de Rome étoit dif-  
 ficile & périlleux, à cause des guerres  
 suscitées par l'ambition effrénée de  
 Ladislas roi de Naples. D'ailleurs le  
 choix du lieu ne plaisoit pas. On sen-  
 toit que le pape n'y avoit eu d'autre  
 vûe que de se rendre maître des déli-  
 bérations du concile. Il y vint peu de  
 prélats. L'Université de Paris eut or-  
 dre du roi de nommer des députés  
 qui y assistassent. Mais je ne puis citer  
 aucun fruit de la députation. Il ne  
 se fit rien de mémorable dans ce con-  
 cile ; & le pape fut contraint de le  
 proroger.

Concile de  
 Rome en  
 1412, sans  
 effet & sans  
 fruit.

*L'enfant*,  
*Cont. de Pise,*  
*T. II. l. VI.*

Il falloit pourtant un concile. Toute  
 la Chrétienté n'avoit qu'un vœu &  
 qu'un avis sur cet article. La réforma-  
 tion de l'Eglise dans son chef & dans

Convocation  
 du concile de  
 Constance.

R vj

*liv. VII.*

ses membres n'avoit pas même été entamée à Pise. L'ouvrage de l'union ne pouvoit pas être regardé comme accompli, tant que Grégoire XII & Benoît XIII se portoient pour papes, & avoient encore des partisans. Sigismond roi des Romains & de Hongrie prit l'affaire à cœur, & il ne se contenta pas de provoquer la tenue du concile : il se rendit l'arbitre de la détermination du lieu où on le tiendrait, circonstance essentielle, & de laquelle dépendoit le succès. Jean XXIII persécuté & chassé de Rome par Ladislas, n'avoit de ressource que dans la protection de Sigismond : & ce prince profita de la conjoncture pour obtenir du pape que le concile fût convoqué à Constance, ville impériale de la Souabe en Allemagne, où Jean XXIII ne pouvoit plus donner la loi, & se trouveroit au contraire dans un état de dépendance. Le concile fut donc indiqué à Constance pour le premier Novembre

1414.

Députés  
nommés par  
l'Université  
pour le concile.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 275. 276.*

L'Université de Paris informée de cette convocation, s'assembla le huit Octobre pour nommer des députés, qui la représentassent au concile. Chaque Faculté & chaque Nation nomma

les siens. Le chef de toute la députa-  
tion étoit Gerson, qui avoit aussi le  
caractère d'ambassadeur du roi. Le plus  
connu des autres députés est Benoît  
Gentien, dont nous avons déjà parlé.

Le pape se rendit fidèlement au lieu  
& au rems marqué, & il entra dans la  
ville de Constance le vingt-huit Octo-  
bre. L'ouverture du concile se fit le  
cinq Novembre : la première session  
publique se tint le seize du même  
mois : mais ce n'étoient encore là que  
des préliminaires.

Lorsque les députés de l'Université  
de Paris arrivèrent, c'est-à-dire le 21  
Février de l'année suivante 1415, ils  
trouvèrent déjà entamées l'affaire de  
l'union, & celle de Jean Hus. Ils lais-  
sèrent passer le vingt-deux sans se  
montrer, & ils employèrent ce jour à  
se mettre au fait de la position ac-  
tuelle des choses. Le samedi vingt-  
trois au matin ils se présentèrent à l'au-  
dience du pape, qui les reçut en plein  
consistoire, & les admit à lui baiser  
les pieds, les mains, & la bouche.  
Jean Dacheri porta la parole, & le  
pape en lui répondant exprima dans les  
termes les plus énergiques son estime  
& son affection pour l'Université. Le

Ouverture  
du concile.

L'enfant,  
Concile de  
Const. l. I.

Arrivée des  
députés de  
l'Université.

soir du même jour ils saluèrent \* l'empereur , & ce fut Benoît Gentien qui fit la harangue. L'empereur répondit sur le champ en Latin , & il s'expliqua d'une façon non moins forte & plus sincère que n'avoit fait le pape , sur la considération singulière qu'il avoit pour l'Université de Paris , & sur la joie que lui causoit l'arrivée de ses députés.

Trois grands  
objets occupèrent le  
concile.

Comme je ne prétens & ne dois pas faire une histoire du concile de Constance, mais simplement rendre compte des opérations de l'Université & de ses suppôts dans ce concile , je ne suivrai pas , dans ce que j'ai à en dire , l'ordre des tems , & je me réglerai par la nature des matières. Le concile s'occupa de trois grandes affaires, qui font l'union de l'Eglise , l'extirpation des hérésies, & la réformation ; & l'Université prit part à toutes. Je traiterai chacun de ces articles séparément.

Pour l'union  
de l'Eglise, le  
concile s'at-  
tache à la  
voie de ces-  
sion. Raisons  
de cette con-  
duite.

Pour travailler à la réunion de toutes les parties de l'Eglise sous un seul chef, le concile suivit un plan uniforme par rapport à tous les concur-

\* Sigismond s'étoit fait  
couronner empereur le 8  
Novembre de l'année

précédente, comme je le  
dirai plus bas.



rens : cession de leur part , ou déposition en cas de refus. Sur quoi on peut d'abord être étonné qu'il n'ait point mis de différence entre Jean XXIII & ses deux adversaires. Il reconnoissoit Jean XXIII pour pape légitime , & il étoit assemblé par son autorité. C'étoit une suite nécessaire qu'il regardât Grégoire XII & Benoît XIII comme antipapes. Cependant il exigea également l'abdication du premier , comme celle des deux autres.

Mais on avoit eu le tems , & on s'étoit trouvé dans la nécessité , de se bien persuader que le chef de l'Eglise doit se sacrifier pour le corps , & que s'il y manque en étant requis il est punissable , & mérite la déposition. Je ne doute pas que l'indignité du sujet dont il s'agissoit , n'ait ici beaucoup fortifié ces maximes. Jean XXIII déshonoroit le S. Siége par une simonie ouverte & par des mœurs décriées en toutes manières. Ces crimes sont énoncés dans sa sentence de déposition , à laquelle il acquiesça. S'il eût été sans tache & sans reproche , j'ai peine à croire qu'on eût entrepris de le dépouiller de sa dignité. Mais ses deux concurrens , à la caducité de leur

titre près, valoient incontestablement mieux que lui : & c'eût été une espèce de scandale , que de déposséder Pierre de Lune & Ange Corario , pour faire triompher Balthazar Cossa.

*Craintes de* Ce danger avoit été pressenti de  
*Jean XXIII.* loin par Jean XXIII. Il ne donna son

*Levant* , consentement qu'avec une extrême ré-  
*Concile de* pugnance au choix de la ville de  
*Pise, l. VII.* Constance , pour la tenue du concile.  
*Conc. de* Lorsqu'il approcha de cette ville , la  
*Const. l. I.* découvrant du haut d'une montagne :

„ Je vois bien, dit-il , que c'est ici la  
„ fosse où l'on prend les renards. „ Le  
seul motif qui le détermina à vaincre  
ses craintes , fut le besoin qu'il avoit  
de Sigismond. Mais il se promettoit  
bien , s'il voyoit le péril se réaliser ,  
& les choses prendre une mauvaise  
face pour lui , de dissoudre le concile.  
Il n'en fut pas le maître , & Sigismond  
mit bon ordre à l'en empêcher.

*Mémoire des*  
*docteurs sur*  
*la voie de*  
*cession,*

Le dessein de l'obliger à abdiquer  
ne fut pas montré d'abord : mais il  
étoit dans l'esprit de ce prince , & de  
presque tous les membres du concile.  
Dès le douze Novembre , avant que  
se fût tenue la première session , les  
docteurs assemblés pour dresser entre  
eux un avis sur l'ordre qu'il convien-

droit de garder dans le concile, & sur les matières qu'il faudroit y traiter, firent lecture d'un mémoire qui contenoit, entre autres articles, que l'on tâcheroit de réunir l'Eglise sous l'obédience de Jean XXIII : mais que s'il étoit trop difficile d'y réussir, comme il y avoit lieu de le craindre, on prendroit le parti de procurer l'union par la cession volontaire de tous les concurrens. Il étoit dit de plus qu'en cas de résistance opiniâtre de leur part, le concile prendroit toutes les mesures possibles pour les contraindre de se soumettre, & les traiteroit comme des ennemis & des destructeurs de l'Eglise, malgré les discours des flatteurs qui leur font entendre fausement, que rien ne peut obliger le pape à obéir aux décrets d'un concile œcuménique.

Ce mémoire n'est qu'un projet : mais il fait voir quelle étoit la disposition des esprits, & les effets s'ensuivirent. Pour ne point effaroucher Jean XXIII dès les commencemens, on tint secrets les articles que je viens de rapporter, & on ne lui montra que ceux qui regardoient la police du concile.

Pierre d'Ailli pensoit de même, & par ce motif il s'opposa à la confirmation du concile de Pise.

Le plan du mémoire étoit celui de Pierre d'Ailli, devenu depuis peu de tems cardinal, & que nous nommerons dans la suite le cardinal de Cambrai. Ce grand homme, que nous avons vû, & que nous verrons encore varier & mollir sur certains chefs, suivit avec une fermeté parfaite le parti de travailler à l'union par la cession des trois concurrens : & ce fut par ce motif qu'il s'opposa fortement dans le concile de Constance à la confirmation de celui de Pise. Jean XXIII secondé des cardinaux Italiens la souhaitoit passionnément. Le cardinal de Cambrai alléguoit au contraire, que ce seroit mettre un obstacle invincible à l'union. Que Grégoire XII & Benoît XIII déposés dans le concile de Pise, ne se concerteroient jamais avec un concile qui en confirmeroit l'autorité. Il alléguoit cette raison, qui étoit bonne & vraie. Mais il en avoit une autre qu'il ne disoit pas. C'est qu'il ne jugeoit pas expédient de fortifier le droit de Jean XXIII, qui ayant succédé à Alexandre V élu dans le concile de Pise, auroit tiré un grand avantage de la confirmation de ce concile.

Et voilà , si je ne me trompe , la solution d'un problème qui ne laisse pas d'avoir quelque chose d'embarassant. Le concile de Pise est constamment légitime & œcuménique , & il s'est gouverné par les principes qui ont été suivis dans le concile de Constance. Néanmoins ce dernier ne fait presque aucune mention du précédent , & il se porte même à certaines démarches qui y paroissent contraires. Le plan d'amener les trois concurrents à une cession volontaire , est la clef de cette énigme.

Sigismond s'étoit fait couronner empereur le huit Novembre à Aix-la-Chapelle par l'archevêque de Cologne. Il se rendit le vingt-quatre Décembre dans le voisinage de la ville de Constance , & il y entra le lendemain jour de Noel sur les quatre heures du matin. Il alla droit à la cathédrale , où le pape l'attendoit pour célébrer les saints mystères. Il le servit à la messe comme diacre , & il y lut l'Evangile.

Arrivée de  
Sigismond à  
Constance.

La présence de l'empereur au concile donna de la vigueur à un système qu'il approuvoit. On ne se gêna plus. On s'expliquoit nettement & dans des mémoires rendus publics , & dans des

Sa présence  
fortifie les  
promoteurs  
de la voie de  
cession.

sermons , sur la nécessité de pourvoir à l'union de l'Eglise par la voie de cession , & sur la préférence de cette voie à toute autre. Tel fut en particulier l'objet d'un écrit de Guillaume Fillastre , que nous avons vû exalter avec excès dans un concile de Paris la puissance des papes. Il étoit devenu cardinal du titre de S. Marc , & loin que la pourpre Romaine l'eût rendu esclave des préjugés & des intérêts des Romains , il soutenoit au contraire dans l'écrit dont je parle la supériorité du concile au dessus du pape , & le droit qui appartient à l'Eglise assemblée de contraindre son chef à l'abdication , pour le bien universel & pour l'extinction du schisme. C'étoit alors la façon de penser dominante , & l'on ne pouvoit s'en écarter , sans se faire regarder comme ennemi de la paix.

Les ecclésiastiques du second ordre eurent voix dans le concile de Constance.

Jean XXIII dressoit de son côté ses batteries , mais il échoua toujours. Il prétendit renfermer le droit de voix délibérative dans les seuls prélats , & en exclure les ecclésiastiques inférieurs, qui lui étoient plus suspects , & sur les sentimens desquels il n'avoit pas tant de moyens d'influer. Les cardinaux de Cambrai & de S. Marc résistèrent à

cette entreprise. Ils alléguèrent les exemples des conciles de Pise & de Rome, où le contraire avoit été pratiqué. Ils relevèrent les prérogatives des docteurs en Théologie, qui ont le pouvoir d'enseigner & de prêcher partout; des prêtres, dont le caractère est si respectable dans l'Eglise. Ils soutinrent même que les rois, les princes, & leurs ambassadeurs ou procureurs, devoient jouir du droit de suffrage dans les affaires qui concernent le bien général de la Chrétienté, quoiqu'ils ne pussent point prendre part aux décisions en matière de foi. L'avis de ces habiles cardinaux l'emporta, & les ecclésiastiques du second ordre furent écoutés & comptés au nombre des voix dans le concile de Constance.

On y suivit en ce point un usage déjà autorisé par des exemples. Mais le concile introduisit dans la méthode d'opiner une nouveauté, qui fut de grande conséquence, & à laquelle le pape s'opposa encore vainement. L'usage ancien étoit de prendre & compter les voix par têtes : au concile de Constance il fut dit que l'on opineroit par nations. La différence étoit grande, parce que les Italiens, qui presque tous

On y établit  
l'usage d'o-  
piner par na-  
tions.

406 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
étoient dévoués au pape, faisoient seuls  
le plus grand nombre des membres du  
concile. Par cette raison Jean XXIII  
insistoit pour maintenir la pratique de  
tous tems usitée : & par la même raison  
le concile appuyé de l'empereur vou-  
lut que l'on établît le nouveau système  
d'opiner par nations. On en reconnut  
& distingua quatre, la Françoisse, l'Al-  
lemande, l'Italienne, & l'Anglicane.  
Lorsque les Espagnols, détachés de  
Benoît XIII, se furent réunis au con-  
cile, ils formèrent une cinquième na-  
tion.

Les nations  
proposent la  
cession à  
Jean XXIII,  
qui feint d'y  
consentir.

Toutes les mesures étant bien prises  
pour s'assurer la pluralité des suffrages  
dans le concile, on jugea que le tems  
étoit venu d'agir, & de proposer à  
Jean XXIII l'abdication du pontificat.  
Mais comme on souhaitoit d'obtenir,  
s'il étoit possible, son consentement,  
quelqu'un s'avisa par rapport à cette fin  
d'une ruse bien maligne. On fit courir  
parmi les membres du concile un mé-  
moire anonyme des crimes commis  
par Jean XXIII, dont la liste étoit ef-  
frayante par le nombre & par l'atro-  
cité des faits. Le mémoire finissoit par  
proposer qu'il en fût ordonné une in-  
formation juridique. Le pape ayant eu



connoissance de cet écrit, fut troublé & consterné. Il réfléchit beaucoup, il consulta sur le parti qu'il devoit prendre. Personne ne put lui donner conseil, ni lui-même se déterminer. Il nioit les accusations les plus graves : il convenoit de la vérité de quelquesunes : & peu s'en fallut qu'il ne se résolût à en faire publiquement l'aveu en plein concile, pour adoucir les esprits par cette démarche d'humilité. Pendant qu'il se trouvoit dans cette perplexité, c'étoit le moment de lui livrer la première attaque, & les nations lui proposèrent la cession. Il y acquiesça, de crainte d'un plus grand mal.

Il n'avoit nulle intention de tenir sa parole, & il lui restoit du tems pour éluder, parce qu'on ne lui demandoit pas d'abdiquer sur le champ, mais de s'engager à le faire dans la suite. Il fut donc question de dresser la formule de cet engagement : & c'est là que naquirent les difficultés. Jean XXIII présenta lui-même successivement deux projets, qui furent tous deux rejettés par les nations comme insuffisans, surtout en ce qu'ils étoient conditionnels, & faisoient dépendre sa renonciation de celles de Pierre de Lune & d'Ange

Difficultés  
sur la formule  
de l'engagement  
qu'il  
doit contracter.

Corario. Le pape se tint très offensé de ces refus : mais les nations n'en suivirent pas moins leur plan , & elles résolurent de dresser elles-mêmes une formule qui satisfît à leurs vûes.

Les députés de l'Université sont ajouter au projet des termes plus énergiques.

*Hist. Un. Par. T. V. p. 277.*

*Lenfant , Concile de Const. l. I.*

On en étoit là , lorsqu'arrivèrent les députés de l'Université de Paris , & Gerson à leur tête : nouveau renfort pour le systême de la cession, qui avoit été produit au jour & accrédité par la compagnie dont ils étoient les représentans. En effet , comme il sembloit convenable de ménager Jean XXIII , il avoit été réglé dans les nations que l'on se contenteroit d'une simple promesse de sa part , sans y ajouter le vœu & le serment. Les députés de l'Université ne furent point de cet avis. Benoît Gentien, l'un d'eux , prouva avec beaucoup de force que l'on devoit exiger du pape que non seulement il promît , mais qu'il vouât & jurât d'abdiquer. Ces mots furent ajoutés, & voici quelle fut en entier la formule arrêtée par les Nations.

Formule dressée par les nations , & acceptée par le pape.

» Moi , Jean XXIII pape , pour le  
 » repos de tout le peuple Chrétien , je  
 » déclare , m'engage , & promets , je  
 » jure & voue à Dieu , à l'Eglise , & à  
 » ce sacré concile , de donner librement

„ ment & de mon bon gré la paix à l'E-  
 „ glise par ma cession pure & simple du  
 „ pontificat , & de l'exécuter effective-  
 „ ment selon la délibération du conci-  
 „ le , dès que Pierre de Lune & Ange  
 „ Corario renonceront pareillement à  
 „ leur prétendu droit au pontificat ; &  
 „ même dans le cas où , soit de leur  
 „ vivant soit après leur mort , leurs obé-  
 „ diences seroient disposées à se réunir  
 „ sous un seul pasteur légitime & in-  
 „ dubitable , moyennant ma renuncia-  
 „ tion , & non autrement ; & généra-  
 „ lement dans tous les cas où ma ces-  
 „ sion pourra donner la paix à l'Eglise,  
 „ & extirper le schisme. »

On sent toute l'énergie de cette for-  
 mule : rien n'y étoit omis. Jean XXIII  
 ne devoit pas assurément en être con-  
 tent. Mais il étoit le plus foible : les  
 reproches de sa conscience le rendoient  
 timide. Il prit le parti d'accepter la  
 formule de bonne grace : & dans la se-  
 conde session du concile , qui fut tenue  
 le 2 Mars , il lut lui-même cet acte ,  
 assis dans un fauteuil adossé à l'autel : &  
 même , lorsqu'il en vint à ces mots ,  
*je jure & voue* , il se leva , se tourna  
 vers l'autel , se mit à genoux , & por-  
 rant la main sur sa poitrine, *c'est*, dit-il ,

410 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
*de bon cœur & sincèrement que je le fais :*  
après quoi il se remit dans le fauteuil ,  
& acheva sa lecture.

Le pape est  
contraint de  
donner une  
bulle en con-  
formité.

Il y a apparence que Jean XXIII se  
flattoit d'en avoir fait assez pour ga-  
gner du tems , & qu'on ne le presseroit  
pas pour l'exécution. Il se trompoit.  
Sigismond & les nations suivirent l'af-  
faire avec vigueur , & commencèrent  
par lui demander une bulle qui notifiât  
à tous les Fidèles l'engagement qu'il  
avoit pris. Le pape fit de grandes dif-  
ficultés , il s'emporta , il traita cette  
nouvelle proposition d'outrage qu'on  
lui faisoit à plaisir. Mais voyant que  
l'empereur ne se relâchoit point , &  
continuoit ses instances , il se résolut  
encore à lui complaire en ce point ,  
& il accorda la bulle demandée.

On le presse  
de donner  
procuration  
pour abdi-  
quer. Il s'en-  
suit de Con-  
stance.

On crut alors qu'il falloit lui porter  
le dernier coup , en lui proposant de  
nommer des procureurs irrévocables  
qui fussent autorisés par lui à abdiquer  
le pontificat en son nom , lorsque le  
bien de l'Eglise le demanderoit , & de  
charger de cette procuration l'empe-  
reur lui-même & quelquesuns des  
principaux prélats du concile. Il n'étoit  
plus possible à Jean XXIII de consen-  
tir à ce qu'on lui demandoit , s'il n'é-

toit sincèrement décidé pour l'abdication : & il étoit décidé pour le contraire. On le favoit, & c'est par ce motif qu'on vouloit le lier de façon qu'il ne pût s'en défendre. On souhaitoit même que sa cession s'exécutât promptement : parce que cette importante démarche faite une fois par lui, faciliteroit beaucoup les négociations que l'on entretenoit avec Grégoire XII & Benoît XIII, pour les engager aussi à se démettre volontairement. Jean XXIII, qui ne pensoit qu'aux intérêts de sa grandeur, n'avoit garde d'être touché de pareils motifs. Il résista, il se plaignit, il chercha des subterfuges. Enfin n'ayant plus de ressource, & apprenant que l'on réveillait les accusations contre sa conduite personnelle, il résolut de se mettre en liberté en sortant de Constance. Avant même l'ouverture du concile, il avoit pris la précaution de s'assurer de l'amitié & de la protection de Frédéric duc d'Autriche à tout événement. De concert avec ce prince, & aidé par lui, le soir du vingt Mars, pendant que toute la ville étoit occupée d'un tournoi que donnoit Frédéric, le pape se déroba déguisé en palefrenier, & se retira à Schaffouse ;

dont étoit seigneur le duc d'Autriche.

La fermeté  
de Sigismond  
empêche la  
dissolution  
du concile.

Cette fuite décèle les intentions secrètes de Jean XXIII, & montre manifestement quel compte l'on pouvoit faire sur la promesse qu'il avoit solennellement donnée d'abdiquer pour le bien de la paix. Tout son fait n'étoit qu'artifice & fourberie. Il ne tenoit qu'à dissoudre le concile, & à replonger ainsi l'Eglise dans les maux d'une division interminable. En effet, dès que le bruit de sa retraite se fut répandu, ce fut une opinion générale dans Constance que le concile alloit se séparer : & les choses s'y dispoient, si la prudence & la fermeté de l'empereur n'eussent remédié au mal. Dès le lendemain il monta à cheval, accompagné de plusieurs princes & seigneurs, & il parcourut tous les quartiers de la ville, rassurant & calmant les esprits, promettant sa protection à ceux qui demeureroient, & déclarant qu'il défendrait le concile au péril de sa vie. Il fit afficher aux portes du palais un écrit, qui découvroit toutes les mauvaises manœuvres du pape depuis son arrivée à Constance, & qui faisant un portrait odieux, mais vrai, de toute sa conduite, le taxoit

de tyrannie, d'homicide, & de simonie. L'écrit finissoit par une exhortation vive à continuer le concile, pour faire le procès à Jean XXIII, suivant la rigueur des saints canons. Sigismond assembla encore le même jour les quatre nations en une congrégation générale, pour les prier de ne se point alarmer de la fuite du pape, & leur renouveler les assurances qu'il avoit données dans sa course du matin, de maintenir le concile avec une fermeté inébranlable.

Les députés de l'Université de Paris joignirent la lumière aux encouragemens de l'empereur. Ils ordonnèrent à Gerson de prêcher sur la matière qui agitoit actuellement les esprits, & de prouver dans son sermon la supériorité du concile au dessus du pape : ce qu'il fit le samedi vingt-trois Mars en présence de Sigismond, des autres princes, & des nations assemblées. Son discours est partagé en douze considérations, dont voici les principales, ou du moins celles qui tiennent le plus à l'objet dont il s'agit ici.

Sermon de Gerson sur la supériorité du concile au dessus du pape.

*Hist. Un. Par. T. V. p. 278.*

*L'enfant, Concile de Const. l. I. I.*

» L'Eglise, ou le concile général  
 » qui la représente, est une règle di-  
 » rigée par le S. Esprit, & donnée par

» Jésus-Christ, afin que tout Chrétien,  
 » de quelque ordre ou état qu'il puisse  
 » être, fût-il même pape, l'écoute &  
 » lui obéisse, à peine d'être regardé  
 » comme un Payen & un Publicain. »

» Bien que l'Eglise ou le concile gé-  
 » néral ne puisse pas ôter la plénitude  
 » de la puissance papale, conférée sur-  
 » naturellement par J. C. dans sa mi-  
 » séricorde, le concile peut pourtant  
 » en limiter l'exercice sous certaines  
 » règles & loix, pour l'édification de  
 » l'Eglise, à laquelle l'autorité du pape  
 » & de tout autre se rapporte par sa  
 » destination. »

» L'Eglise ou le concile a pû, &  
 » peut s'assembler en certains cas, sans  
 » un exprès consentement ou com-  
 » mandement du pape, quand il se-  
 » roit canoniquement élu, & qu'il  
 » vivroit régulièrement. »

» Quand l'Eglise ou le concile géné-  
 » ral a prescrit au pape une certaine  
 » voie pour terminer le schisme,  
 » le pape est obligé de l'accepter, &  
 » par conséquent de quitter le pon-  
 » tificat, si cette voie lui est propo-  
 » sée. »

Dispositions  
 peu favora-  
 bles des car-  
 dinaux.

Les cardinaux n'assistèrent point au  
 sermon de Gerson. La fuite du pape



les avoit jettés dans un grand embarras , & elle opéra parmi eux variété de conduite. Quelquesuns le suivirent & allèrent le joindre à Schaffouse. Les autres restèrent , mais en conservant avec lui des intelligences, ou du moins en se prescrivant à son égard de grands ménagemens. Ce fut par une suite de cette façon de penser qu'ils ne voulurent point entendre un discours , où devoit être traitée une matière très désagréable à ce pontife.

La même difficulté subsistoit pour eux par rapport à la session que l'empereur vouloit faire tenir , dans le dessein d'autoriser la légitimité du concile , malgré la retraite du pape. Heureusement deux cardinaux , Cambrai & Florence , se prêtèrent au désir de Sigismond. La session se tint le vingt-six Mars : le cardinal de Cambrai y présida : & Zabarelle cardinal de Florence lut le décret qui portoit : » Que  
 » le concile n'étoit point dissous par  
 » la retraite du pape & de plusieurs  
 » des cardinaux , ni par celle de qui  
 » que ce fût : mais qu'il demeurait  
 » dans toute sa force & dans toute son  
 » autorité. »

Ces deux cardinaux après avoir sa-

tisfait à ce qu'ils devoient au concile ,  
 crurent pourtant être obligés de té-  
 moigner qu'ils respectoient les liens  
 qui les unissoient si étroitement au  
 pape : & ils déclarèrent » Que sans  
 » prétendre préjudicier au concile ni  
 » à la présente session en particulier ,  
 » ils pensoient néanmoins , pour leur  
 » honneur & pour leur décharge , de-  
 » voir protester , comme avoient fait  
 » tous les cardinaux le lendemain de la  
 » retraite du pape , qu'ils étoient ré-  
 » solus de demeurer dans son obéis-  
 » sance , pourvû qu'il tint la parole  
 » qu'il avoit donnée d'abdiquer le pon-  
 » tificat ; mais que s'il le refusoit , ils  
 » demeureroient inviolablement atta-  
 » chés au concile. »

Quatrième &  
 cinquième  
 sessions , où  
 est décidée la  
 supériorité  
 du concile  
 au-dessus du  
 pape.

Cette troisième session n'étoit en-  
 core qu'un préliminaire par rapport au  
 grand but que se proposoit l'empereur,  
 appuyé des Nations de France , d'Al-  
 lemagne , & d'Angleterre. Son dessein  
 étoit de faire décider par le concile la  
 vérité de la doctrine que Gerson avoit  
 établie dans son discours , touchant la  
 puissance de l'Eglise supérieure à celle  
 du pape. Les cardinaux s'y opposoient.  
 La nation Italienne ne suivoit que de  
 loin & d'un pas chancelant les mouve-

mêms des trois autres. C'est ce qui donna lieu à de grandes agitations , surtout dans les congrégations ou conférences préparatoires.

Cette importante matière occupa presque seule deux sessions , la quatrième & la cinquième. La quatrième se tint le trente Mars : & l'accord n'étant pas parfait entre les cardinaux & les nations , il en résulta quelque nuage sur la décision , qui ne put pas être absolument nette. Mais dans la cinquième , tenue le six Avril , la doctrine de Gerson triompha pleinement , & les articles qui avoient souffert contradiction , furent approuvés solennellement & unanimement par le concile. En voici la teneur.

» Le concile de Constance légitime-  
 » ment assemblé au nom du S. Esprit ,  
 » & faisant un concile général qui re-  
 » présente l'Eglise Catholique militan-  
 » te , a reçu immédiatement de J. C.  
 » une puissance à laquelle toute per-  
 » sonne , de quelque état & dignité  
 » qu'elle soit , même papale , est obli-  
 » gée d'obéir en ce qui regarde la foi ,  
 » l'extirpation du présent schisme ,  
 » & la réformation générale de l'Eglise.

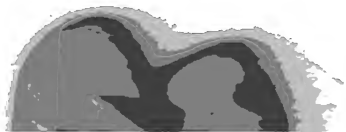
S v

» de Dieu dans son chef & dans ses  
 » membres. »

» Quiconque , de quelque condition  
 » & dignité qu'il puisse être , même  
 » papale , refusera opiniâtrément d'o-  
 » béir aux décrets que ce concile , &  
 » tout autre concile général légitime-  
 » ment assemblé , a faits ou pourra faire  
 » dans la suite sur les matières énon-  
 » cées ci-dessus & sur leurs circonstan-  
 » ces & dépendances , s'il ne revient à  
 » résipiscence , sera sujet à une péni-  
 » tence proportionnée , & puni comme  
 » il le mérite : & pour cela on recour-  
 » ra , s'il est nécessaire , aux autres voies  
 » de droit : » c'est - à - dire , à l'implora-  
 tion du bras séculier.

*Lesfent ,  
 Concile de  
 Const. T. I.  
 p. 168.*

Il y a lieu de s'étonner que les car-  
 dinaux aient fait difficulté de passer  
 ces deux articles , dont le concile de  
 Pise , tant de fois réclamé par Jean  
 XXIII , avoit pris la doctrine pour ré-  
 gle & pour base de sa conduite. Dans  
 la treizième session de ce concile Pierre  
 Plaoul , docteur de Paris , ayant sou-  
 tenu & prouvé par plusieurs raisons , en  
 pleine assemblée , que l'Eglise repré-  
 sentée par un concile général est au-  
 dessus du pape , l'évêque de Novare



confirma ce sentiment par le suffrage de cent trois docteurs , & d'un grand nombre de licenciés en Théologie , & encore par celui de l'Université de Boulogne : & c'est sur ce principe que le concile de Pise se fonda pour déposer Grégoire XII & Benoît XIII. La délicatesse des cardinaux du concile de Constance venoit apparemment de ce qu'ils vouloient encore espérer que Jean XXIII, qui du lieu de sa retraite faisoit toujours des promesses , se détermineroit enfin à les exécuter , & à donner la paix à l'Eglise par son abdication volontaire : ce qu'ils eussent mieux aimé que la voie de déposition, à laquelle rendoient les démarches du concile. J'observe de plus , qu'il faut constamment excepter du nombre des cardinaux qui résistèrent à la doctrine de la supériorité du concile , au moins le cardinal de Cambrai Pierre d'Ailli , qui par des écrits composés durant la tenue du concile même de Constance , soutint cette doctrine avec autant d'énergie que de clarté. Je n'ose en assurer autant du cardinal de S. Marc Guillaume Fillastre , que ses variations décréditent nécessairement.

Tout le monde fait que la doc-

S vj

trine contenue dans les deux articles que j'ai rapportés, est la doctrine de l'Université de Paris, & de l'Eglise Gallicane : & il n'est personne qui ne connoisse les quatre fameuses propositions, définies en 1682 d'après ces mêmes articles par le clergé de France, défendues avec tant de lumière & de force par le grand Bossuet, & regardées comme règles & comme loix dans nos écoles.

Lettres de  
l'Université  
au pape, à la  
nation Ita-  
lienne, au  
concile.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 280-283.*

L'Université de Paris contribua beaucoup, par Gerson & par ses autres députés, à l'importante décision dont je viens de rendre compte. C'est tout ce que lui permettoit la distance des lieux. Par elle-même elle continua de s'intéresser au rétablissement de la paix & de l'union, qui est l'objet de plusieurs lettres qu'elle écrivit dans les premiers jours du mois d'Avril.

Lorsqu'elle eut appris la nouvelle de la retraite de Jean XXIII, elle en fut très affligée, & avant même que d'avoir reçu la lettre par laquelle le pape l'en informoit en tournant les faits à sa manière, elle lui en adressa une datée du 2 Avril, qui n'est qu'une exhortation touchante pour le presser de retourner au concile.

L'Université écrivit aussi le même jour à la nation Italienne dans le concile. On pouvoit craindre que la fidélité de cette nation ne fût ébranlée par la fuite du pape : & l'Université la conjure dans le Seigneur de tenir ferme pour la continuation du concile, & de tâcher d'obtenir du pape qu'il veuille bien y revenir.

Le quatorze du même mois elle écrivit au concile même pour le louer de sa persévérance, l'exhorter à consumer l'ouvrage, & lui promettre obéissance & dévouement. En signant les Recteur & Université prennent la qualité de <sup>a</sup> *Zélés imitateurs des pères du concile.*

La lettre au pape, qui étoit incluse dans une dépêche pour les députés de l'Université, & la lettre à la nation Italienne, furent lues en plein concile dans la sixième session le 17 Avril : & la lettre au concile dans la neuvième session le 13 Mai.

Jean XXIII ne fut pas seulement exhorté par l'Université, mais pressé, prié, conjuré, au nom de l'empereur

Procès & dé-  
position de  
Jean XXIII.

L'ensant,  
Concile de  
Const. l. II.

<sup>a</sup> *Vestrarum paternitatum egregiarum. zelantissimi devotique imitatores Rector & Universitas studii Parisiensis.*

422 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
& du concile , de revenir à Constance :  
& toujours inutilement. Il ne pouvoit  
prendre ce parti qu'en se décidant  
pour une démission volontaire, & l'im-  
possibilité seule de conserver sa place  
étoit capable de l'engager à y renon-  
cer. Il ne cherchoit qu'à se mettre hors  
de la portée du pouvoir de l'empereur :  
& en attendant il renoit une conduite  
équivoque , ne refusant jamais de cé-  
der , & faisant naître difficultés sur  
difficultés par rapport à toutes les pro-  
positions qu'on lui faisoit. Cependant  
il s'éloignoit toujours , & il alla jus-  
qu'à Brisack. Mais l'appui du duc  
d'Autriche lui manqua , parce que ce  
prince fut contraint lui-même par la  
force des armes de recourir à la clé-  
mence de l'empereur. Jean XXIII eût  
bien voulu intéresser le duc de Bour-  
gogne à sa cause : & il ne put y réussir.  
Obligé de revenir à Fribourg , il y  
apprit qu'il avoit été cité le deux Mai  
par le concile à comparoître , pour ré-  
pondre aux accusations intentées con-  
tre lui : & en même tems un corps de  
troupes de trois cens hommes en-  
voyé par l'empereur , se rendit maître  
de toutes les portes de la ville. Le  
14 Mai le concile déclara Jean XXIII



suspens des fonctions du pontificat , & ce pape fut amené le 17 à Ratolfcell, petite ville à deux lieues de Constance, & constitué prisonnier dans la forteresse de ce lieu. La sentence de suspension lui fut signifiée le vingt : & de ce moment, mais il étoit bien tard, il prit le parti de la soumission. Il acquiesça à la sentence avec les protestations les plus humbles d'obéissance au concile , & de repentir de ses fautes. Lorsqu'on lui présenta les chefs d'accusations dont il étoit chargé , il ne voulut pas même en prendre communication , bien loin de tenter d'y répondre. Enfin la sentence de déposition ayant été prononcée contre lui le vingt-neuf , il s'y soumit , protesta avec serment qu'il l'approuvoit & la ratifioit, que jamais il n'entreprendroit d'en appeller , & qu'il renonçoit de bonne volonté & de tout son cœur au pontificat , ajoutant qu'il voudroit n'avoir jamais possédé cette dignité , & que depuis qu'il y étoit monté , il n'avoit pas eu un heureux jour en sa vie.

Jean XXIII éprouva le sort qu'il méritoit par ses vices & par son imprudence. On a voulu lui donner l'é-

Réflexion  
sur le caracté-  
re & le sort  
de ce pape.

loge d'homme entendu dans la conduite des grandes affaires. Pour moi , je ne vois en lui que de la finesse , & non une vraie habileté. Il fit deux fautes capitales contre ses intérêts : premièrement en acceptant pour lieu du concile une ville où il n'étoit pas le maître , & où il se mettoit sous la dépendance d'un prince puissant , duquel il devoit craindre les projets. En second lieu, lorsqu'il fut pris au piège, pour me servir de son expression , il ne lui restoit plus d'autre parti que celui de céder de bonne grace à la nécessité. Par une démission volontaire il se fût acquis un honneur infini : il eût effacé la honte de sa vie passée : il se feroit procuré un établissement honorable & avantageux. Il voulut user de finesse , & il se perdit. Sa soumission au jugement du concile de Constance a été louée par le P. Maimbourg , & comptée pour peu par M. Lenfant. Il est vrai que , lorsqu'il se déterminà à se soumettre , il étoit prisonnier ; & que par conséquent on pouvoit d'abord douter de la sincérité de son acquiescement. Mais puisqu'il a ratifié en pleine liberté , comme je vais le dire , ce qu'il avoit fait en prison , on

doit juger favorablement de ses dispositions intérieures, & croire qu'elles se rapportoient à ce qu'il en témoignoit au dehors. Au reste Dieu, qui tire le bien du mal, tourna à sa gloire & au bien de la Chrétienté tout ce qu'il y eut de vicieux dans les procédés de Jean XXIII. Il leva le plus grand obstacle qui s'opposât à l'union, & il donna lieu à l'Eglise d'établir son autorité par des décisions qui n'auroient plus dû trouver de contradicteurs, & qui serviroient toujours d'appui & de point fixe aux défenseurs des anciennes maximes.

Pour épargner au lecteur la peine d'aller chercher ailleurs la suite des aventures de ce pape déposé, je dirai ici que l'on trouva qu'à Ratolfcell il étoit encore trop éloigné de Constance : & on le transféra dans la forteresse de Gotleben, où Jean Hus étoit actuellement détenu. Ce ne fut pas une petite humiliation pour Balthazar Cossa, de se voir enfermé dans une même prison avec un hérétique, que lui-même il avoit fait arrêter. On ne

Suite de ses aventures jusqu'à sa mort.

Enfant ; Concile de Const.

\* Fleuri ; T. X X I.

\* Pour la commodité de la citation, je cite la continuation de l'Hist. Eccl. de M. l'Abbé Fleuri sous le nom du premier auteur.

l'y laissa pas longtems. L'électeur Palatin eut ordre de l'empereur de le mener à Heidelberg, où on le traita avec beaucoup d'égards & d'honnêteté, mais sans lui laisser d'autre liberté que celle de se promener dans le château. Il ne fut délivré qu'au bout d'un espace de près de quatre ans, vers les commencemens de l'an 1419 : encore selon quelquesuns fallut-il qu'il achetât sa liberté par une rançon de trente mille écus d'or, qu'il paya au Palatin. Il retourna en Italie, & il y trouva de mauvais conseillers qui voulurent le porter à réclamer contre ce qui s'étoit passé au concile de Constance à son égard, & contre le consentement qu'ils disoient lui avoir été extorqué. Il prit en cette occasion un parti sage & vraiment louable. Il rejetta ces conseils ambitieux, & vint à Florence le quatorze Juin se jeter aux pieds de Martin V, qui lui avoit été donné pour successeur. Le pape, à qui une pareille démarche ne pouvoit manquer d'être très agréable, le releva avec mille témoignages d'affection & de bienveillance : & pour le récompenser de sa soumission, il le créa cardinal, & le mit à la tête du sacré collège. Balthazar

Cossa ne jouit pas longtems de cette douce & heureuse tranquillité. Il mourut le vingt-deux Décembre de la même année.

La déposition de Jean XXIII fut une leçon dont profita Grégoire XII. Un pareil sort l'attendoit : & il le prévint par sa démission volontaire. Pour lui faciliter cette démarche , il n'étoit pas possible de pousser plus loin la condescendance que fit le concile. Il lui permit d'agir en tout comme vrai & légitime pape , jusqu'à souffrir que Grégoire fît une nouvelle convocation du concile en son nom. Il est pourtant bon de remarquer que le concile n'oublia pas ses propres & véritables droits, en lui accordant l'usage d'un droit prétendu , ou plutôt imaginaire. A la tête de l'acte par lequel il admet la convocation de Grégoire , il prend la qualité qui lui appartient de *sacré concile général assemblé légitimement dans la ville de Constance au nom du S. Esprit, & représentant l'Eglise catholique* ; & il déclare qu'en admettant cette convocation & confirmation , il n'a d'autre motif que celui de faire tout ce qui est possible pour rétablir l'union & la paix.

Abdication  
volontaire de  
Grégoire  
XII.

Dans la même session où ceci se passa, le quatre Juillet 1415, Charles de Malatesta, seigneur de Rimini, fondé de procuration par Grégoire, fit l'abdication du pontificat en son nom : & dès que Grégoire, qui étoit à Récanati dans la Marche d'Ancone, en eut avis, il ratifia lui-même ce qu'avoit fait son procureur, il quitta les ornements pontificaux, & déclara qu'il ne se porteroit plus pour pape. On lui accorda le plus haut rang dans l'Eglise après celui qu'il avoit abdiqué. Il jouit, pendant deux ans qu'il vécut encore, des honneurs & des droits de cardinal évêque de Porto, doyen du sacré collège, & légat perpétuel du S. Siège dans la Marche d'Ancone.

Déposition  
de Benoît  
XIII.

Benoît XIII fut inutilement sollicité d'imiter l'exemple de son concurrent. Rien ne put vaincre son opiniâtreté inflexible, ni guérir son incurable ambition. Sigismond fit exprès un voyage à Perpignan pour traiter avec lui bouche à bouche : il le vit, il le pressa, & il ne gagna rien sur son esprit. Abandonné de toute l'Espagne, réduit au château de Péniscola, Pierre de Lune soutenoit que l'Eglise universelle étoit renfermée avec lui dans l'es-

face de ce rocher. Cette affaire traîna longtems , parce que l'on ne renonça que le plus tard qu'il fut possible à l'espérance d'obtenir de lui une cession volontaire. Enfin il fallut lui faire son procès en règle , & le concile le déposa dans sa trente-septième session le vingt-six Juillet 1417.

Pierre de Lune n'en persista pas moins à se prétendre seul pape légitime : & malheureusement une politique intéressée engagea Alfonse roi d'Arragon , qui s'étoit d'abord déclaré contre lui , à retourner sur ses pas , & à appuyer la chimérique prétention de cet antipape. Ainsi Pierre de Lune garda le titre & l'ombre du pontificat jusqu'à sa mort , qui arriva en 1423 , six ans après le jugement prononcé contre lui au concile de Constance.

La déposition de Jean XXIII, celle de Benoît XIII, & l'abdication de Grégoire XII, donnoient lieu à l'élection d'un nouveau pape. Mais il s'émut à ce sujet dans le concile une difficulté , qui dégénéra en contestations violentes. Il s'agissoit de décider , si l'on commenceroit par élire un pape , pour travailler ensuite à la réformation de l'Eglise dans son chef & dans

Election de  
Martin V.

ses membres, ou si le travail & les réglemens de la réformation devoient précéder l'élection. Sigismond étoit de ce dernier avis, & l'on conçoit tout d'un coup son motif. Il pensoit que tant qu'il n'y auroit point de pape, on procéderoit bien plus librement à réformer les abus de la cour de Rome, qui influoient sur tout le reste de l'Eglise : au lieu qu'un pape une fois en place traverseroit infailliblement des vûes contraires à ses intérêts, & feroit si bien que la réforme ou seroit totalement omise, ou demeureroit bien imparfaite. L'événement vérifia les craintes de Sigismond. Mais les cardinaux soutenoient qu'il n'étoit rien de plus pressé que de donner un chef à l'Eglise, & ils avoient pour eux les Italiens ; les François, peu favorablement alors disposés pour Sigismond, qui étoit regardé comme ennemi de la France ; & les Espagnols, qui depuis leur réunion au concile y formoient une cinquième nation. La pluralité étoit donc pour les cardinaux : mais l'empereur tenoit bon, appuyé des Allemands & des Anglois. La querelle fut très longue & très vive. Enfin les cardinaux vinrent à bout de détacher du parti de



Sigismond d'abord les Anglois, ensuite les Allemands eux-mêmes : & ce prince resté seul donna les mains à ce qu'il ne pouvoit empêcher.

Il ne fut donc plus question que de la forme de l'élection, & le concile ordonna que pour y procéder, on associeroit aux cardinaux six députés de chacune des nations avec droit de suffrage. Le nombre des électeurs se monta à cinquante-trois, savoir vingt-trois cardinaux, & trente députés des nations, qui n'étoient pas tous prélats, & parmi lesquels il s'en trouva six qui n'avoient que la simple qualité de docteurs. Ils entrèrent au conclave le huit Novembre 1417 : & le jour de saint Martin, onzième du mois, tous les suffrages s'accordèrent pour faire choix du cardinal Otton Colonne, qui prit le nom du saint dont on célébroit la fête au jour de son élection, & se fit appeller Martin. Il est compté pour le cinquième du nom.

Il fut reconnu de toute la Chrétienté : & si dans la suite le parti de Pierre de Lune se releva dans l'Arragon, ce ne fut qu'un léger nuage qui ne troubla que médiocrement la paix de l'Eglise. Ainsi on peut regarder l'é-

On peut la regarder comme la consommation de l'ouvrage de l'union.

432 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
lection de Martin V , comme la con-  
sommation de l'ouvrage de l'union ,  
auquel avoit tant travaillé l'Université  
de Paris.

Condamna-  
tion des er-  
reurs.

Le second objet qui occupa le con-  
cile de Constance , est la condamnation  
& l'extirpation des erreurs du tems : &  
cet objet se soudivise en deux , dont l'un  
regarde Jean Hus & Wiclef son maî-  
tre , l'autre les propositions de Jean  
Petit. Je traiterai très sommairement le  
premier de ces deux articles , qui tou-  
che peu l'histoire de l'Université.

Affaire de  
Jean Hus.

L'enfant ,  
Concile de  
Const.

Fleuri ,  
T. XXXI.

Je ne vois pas qu'elle ait pris une  
grande part à la condamnation des er-  
reurs de Wiclef , qui nées en Angle-  
terre se tinrent assez longtems renfer-  
mées dans le pays de leur origine , &  
ensuite passèrent en Boheme , sans  
avoir été reçues , ni presque connues  
en France. Jean Hus , prêtre Bohemien ,  
& l'un des plus fameux suppôts de  
l'Université de Prague , recueillit pré-  
cieusement la doctrine de Wiclef : &  
quoiqu'il ne l'adoptât pas en entier , il  
en emprunta assez pour se rendre cou-  
pable , & pour attirer sur lui l'indi-  
gnation des zélateurs de l'orthodoxie ,  
& les censures des premiers pasteurs.  
Il vint à Constance chargé du préjugé  
fâcheux

fâcheux que formoient contre lui, non seulement les accusations des ecclésiastiques qui le taxoient d'hérésie, mais les censures de ses archevêques, & une excommunication de Jean XXIII, qu'il avoit méprisée, & malgré laquelle il s'étoit opiniâtré à continuer ses fonctions. Tout le monde fait qu'il fut condamné par le concile, & brûlé. C'étoit alors la peine que l'on infligeoit aux hérétiques. Le cardinal de Cambrai fut un des commissaires qui instruisirent son procès, & Gerson contribua beaucoup à sa condamnation.

Cet illustre docteur, avec quelques-uns de ses confrères docteurs de Paris comme lui, avoit été chargé d'examiner dix-neuf articles de la doctrine de Jean Hus. Ils donnèrent leur avis, qui étoit de condamner les articles comme hérétiques. Cet avis, signé *Gerson*, est terminé par une conclusion qui me paroît digne de remarque, & que je transcrirai ici, parce qu'elle contient une réflexion très judicieuse & très utile dans la pratique. Jean Hus avoit déclamé avec un emportement séditieux contre les abus qui se commettoient dans le clergé : & ses déclamations,

Sentiment de Gerson sur la doctrine & les prédications de Jean Hus.

fondées en partie sur le vrai , servoient  
 comme de passeport à ses erreurs au-  
 près des peuples. Voici donc comment  
 s'explique Gerson à ce sujet dans l'en-  
 droit cité : » Notre sentiment est que  
 » les articles ci-dessus sont notoires-  
 » ment hérétiques , & qu'une hérésie  
 » aussi scandaleuse doit être extirpée  
 » incessamment, de peur que le monde  
 » n'en soit infecté. Car quoiqu'il y pa-  
 » roisse du zèle contre les vices des  
 » prélats , qui à la vérité ne sont que  
 » trop grands & trop manifestes , c'est  
 » un zèle qui n'est pas éclairé. Un zèle  
 » discret tolère & déplore les péchés  
 » qu'il voit dans la maison de Dieu ,  
 » quand il ne peut pas les en ôter. On  
 » ne sauroit corriger le vice par le  
 » vice , ni par l'erreur , comme le dé-  
 » mon ne se chasse pas par Béalzébut ,  
 » mais par l'Esprit de Dieu , qui veut  
 » qu'on se prenne à corriger les abus  
 » avec beaucoup de prudence & d'é-  
 » gard aux circonstances des tems &  
 » des lieux. »

Il y avoit longtems que Gerson étoit  
 décidé pour l'improbation de la do-  
 ctrine de Jean Hus. Dès l'an 1410 il  
 avoit écrit à l'archevêque de Prague ,  
 pour l'exhorter à implorer le bras sécu-

lier contre un docteur de sédition & d'hérésie.

Il n'est point de mon sujet d'entrer dans la discussion des erreurs enseignées par Jean Hus, & la décision de l'Eglise suffit pour fixer la croyance de ses enfans. Mais l'honneur du concile de Constance doit être cher à tout Catholique, & le rôle qu'y fit l'Université, m'impose l'obligation d'y prendre un intérêt particulier. M. Lenfant, écrivain assurément très modéré, mais Protestant, a terminé son troisième livre de l'histoire du concile de Constance par une longue dissertation, dans laquelle il cherche le vrai motif de la condamnation de Jean Hus, & il ne peut le trouver dans aucune erreur qui lui ait été justement reprochée. Il étoit néanmoins aisé à cet historien d'en observer une, qui est très importante, & dont les suites par rapport à l'Eglise & à l'Etat seroient tout-à-fait pernicieuses. Jean Hus enseignoit qu'un homme en péché mortel n'étoit plus ni pape, ni évêque, ni prêtre, ni chrétien. On sent tout d'un coup les conséquences de cette doctrine, qui, si elle étoit vraie, rendroit l'Eglise invisible, &

Erreurs de  
Jean Hus.

ne laisseroit aux supérieurs ecclésiastiques qu'une autorité précaire, & dépendante de l'idée qu'auroient de leur vertu ceux qui doivent leur obéir. Jean Hus avoit emprunté de Wiclef cette erreur capitale, & comme lui il l'étendoit à la domination séculière. Un roi n'étoit plus roi, un seigneur n'étoit plus seigneur, dès qu'il avoit sur sa conscience un péché mortel. Delà le bouleversement de tous les Etats.

Il est vrai que Jean Hus, lorsqu'on lui lut les propositions dans lesquelles il avoit énoncé cette doctrine, entreprit de les expliquer en un sens qui feroit admissible, & s'en tint en certains moments à dire que le péché mortel ne privoit point de l'office ou exercice, quoi qu'il rendît indigne de la place. Mais outre qu'il refusa obstinément de rétracter les propositions qui exprimoient formellement l'erreur, il varia dans ses réponses, il ne soutint pas avec fermeté ses explications. C'est un fait reconnu par M. Lenfant. » Il » est certain, dit cet historien, que » Jean Hus, ni dans son livre, ni dans » ses réponses, n'a paru ni bien net, » ni bien ferme sur cet article. » Un tel aveu me suffit : il met en évidence

l'héréticité de Jean Hus, & il doit justifier même aux yeux des Protestans la condamnation prononcée contre lui par le concile de Constance.

On reproche encore à ce concile d'avoir violé le sauf-conduit, sur la foi duquel Jean Hus étoit venu à Constance.

Principes de la conduite du concile en ce qui regarde le sauf-conduit donné à Jean Hus par Sigismond.

Sur ce point j'observe premièrement qu'à tort accuseroit-on le concile d'avoir manqué à ses engagements, puisqu'il n'en avoit contracté aucun, & que le sauf-conduit avoit été donné par Sigismond, & non par le concile.

L'unique tort que l'on pourroit donc imputer au concile, ce seroit d'avoir persuadé à l'empereur que son sauf-conduit ne l'obligeoit pas à protéger la personne de Jean Hus. Cet article est délicat. Mais il faut pourtant observer, que la jurisprudence reçue alors universellement conduisoit à cette conséquence. Telle étoit la façon de penser de tout le monde, ecclésiastiques & séculiers, que non seulement l'Eglise avoit seule le droit de juger en matière d'hérésie, mais que la personne même de l'hérétique n'étoit justiciable que de son tribunal. Dans cette supposition le sauf-conduit de Sigismond

438 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
étoit nul, faute de pouvoir dans celui  
qui l'avoit donné : & le concile se  
croyoit fermement en droit de regarder  
l'exécution de cet acte comme un  
attentat à son autorité. Si la distinction  
des deux puissances eût été éclaircie  
alors comme elle l'est aujourd'hui, si  
on se fût souvenu de tant de loix demandées  
autrefois par les évêques aux empereurs  
Romains contre les hérétiques, on auroit  
sans doute pensé que le droit sur la  
personne de l'hérétique ne devoit pas être  
confondu avec celui de prononcer sur  
l'hérésie. Mais l'idée contraire dominoit  
& subjugoit tous les esprits : & l'on  
doit ici y avoir égard. Pour juger de la  
qualité & du mérite d'une action, il faut  
souvent se transporter dans les tems où  
elle a été faite.

Il résulte de cette discussion que le  
concile de Constance n'a point établi  
ni suivi cette fausse & odieuse maxime,  
que l'on ne doit point garder la foi  
aux hérétiques : il a seulement prétendu  
n'être point lié par une promesse émanée  
d'une autorité qu'il comptoit inférieure  
à la sienne en cette partie. Jean Hus  
commit une imprudence qui lui cousta  
cher, en se contentant d'un



sauf-conduit de l'empereur , & en ne demandant pas que le concile y ajoutât le sien.

Pour l'honneur d'une si sainte assemblée , & pour rendre gloire à la vérité , je me crois de plus obligé d'observer , que le concile usa de tous les ménagemens qu'il se crut permis à l'égard de Jean Hus. Son vœu étoit que ce docteur, d'ailleurs estimable par ses talens & par ses mœurs , lui épargnât en se rétractant la dure nécessité d'un parti extrême , & il fit tout ce qui étoit en son pouvoir pour l'y amener.

Efforts du concile pour ramener Jean Hus , qui résista opiniâtrément.

Je regarde par exemple comme une attention pour Jean Hus , le soin que l'on eut de faire marcher , avant l'instruction de son procès , la condamnation de la doctrine , des ouvrages , & de la mémoire de Jean Wiclef son maître. C'étoit un avertissement pour le disciple. Dans la huitième session , qui se tint le quatre Mai 1415 , un grand nombre d'articles extraits des livres de Wiclef furent condamnés d'après une censure dressée par les théologiens , qui appliquoit à chacune des propositions les qualifications convenables , & qui fut lûe en plein concile.

Il fut dit que les livres de cet hérétique seroient jettés au feu, son corps déterré, ses os brûlés, & les cendres jettées au vent. Jean Hus ne profita point de cette leçon, & n'en défendit pas moins obstinément la mémoire de Wiclef, & les erreurs qu'il avoit lui-même puisées dans ses ouvrages. Il ne fut pas plus touché de la condamnation de ses propres livres au feu, que le concile ordonna pareillement, avant que de prononcer contre sa personne.

J'ajoute qu'il n'est point d'efforts qui n'aient été tentés par le concile, par plusieurs prélats & docteurs particuliers, par l'empereur lui-même, pour obtenir de Jean Hus une rétractation. Jamais on ne tira de lui d'autre réponse, sinon qu'il étoit prêt de rétracter toutes les erreurs dont on le convaincroit par l'Écriture sainte, ou par des raisonnemens qui en seroient déduits comme conséquences nécessaires : mais qu'il ne se reprochoit point d'en avoir enseigné aucune. Entre les propositions qu'on lui imputoit, il faisoit une distinction : il en reconnoissoit quelquesunes pour être de lui, il nioit qu'il eût enseigné les autres : & c'étoit là un des motifs qu'il

alléguoit pour refuser une rétractation générale. Il disoit qu'il ne pouvoit la donner sans se rendre coupable de mensonge & de parjure , en avouant des propositions que l'on mettoit à faux sur son compte. On eut égard à cette délicatesse , qui en effet méritoit considération : & dans un formulaire de rétractation qui lui fut présenté de la part du cardinal de Florence , l'un de ses commissaires , on lui permettoit de faire cette protestation : „ Quoique „ l'on m'impute beaucoup de choses „ auxquelles je n'ai jamais pensé. „ L'empereur alla encore plus loin , & lui offrit une explication plus nette & plus précise. Il lui envoya quatre évêques , pour lui demander s'il vouloit rétracter les articles qu'il avouoit , & jurer qu'il ne tenoit point ceux qu'il prétendoit n'avoir jamais enseignés. Jean Hus demeura inflexible , & s'en tint à sa promesse illusoire de révoquer ce qui lui feroit démontré faux par l'Ecriture. Ainsi s'arrêtant à son propre jugement , & refusant de plier sous la plus grande autorité qui soit au monde , on peut bien plaindre l'aveuglement d'un homme digne d'estime par bien des endroits , mais on ne peut ac-

442 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
cuser légitimement ses juges.

Jérôme de Prague con-  
damné, & en-  
voyé au sup-  
plice.

Je ne m'étendrai point sur ce qui regarde Jérôme de Prague, disciple & sectateur de Jean Hus, & son trop fidèle imitateur. Jérôme avoit acquis le degré de bachelier & docteur en Théologie à Prague, & celui de maître ès Arts dans les Universités de Paris, de Cologne, & d'Heidelberg : & il soutenoit ces honneurs académiques par beaucoup d'esprit, de savoir, & d'éloquence. Il abusa de ces talens pour défendre opiniâtrément l'erreur, & il eut à Constance le même sort que son maître.

Affaire de la  
communion  
sous les deux  
espèces.

L'affaire de la communion sous les deux espèces peut & doit être regardée comme une suite & une dépendance de celle de Jean Hus. M. Lénfant prouve fort bien que Jean Hus n'est point l'auteur de la doctrine, qui établit la nécessité de communier sous les deux espèces, & qui en fit régner l'usage dans la Bohême. Mais il l'approuva, & sa secte en tira un grand avantage. Les erreurs de Jean Hus rouloient principalement sur des questions abstraites, qui ne sont guères à la portée de la multitude ; au lieu que le retranchement de la coupe est une

matière populaire : & cet objet fit réellement une furieuse impression sur les Bohémiens.

Le vrai auteur de cette controverse, celui qui mit en vogue l'usage de la communion sous les deux espèces à Prague, & qui en érigea en dogme la nécessité, fut Jacobel curé d'une paroisse de la ville. Il prêcha & réduisit en pratique sa doctrine dans sa paroisse, pendant que Jean Hus étoit à Constance. Cette innovation fit du bruit, & de Prague on consulta l'oracle. Quoique Jean Hus fût actuellement prisonnier, ses amis entretenoient un commerce libre & continu avec lui. Il donna, comme je l'ai dit, son approbation, qui fut une décision & une loi pour ses partisans. Ils étoient en grand nombre à Prague, & la question commençant à faire un violent éclat, l'évêque de Litomissel le défera au concile dans la dixième session le quatorze Mai 1415. Le concile chargea ses théologiens de la discuter, & de la mettre en état d'être jugée.

La chose en soi ne pouvoit pas faire beaucoup de difficulté. Deux faits sont certains & incontestables : l'un

que dans la situation où étoient les esprits , la pratique de la communion sous les deux espèces eût semblé autoriser une opinion erronée , & donner lieu de penser que Jesus-Christ n'est pas tout entier sous chacune des deux espèces : le second , que jamais dans l'Eglise la communion sous les deux espèces n'a été regardée comme un tout inséparable , & que dans les tems où la pratique générale étoit de communier les Fidèles sous les deux espèces à la célébration des saints Mystères , il y avoit des cas où elles s'administroient séparément. Lorsque l'on donnoit la communion aux enfans à la mamelle, on la leur administroit sous la seule espèce du vin : & durant les persécutions les Chrétiens qui emportoient la sainte Eucharistie dans leurs maisons , ne l'y portoient que sous l'espèce du pain. Ainsi la séparabilité des deux espèces dans la communion étant constante , & autorisée par l'usage même des premiers siècles de l'Eglise , la coutume déjà ancienne, qui , pour éviter bien des inconveniens , s'étoit établie , de ne donner la communion aux laïcs que sous l'espèce du pain , devoit être respectée : & il n'appartenoit

point à des particuliers de l'abolir sans l'autorité de l'Eglise. Tel fut aussi le sentiment des théologiens : telle fut la décision du concile : & Gerson composa un écrit pour en établir la vérité & la sagesse. Mais le feu étoit trop allumé dans la Bohême pour pouvoir s'éteindre aisément. Les obstacles qu'on lui opposoit , lui servirent de pâture : & il en naquit des désordres affreux , des brigandages , des guerres intestines , des cruautés , dont le récit fait horreur , & qui heureusement ne sont point de mon sujet.

La seconde affaire de doctrine qui fut traitée au concile de Constance , est celle des propositions de Jean Petit.

*Affaire des propositions de Jean Petit.*

On se souvient de la censure prononcée par l'évêque de Paris en cette matière. Mais pour jeter plus de clarté sur le récit que je dois faire , je pense qu'il est bon de rappeler ici au lecteur, qu'il y eut d'abord sept assertions dénoncées par Gerson , comme extraites du plaidoyer de Jean Petit , & que ce fut sur neuf articles différens de ces sept assertions que tomba la censure de l'évêque. J'ai rapporté la première des sept assertions déferées par Gerson , qui est la plus importante , & la

*Lenfant , Concile de Pise , l. VII. art. 28-34. & Concile de Const.*

446 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
seule sur laquelle ait prononcé le  
concile de Constance. Elle autorise, &  
regarde comme louable & méritoire ,  
le meurtre d'un tyran , quand même  
on y emploieroit la fraude , la trahi-  
son , & le parjure. Or cette assertion  
ne se trouve pas en propres termes  
dans le plaidoyer ; elle en est le résul-  
tat : & c'est par cette raison que l'é-  
vêque de Paris & les docteurs dont il  
se fit assister pour dresser sa censure ,  
aimèrent mieux l'appliquer à des arti-  
cles qui exprimoient la même doc-  
trine , & qui avoient l'avantage d'être  
extraits plus littéralement du texte.

J'ai dit que cette censure fut con-  
firmée par une déclaration du roi ; que  
le duc de Bourgogne cabala dans Paris  
& dans l'Université pour y donner  
atteinte , & qu'il ne réussit qu'à la faire  
renouveler & aggraver par une se-  
conde déclaration plus forte que la  
première. Il se retourna du côté de  
Rome , & appella de la sentence de  
l'évêque de Paris au pape Jean XXIII,  
qui reçut l'appel , & établit pour le  
juger une commission , à la tête de  
laquelle il mit les cardinaux des Ur-  
sins , d'Aquilée , & de Florence. Le  
duc de Bourgogne appella aussi au



concile de Constance. Mais de ce double appel il ne résulta pas un prompt effet. Les affaires personnelles de Jean XXIII, qui aboutirent enfin à sa déposition, lui donnèrent à lui-même & au concile des occupations plus pressantes. D'ailleurs le roi Charles VI, qui souhaitoit beaucoup que le jugement de l'évêque de Paris fût confirmé à Constance, & qui avoit ordonné à l'Université de n'y députer que des personnes non suspectes sur cet article, se croyoit néanmoins obligé à de grands ménagemens envers le duc de Bourgogne; & sollicité par lui, il consentit à garder le silence, & défendit à ses ambassadeurs au concile de se porter pour parties en son nom dans l'affaire de Jean Petit, si elle n'étoit réveillée de l'autre part. Elle resta donc dans l'oubli durant les premiers mois du concile, & ce ne fut que peu de jours avant la déposition de Jean XXIII qu'elle commença d'y faire du bruit.

Le duc de Bourgogne s'étoit de son côté engagé au silence : mais violent & inquiet, il ne put se tenir en repos, & il mit le premier en mouvement une affaire que tant de raisons l'inv-

448 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
toient à ensevelir. Le vingt-six Mai  
1415 ses envoyés p<sup>r</sup>ésentèrent à l'as-  
semblée de la nation Gallicane dans  
le concile de Constance une lettre de  
sa part , par laquelle il se plaignoit de  
certains membres du concile qui le  
décrioient comme fauteur d'hérésie ,  
en conséquence de l'approbation qu'il  
avoit donnée au plaidoyer de Jean Pe-  
rit. Il se défend vivement de ce repro-  
che. Il n'épargne point à ses délateurs  
les qualifications les plus odieuses. Il les  
traite de fourbes & d'hypocrites. Il les  
accuse d'animosité contre lui , d'im-  
pudence, d'emportement, & de fureur.  
Il demande qu'on lui en fasse justice ,  
protestant néanmoins que pour le fond  
de la question il se soumet à la déci-  
sion du concile. Personne n'étoit nom-  
mé dans cette lettre. Mais les ambas-  
sadeurs de France s'y reconnurent ai-  
sément. Gerson protesta en leur nom  
contre une si outrageuse invective. Les  
ambassadeurs du duc répondirent par  
des protestations contraires : & l'as-  
semblée se sépara.

Ce n'étoit là qu'un prélude : l'affaire  
se lia le sept Juin. La commission éta-  
blie par le concile pour les matières  
de foi s'assembla. Le cardinal de Cam-

brai en étoit le chef , & parfaitement d'accord avec Gerson, il avoit les meilleures intentions du monde pour la confirmation de la sentence de l'évêque de Paris. Il ouvrit l'assemblée par déclarer , que si quelqu'un avoit à faire quelque proposition concernant la foi, la commission étoit disposée à l'écouter. Gerson se leva , & il mit sur le bureau les neuf articles de Jean Petit , qui furent lûs sur le champ. L'évêque d'Arras, ambassadeur du duc de Bourgogne étoit présent , & il dit qu'il lui sembloit que ce qui venoit d'être lû , regardoit une certaine prétendue sentence rendue par l'évêque de Paris au préjudice de l'honneur & de la réputation de son maître : & il pria les commissaires de demander à Gerson s'il agissoit dans cette dénonciation au nom du roi très Chrétien , & s'il vouloit réellement parler de cette prétendue sentence. Gerson interrogé par les commissaires , répondit avec précision. Ses instructions lui permettoient, & même lui enjoignoient de défendre la cause de la sentence de l'évêque de Paris , si elle étoit attaquée. Néanmoins il eut la prudence & la modestie de ne s'en point prévaloir. Il dit qu'il procédoit

simplement comme docteur & professeur en Théologie ; & qu'au reste l'on avoit raison de penser qu'il avoit en vûe la sentence de l'évêque de Paris , dont il étoit résolu de poursuivre la confirmation par le concile.

Le procès s'engagea ainsi , & dans la session treizième , qui se tint le quinze Juin , le concile nomma des commissaires pour l'instruire. Il existoit déjà , ainsi que je viens de le dire , une commission établie par le concile pour les matières de foi , qui avoit été assez occupée de l'affaire de Jean Hus. Comme cette affaire n'étoit pas encore entièrement terminée, on laissa subsister la commission pour l'objet qu'elle avoit entamé : mais à la poursuite des François on en érigea une nouvelle , qui fut chargée de travailler à l'extirpation des hérésies en toute autre matière , & à la réformation de la discipline & des mœurs. Ce tribunal, qui, de même que toutes les autres commissions du concile , n'avoit droit que d'instruire les affaires jusqu'à sentence définitive exclusivement , étoit composé des trois cardinaux nommés ci-devant commissaires par Jean XXIII sur l'appel interjeté par le duc de Bour-

gogne, du cardinal de Cambrai, & d'un certain nombre de députés des nations, prélats & docteurs.

Il seroit ici également inutile & ennuyeux de rendre compte en détail de toutes les séances de cette commission, & de toutes les délibérations des nations & du concile au sujet de la doctrine de Jean Petit. Cette affaire, assurément très simple en soi, traîna prodigieusement. Tout ce que le crédit, la puissance, les sollicitations, les largesses peuvent opérer, tout ce que l'esprit de chicane peut suggérer de ruses, d'artifices, de subterfuges, à des plaideurs de mauvaise foi, fut mis en œuvre par le duc de Bourgogne & par ses agens : & ce ne fut pas entièrement sans fruit.

Le principal tenant dans cette cause misérable fut Martin Porrée évêque d'Arras. C'étoit un Dominicain, confesseur du duc de Bourgogne, homme d'un esprit intrigant & dangereux, qui s'étoit vendu à toutes les injustices de son pénitent. Il avoit composé un traité pour la défense des neuf articles condamnés par l'évêque de Paris, & sa récompense fut l'évêché d'Arras. Le duc de Bourgogne l'envoya au concile

Martin Porrée, principal tenant pour la cause de Jean Petit ; Gerson pour le parti contraire.

452 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de Constance pour y soutenir ses intérêts & sa réputation : & Martin Porée ne s'acquitta que trop bien de cet emploi. Il savoit prendre toutes sortes de formes pour aller à son but. Il menaça , il répandit l'argent , il multiplia les tours captieux & propres à faire illusion. Il prétendoit que les neuf articles n'avoient pas été fidèlement extraits du plaidoyer de Jean Petit , & en même tems il les défendoit , sinon comme vrais , au moins comme probables. Son dernier retranchement étoit de dire qu'ils n'appartenoient point à la foi , & par conséquent n'étoient point du ressort du concile. Il refusa le cardinal de Cambrai : il intenta une accusation de calomnie contre Gerson : il usa de récrimination , & reprocha à ce docteur de prétendues erreurs , dont il le mit dans la nécessité de se purger. Gerson tint bon contre les terreurs , & développa les sophismes. Marchant à la lumière de la vérité avec simplicité & candeur , il éclaircissoit ce que l'adversaire tâchoit d'obscurcir : il mettoit en évidence l'importance de la matière , & l'intérêt qu'avoient l'Eglise & l'Etat à la condamnation d'un ouvrage dont les

maximes étoient ennemies de la douceur de l'Evangile, & expofoient à un danger continuel la vie de tous les souverains. Sur ce point il étoit éloquent, & tonnoit souvent avec véhémence. Voilà l'idée que l'on peut fe faire en général de la conduite de ce procès. L'événement en fut mi parti, & mêlé de bien & de mal.

Le bien confifte en ce que le concile proſcrivit la mauvaife doctrine en elle-même, & ſcélla par ſon décret une vérité précieufe, qui fait partie du dépôt de la Foi. La première des ſept affirmations préſentées à la censure par Gerson dans ſon diſcours au roi, cette propoſition qui déclare non ſeulement licite, mais louable & méritoire, le meurtre d'un tyran, même par voie d'aſſaſſinat & de guet-à-pens, & nonobſtant tout ſerment antérieur, fut condamnée comme hérétique dans la quinzième ſeſſion. Martin Porrée avoit affecté de ne prendre aucun intérêt à cette propoſition, & il croyoit pouvoir le faire ſans préjudicier à ſa cauſe, par deux raiſons : premièrement, parce que les différentes parties qui compoſent la propoſition ne ſe trouvent point, ainſi que j'ai obſervé, raffem-

Propoſition  
générale de  
Jean Petit  
condamnée  
par le concile.

blées & réunies dans le plaidoyer de Jean Petit en une seule période : & en second lieu parce qu'il y a une différence légère , mais réelle , entre les deux énoncés. L'affertion déferée par Gerson porte qu'un tyran peut être tué par son vassal : & le plaidoyer de Jean Petit , qui avoit accommodé son système à la circonstance , parle du vassal du prince attaqué par le tyran. On sent assez que cette différence n'est ici d'aucune considération ; & que de façon ou d'autre l'homicide & le parjure sont également autorisés. Mais un chicaneur fait usage de tout : & dans l'occasion dont il s'agit , la chicane étoit appuyée de la force & de l'intrigue.

Le concile ne  
condamne  
point l'ou-  
vrage même  
de Jean Pe-  
tit.

Martin Porée réussit par ces voies à empêcher le concile de faire pleine justice en confirmant la sentence de l'évêque de Paris , & en censurant le plaidoyer de Jean Petit. Le concile compta avoir rempli son devoir en proscrivant l'erreur : & c'étoit véritablement l'essentiel. Mais ne devoit-on pas souhaiter qu'il consommât son ouvrage par la condamnation de l'écrit qui la contenoit ? L'empereur , le roi de France , l'Université de Paris , firent les instances les plus vives & les plus



persévérantes pour obtenir cette condamnation : & tous leurs efforts furent inutiles.

Il y a plus. Bien loin que la sentence de l'évêque de Paris fût confirmée, l'avis des commissaires tendoit à la déclarer nulle, comme rendue par juge incompétent. Le cardinal de Cambrai n'étoit plus de la commission : & les trois cardinaux des Ursins, d'Aquilée, & de Florence, imbus des faux principes des décrétales, qui réservent les causes majeures au S. Siège, pensoient que l'évêque de Paris avoit passé son pouvoir en prononçant sur des articles qui ne pouvoient être jugés que par le pape. Le concile n'agit pas suivant l'avis des commissaires : mais il ne confirma pas la sentence de l'évêque de Paris. Il garda sur ce point un silence, qui lui a été fortement reproché par Gerson, & qui ne peut être attribué qu'à des considérations humaines. Néanmoins la doctrine meurtrière de Jean Petit ne peut s'autoriser de ce silence, puisque le concile l'a condamnée dans la proposition générale qui la comprend toute entière, & qui en renferme toutes les branches.

J'ai abrégé autant qu'il m'a été possible le récit de cette grande affaire, pour la rassembler sous un point de vûe aisé à saisir. Mais je ne dois pas omettre certaines particularités importantes, qui n'en feront que mieux entendues après l'exposé total, que l'on vient de lire.

Le cardinal  
de Cambrai  
soutint puissamment  
Gerson.

Le cardinal de Cambrai soutint puissamment Gerson dans la poursuite de la condamnation du plaidoyer & des neuf articles. Ne pouvant plus être juge, il se rendit le sollicitateur & l'avocat de la bonne cause. Il parla, il écrivit : il fit tout ce que l'on pouvoit attendre de son crédit, de son savoir, de ses talens, pour rendre plein & entier le triomphe de la vérité par la proscription de l'écrit qui lui faisoit outrage.

Les Mendians  
soutinrent le  
mauvais parti.

Au contraire les moines mendians tinrent dans cette affaire une conduite qui ne tourne pas à leur gloire. Un Jacobin remplissoit le principal personnage, & se montrait à la tête des défenseurs du plaidoyer de Jean Petit. Il avoit pour zélé coadjuteur & associé un Franciscain, Jean de Rocha, qui composa des mémoires & débita des discours, tous plus mauvais les uns que

que les autres. Et tous les religieux mendiants qui étoient à Constance , entrèrent dans cette conspiration. Leur motif , au jugement de Gerson , étoit l'antipathie contre l'Université de Paris. Qui fait s'ils n'en avoient point quelque autre encore plus condamnable ?

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 289.*

Les apologistes de Jean Petit avancèrent des propositions plus horribles que celles dont ils prenoient la défense. En voici quelquesunes rapportées par Gerson.

*Propositions  
horribles  
avancées par  
les défen-  
seurs de Jean  
Petit.*

» On ne doit point condamner une proposition , quand elle est probable : & elle l'est , dès qu'il y a des docteurs qui soutiennent le pour & le contre. »

*L'enfant ,  
Concile de  
Const.*

» Quand on jure , on n'est obligé qu'à ce qu'on avoit actuellement en vûe en jurant : & celui qui jure amitié à quelquun , est excusable de ne pas tenir son serment , s'il n'a eu en vûe que d'empêcher que celui qu'il vouloit tuer ne se défiât de lui. »

» L'homicide est excusable & juste , quand il se fait à bonne intention , par zèle pour la loi de Dieu & pour son prince. »

Quelle morale ! & le parti du duc

*Tome III.*

V

458 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de Bourgogne l'eût aisément mise en  
pratique. Au moins Gerson le crai-  
gnit, & il se crut obligé de prendre  
une fauve-garde du roi, pour mettre  
sa vie en sûreté dans la ville même de  
Constance.

*Op. Gers.*  
*T. V.*  
*p. 683.*

Zèle admi-  
rable de Ger-  
son. Extraits  
de quelques-  
unes de ses  
pièces.

Il est vrai que dans tout le cours de  
ce long procès, il ne considéra jamais  
que les intérêts de la vérité & de la jus-  
tice, & qu'à la réserve du nom du duc  
de Bourgogne, qu'il respecta toujours,  
& ne mit jamais en cause, du reste il  
se crut permis de parler & d'agir avec  
une entière liberté. Je citerai en preuve  
quelques traits d'un discours qu'il pro-  
nonça le trois \* ou le cinq Mai 1416,  
où l'on trouvera en même tems un  
échantillon de son éloquence. Il ex-  
horte les pères du concile à écouter  
la voix du sang du duc d'Orléans,  
qui crie vengeance, & qui leur de-  
mande justice, surtout contre l'apolo-  
gie que l'on a faite de son assassinat  
dans un horrible libelle diffamatoire.  
» Par cette pièce impie & scélérate,  
ajoute-t-il, » qui représente le duc  
» d'Orléans comme un traître & com-  
» me un infâme, après l'avoir assassiné

\* Je trouve cette variété de date dans mes différens  
auteurs.

» on le fait mourir une seconde fois  
 » d'une mort civile, qui est d'autant  
 » plus cruelle, qu'elle rejaillit sur ses  
 » enfans & sur toute leur postérité. »

Ici il apostrophe les trois fils qu'a-  
 voit laissé le duc d'Orléans : » C'est di-  
 » rectement sur vous, dit-il, que re-  
 » tombe cette ignominie, vous ses  
 » trois illustres fils, dont l'un est actuel-  
 » lement otage, un autre prisonnier en  
 » Angleterre, réduits à cette triste  
 » situation, non comme traîtres, mais  
 » comme fidèles & zélés défenseurs de  
 » votre roi & de votre patrie. O s'il  
 » étoit donné à ces déplorables enfans  
 » d'un père infortuné, à ces pupilles,  
 » orphelins, prisonniers, de paroître  
 » devant votre auguste & sainte assem-  
 » blée, s'ils pouvoient se faire enten-  
 » dre de vous, ils vous solliciteroient  
 » plus par leurs gémissemens, leurs  
 » sanglots, & leurs larmes, que par  
 » leurs discours & leurs prières, & vous  
 » imploreroient en criant : Rendez-  
 » nous justice, rendez-là à notre père.  
 » O si vos yeux pleins de miséricorde  
 » les voyoient se prosterner à vos pieds  
 » en vous adressant cette juste deman-  
 » de, de quels traits de compassion  
 » intime ne seroient point blessés vos

» cœurs , que la charité rend si sensi-  
 » bles ? Concevez - vous - mêmes , Mes-  
 » sieurs , quels seroient vos sentimens :  
 » car pour moi , je ne puis les expri-  
 » mer. »

Gerson se tournant ensuite vers l'é-  
 vêque d'Arras , & Pierre Cauchon  
 vidame de Reims , qui étoient les avo-  
 cats du duc de Bourgogne , leur parle  
 en ces termes : » Mais vous , Monsieur  
 » d'Arras , mon révérend père & mon  
 » ancien ami , & vous Monsieur le  
 » vidame de Reims , mon cher com-  
 » patriote . . . . ne conviendrez-vous  
 » pas que l'assassinat du duc d'Orléans  
 » ne peut être parti que d'un très mau-  
 » vais conseil , & que jamais Philippe  
 » le Hardi , père du duc votre maître ,  
 » n'auroit commis un pareil attentat ?  
 » Vous en devez convenir. Car du  
 » vivant de ce prince , quelqu'un ayant  
 » hasardé en sa présence quelques pa-  
 » roles qui rendoient à se défaire du  
 » duc d'Orléans , il sortit de la cham-  
 » bre tout ému en prononçant ces mots :  
 » *Heureux l'homme qui ne s'est point*  
 » *trouvé dans le conseil des méchans : &*  
 » je suis assuré que vous-mêmes , qui  
 » étiez alors en Italie , si vous eussiez  
 » été présens lorsque l'action se com-

» mit, vous ne l'auriez jamais con-  
 » feillée. Si donc cette mort est injuste  
 » & cruelle, comment pouvez-vous en  
 » approuver l'apologie ? »

Dans un autre endroit du même *Hist. Un.*  
 discours Gerson, après avoir exposé *Par. T. V.*  
 avec quelque étendue & beaucoup de *p. 288.*  
 force les principales circonstances qui  
 rendent abominable l'attentat commis  
 sur la personne du duc d'Orléans, les  
 reprend & les réunit toutes en peu  
 de mots sous un seul point de vue,  
 pour faire plus d'impression. » Quel  
 » besoin, dit-il, avons-nous encore  
 » de témoins ? De quel usage peuvent  
 » être les tours artificieux, les enve-  
 » loppes de paroles, les vains & frivo-  
 » les subterfuges, dans une cause qui  
 » rassemble tout ce que l'on peut s'i-  
 » maginer de plus odieux : le crime de  
 » lèse-majesté, la cruauté des assassins,  
 » le violement impie des sermens, la  
 » trahison & les caresses trompeuses,  
 » le renversement de toutes les loix  
 » divines, naturelles, & humaines, en-  
 » fin l'affreux désastre de tout un royaume ? Et néanmoins, ô tems ! ô  
 » mœurs ! il se trouve des hommes  
 » dans ce sacré concile, qui ne réflé-  
 » chissant point sur tant de criminelles

» circonstances , ou les ignorant , ou  
 » les dissimulant , car il n'est pas possi-  
 » ble de les nier , ne cessent de forger  
 » des calomnies & des chicanes contre  
 » la condamnation de l'infame libelle  
 » qui justifie toutes ces horreurs. »

Conduite de  
 Charles V I  
 dans cette  
 affaire.

*L'enfant.*

Gerson en agissant & parlant avec cette force suivoit ses instructions. Charles V I usa d'abord de quelques ménagemens, comme je l'ai remarqué, à l'égard du duc de Bourgogne. Mais lorsque l'affaire fut portée au concile par l'audace imprudente de celui qui avoit le plus d'intérêt à l'étouffer, alors libre de ses engagemens Charles se déclara ouvertement pour la condamnation de l'écrit de Jean Petit, & il la sollicita par ses lettres & par ses ambassadeurs, avant & après l'avis des commissaires du concile.

Conduite du  
 parlement.

Le parlement de Paris seconda parfaitement les intentions du roi. L'avis des commissaires du concile pour la cassation de la sentence de l'évêque de Paris fut publié le 15 Janvier 1416 : & le quatre Juin suivant le parlement enregistra cette sentence avec la déclaration du roi qui la lui avoit adressée, & qui étoit demeurée sans exécution depuis le seize Mars 1413. Le seize

*Hist. Un.  
 Par. T. V.  
 p. 301 &  
 304.*



Septembre de la même année 1416, le parlement rendit un arrêt pour défendre sous peine de confiscation de corps & de biens d'enseigner qu'il soit permis de tuer qui que ce puisse être, sans attendre la sentence prononcée par un juge compétent : & il ordonna que ceux qui auroient entre les mains des écrits contenant cette doctrine, fussent tenus de les apporter *pardevers la justice du roi*.

L'Université fut quelque tems opprimée par la faction Bourguignonne, qui dominoit singulièrement, comme je l'ai dit, dans la Nation de Picardie & dans la Faculté de Décret. Ces deux compagnies \* prirent, l'une le dix-neuf d'Août 1415, l'autre le vingt-&-un, des délibérations favorables à Jean Petit, & contraires à Gerson, qu'elles défavouèrent de nouveau, & dont elles révoquèrent les pouvoirs, autant qu'il étoit en elles. Les autres compagnies de l'Université gardèrent le silence. Au moins ne trouvé-je aucun acte que l'on

L'Université opprimée semble d'abord abandonner Gerson.

Op. Gers. t. II. p. 372 & seqq.

\* M. Lenfant dans son Hist. du Conc. de Const. l. IV. n. 13, attribue à l'Université les fausses démarches de ces deux compagnies. Cet écri-

vain, d'ailleurs habile & exact, n'étoit pas obligé de connoître le détail de la police intérieure de notre Université.

produise de leur part dans ce tems d'oppression. Mais bientôt ayant recouvré sa liberté, l'Université appuya de tout son pouvoir les démarches de Gerson.

Ayant recouvré sa liberté, elle agit avec force pour la bonne cause.

*Hist. Un.*

*Par. T. V*

*p. 293. 299.*

La cabale l'avoit empêchée d'agir jusqu'à la publication de l'avis des trois cardinaux, qui infirmoit la sentence de l'évêque de Paris. Lorsqu'elle en fut instruite par le rapport de deux de ses députés au concile, Benoît Gentien, & Jacques Despars docteur en Médecine, l'indignation qu'excita cet acte inique donna de la force au bon parti. Le rapport fut lû dans l'assemblée de l'Université aux Maturins le dix Février 1416 : & le mercredi suivant douze du mois, les amis de Gerson, ou plutôt de la vérité & de la justice, obtinrent un ordre du roi, qui enjoignoit à quarante des plus factieux supôts de l'Université de vider la ville de Paris dans le jour même. Le vingt-huit Avril l'Université adressa au concile une lettre, qui, à mieux dire, est un mémoire raisonné & étendu contre la cause de Jean Petit.

*Censures de la  
Fac. de Théol.  
Recueil imprimé  
à Paris  
en 1717.*

Elle commence par exhorter le concile à rétablir entre ses membres la paix & la concorde, qui étoient trou-

blées par des dissensions intestines. Les partisans de Jean XXIII, alors déposé, & ceux de Grégoire XII, qui s'étoit démis volontairement, n'avoient pas entièrement oublié leurs anciennes animosités, & ils se disputoient la présidence dans les nations. L'Université représente au concile la nécessité de faire cesser ce scandale.

Elle passe ensuite à l'affaire de Jean Petit, & elle expose avec beaucoup d'énergie & de lumière toute l'horreur & les conséquences affreuses de la doctrine contenue dans son exécration libelle. C'est sur quoi je ne crois pas qu'il soit besoin d'insister : la chose est évidente par elle-même. Mais je dois observer que l'Université prend hautement la défense de la censure de l'évêque de Paris, & pour le fond & pour la forme. Elle soutient & prouve, contre l'avis des trois cardinaux, que ce prélat n'a fait qu'user de son droit, & que tout évêque est juge de la doctrine dans son diocèse. Elle venoit ainsi à l'appui de Gerson, qui dès le mois d'Octobre 1415 avoit donné un mémoire, dans lequel il établissoit le droit qu'ont les évêques de condamner les hérésies qui s'élèvent dans les lieux

466 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de leur juridiction , & demandoit que  
l'on censurât dans le concile la maxime  
contraire.

L'Université termine sa lettre , en  
déclarant premièrement que dans son  
assemblée , où se sont trouvés près de  
quarante docteurs en Théologie , plu-  
sieurs docteurs en Droit canon , & un  
très grand nombre de personnages très  
recommandables des autres Facultés ,  
tous ont pensé unanimement , qu'il  
faut ou que la damnable doctrine de  
Jean Petit soit proscrite , ou que l'on  
expose les corps & les âmes à une  
perte certaine, & les royaumes & Etats  
à une entière destruction.

En second lieu elle prie le concile  
de venir au secours de la France , &  
de mettre le sceau à sa bonne œuvre ,  
commencée par la condamnation de  
la proposition générale , en condam-  
nant pareillement l'apologie & les  
neuf articles qui en sont extraits : &  
elle fait entendre fort clairement que  
si le concile lui manque , elle se pour-  
voira pardevers le roi & la puissance  
séculière.

Troisièmement elle demande la  
cassation de l'avis des cardinaux com-  
missaires du concile dans cette affaire.

Enfin pour constater le parfait concert de sentimens avec lequel sa lettre a été dressée, & pour fermer la bouche aux ennemis de la vérité & de la paix, qui publioient qu'il y avoit division dans l'Université sur cette matière, elle avertit qu'elle a pris la précaution inusitée de sceller sa lettre non seulement du sceau commun, mais d'y ajouter contre son usage les sceaux particuliers des Facultés & des Nations. Je remarque pourtant qu'il manque le sceau de la Nation de Picardie. C'étoit de toutes les compagnies de l'Université, par la raison que j'ai dite ailleurs, la plus dépendante du duc de Bourgogne : & elle refusa, par délibération expresse, de joindre son sceau à ceux des autres compagnies. Mais la Faculté de Décret se réunit alors à ses sœurs.

L'Université envoya au collège des cardinaux, & aux commissaires chargés de discuter & de préparer les matières de foi, des copies de sa lettre au concile, avec des lettres particulières, écrites en conformité.

Elle avoit depuis longtems ses députés au concile, autorisés à agir en son nom. Cependant elle jugea à pro-

pos de leur donner un pouvoir spécial à l'effet de poursuivre la condamnation de l'apologie & des neuf articles. Ce pouvoir , qui est daté du dix Mai 1416 , est très étendu , & l'on y trouve tous les noms des députés de l'Université , à la tête desquels sont les archevêques de Reims & de Tours , l'évêque de Senlis , & Jean Gerson.

Cette affaire , comme appartenante à la Foi , regardoit singulièrement la Faculté de Théologie. Jean de Courteuiffe , alors doyen de cette Faculté , l'assembla le dix-neuvième jour d'Août par ordre du roi , & exposa que le roi averti de l'opposition que trouvoit à Constance la condamnation du libelle de Jean Petit , & des articles qui en avoient été extraits , souhaitoit que tous les docteurs , licenciés , & bacheliers en Théologie , ratifiasent & approuvassent de nouveau la censure de l'évêque de Paris. Le Recteur étoit présent. Il confirma l'exposé du doyen , & y ajouta que néanmoins le roi ne prétendoit point forcer les consciences , ni imposer à personne la nécessité d'agir contre ses lumières. Tous ceux qui composoient l'assemblée , au nombre de plus de cent quarante , se con-

DE PARIS, LIV. VI. 469  
formèrent au juste désir du roi : & ils  
signèrent leurs noms & surnoms au  
pied d'un acte qui contenoit l'appro-  
bation de la sentence de l'évêque de  
Paris.

La Faculté de Décret, pleinement  
rendue à elle-même, donna une déclara-  
tion semblable le dix-huit Novem-  
bre de la même année. Dix-huit do-  
cteurs, quarante-huit licenciés, &  
cinquante-sept bacheliers, opinèrent,  
conformément aux ordres du roi qui  
leur furent présentés par le Recteur,  
sur les neuf articles de Jean Petit, &  
les condamnèrent tous en appliquant  
à chacun les qualifications convena-  
bles. Ils protestèrent de plus que les  
actes qui avoient été publiés précé-  
demment comme émanés de leur Fa-  
culté sur cette matière, n'étoient point  
conformes à son esprit, & qu'elle ne  
les reconnoissoit point pour son ou-  
vrage.

Enfin, comme l'on ne parvenoit  
point à obtenir du concile cette con-  
damnation tant désirée, l'Université  
fit un dernier effort, & le six \* Février

\* Cette lettre ne porte point de date d'année. Elle est rapportée par M. Dupin, suivi de M. Lenoir, à l'an 1416. Dans le recueil des censures de

1417 elle écrivit au concile une lettre très pressante , pour le prier d'accorder ce qu'attendoient de lui toute la France , le Roi , le Parlement , & l'Université de Paris. Elle finissoit sa lettre par cette protestation : » Nous demeurerons toujours fermement attachés » à la vérité que Jean Petit a attaquée , » & de laquelle aucun Fidèle ne peut » s'écarter , s'il ne veut en méprisant » le cri de sa conscience exposer témérairement son ame aux plus grands » dangers. La matière est éclaircie : » elle est toute digérée : & c'est en cet » état qu'on vous la présente pour la » juger. La loi divine même & le Décalogue la jugent d'avance. Tout ce » qui nous reste à souhaiter , c'est que » votre sainte assemblée prononce le » jugement. »

Il est fâcheux que le concile n'ait pas fait plus d'attention à des remontrances si fortes & si légitimes. Au milieu des passions humaines , le saint Esprit nous a néanmoins procuré , comme on l'a vû , la déclaration nette

la Faculté de Théologie  
imprimé à Paris en 1717,  
elle est pareillement placée  
avant la lettre du 28  
Avril 1416. Mais l'ordre

des faits & l'examen attentif  
des pièces prouvent évidemment la date  
qui est ici marquée.



& précise de la vérité, par la condamnation de la proposition générale, qui est le précis de toute la doctrine de Jean Petit.

Le troisième objet du concile de Constance fut la réformation de l'Eglise dans son chef & dans ses membres : & il faut avouer que cette partie de son travail resta la moins parfaite. Sigismond avoit voulu que l'on y mît la dernière main avant que d'élire un pape. Il prévoyoit ce qui arriva. Martin V employa toute l'autorité du pontificat à éluder la réformation, & il en vint à bout. Une commission établie dès le quinze Juin 1415, & composée de quatre cardinaux & de seize députés des nations, quatre de chacune, avoit préparé & dressé un système de réformation, dont on peut voir le détail dans le septième livre de l'histoire du concile de Constance par M. Lenfant. Martin V rendit inutile tout ce travail. Il ne put se dispenser de régler dans le concile quelques articles : mais il se rendit maître du reste, & il trouva mieux son compte à faire des concordats particuliers avec les différentes nations. Il en fit un avec les Allemands ; un au-

La réformation est éludée par Martin V.

Lenfant, Conc. de Const.

472 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
tre avec les Anglois. Il eût bien voulu  
en conclure un avec les François, &  
l'on en dressa par son ordre un pro-  
jet, qui fut présenté au parlement de  
Paris le dix Juin 1418 par Martin  
Porée évêque d'Arras, mais que le  
parlement rejetta.

Mesures pri-  
ses en France  
contre les  
exactions de  
la cour de  
Rome, &  
pour la liber-  
té des nomi-  
nations aux  
benéfices.

De tous les points sur lesquels de-  
voit rouler la réformation, deux seu-  
lement appartiennent à mon plan,  
les exactions de la cour de Rome, &  
la provision des bénéfices : & comme  
rien de ce qui fut fait ou projeté à  
Constance sur ces matières n'eut d'exé-  
cution en France, je dois me renfer-  
mer dans ce que la France elle-même  
régla & pratiqua par rapport à ces  
deux objets, très intéressants l'un &  
l'autre pour l'Université.

*Preuves des*  
*Lib. de l'Egl.*  
*Gall. P. III.*  
*p. 11.*

Les différentes espèces d'exactions  
introduites par les papes, surtout pen-  
dant le schisme, sont exposées très  
nettement dans une ordonnance de  
Charles VI du 18 Février 1407, dont  
j'ai promis de donner ici une notice  
détaillée. On y voit que la cour de  
Rome s'attribuoit la dépouille des pré-  
lats & autres bénéficiers, qui venoient  
à mourir; les fruits des bénéfices pen-  
dant la vacance; la première année

du revenu, ce qui s'appelloit & s'appelle encore *Annates*, à chaque mutation. La moitié des annates, par rapport aux grandes dignités ecclésiastiques, étoit pour le collège des cardinaux : & l'on y ajoutoit, à raison de ce qui se nommoit *menus services*, une somme destinée à récompenser les officiers d'un ordre inférieur. De plus la cour de Rome, par une entreprise singulière, & qui n'avoit pas même l'apparence d'équité ni de raison, s'étoit approprié le droit de visite. On fait que les ecclésiastiques subordonnés aux prélats sont sujets à la visite de leurs supérieurs, & doivent les défrayer à cet égard. Ce n'étoit point aux papes qu'il appartenoit de faire ces visites ; ils ne les faisoient point : & ils en exigeoient le paiement. Ils avoient même imaginé de soumettre à ce droit les ecclésiastiques qui avoient un titre pour s'en exempter, & ils les obligeoient de payer l'équivalent. Enfin ils imposoient à leur gré des décimes & autres subsides sur le clergé, sans l'avoir consulté, ni lui avoir demandé son consentement.

Le parlement avoit déjà commencé à réprimer cette tyrannie, par un arrêt

dont j'ai fait mention en son lieu ; & qui fut rendu le 11 Septembre 1406. Cet arrêt ordonnoit la cessation de toutes les exactions qui viennent d'être exposées : mais il n'étoit que provisionnel. Au commencement de l'année 1407 , le procureur général du roi , les princes du sang , les prélats , les députés des chapitres & communautés ecclésiastiques , & l'Université de Paris , présentèrent requête au roi , pour le supplier de confirmer l'arrêt de son parlement , & d'en rendre l'effet stable & perpétuel : & c'est ce qu'il fit par l'ordonnance dont je parle ici.

L'Université , par zèle pour le bien public , & en vue de l'utilité particulière de ses suppôts , applaudit avec une grande joie à cette ordonnance , dans laquelle ses intérêts même étoient allégués comme un motif important. Parmi les inconvéniens des exactions qu'il s'agissoit d'abolir , on remarquoit que les bénéfices étant appauvris , ne pouvoient plus suffire à la subsistance de ceux qui faisoient leur cours d'études ; que les sommes qu'il falloit payer en cour de Rome pour obtenir des provisions , donnoient l'ex-

clusion aux pauvres , & la préférence aux riches sur les favans ; & qu'il arrivoit delà que le royaume de France , qui a toujours fleuri entre les autres royaumes par la gloire du savoir , voyoit cet avantage dép rir de jour en jour , par la diminution du nombre des étudians.

Les dispositions d'une autre ordonnance de Charles VI , donnée le même jour 18 Février 1407 , & pareillement sur les remontrances du clergé , n'étoient pas également favorables aux Universités. Cette ordonnance avoit pour but de détruire les obstacles, que la puissance des papes avoit commencé depuis quelques siècles à opposer à la liberté de la provision & collation des bénéfices. Elle annulloit toutes réserves & graces expectatives. Elle rétablissoit l'Eglise de France dans ses droits primitifs , & ordonnoit qu'il fût pourvû aux bénéfices électifs par voie d'élections , sujettes seulement à la confirmation des supérieurs ; & que les autres fussent donnés par voie de présentations , institutions , collations , suivant le droit & l'usage. Le tout jusqu'à la décision du prochain concile général.

L'Université  
combat pour  
les expectati-  
ves.

Cette loi étoit très sage & tout-à-fait conforme à l'ancienne discipline ; mais en abolissant les expectatives elle faisoit grand tort aux suppôts des Universités , qui se sont toujours plaints d'être négligés par les Ordinaires dans la nomination aux bénéfices , & qui trouvoient plus de faveur en cour de Rome. Peut-être eût-il été utile pour l'Eglise , aussi bien que pour les Universités , que l'on eût inséré dans la loi quelque clause , qui donnât un privilège aux études & au savoir. Ce qui est certain , c'est que l'Université de Paris le pensa , & qu'elle agit en conséquence. Dès qu'elle vit un pape certain & reconnu de la plus grande partie de la Chrétienté , elle se mit en possession de l'usage où elle avoit été de recourir au S. Siège pour s'ouvrir la voie aux bénéfices : elle dressa un Rôle , comme je l'ai dit , pour l'envoyer à Alexandre V , & ce Rôle fut approuvé & admis par Jean XXIII , sans qu'il en ait résulté aucun bruit ni aucune plainte en France.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 307.*

Il n'en fut pas de même du Rôle que l'Université fit présenter à Martin V. Ce pape ne fut point d'abord reconnu en France. On l'y regardoit

comme créature de Sigismond , qui actuellement , pour des raisons que j'exposerai dans la suite , étoit fort odieux aux François , & traité par eux sur le pied d'ennemi. On se défit donc d'une élection faite sous les yeux & par les soins de cet empereur : & il fut résolu dans le conseil , que l'on ne rendroit point obéissance à Martin V , jusqu'à ce que les ambassadeurs de France au concile fussent de retour , & que par le compte qu'ils rendroient de la manière dont il avoit été procédé à l'élection d'un pape , ils missent le roi & son conseil à portée de juger si elle n'étoit point l'ouvrage de la violence , & si tout s'y étoit passé d'une manière légitime & canonique. Le dauphin, qui étoit alors Charles , depuis roi , devenu héri-  
rier présomptif de la couronne par la mort de ses deux aînés , Louis & Jean , fit instruire l'Université de la résolution du conseil , & lui ordonna de s'y conformer. Elle s'assembla , & quoique sur les lettres qu'elle avoit reçues de ses députés au concile , elle ne pût douter de la canonicité de l'élection , néanmoins , pour obéir au dauphin , elle suspendit la déclaration

473 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
de ses sentimens sur ce point. Mais  
en même tems, comme elle prévoyoit  
que Martin V seroit infailliblement  
reconnu, elle travailla à la confection  
du Rôle qu'elle se proposoit de lui en-  
voyer.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 309-326.*

Cette conduite passa pour rébel-  
lion, & fut regardée comme crime  
d'Etat. Le 12 Janvier 1418 Denys de  
Berville, doyen de la Tribu de Paris  
dans la Nation de France, s'étant  
élevé avec force contre les prélats,  
qui ne tenoient aucun compte des sup-  
pôts de l'Université dans la dispen-  
sation des bénéfices, fut mis en prison  
par ordre du conseil qui gouvernoit  
le royaume. Mais ce ne fut pas pour  
longtems. La Nation de France ayant  
réclamé son suppôt dès le jour même,  
& député aux seigneurs du conseil pour  
demander qu'on le lui rendît, il lui  
fut répondu qu'elle demandoit ce qui  
étoit déjà fait. Que Berville avoit été  
entendu en ses défenses, que l'on s'en  
étoit rapporté à sa propre déclaration  
sur les charges qu'on lui imposoit,  
que ses justifications avoient été ad-  
mises, & qu'il étoit en liberté.

La chose n'en demeura pas là. J'ai  
dit \* que l'Université avoit interjeté

\* P. 338.



appel en 1412 des ordonnances du roi, qui attribuoient aux évêques un pouvoir trop étendu à son gré dans la disposition des bénéfices. Cette démarche n'étoit pas soutenable. L'Université modifia son appel, & le tourna de manière qu'elle parût appeler, non du roi, mais des évêques : & c'est sur ce pied qu'elle le manifesta en plein parlement le 26 Février 1418, à l'occasion que je vais dire. Le dauphin tenant conseil en la chambre de parlement, manda le Recteur, qui se rendit à ses ordres accompagné des députés de l'Université. Le premier président, Robert Mauger, parlant au nom du dauphin, les fit ressouvenir des défenses qui leur avoient été faites, de prendre aucune délibération ni conclusion par rapport à l'élection du pape Martin V : il leur reprocha d'avoir enfreint ces défenses, & pour l'avenir il les menaça de plus grandes peines en cas de récidive. Le dauphin avoua & autorisa de son approbation ce que venoit de dire le premier président.

Le Recteur & plusieurs suppôts de l'Université sont mis en prison pour cette querelle.

Alors Raoul de la Porte docteur en Théologie prit la parole : & après les témoignages de respect & de sou-

mission dûs au dauphin , il lui porta les plaintes de l'Université contre l'abus que les prélats faisoient du plein pouvoir qu'ils s'attribuoient de disposer de tous les bénéfices. Il représenta que si les suppôts des Universités continuoient d'en être exclus , ces doctes compagnies ne pouvoient manquer de se trouver bientôt désertes & abandonnées. Il pria le dauphin en sa qualité de lieutenant général du roi son père , de souffrir que le pape fût le dispensateur des bénéfices de France , suivant ce qui s'étoit précédemment pratiqué. Enfin il déclara que l'Université injustement traitée par les prélats , dont plusieurs étoient présens , avoit appelé des griefs qu'elle souffroit de leur part , & fait dresser un acte de son appel , qu'il présenta dans le moment.

L'Université se rendoit donc appel-lante des prélats , ainsi que je l'ai déjà observé , & non de l'ordonnance du roi sur laquelle ils se fondoient. C'étoit un tour qu'elle prenoit pour ne point blesser par son appel les droits de la majesté royale. Mais l'avocat du roi, Guillaume le Tur, ne se laissa point éblouir par cette adresse. Il prétendit  
que

que dans la réalité du fait Raoul de la Porte appelloit de l'ordonnance de 1407, & il traita son appel de crime de lèse-majesté. Il déduisit les grands principes sur la souveraineté de nos rois, dont les gens du roi ont toujours été les défenseurs & les vengeurs : & il en conclut que des François ne pouvoient sans crime *mettre la juridiction temporelle, puissance & autorité du roi, au ressort de la juridiction ecclésiastique & spirituelle*, & que par conséquent la Porte & ses complices ou adhérens étoient coupables, & méritoient punition.

La Porte voulut se justifier, & déclara que ce n'étoit point son intention, ni celle de l'Université, d'appeller des ordonnances du roi. On ne l'écouta point : & par délibération de tous ceux qui composoient l'assemblée, le dauphin fit arrêter la Porte, le Recteur au nom & de l'aveu duquel le théologien avoit parlé, & plusieurs autres membres de l'Université : avec cette différence néanmoins, que le Recteur, par considération pour sa dignité, fut mis à la garde d'un chanoine de la sainte Chapelle, dans la maison duquel il tint

prison , au lieu que les autres furent enfermés dans la tour du Louvre.

Le Recteur fut aussi le premier élargi. Dès le lendemain il eut la permission de sortir de la maison du chanoine , sans cependant être entièrement délivré des liens de l'arrêt. Les autres prisonniers , d'abord assez resserés , obtinrent les lundi 28 Février & mercredi 2 Mars quelques adoucissements à leur captivité : mais ils ne sortirent de prison que plusieurs jours après. Le lundi 7 Mars il fut dit par arrêt du parlement, que le Recteur & eux se transporteroient en l'hôtel du dauphin, pour lui demander leur pleine & parfaite délivrance , en déclarant préalablement qu'ils n'avoient point prétendu appeller des ordonnances du roi , mais seulement des prélats , au cas que ceux-ci voulussent de leur propre autorité faire quelque entreprise qui tournât au préjudice de l'Université ; & que même ils n'avoient point dessein de poursuivre cet appel. L'arrêt ajoutoit que moyennant cette déclaration , il sembloit que le dauphin pouvoit leur faire grace pleine & entière. La chose s'exécuta ainsi , & le procès criminel prit fin.

Je dois observer, par rapport à la police de l'Université, que l'appel dont il s'agit n'avoit pas été résolu dans une assemblée générale, mais seulement par les Recteur & députés, c'est-à-dire par le tribunal du Recteur, comme nous parlons aujourd'hui : & le parlement leur en fit reproche, & trouva mauvais qu'ils eussent procédé par cette voie abrégée dans une affaire de si grande conséquence.

Nécessité  
d'une délibé-  
ration géné-  
rale de l'Uni-  
versité pour  
les grandes  
affaires.

J'observerai de plus, que le mercredi 2 Mars le Recteur & quelques députés de l'Université s'étant présentés au dauphin, pour lui demander la délivrance des prisonniers détenus au Louvre, & lui ayant représenté que si on ne la leur accordoit pas, ils ne pouvoient tarder longtems à ordonner une cessation, renvoyés par le dauphin au parlement, ils furent encore réprimandés de ce que *sans cause, ou du moins trop hastivement & légèrement*, ils s'étoient déterminés à juger qu'il y avoit lieu à cesser leurs exercices.

Menace de  
cessation.

Toute cette conduite du parlement à l'égard de l'Université est sévère, quoiqu'on ne puisse pas la regarder absolument comme injuste. Je dirai

Les ordon-  
nances de  
1407 restées  
sans exéc-  
tion.

pourtant que l'Université étoit d'autant plus excusable, dans cet appel dont on lui faisoit un crime, que l'ordonnance de 1407, à laquelle elle sembloit contrevenir, & qui réellement lui étoit à charge, n'avoit point encore eu sa pleine exécution; & que même par des lettres du roi, données en 1413, avoient été confirmées les graces expectatives obtenues en conséquence du Rôle présenté à Jean XXIII. L'inexécution de l'ordonnance de 1407 est constatée par une belle & longue délibération du parlement, prise le 16 Mars 1418, pièce tout-à-fait digne de la sagesse de cet auguste tribunal, & qui mérite d'être lûe entière avec soin. Mais c'est une nécessité pour moi de l'abréger.

Délibération du parlement sur les affaires de l'Eglise.

Le parlement & le conseil du roi, qui alors se réunissoient très souvent, avoient ordre de délibérer sur deux points très importants : savoir sur la réponse qu'il convenoit de faire à Louis Fiesque, envoyé par le pape pour demander qu'on le reconnût, & sur l'exécution des deux ordonnances du 18 Février 1407, dont l'une supprimoit les annates, & autres exactions de la cour Romaine, & l'autre rendoit aux

Ordinaires la pleine & libre disposition de tous les bénéfices. La discussion de ces importantes matières dura depuis le dernier Février jusqu'au 16 Mars , & elle occupa treize séances , auxquelles furent toujours appelés des maîtres de l'Université : & voici quel en fut le résultat.

Sur le premier chef on s'en tient à ce qui avoit été déjà résolu. On pense que le roi doit attendre le retour de ses ambassadeurs , pour se décider d'après leur rapport sur le parti qu'il lui conviendra de prendre à l'égard de celui qui se disoit élu pape. Du reste on garde toutes les mesures de bienfaisance pour la personne de Martin V, dont il n'est parlé qu'avec beaucoup de témoignages d'estime & de considération. Mais Sigismond est traité durement. On étoit persuadé qu'il s'étoit allié avec l'Angleterre contre la France : & conséquemment on l'accuse de s'être montré mauvais cœur par rapport au roi , dont il est proche parent , & par rapport à son propre ayeul Jean de Luxembourg roi de Bohême , qui avoit péri dans la bataille de Créci en combattant contre les Anglois , & dont Sigismond né-

gligeoit la vengeance, en s'alliant avec ceux qui l'avoient tué. On lui reproche les marques d'amitié & de bienveillance qu'il avoit reçues dans le voyage qu'il fit à Paris. On le taxe de trahison & de perfidie, en ce qu'étant parti de Paris, pour aller, disoit-il, négocier la paix entre les couronnes de France & d'Angleterre, il avoit au contraire fait alliance avec les ennemis du roi. De tout cela on conclut que *le Roy ne doit penser aucune chose avoir esté deuement faite, où si inconstante & mauvaise personne a eu la puissance & l'autorité.* C'étoit avec cette simplicité & cette franchise que l'on s'exprimoit alors, même en parlant des têtes couronnées. Au fond, peut-être charge-t-on ici le portrait. Mais il faut avouer que le bel endroit de Sigismond est la conduite qu'il tint dans le concile de Constance; & que ce qui est d'ailleurs rapporté de lui dans l'histoire, ne donne point l'idée ni d'une grande capacité, ni de beaucoup de droiture.

Le conseil passe ensuite à ce qui regarde l'exécution des deux ordonnances du 18 Février 1407 : & premièrement il traite de celle qui rétablissoit



les Ordinaires dans leur droit de disposer librement des-bénéfices suivant les anciennes règles. Il rend compte des obstacles que l'exécution de cette ordonnance a toujours trouvés jusqu'alors ; de la persévérance du conseil & du parlement à demander qu'elle soit exécutée ; des efforts tentés par le roi pour la faire approuver dans le concile de Constance : & il en conclut que le roi en doit ordonner de nouveau l'exécution , mais après que les négociations commencées pour parvenir à la paix avec le duc de Bourgogne auront été heureusement terminées, ou rompues. Le conseil néanmoins juge nécessaire d'avoir égard aux prétentions des Universités , de prévenir l'abus que pouvoient faire les collateurs d'une liberté pleine & entière par rapport à la disposition des bénéfices, & de dresser un règlement sur cette matière en faveur de ceux qui dans les Universités auront fait preuve de doctrine. Comme ce règlement doit être mûrement pesé , le conseil propose d'établir pour le dresser une commission , à la tête de laquelle sera le doyen de Paris , & qui du reste sera composée de quatre conseillers au par-

488 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
lement , & de huit députés des quatre Facultés de l'Université.

Par rapport à l'ordonnance qui suprimoit les exactions de la cour de Rome , le conseil insiste pareillement sur la nécessité de lui procurer une exécution , qu'elle n'a pu encore obtenir.

Édit du roi  
donné en  
conformité.  
Il eut peu  
d'effet.

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 328.*

Telles sont les conclusions de cette auguste & sage assemblée. Le roi les adopta , & par un édit du mois de Mars 1418 après Pâque , il ordonna définitivement l'exécution de ce qui avoit été statué si longtems auparavant par les ordonnances de 1407. Nous verrons que cet édit ne demeura pas longtems en vigueur , s'il y a jamais été. Il ne changea rien en ce qui regarde l'Université , dont le Rôle avoit été signé du pape , & admis en la forme accoutumée par un rescrit apostolique le 29 Janvier précédent : & l'on peut compter pour certain, que les expectatives accordées par l'autorisation de ce Rôle eurent leur effet. J'observe que le rescrit de Martin V établit une préférence en faveur des gens du parlement de Paris. C'étoit un apas pour adoucir le zèle d'une compagnie que la cour de Rome craignoit.

*p. 326.*

Il eût été à souhaiter que le concile Le concile de  
de Constance eût agi avec autant de  
fermeté que Charles VI , contre les  
abus qui se commettoient dans les pro-  
visions des bénéfices , & dans les droits  
pécuniaires & les subsides qu'exigeoit  
la cour de Rome. La nation Fran-  
çoise dans le concile combattit vail-  
lamment pour la suppression des anna-  
tes : mais elle fut mollement soute-  
nue par les autres nations. Les cardi-  
naux , sans en excepter Pierre d'Ailli ,  
s'y opposèrent de toutes leurs forces :  
& d'ailleurs l'élection du pape , sui-  
vant que je l'ai déjà observé plus d'une  
fois , gêna extrêmement tout projet  
de réformation. Martin V , pour s'en  
débarrasser une bonne fois , désiroit  
vivement que le concile se séparât le  
plutôt qu'il seroit possible. La plupart  
des membres du concile ne le sou-  
haitoient peut-être pas moins. On se  
lassoit d'un séjour de près de quatre  
ans dans une terre étrangère. Le peu  
de succès de certaines affaires dégoû-  
toit les mieux intentionnés. Le concile  
se sépara le 22 Avril 1418 , en or-  
donnant qu'après cinq ans il s'en tien-  
droit un autre dans la ville de Pavie.

*Constance se  
sépare.*

*Le concile de  
Constance se  
sépare.*

*Hist. Un.  
Par. T. V.  
p. 307.*

En parlant incidemment du voyage Voyage de

Sigismond à  
Paris durant  
la tenue du  
concile.

*Hist. Un.*  
*Par. T. V.*  
*p. 299.*

*p. 267.*

que Sigismond fit à Paris durant la tenue du concile, j'ai été obligé d'omettre la part qu'y prit l'Université. Sigismond vint à Paris le dimanche 1 Mars 1416, & le jeudi suivant l'Université alla le saluer. Ce fut Gérard Machet, docteur en Théologie, qui le harangua : & l'empereur, sans emprunter, comme c'étoit l'usage, un organe étranger, répondit lui-même avec politesse ; & , suivant ce que porte le regître de la Nation de France, en fort beau Latin. Ce prince avoit l'esprit orné, & il faisoit cas de la science. C'est aussi sur quoi l'Université lui avoit donné de magnifiques éloges, dans une lettre que Duboullai rapporte sous la date du 7 Mai 1414. Voilà tout ce que mon sujet exige de moi touchant le voyage de Sigismond.

Fin de Ger-  
son.

*Enfant, Conc.*  
*de Const. &*  
*Fleuri,*  
*Hist. Eccl.*  
*T. XXI.*

Gerçon a été appelé dans le tems même l'ame du concile de Constance, & il a mérité ce titre par la grande part qu'il eut à tout ce qui occupa cette sainte assemblée. Nulle matière ne fut agitée dans le concile, sur laquelle Gerçon ne parlât, n'écrivît, ne composât des ouvrages où brille la doctrine, & qu'anime la chaleur d'un zèle con-

duit néanmoins par la discrétion & par la sagesse. Ses conseils ne furent pas toujours suivis : ses travaux n'eurent pas toujours tout le fruit qu'ils auroient dû produire. Mais il n'en a acquis que plus de gloire devant Dieu & devant les hommes , pour avoir lutté contre les obstacles avec un courage invincible , que le défaut même de succès ne put rebuter.

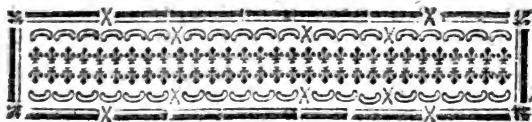
La récompense de tant de grands & importans services rendus à l'Eglise , fut celle que Dieu distribue le plus souvent à la vertu en cette vie , les persécutions & l'exil. Le duc de Bourgogne ne pouvoit pardonner à Gerson ses poursuites zélées & persévérantes pour la condamnation de l'apologie de Jean Petit. Ce prince faisoit tout trembler en France dans les tems qui suivirent de près la séparation du concile , & Paris étoit le théâtre de ses fureurs. Gerson n'osa y revenir , & déguisé en pèlerin il alla chercher un asyle à Rathenbourg dans le Tirol , où il fut gracieusement accueilli par le duc Albert de Bavière. L'année suivante 1419 il vint à Lyon , où son frère étoit prieur du couvent des Célestins. Le duc Jean de Bour-

492 HISTOIRE DE L'UNIVERSITÉ  
 gogne n'étoit plus : & la ville de  
 Lyon, qui tenoit pour le dauphin ,  
 étoit un lieu de sûreté contre la faction  
 des Bourguignons. Gerson y passa tran-  
 quille les dix dernières années  
 de sa vie , occupé à composer divers  
 ouvrages , surtout de piété , & vivant  
 dans une obscurité qui lui fait autant  
 d'honneur que de honte à son siècle.  
 La douceur & l'humilité avoient tou-  
 jours fait son caractère , & alors il  
 s'y livra plus pleinement que jamais.  
 Ce savant théologien , la plus bril-  
 lante lumière de l'Eglise , ne dédai-  
 gnoit pas d'enseigner aux petits en-  
 fans les élémens de la langue Latine  
 & de la doctrine Chrétienne. Il avoit  
 un zèle tendre pour l'instruction de  
 cet âge ; & non content d'y travailler  
 de vive voix , il composa un ouvrage  
 touchant les moyens d'attirer à J. C.  
 T. III. les petits enfans : *De parvulis ad Chri-*  
*stum trahendis*. C'est dans ces exerci-  
 ces , & dans cet état si grand aux yeux  
 de la Foi , que Gerson termina sa car-  
 rière en l'année 1429 , âgé de 66 ans.  
 Il se sentoit défaillir depuis quel-  
 que tems , & il s'étoit préparé pour  
 intercesseurs auprès de Dieu ces mê-  
 mes enfans qu'il catéchisoit , & à qui

il avoit dicté & fait répéter tous les jours plusieurs mois avant sa mort cette humble formule de prières : » Mon » Dieu , mon créateur , ayez pitié de » votre pauvre serviteur Jean Gerson. » Il est enterré dans l'Eglise de S. Paul à Lyon.

Jamais personne n'a été tant loué , Launoi, Hist. Coll. Nav. ni à si juste titre. Launoi a recueilli les témoignages d'une nuée de panégyristes de sa doctrine & de sa piété , parmi lesquels il compte deux conciles généraux , dix-sept synodes particuliers , douze évêques , & un très grand nombre d'écrivains du premier ordre. Sa vertu a brillé d'un tel éclat , qu'on lui a rendu les honneurs religieux , comme à un saint digne d'être invoqué : & cette piété se renouvella lorsqu'en 1643 son tombeau fut découvert , & tiré de l'obscurité où vraisemblablement les fureurs du Calvinisme avoient obligé de le cacher. Peut-être une canonization en forme auroit autorisé son culte , si la cour Romaine n'eût appréhendé d'accréditer les maximes de ce théologien sur la nature & les droits de l'Eglise , par la vénération qu'elle eût fait rendre à sa personne.

*Fin du troisième Volume.*



# TABLE

## DU TROISIEME VOLUME

## DE L'HISTOIRE

## DE L'UNIVERSITÉ

## DE PARIS.

---

### LIVRE V.

§. I. **I** Dée générale du grand schisme d'Occident , & de la gloire que s'acquit l'Université en travaillant à l'éteindre , pag. 1. Naissance du schisme. Election d'Urbain VI , 4. Conduite dure & imprudente d'Urbain , 13. Retraite des cardinaux François à Anagni , 15. Ils vont à Fondi. Election de Clément VII , 20. Le roi Charles V adhère à Clément VII , 24. L'Université se détermine , mais avec



## DES SOMMAIRES. 495

*peine , au même parti , 25. Bulle de Clément VII au Recteur & à la Faculté des Arts , 37. La Nation de Picardie persiste dans son opposition au parti de Clément VII , 38. Affaire du chancelier de sainte Geneviève , 39. Mort de Charles V. Tumulte à ses obsèques , 40. Exactions de Clément VII , 41. Plaintes de l'Université. Violences du duc d'Anjou , 42. La voie du concile général proposée par l'Université , 43. Condamnation du prévôt Hugues Aubriot , 44. Querelle entre le chancelier de Notre-Dame & l'Université , 46. Sédition des Maillotins. L'Université prie le roi pour le peuple de Paris. Le Recteur précède l'Evêque , *ibid.* Déclaration du cardinal de Milan au lit de la mort en faveur de Clément VII , 47. Déclarations pareilles de plusieurs autres cardinaux , 49. Le Rôle est envoyé par l'Université à Clément VII , *ibid.* Bulles de Clément favorables à l'Université , *ibid.* Prières de l'Université pour le peuple de Paris. Ses écoliers & serviteurs affranchis de la taxe , 50. Mort de Nicolas Oresme , 51. Lettres d'enlumineur , *ibid.* Privilèges , *ibid.* Commencement des disputes touchant la Conception immaculée , 59. Bulle de*

*Clément VII*, qui autorise le chapitre de Paris à faire enseigner le Droit canon dans ses écoles, 62. Députés nommés par l'Université pour aller à un concile qui devoit se tenir en Flandres, 64. Bulle d'Urbain VI, qui restreint les privilèges des réguliers, 65. Différend entre l'Université & le Chancelier, 67. Un Cordelier, qui en prêchant avoit donné au chancelier la qualité de chef de l'Université, est obligé de se rétracter, 75. Le parti de Clément VII se fortifie. Voies proposées pour l'union, *ibid.* Affaire de Jean de Montson Dominicain, sur la question de la Conception immaculée, 78. Humiliation des Dominicains, 88. Rétractation de Guillaume évêque d'Eyreux & confesseur du roi, qui s'étoit déclaré pour la cause de Montson, 90. Autres Dominicains obligés de se rétracter, 91. Trait concernant le Chancelier & la Faculté de Théologie, 96. Statut de l'Université touchant les études de Théologie, *ibid.* Mort d'Urbain VI. Election de Boniface IX, 98. Pierre d'Ailli chancelier de l'Eglise de Paris. Ses commencemens, 99. Ordonnance du roi en faveur des médecins de Paris, 102. Fondation du col-

## DES SOMMAIRES. 497

*lège de Fortet* , 103. *Statut de la Nation d'Angleterre pour interdire un usage peu décent* , *ibid.* *Procès. Pédagogies* , 104. *Procès entre l'Université & la reine Blanche veuve de Philippe de Valois* , 105. *Maladie du roi Charles VI. Maux qu'elle occasionna* , 106. *L'Université travaille plus sérieusement que jamais à l'extinction du schisme* , 108. *Mémoire présenté au roi par l'Université sur les moyens d'éteindre le schisme* , 113. *Les bons desseins de l'Université traversés. Sa constance. Elle écrit à Clément VII* , 121. *Mort de Clément VII* , 125. *Election de Benoît XIII* , 127. *Caractère de ce pontife* , 131. *L'Université lui écrit* , 132. *Nicolas de Clémengis lui écrit aussi* , 134. *Benoît écrit à l'Université* , 135. *Charles VI convoque à Paris un concile de l'Eglise Gallicane* , 136. *La voie de la cession y est adoptée* , 140. *Mauvaise foi de Benoît XIII* , 141. *Ambassade du Roi , du Clergé , & de l'Université* , 142. *Lettre de l'Université* , *ibid.* *Négociation infructueuse auprès de Benoît XIII. Ses cardinaux approuvent la voie de la cession* , 145. *Ambassades & négociations du Roi & de l'Université dans toute la Chré-*

*tienté* , [152](#). *Rôle furtif pour les bénéfices. L'Université en empêche l'effet* , [156](#). *Ecrits contre l'Université* , [157](#). *Mémoire anonyme , mais ouvrage de l'Université* , [158](#). *Indignation de Benoît. Appels de l'Université* , [160](#). *Démarches préparatoires à la soustraction d'obédience* , [164](#). *Concile de Paris , où elle est résolue* , [166](#). *Déclaration du roi , qui confirme & exécute la résolution du concile* , [175](#). *Arrangemens pour les matières ecclésiastiques pendant la soustraction* , [176](#). *Rôle de l'Université présenté à quatre prélats nommés par le concile* , [178](#). *Benoît abandonné de ses cardinaux , assiégé dans son palais d'Avignon , refuse opiniâtrément d'abdiquer* , [179](#).

§. II. **E** *Tat des études* , [181](#). *Etudes théologiques. Leur éclat. Leurs défauts* , *ibid.* *Etude du Droit canon fort cultivée* , [186](#). *Logique. Philosophie. Mathématiques* , [187](#). *Grammaire* , [189](#). *Rhétorique , renouvelée par Nicolas de Clémengis* , *ibid.* *Censure de la Faculté de Théologie contre plusieurs propositions concernant la magie* , [190](#). *Commencemens de Gerson* , [192](#). *L'Université maltraitée par les*

## DES SOMMAIRES. 499

*prélats de France dans la distribution des bénéfices , cesse ses leçons , 193. Elle obtient justice du roi , 195. Le procureur du roi au Châtelet cité au tribunal du Recteur comme maître ès Arts : mis à l'abri par le Parlement , 196. Intervention de l'Université pour un de ses suppôts , 197. Conclusion de la Faculté de Médecine , ibid. La soustraction d'obédience , attaquée , 198. Benoît se sauve de sa prison , 201. Ses affaires prennent une meilleure face , 202. La restitution d'obédience lui est accordée , 204. Mauvaise foi de ce pontife , 210. Ambassades du Roi & de l'Université au pape. Discours de Gerson , 211. Le pape donne satisfaction au roi , qui lui rend pleine & entière obéissance , 215. Chagrins qu'éprouva Gerson dans cette affaire , ibid. Les Dominicains réintégrés dans l'Université , 217. Mémoire présenté par l'Université & par la Ville sur le gouvernement de l'Etat , 218. Discours de Jean de Courtecuisse à ce sujet , 219. Jugement de l'Université contre un boursier du collège de Boissi , 220. Affaire de Savoisi , 222. Syndic de l'Université , 230. Mauvaise foi de Benoît XIII parrapport à la cession , ibid.*

*Mort de Boniface IX , 231. Innocent VII lui succède , ibid. Mouvements infructueux pour la paix , 232. Délibération de l'Université pour la sûreté de ses députés ; 233. Dégouts qu'elle essuye en prenant part aux affaires de l'Etat , 234. Manœuvres des deux concurrens , 236. L'Université propose le renouvellement de la soustraction d'obédience , 238. La lettre de l'Université de Toulouse condamnée par le Parlement , 240. Soustraction partielle ordonnée provisionnellement par le parlement , 241. Concile à Paris pour décider au fond l'affaire de la soustraction , 242. Résolution du concile , confirmée par une déclaration du roi , 254. Mort d'Innocent VII. Grégoire XII lui succède. Espérance d'une bonne union , 255. Ambassade de France aux deux contendans. Leur mauvaise foi , leur collusion , 259. L'Université propose & poursuit l'exécution de la soustraction , 267. Le roi se déclare pour ce parti , 268. Grégoire est abandonné de ses cardinaux , 270. Bulles de Benoît contre la soustraction , apportées à Paris , 272. Mesures prises par le roi : la bulle d'excommunication lacérée , 276. Pierre de Lune s'enfuit à*

## DES SOMMAIRES. 501

*Perpignan*, 280. Convocation d'un concile à Pise par les cardinaux des deux obédiences, 281. Concile à Paris, 283. Personnages illustres, accusés & emprisonnés, 284. Les messagers de Benoît, échaffaudés, 285. Prélats, déclarés par le concile fauteurs de Benoît. Affaire de Gui de Roye, 287. Les prisonniers sont mis en liberté par la reine, 289. Pierre d'Ailli, Gerson, & Clémengis, n'approuvèrent point la neutralité, *ibid.* Arrangemens pour la police ecclésiastique durant la neutralité, 291. Articles concernant les nominations aux bénéfices, & les droits qu'y doivent avoir les Universités, 292. Deux écoliers pendus par sentence du prévôt de Paris. Réparation accordée pour ce fait à l'Université, 296. Meurtre du duc d'Orléans. Apologie du fait par Jean Petit, 299. Propositions de Jean Gorel Cordelier contre les droits des curés, condamnées & rétractées, 304.

## LIVRE VI.

§. I. **C**onciles convoqués par Benoît XIII & par Grégoire XII, 307. L'Université de Paris brilla beaucoup au concile de Pise, *ibid.*

*Discours & écrits de Gerson , qui ont rapport au concile de Pise , 310. Fortune & caractère du pape Alexandre V , élu dans le concile de Pise , 314. L'ouvrage de l'union demeure imparfait , 316. Rôle dressé par l'Université pour être envoyé au pape , ibid. Régens & non régens dans la Faculté de Médecine , 317. Agent de l'Université en cour de Rome , ibid. Bulle d'Alexandre V en faveur des religieux mendiants , 318. L'Université s'élève contre cette bulle. Sermon de Gerson. Jugement de la Faculté de Théologie , 320. L'Université empêche une levée de deniers sur le clergé de France ordonnée par le pape , 328. Jean XXIII , successeur d'Alexandre V , révoque la bulle trop favorable aux mendiants , ibid. Il gratifie l'Université , 330. Fermeté de l'Université à empêcher les exactions de ce pape sur le clergé de France , ibid. L'usage du Rôle adressé au pape ne fut point interrompu , & pourquoi , 337. Point de loi fixe touchant la collation des bénéfices jusqu'à la Pragmatique Sanction , 338. Faits concernant l'intérieur de l'Université. Fondation du collège de Reims , 340. Collège de Retel , 341. Collège de Cocqueret , ibid.*



## DES SOMMAIRES. 505

*La maison de S. Victor reconnue & déclarée collège de l'Université , 342. Statuts donnés au collège de Tréguier par la Nation de France , 343. Faits concernant le réctorat , ibid. Cas de conscience résolu par les docteurs en Théologie , 344. Place du grand maître de Navarre nommée par le confesseur du roi , ibid. Bulle qui accorde à Gerson le pouvoir de délier de toute censure les suppôts de l'Université , 347. Troubles affreux dans l'Etat. Fréquens conseils , où l'Université fut toujours appelée , 348. Les princes arment les uns contre les autres , 349. L'Université les exhorte à la paix , ibid. Traité de Bicêtre , 351. La guerre se renouvelle , 352. Discours de Gerson , mal interprété , 353. Ravages des Orléanois ou Armagnacs , 355. Le duc de Bourgogne revient à Paris , 356. Il fait excommunier les Orléanois , 357. Troisième réconciliation des deux partis , 358. Nouvelles menées du duc de Bourgogne. Assemblée des notables. Discours de l'orateur de l'Université. Emprisonnement de plusieurs accusés , 359. Sédition des Cabochiens. Ils s'emparèrent de la Bastille. Leur insolence à l'égard du dauphin. Prisonniers illu-*

*stres* , 361. *L'Université refuse aux Cabochiens son approbation* , 364. *Supplices de quelquesuns des prisonniers* , *ibid.* *Les Orléanois rappelés par le roi. Le bon ordre rétabli* , 365. *Conduite louable de l'Université* , & *approuvée de la cour* , *ibid.* *Le duc de Bourgogne quitte Paris. Le duc d'Orléans y revient* , 366. *Condammnation de l'apologie de Jean Petit* , 367. *Obsèques de Louis duc d'Orléans célébrées par ordre du roi* , 380. *Par la Nation de France* , 381. *Plusieurs princes du sang assistent à la messe de S. Guillaume* , *patron de la Nation de France* , 382. *Le roi y vient lui-même* , *ibid.* *Le Recteur insulté dans une assemblée de l'Université. Pardon accordé aux coupables* , *par l'entremise du cardinal de Bar* , 383. *Les fabriquans & marchands de papier* , *reconnus pour suppôts & cliens de l'Université* , 389. *Droits pécuniaires payés au Recteur. Contestation à ce sujet* , 391. *Recteur élu par les Procureurs* , 392. *Traits concernant le Rôle* , *ibid.* *Difficultés sur la nomination aux bénéfices de l'Université* , 393.

## §. II. Concile

§. II. **C**oncile de Rome en 1412 ,  
*sans effet & sans fruit*, 395.  
*Convocation du concile de Constance*,  
*ibid.* *Députés nommés par l'Univer-*  
*sité pour le concile*, 396. *Ouverture du*  
*concile*, 397. *Arrivée des députés de*  
*l'Université*, *ibid.* *Trois grands objets*  
*occupèrent le concile*, 398. *Pour l'u-*  
*nion de l'Eglise*, *le concile s'attache à*  
*la voie de cession.* *Raisons de cette con-*  
*duite*, *ibid.* *Craintes de Jean XXIII*,  
 400. *Mémoire des docteurs sur la voie*  
*de cession*, *ibid.* *Pierre d'Ailli pensoit*  
*de même*, & *par ce motif il s'opposa à*  
*la confirmation du concile de Pise*, 402.  
*Arrivée de Sigismond à Constance*, 403.  
*Sa présence fortifie les promoteurs de*  
*la voie de cession*, *ibid.* *Les ecclésiasti-*  
*ques du second ordre eurent voix dans*  
*le concile de Constance*, 404. *On y*  
*établit l'usage d'opiner par nations*, 405.  
*Les nations proposent la cession à Jean*  
*XXIII*, *qui feint d'y consentir*, 406.  
*Difficultés sur la formule de l'engage-*  
*ment qu'il doit contracter*, 407. *Les*  
*députés de l'Université font ajouter au*  
*projet des termes plus énergiques*, 408.  
*Formule dressée par les nations*, & *ac-*  
*ceptée par le pape*, *ibid.* *Le pape est*  
 Tome III. Y

*contraint de donner une bulle en conformité , 410. On le presse de donner procuration pour abdiquer. Il s'ensuit de Constance , ibid. La fermeté de Sigismond empêche la dissolution du concile , 412. Sermon de Gerson sur la supériorité du concile audessus du pape , 413. Dispositions peu favorables des cardinaux , 414. Troisième session , 415. Quatrième & cinquième sessions , où est décidée la supériorité du concile audessus du pape , 416. Lettres de l'Université au pape , à la nation Italienne , au concile , 420. Procès & déposition de Jean XXIII , 421. Réflexion sur le caractère & le sort de ce pontife , 423. Suite de ses aventures jusqu'à sa mort , 425. Abdication volontaire de Grégoire XII , 427. Déposition de Benoît XIII , 428. Election de Martin V , 429. On peut la regarder comme la consommation de l'ouvrage de l'union , 431. Condamnation des erreurs , 432. Affaire de Jean Hus , ibid. Sentiment de Gerson sur la doctrine & les prédications de Jean Hus , 433. Erreurs de Jean Hus , 435. Principes de la conduite du concile en ce qui regarde le sauf-conduit donné à Jean Hus par Sigismond , 437. Efforts du*

## DES SOMMAIRES. 507

concile pour ramener Jean Hus, qui résista opiniâtrément, 439. Jérôme de Prague condamné, & envoyé au supplice, 442. Affaire de la communion sous les deux espèces, *ibid.* Affaire des propositions de Jean Petit, 445. Martin Porrée, principal tenant pour la cause de Jean Petit; Gerson pour le parti contraire, 451. Proposition générale de Jean Petit condamnée par le concile, 453. Le concile ne condamne point l'ouvrage même de Jean Petit, 454. Le cardinal de Cambrai soutint puissamment Gerson, 456. Les Mendiants soutinrent le mauvais parti, *ibid.* Propositions horribles avancées par les défenseurs de Jean Petit, 457. Zèle admirable de Gerson. Extraits de quelques-unes de ses pièces, 458. Conduite de Charles VI dans cette affaire, 462. Conduite du parlement, *ibid.* L'Université opprimée semble d'abord abandonner Gerson, 463. Ayant recouvré sa liberté, elle agit avec force pour la bonne cause, 464. La réformation est éludée par Martin V, 471. Mesures prises en France contre les exactions de la cour de Rome, & pour la liberté des nominations aux bénéfices, 472. L'Université combat pour les expectati-

## 508 TABLE, &c.

*ves*, 476. *Le Recteur & plusieurs sup-  
pôts de l'Université sont mis en prison  
pour cette querelle*, 479. *Nécessité  
d'une délibération générale de l'Uni-  
versité pour les grandes affaires*, 483.  
*Menace de cessation*, *ibid.* *Les or-  
donnances de 1407 restées sans exé-  
cution*, *ibid.* *Délibération du parle-  
ment sur les affaires de l'Eglise*, 484.  
*Edit du roi donné en conformité. Il  
eut peu d'effet*, 488. *Le concile de  
Constance se sépare*, 489. *Voyage de  
Sigismond à Paris durant la tenue du  
concile*, *ibid.* *Fin de Gerson*, 490.

Fin de la Table des Sommaires  
du Tome III.

## TOME TROISIEME.

*Fautes à corriger.*

- P** Age 11, *ligne 5*, moyens, *lisez* moyen.  
Pag. 31, *lig. 1*, paroît bien, *lis.* paroît, bien.  
Pag. 61, *lig. 24*, pour, *lis.* par.  
Pag. 77, *lig. 11*, soumettoit, *lis.* soumettroit.  
Pag. 143, *lig. 23*, dir-z-vous, *lis.* diriez-vous.  
Pag. 172, *lig. 1*, assemblez, *lis.* assemblées.  
Pag. 174, *lig. 28*, exempte, *lis.* excepte.  
Pag. 187, *lig. 17*, lorsqu'il fut cardinal, *lis.* lorsqu'il  
fut fait cardinal.  
Pag. 354, *lig. 6*, délarèrent, *lis.* déclarèrent.  
Pag. 382, *lig. 14*, des duc, *lis.* des ducs.  
Pag. 417, *lig. 18*, En voici la teneur, *lis.* Voici la  
teneur du décret.  
Pag. 443, *lig. 23*, le déféra, *lis.* la déféra.  
Pag. 476, *lig. 18*, elle se mit, *lis.* elle se remit.









